The Library - the content

AVRIL 1975 N° 253

Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix: 5 F

Algérie: 5,00 DA Cauada: 1,25 \$ e Expagne: 50 pes, Italie: 650 lires Tunisie: 500 mil.

Abonnements: voir tarif page 21.

Publication mensuelle (vingt-denxième année) éditée par Le Monde

LEMONDE diplomatique

Fondateur · Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IXª

Directeur: Jacques Fauvet

Lire pages 9 à 14 :

La démocratie trahie par...

...Les inégalités de revenus

(Bernard Lory, John Hnckett, Edward S. Herman, Jncques Soppelsa et Daniel Pépy)

Vergogne

Par CLAUDE JULIEN

E drame du monde modernu est sons doute de na pas croire no miracle, nlors même que celni-ci, éblouissant, s'impose no regard le meins attentif.
Car le miracle est là, aveuglant, émouvant comme senles peuvent l'être une générosité sons calcul ou une absolne mauvaise fol. Prodiga : les libertés do peuple portugais ont trouvé d'ardants défenseurs jusque chez d'anciens complices de la dictature renversée...

Comment ne pas se sentir rassuré par ce renfort inespéré? Lorsqu'en 1949 le Portugal de Salazar fut admis an sein de l'OTAN, le « monde libre » solicitait, pour mieux assurer so défense, le conconts d'un régime que ne tourmentoit guère la suppression des libertès fondamentales. Cette association contre nature provoque blen, en Occident, qualques protestations, mais elles ne provencient pas des secteurs qui, unjourd'hai, se montrent les plus yéhéments : ils unt, pendant un demi-ciècle, talèré le viol effectif, total, des libertés an Portugal ; ils s'affligent, s'indignent maintenant parce que les libertés dans ce pays sont moins entières qu'on pourrait le souhaiter, et peut-être plus gravement encare menacières.

LS ont roison. La liberté ne se partage pas. Refusée, en période électorale, nu parti démocrate-chrétien et à deux neganisations ganchistes, la voici déjà plus fragile et vulnémble pour ceux qui en jonissent. Lorsquu les chantres da « monda libre » justificient l'allionce avec la dictature salezzariste, et plus tard l'établissement de bases stratégiques dans l'Espagne franquiste, ils évolunient en pleine imposture. Déjà. Qu'ils l'oublient sans vergogne joge à la fois le solidité de leurs principes et le désintéressement de leurs calculs. C'est lenr affaire. Il reste que le liberté, alle, est indivisible.

En faisant udopter la principe du syndicut nnique, en s'ubstenant de sanctionner certaines violences, en bâillonnant divers groupes pendant le campagne électorale, le M.F.A. a montré que d'efficaces udversaires d'une dictature pouvaient ne pas avoir une bonne compréhension des exigences de la démocratie. Comment donc ponraient-ils la découvrir dons les écrits de ces brillants nuteurs qui, hier, s'accommodnient du salazorisme pour mieux dénoncer les erreurs présentes?

Par la suppression de la liberté, la dictature en interdit le long et délicat opprentissage, portant ainsi des fruits qui, molhanreusement, lui survivront. C'est pourquoi l'effondrement du système policier ne suffit jamais à garantir l'épanouissement d'une vivante démocratie. Les intellectuals « libéraux » qui, par leurs silences ou par leurs écrits, cautionoèrent l'Estado Novo, portent une trop lourde responsabilité pour s'ériger en danneurs de loçons.

T ES entorses aux regles de la démocratie ne seront jamais un moyen efficace L, da sauvegarder les libertés contre les extremistes de tous bords. Pente dangereuse, sur laquelle peut n'exister oucue butoir. Une décision arbitraire, prise en petit comité, ne saurait en oncue cas sa substituer aux seuls moyens démocratiques qui permettent, le cas échéant, de refuser la liberté aux foctieux qui la meoaceraient. De tels procédes risquent fort, ou contraire, de précipiter l'épreuve de force qui enterrorait pour langtemps une démocratie fraichement reconquire.

D'outant que le Portugni ne vit pas isolé du reste du monde. Le parti communiste portuguis le sait bien, loi qui, eo opprouvant sans réserve, en 1968, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, souscrivait à le loi non écrite qui n instance, entre Moscou et Washington, le portuge do monde en zones d'infinence. Les gouvernants de Lisbonne doivent savair à laquelle de ces zones leur pays appartient... Qu'ils soient saus illusion : ce qui s'est passe un Brésil en 1964, à Saint-Domingue en 1965, no Chili en 1974 peut être réédité un Partugel, un dans un autre pays enropéen, en 1975 ou 1976.

Trata attainte nex intérêts qui ont prospéré sons la dictature invite à na conp de force inspiré ou soutenu par l'étranger. Ce n'est pas une raison de renoucer à l'indispensable bouleversement des structures politiques et économiques. Mais toute atteinte aux libertés fondamentales deviendrait une providentielle justification a a posteriori » : c'est un alibi qu'il serait suicidaire de fouroir oo grand protecteur.

PRIX-PLANCHER ET « LEADERSHIP » AMÉRICAIN

M. KISSINGER ET LE PÉTROLE

Les revers essuyés par la politique très personnelle de M. Henry Kissinger au Vietnam, au Cambodga, à Chypra et en Proche-Orient dannent une impression de faillite généralisée, aggravée par la détérioration des positions américaines en d'autres secteurs du monde, notamment au Portugal, mais aussi en Club de Peris qui a refuse d'axaminer la reconduction de la dette chilienne.

Cette débâcle paraîtrait d'eutant plus retentissante que l'on aurait foudé davantage d'espoirs sur les talents d'un prétendu « magicien » dont on a pourtant, et depuis lougtemps, critiqué ici les conceptions et les méthodes afin d'en montrer l'irréalisme. Certaines désilusions d'eujourd'hui sont à la mesure des excessives louanges d'hier... En fait, les plus sérieux échecs unregistrés sont ceux d'un homme qui, fût-il investi des plus lourdes responsa-

E camp occidental présente un front commun, sous la houlette des Etats-Unts, à le réunion préperatoire de le conférence sur l'énergie proposée par le président Valèry Giscard d'Estaing. L'enjeu de ce rassemblement, véritable obsession de le diplomatie américaine, dépasse targement le cadre des négocietions entre pays industrialisés et tiers-monde, qui ont peu de chences de déboucher sur un véritable dielogue. La nouvelle soliderité occidentale qui epparaît à ce propos doit être eituée dane le contexte général de le «revitalisation du leadership» amàricain souheltée par le secrétaire d'Etat Henry Klesingar; un dessein qui implique le réexamen globel des relations entre les Etats-Unie et l'Europe dans les domaines politique, économique et mili-

M: Kissinger evait blen lancé l'idée de le « nouvelle charte atlantique » le 23 avril 1973, et 1973 deveit être l' « année de l'Europe ». Male le crise de l'eutomne eliait exacerber les lansions eu sein de la communauté edantique. Le 12 décembre 1973, M. Kissinger, dans un important discours prononcé à Londres devant le Société des pèlerins (1), récusait une Europe qui risqueit de se faire eux dépens des Etats-Unis et soulignait l'impérieuse nécessité de renforcer la solidarité sous leadership américain.

A Washington, en tévrier 1974, M. Kiseinger faisait eccepter par tous ses grands partenaires occidentaux, à l'exception de la France, l'idée d'un front des consommateurs, qui e conduit à la créellon de l'Agence internationale de l'énergie, en novembre 1974. Le secrétaire d'Etat devait, à plusieurs reprises, exposer les raisons profondes da cette solidenté. Le 3 té-

 Auteur de Pétrole, la Troisième guerre mondiale (Calmann-Lévy, Paris, 1914). bilitès, reste un brillant théoricien transformé en diplomate amateur : ce ne sont pes les échecs d'un outil diplomatique qui, lui, demeure à peu près intact. Si l'actuel secrétaire d'Etat en a fait un malhabile usage, cet sutil n'un est pas moins puissant et efficace. Bien que le doute et le scepticisme aient gagné du nombreux esprits, l'hégémaniu des Etats-Unis reste, eojaurd'hm comme hier, assise sur la même suprématie stratégique, sur la même puissance

et le scepticisme alont gagné du nombreux esprits, l'hégémaniu des Etais-Unis reste, eojaurd'hm comme hier, assise sur la même suprématie stratégique, sur la même puissance économique en dépit de la récession, sur les mêmes multiples moyens de pression politiques, manétaires, financiars, etc. Seul un recul important dans ces secteurs permettrait en cassant l'outil, de conclure à un échec déterminant de la diplomatie américains. C'est pourquoi il importe d'euvisager avac réalisme, par exemple, les chances et les difficultés de la stratégie pétrolière de Washington.

Par PIERRE PEAN*

vrier 1975, devant le Nationel Press Club, è Washington, il affirmalt que le résolution de la crise de l'énergie devait renforcer la solidarité dens tous les domeines, car « l'eneemble du monde industrialieé doit affronter une crise grave qui affecte simultanèment l'économie, les institutions politiques et le eens moral ».

. Une crisa morale qui est à la base de loutee nos difficultés -, ajoutalt-il. Pour l'affronter et éviter tous les troubles politiques qu'elle implique, un resserrement des rangs est donc, selon lui, Indispensable. L'évolution de le situation eu Portugal, en Italia et mêma en Frence n'est pour M. Kissinger que le début d'un processus qu'une crise economique me-jeure accélérereit dans les prochaîne mois en provoquant « l'arrivée de gouvernements autoritaires de droite ou de gauche ». En vue de sauver les démocraties occidentales, le coordination des politiques économiques et énergétiques est donc devenue le laitmoth da M. Kissinger, Dans son interview à Business Week, en jenvier 1974. il prétendalt que les aillés et amle des

Etats-Unis evalant eccepté cette idée. « Ainsi il s'est produit, en un an, un virage è 180°. »

Le secrétaire d'Etat peut effectivement trouver dee motife da estisfaction dans l'attitude de ses ellés. Dans le cadre de l'Agence internetionale de l'énergie, ils ont tous - sauf le Frence - eccepté un plan d'urgence en cas de nouvel embargo patroller. Ce plan est à l'évidence un blenc-seing donné à le politique eméricaine, puisqu'il prévoit le déclenchement autometique d'une ripoete à una éventuelle action des producteurs qui, selon toutes probabilités, fereit suite à une initlative diplometique ou militaire américalne dens le Proche-Orient. La solidarité financière est également chose acquise : le recyclage des pétrodollers, tel qu'il est prévu, permettra aux Etats-Unie d'en tenis le robinet, ce qui leur offre un très important moyen de pression sur les entres pays Industrialleés. Le dialogue euroerabe, tellement craint et souvent villpende par le département d'Etat, en est resté eu stade des espérances, eurtout françaises. Enfin, tous les pays groupes eu sein de l'Agence devraient adopter une attitude commune fece à l'OPEP.

ner à des prix inférieurs eu coût moyen

d'accès de l'économie amàricaina. Meigré

toutes les pressions exercées sur eux,

Européens et Japonais n'ont donc donné

Ce demi-échec de le diplometie emén-

entre les Intérêts économiques des États-

Unis et ceux de l'Europe et du Jepon,

meis il résulte aussi des nombreuses

contradictions de le stratégle énergétique

américalna qui se sont dévollées depuie

ceine tient à le divergence fondame

l'eutomna 1973.

De nombreuses tensions intérieures

consensus politique e pu, en e os dégager sur le notion de protection nécessaire des investissements qui seront effectués pour développer les ressources énergétiques et diminuar ainsi la dépendence des pays industrialisés à l'égard de l'OPEP. La principala crainte des Etats-Unie concerna l'éventuelle beisse, dans les prochaines années, du prix du pétrola, baisse qui remettrait en ceuse le rentabilité des investissements très alevés réelisés, pour la quasi-totalité, sur la territoire des États-Unis et par lee trusts américains. • La consommetion incontrôlée d'un pétrole à bas prix est le ceuse principale de le vulnérabilité ectuelle des pays Industriellsés », a récemment décleré M. Kissingar. Et M. Tom Enders, son représentant à l'Agence, a réussi é entrainer ees partenaires dena une soliderité autour du principe d'un pétrole cher qui seul permettreit eux Etets-Unie de mener à bian leur - projet Indépendance -.

Toutefols, l'expression de cette solidarité n'a pas été aussi totala que l'aurait souheité le département d'Etat. L'eccord, en effet, a'est réalisé sur un concept politique de protection des investissements at non aur un prix-plancher élevé at bien défini. Non seulement ce prix-piencher que réclamait M. Kiasinger aurait mis l'industrie américaine définitivement à l'abri, mais il aurait ampêché les alliés des Etats-Unie de bénéficier d'un éventuai renversement du marché

(1) CL le Monde, 14 décembre 1973,

Dans ce numéro

Difficile voie laotienne

Israēl et la paix

(Pages 16 à 18.)

agit dans le présent

Quand l'histoire

FIRMES MULTINATIONALES ET DROIT INTERNATIONAL

DES GÉANTS EN QUÊTE D'UN STATUT JURIDIQUE

N peut dire que, au point de vue dn droit international positif, les sociétés multinationales n'existent pratiquement pas. Cela ne doit pas surprendre. Le phénomène est ancien, le nom est nouveau, mais la compréhension de l'un et de l'autre commence seulement à se faire jour avec une extrême difficulté. Ce fait a été mis en lumière par le rapport présenté en 1974 au secrétaire général des Nations unes en application d'une résolution de 1972, par le « groupe de personnalités chargées d'étudier les incidences des sociétés multinationales sur le développement et les relations internationales ». Ce rapport constate, dans l'un de ses passages les plus intéressants, que, « pendant toute la durée de son travail, le groupe a été surpris par la rareté des informations utilisables, sur se comparables, sur bien des aspects de cette question ».

L'une des clès de l'essor des multinationales est précisément le secret dont elles entourent leurs activités. Elles ne sont présentes, en tant que telles, dans aucun des paye où elles fonctionnent. Il est essentiel que chacune des entreprises qui les composent possède une existence juridique autonome.

L'aut blen entendu d'une fiction.

autonome.

Il s'agit, bien entendu, d'une fiction, fiction légale qui permet à la multinationale d'utiliser toutes les «fi-celles» du droit interne et du droit international pour réaliser le maximum de bénéfices et renforcer son pouvoir politique face à l'Etat national des pays dans lesquels elle opère.

Cette situation est, plus encore qu'une bonne gestion économique et financière, à l'origine de la dépen-

Par ARMANDO URIBE*

dance de plus en plus marquée des Etats nationaux par rapport à cette nouvelle forme de domination. La souveraineté des Etats subit — et le phénomène n'est pas particulier aux pays sous-développés — des atteintes inconnues dans le passé.

Devant l'inquiétude que ce phénomène commence à éveiller dans certains pays et même aux Nations unies, les sociétés multinationales mettent actuellement en ceuvre une stratégie qui implique des périls accrus pour la souveraineté des Etats. Cette stratégie a pour objet de légitimer leur présence et leurs activités en tant que sociétés multinationales, et d'obtenir la reconnaissance d'un statut international les plaçant sur

Cette stratégie a pour objet de légitimer leur présence et leurs activités
en tant que sociétés multinationales,
et d'obsenir la reconnaissance d'un
statut international les plaçant sur
le même plan que les États.
Cette aspiration des multinationales
à être reconnues en tant que sujeta
de droit international trouve des soutiens dans certains pays — évidemment ceux dont ces firmes sont originaires, les Etats-Unis en premier
leu — et même dans les assemblées
internationales, qui ont cependant
pour raison d'être de défendre les
Etats et le droit des peuples (ce droit
est expressément reconnu par la
charte des Nations unies, des son
article I, et par nombre d'autres
les initiatives tendant à proposer
l'arbitrage international en cas de
conflit entre un fitat et une société
multinationale constituent l'exemple

* Professeur associé à la Sotbonne, ancien ambassadour du Chili à Pékin. le plus notoire de cette dangereuse tendance.

Dans le cadre du droit international

conomique en formation, un certain nombre de principes qui commencent à se dessiner — et qui, à leur tour, sont fondés principalement sur les principes de souveraineté et de non-intervention dans les affaires intérieures des autres peuples — permettent toutefois de disposer, jusqu'à un certain point, d'éléments de défense face à la menace que les sociétés multinationales représentent pour les Etats et pour les peuples. Quelquesuns de ces principes, qui tronvent leur source dans la pratique récente et, de façon partielle, dans la doctrine internationale, peuvent être dès à présent énumérès:

1. — Les activités d'exploitation économique des entreprises étrangères — qui sont de plus en plus fréquemment des filiales plus ou moins dégnisées des consortiums multinetionaux. — entraînent fréquemment, surtout dans les pays en voie de développement, un véritable « entrehissement anns cause ». Ces firmes perçoivent des bénéfices que l'on considère comme « excessis » en se fondant sur des accords internationaux fixant un plafond aux intérêts que les firmes étrangères peuvent légitimement recevoir (tel est le cas de divers pays latino-américains qui, en ce qui concerne les investissements étrangeres, admettent une commune notion de revenn maximum, définie en particulier par le pacte andin).

(Lire la suite page 8.)

A la Grande Maroquinerie de Paris RIVES

Style et coloris nouveaux

156, rue de Rivoli

MÉTRO: LOUVRE

DIFFICILE VOIE LAOTIENNE

Une subtile neutralité agissante

D EUX ans es sont écoulée depuis le signature de l'accord de Vien liane et apparemment, rien n'e changé. Le rythme de la vie quotidienne cute plus volontiers des fluctuetions du prix du riz que de l'application das accords da paix. Dans les campagnes comme dens les villes, checun s'est Installà dans la guerre. L'année demlàre, les pluies ont été

tardives et la phase de repiquage du riz a étà ajournée d'autant. Cette riz Importà. Alors les commerçants cachent le riz pour teire monter tes prix. A la Direction du commerce, qui a remplacé l'ADO (Office de développe-ment egricole, géré par les Américains) pour le distribution du riz, il feut parfois ettendre plueleura heures evant d'obtenir le ration hebdomadeire.

visager des changements epectaculaires. Les tensions polléques fevorisent l'immobilisme économique, Le Laos reste un t'existence de deux zones séparées empêchent la création d'une entité ationale qui fournirait le base d'un déve loppement conforme aux besoins de la population. Les dosslars du ministère du tient eux politiciens, « Cette période préélectorale, dans lequelle noue som-mes déjà entrès, contredit, par principa, touta idée de planification régionals comme netionale pulsque les éléments politiques à très court lerme eoni pré-

Les rivalités politiques élargissent l'audience du Front patriotique

Par DANIEL LECONTE

Sur le plen politique, le progression est très lents. Les demiers échanges de prisonniers ont eu lieu an novembre 1974. Pourtant, le paix est un ecquis populaire. L'entrée du prince Souphe nouvong à Vientiane, en avril 1974, e àtà un véritable triompha. La foule, de l'eéroport à la ville, e fait au président du Front petriotique un accuel data du Front à Vientiane (milie) et à Luang Prebang (cinq cents), a boule-La partie de Viendene et la Front patrio-tique se retrouvent côte à côte pour gérer les affaires publiques alors que toutes La crisa cardiaque du prince Souvanne Phoume et son départ en convelescence pour le France, au moie d'août, les e premier ministre est rentrá. Au-delà des epparences II e trouvé une modificaon senzible du rapport des forces.

progression du Front patriotique

L'habile

Peu de lours avant l'arrivée du prince Soophanouvong è Vientiane, les soldats du Front patriodque prenaient leurs quartiers dans le ville. La aurprise était de taille pour une population qu'une intense propagande avait fini par convaincre qua les eoidats du qui avaiant changé d'uniforme. Or Vientiane at Luang-Prabang ont découvert da jeunes paysans du Leos du Nord, méliants certes, male ne ménageant pas leur amabilité vis-à-vie d'une population attentive à leurs moindres gestes. Sur la route de Tadeue, près de Vientiane, une

jeune femme se rend au marché du matin. Des policiers l'errêtent et lui demendem une rançon en échange de son passage. Un soldat du Front patriotique qui prend es détense est envoyé è terre et roué de coups. Armé, il ne bouge pourtant pes, comme ses camarades qui assistent passer le jeune femme i Cette histoire a fait la tour da le ville.

Ample uniforme kaki, casquetta chinoisa boutlante, chaussures de campagne, AK-47 en bandoullère, les soldats du Front patriotique s'intègrent peu è pau au paysage de la capitale. Ils s'arrêtent dans les magasins, discutent avec les commerçants, créent des ilens avec la population. Chargés d'assurer le sécurité, avec les forces de la partie de Vientiene, dens le cadre des patroullies mixtes, ils n'ont pas eu de gros problèmes d'adeptetion. La seul domaine où le Front patriotique n'élend pas sa compétence resta la police da le circulation, chasse gardée de la police locale, connue pour se corruption. La Front d'e voulu leisser planer aucun doute sur l'intégrité de ses troupes. « Les cartouches eucrées sont plus mortelles que les balles de l'ennemi », nois un cadre politique, qui ajoute : « Avant, la police s'installait dens les boutiques, commandait les produits, soutirait de l'argent. Maintenant, depois que nos soldats sont evec eux, lis ont honte, et les commerçants sont tout surpris de voir que le

Le Front patriotique, qui entend profilter de sa présence dans les villes neutralisées pour transformer les mentalilés torgées par plusieurs années d'occupaperticulière à son imege de marque. Conjointement à l'ection que mênent les ecidats, le troupe artistique do Front patriotique a réalisé une tournée dans la zone da Vienliane, à l'occasion du 28 enniversaire de l'indépendance. Les des millers de personnes et ont donné naissance à un phénomène culturel de masse. Pour la première fola, la popureconnuitre dene les siens una authenbque production culturalle qui contribue à renforcer l'identité nationale leotienne. En somme, le présence du Front patriotaires é la paix, male initie la population de Vientiens eux usages nouveaux

répandus en zone libérée. Aussi bien sur le plan politique que eur le plan du rapport des forces milltaires, il semble que le Front patriotique ait le aituetion blen en mein. L'éclipse du pouvemement d'union nationale. tireillé antre les grendes familles, favorise le percès politique du Conseil politique national mixts. Hasard ou calcul lucide du Front, le centre de gravité de l'activité politique e'ast, en effet, déplacé à Luang-Prabang. Là, à la listère des zones libérées, juché sur une colline proche du palais royal surplombant le ville. le Conseil netional politique mixte, demiàre-née des institutions politiques lectionne, e choisi da se fixer. Pour beaucoup, sa naissance constitualt une énigme. A l'époque, le droite y attachait peu d'importance : considérant que l'essentiel demeurait le contrôle du goueoins les plus attentifs. Sa aurprice fut de taille lorsqu'elle apprit que le prince Souphenouvong en leissall le vice-préeldence à Phoumi Vongvichit, membre du Front patriotique, al prenali lui-même le direction du Conseil politique. Elle elues saq tlassige's en ll'up tiellduo ment de gérer les affaires publiques concurrentiellement avec l'autre partie, mala que la batailla engagée se menalt aussi sur la tront idéologique et politique. Dans cette bataille, le rôis du Conseil politique, valorisé per l'inaction du gouvernement, devenalt capital.

En juin demier, le Consell politique a rédigé un programma en dix-huit points qui reprend en grande partie le programme du Front patriolòque. Voté à que le Front patriotique exerce désormais au eein du Conseil. Considéré comme une institution politique mineurs, à caractère consultatif, il s'est peu à peu Imposé comme le véritable moteur politique. Il s'est réun! an deuxième asseion dernièrement et chacun, au Laos, attend avec intérêt la conclusion da ses traveux. Seul capable d'élaborer et de diffuser des projets politiques grâce à l'unenimité qui e'en dégage, son arbitrage at ses orientations s'imposant de plus en plus face au gouverne à l'Impuissance. Auprès d'une population sensible à tout ce qui pourrait lui redonner espoir, le prince Souphanou-

donnà le travail des rizières, pensant dés, lie ont décrété le grève et sont déterminés à mettre le leu à l'usine acceptées. A l'extérieur, les militaires veillent, Inquiets.

Aucun secteur n'e àté épargné par ce mouvement. Les employés de la voirie et des travaux publice de Vientiane vestige d'Air Americe, ont mené une lutte victoriause. Les premiers ont elon hors du Lace de deux cadres supérieurs, l'un Amàricain, l'autre Thailan-

américeins (mille personnes) se sont mis en grève. C'est aux eoldats du Front vellier à le sécurité de l'ambassade pendant les négociations l

journaux muraux fleurissent sur les édifices en grève. Sur la place du marché. les langues se déllent. Le population a'empara de la critiqua du passé. La les plus petits recoins da l'ancien pouvoir. Chaque jour qui passe voit tomber des têtes. Après le préfet de Vientians et le chef da le voirle, les directeurs de le police, du commerce et d'E.D.L. (Electricité du Laos) sont mie en cause. On apprend que tal génàral des FAR est principal actionnsirs d'una usine an grève, que tel haut fonctionnaire e empoché le bénéfice des taxes perçues eur les commerçents. Beaucoup d'informations circulent. Peu sont vraies. Et pourtant, en libérant la parole, la grève a rempli son rôle...

Désormais, trente mille travailleurs, chiffre fourni par la Direction du travail savent que rien na sera plus comme avant. Mais qui sont-lis au juste ? Jeunes diplômés, qui n'ont pu trouver d'emplois usines et les sociétés mixtes. Chauffeurs de taxis ou de eam to (4), qui louent leurs véhicules à des compagnies du Matin. Charbonniers, cinq mille envi-ron, disseminés dans la plaine da Vientiane, pour qui la production du charbon de bois constitue une activité complémentaire du travall de la terre, qu'ils n'ont pas abandonné. Bref, un éventail d'ectivités dont le loi n'arrive pas encore à fixer les contours. Beaucoup sont



vong, dont l'autorilé sur ses paire est assurée, y e conquie le sympathie popu-

Le leçon est dure pour les partieans de l'équilibre politique. D'une certaine manière, le succès du Conseil politique est eussi celul du Front patriotique, qui e su y gegner le bataille politique. somme, le Front n'e lait qu'edapter les principes de la guerre populaire à le lutte politique : concentrer ses torces là cò l'edversaire est le plus faible dans le dispositil institutionnel et proliter de son désarrol pour àtablir une base solida à pertir de laquelle pourroni être menées les luttes futures.

semi-citedins, grapillant dans les campagnes les ressources que le ville leur refuse. Parier de prolétariat a peu de sans. Aussi les Laotiene préférent-lis utiliser le terme de kamakone, tragorie eociele oleive, riche non investissement de son capital maie par corruption. En 1972, les « experts » évatuaient à 29.000 kips le minimum vital d'une famille de quetre enfants. Aulourd'hui, malgré l''àrosion monétaire, le revenu moyen d'una telle familie est de

10.000 à 15.000 kips. Pour le kemakone, le guarre fut une période noire. Les jeunes ruraux fuyant la mobilisation vinrent en ville, attirés par - les mervellles de la civitieation - que les Américaine apportaient evec eux. De ce lestin auquel lis n'étalent pas conviés, ile ne pertagérent que les miettes. Le - monde libre « réservait à d'autres ses teveure. Pour survivre, lle devinment kamakones Entre-temps, des patrons lucidas avaient distribué des ectione fictives aux généreux afin d'asseoir leur pouvoir. Là, les kamakones retrouvérent ce qu'its avaient ful, la bannière étollée de l'armée, et perdirent pour longtemps une certaine idée de la liberté. Durent le conflit. Vientiane, Savaneket, Paksé, respirant l'Insouciance, coularent ainsi des jours paisibles. Les politiciens liés aux grandes temilies y joulssalem d'une immunité totale à l'abri de lequelle croissaieni les privilèges. - Avant, dit un fonctions si tu dénonçais le corruption, on l'envoyalt dans te Mékong. -

(1) Note sur la régionatisation de la Manification d'après guerre, Ch. Taillerd, ninistère ou plan et de la coopération, juillet 1973.
(2) USIS: United States Information

Service.
(3) 25 000 kips = 120 F. Au marché noir,
18 Collar vaut entre 800 et 1 200 kips.
(4) Le sam lo est un vélotari.

La lutte pour les réfugiés

Front patriodque, teni eur le terrain que dans les insti-lutions politiques, connaît les tortunes diverses. Selon les cleuses politiques de l'eccord da Viantiane, checun d'Elet effribué à la partia adverse. Deux ministères considérés comme mineurs (justice et P. at T.) reviennant à des personnalités. Les Irictions, par directeurs da cabinel Interposés, soni fréquentes. Un fonctionnairs noue confiait : « Les Pathat-Lao veulant régenter la ministère elors qu'ils ne connaissent rien à l'information. He ne savent pas ce qu'est la liberté d'expression. Ils confondent information et propagande.

Rélention d'informations, tracasseries burseucra-tiques : lelles aoni les principales sources de centilit. L'un d'entre eux, qui oppossit la ministre da la délense nationale, Sieuk na Champassak, el son sacrétaira d'Etal, e donné lieu é dae échanges de communiquée très vits. La secrétaire d'Etat reprochait au ministra de na pas transmettre les dosalers concernant les Forces armées royales. Il ful fut répondu que l'on voulait bien ouvrir les portes du ministère, non celles des FAR - ou alors - donnez la réciprocité. -

Généralement, l'ectivité du gouvernement se borne à assurer une gestion au lour le jour. Les querelles d'interprètation dee textee et la lenteur des prole présence des éléments - durs - llés aux grandes familles. Ce domaine est la leur. Ngon Sananikone, Slauk na ak, Khampat Abbey, etc. y sont à l'aise. L'entrée an force du Front patriotiqua a réussi à diluer leur influence. sans pervenir à sortir le gouvernement da sa léthargie. Régl per la règle de l'unanimité jusqu'à concordence da vues entre les deux perties, le gouvernement e reporté toutes les décisione capitales : suspens, en attendant le règlement des questions politiques. La reconnaissance du G.R.P. du Vietnem du Sud ettendra des jours mellieurs I Sur la question reconnaissance du gouvernement royal d'union nationele du Cambodge à l'ONU, le Laos e'est ebstenu. C'est en tévrier de cette année seulement que le gouvernement a approuvé le programme en dix-hult points proposé, hult mois plus tôt, par le Conseil netional polltique mixte (C.N.P.M.). Sur le terrain, la cohabitation est

parfole difficile. A la mi-octobre, de violents accrochages ont au lieu à Banphou-Koum, près de le plaine des Jarres. Pourtant, les bevures sont rares. Enine les deux - côtés -, les arrangements se font souvent à l'amiable. . Les Néo-Leo empiètent, mais on va s'arranger. Pour ne pes créer d'histoires, moi, je laisse tomber «, déclare le gouvernsur de la province de Luang-Prabeng. Le chef d'état-major de la première règion militaire dire à peu près la même chose : « Nous avone reçu l'ordre du emplatements et de ne pas riposter. -Sur la route nº 13, de Paské à l'île de Khong, il est difficile de se faire une idée de la limita exacte qui eépare les deux zones. A l'approche d'une zona contrôlée par le Front patriotique, une agitation tébrile règne dans notre taxi.

GROSPIRON RACULT GROSPIRON SUC DEMENAGEMENTS EMBALLAGE GARDE-MEUBLES EXPEDITIONS. 49, Rue de la Fédération XV* 734-02-66

« SI vous allez dans la Sud, vous verrez des Vielnemiane du Nord partout. » Nous savons, desormale, que ca privi-Laotiena nous acquelliant plus étonnés que fâchés.

Onza ane de guerre ont fait du Lace un immense camp de réfuglés. De cinq cent mille à huit cent mille personnes (soit le quart de la population) ont été déplacées et sont désormale l'objet des sollicitudes - touchantes - de la partie da Vienbane, qui na peut prandra le rieque d'en perdre le contrôle evant les électione. Aussi des moyens non nàgligeablee sont-lie mie en œuvre pour fixer ces populations afin de les empêcher de regagner le zone libérée ainsi

L'USAID participe pour ee part à l'opération : elle formit perfois l'aide alimentaire et les produits de première son action sur le dévaloppement des infrastructures routlères, scolaires, etc. La route de Luang-Prebang à Sayabouri sera terminée dene le courant de l'ennée Sur le troncon construit jusqu'à ce jour. les rétuglés se regroupent eutour des egricoles mis en piece per l'USAID. La Dooley Foundation atend le domaine de sa compâtence : de l'atde médicale, elle envisage de passer maintenant à l'aide culturelle.

Enfin, le projet des FAR consiste à convent/ les soldats en instituteure dans les régions qui bordent la zone les réfuglés peuvent, à l'occasion, être un pactole pour d'autres. Le prince Souphenouvong noue déclarait : « La partie de Vientiane dit que les rétuglés ont ilberté de restar où ils sont. C'est une teusse liberté. Avec le financement américain, on leur fait des logements des écoles, pour qu'ils restent du côté da Vientiene. - Il ajoule : - On parte beaucoup ici des londs pour aidar tes C'est encore un pactola pour certaines personnes. D'ailleurs, le Congrès amèbon, car le vérité est qu'il s'agit d'une

La Front patriotique exige, de son côté, que le retour des réjugiés eait population ne vienne pes boutever-eer l'équilibrs démographique, écono-mique et eoclal dans ls zone libérée. C'est un danger réel. La présence des réfugiés dans le zone de Vientiane est une source de contradiction explosive. réfugies asulement sont rentrés ches eux. Comme la partia de Vientiana ne peut les Intégrar sans risquer d'ébrenter eon propre équilibre, on peut espérer que l'embargo sur lee rétuglés sera levé « date les mols out viennent.

Une forte vague de grèves

Si, en apperance, tout est comme par la passé, en tait le Lace connaît, depuis l'été demier, de profonds mouvements sociaux En solit, à Viemiane, le légalité s'est eussi mies en vecances. Des cloaques de la péri phérie, lleux morbides où la misére e trouvé refuge, eux somptueuses villas des bantieues résidentialles, la nouvelle s'est propagée comma une trainée de poudra : le grève, mot magique et effreyant, ill tiesé antre les exclus, s'est installée su cœur de la ville.

Selon le Direction du travail, le mois d'eoût e compté dix contlite par lour Partout la même atmoaphère. Près du Mékong, le slège de la police est occupé. Sur le trottoir, so laca, tréquentà en permanence pendant le durée du conflit, les passants

assistent, médusés, à una métamorphose. Hier principaux artisene de la corruption, six cents officiere subaltemes de la police demandent eujourd'hut la démission de leur directeur, souçonné de tirer profit linenciérement de se tonction. A l'intérieur, les discussions vont bon train. Du baicon d'un bâtiment ouvert à tous vents, les heutperleurs égrénent une musique traditionnelle entrecoupée de déclaratione politiques. Dane le cour, une essemblée ettentive fait t'apprentissage de le lutte. Ce soir, grace à la nourriture offerte par le population, le pique-nique politiqua pourre se pri à la lueur des projecteurs

A Leo Wood Industry, sui la roule de Tadeua, l'ambience est la mame, Sur un penneau on peut lirs : - Lunes pour la justice el pour le vie quotidienne, c'est

mieux qua d'être l'instrument de ceux qui ne travaillent pas mais gegnent beaucoup. La solidarité est la source da la vicioire. Il ne faut pas croirs les exploi-

500 n vingt récon tripa vietno ention

PEUT gn seroies ponse iristitut respect l'ézolite gouver Une dent cx

prėsents CUR UR tion don Tous de ni l'un . terme d ment o vietnami directeme

> GI RAO

faisait rei

TIENN Dissanle

111

115

d'une conscience politique

.Une brèche fut ouverte dens ce diapositil le jour où ies soldats du Front patriotique entrèrent à Vientiane. Dès lors, les énergies, musaiées des années durant, e'y sont engouttrées avec avidité. Plus rien ne les relenait. Le rapport de forces modifié rendalt impossible une répression dure. L'inscription des libertés démocratiques dans la texte des eccords donneit au mouve-ment sa caution légale. Les étudiants, les premiers, firent ce consist. Au début de l'année 1974, le fédéretion des àtudiants (huit milla membres) élait à l'origine de graves dénonçant pêle-mèle l'injustice sociala, la corruption, les jeux da hasard et l'expansionnisme thallandals. Seul mouvement structure, le fédération a joué un rôto capital dans le déclanchemant dea grèves du mola d'août.

Ecumant les campagnes, les étudiants ont profité des vecances scolaires pour informer la population du contenu de l'accord al du programmo en dix-huit points. Dans cinquante villagee où ile sont passés, ile ont laissé des noyeux qui continueront ca travail de tormation. A Phou-Phe, canton de Phoum-Si, les paysans, aur lo conseil des étudiants, ont monté la garda après le aaison des pluies pour empêcher la plilaga des lorêts per les généreux. Dans les villes, les étudiants coordonnent l'information sur les conflits en cours et organisent la solidarité. Par les textes qu'ils distribuent é la population, ils dénoncent :

- Comme tout le monda la sait, depuis trante ans, lee pouvoirs politiques sont antre las mains d'une certaine minorité sant la destin du pays vera le déclin, parce que les pouvoirs sont utilisés dans un seul but : servir les pays métropolas et laura intérêts personnels. L'histoire des deux áchecs des tentatives d'unification du pays e bien montré que la guerre n'éteit qu'une comédie montée pour servir des intérêts personnels. »

A propos des grèves, ils ajoutent : « La grève des ouvriers da le voirta et des treveux publics et de Lee Weod Industry asi un alément de complément juste pour détruirs cette aociété. -

D'eutres secteurs ent profité da cette dynamique pour epérer des regroupements. C'est le cee des enseignants réunie en eyndicat (cioq centa mambres) dapuie tavriar 1974. L'Union des travailleurs est plue récents encore, Née en juln 1974, alle e erganisé, chaque dimenche, des sémineires de formetion qui portent sui l'analyse de la situation potitique et les droits des travallleurs. Les résultats sont epectaculeires. Chaqua icur, les travailleure défilent devant des responsables, demandent conseil sur les situation al sent présenta aux délibéretions. L'Unien des trevaitieure e participé à presque toutes les négocietiens victorieuses Son crédii est immense. Selon Siesvang Chanthepha, son président. - lea trevailleurs et les ieunes ont le sentiment da menar une lutte révolutiennaire en ce esns qu'ils se dressent centre l'egressien des néo-colonis-listes, l'expensiennisme that et les résclionnaires dans les pays. En ca sens, on peut dire que le lutte de l'bérstion nationala continue -

A Lae Wood, par exemple, la programme an dix-huit points, affiché dans l'entreprise, e servi de référence dens l'éleboretien ees revendications. On demendelt eu petron Japonals, de hisset en permanence le drapeau national sur l'entreprise, de traduire les panneaux de publicité an langue lac. D'autres seclaurs ent leit de même. - Les Leotiens

se politisent. C'est una nécessità pour tormer un Etel moderna -, note un fonctionnaire da la Direction du travail. A cela fait écho le déclaration de Sannan Southichack, chef de le détégetton du Front petriotiqua é Viantiane : « Nous sommes ettechés à la justice. Dans la passé, caa mouvements n'y ont pas au droit. Meintenant, lia sont consciente de la situation politique. Il est temps pour aux da ea soulaver. Ce qu'ile font est iusta. •

Peurtant, même dans le partie de Vientiane, les travailleurs découvrent des alliés politiques. Siesvang Chanthapha n'est-il pas lui-même membra du Conseil politique, personnalité neutra-liste? Les dirigeants des autres mouvements affirment qu'ile appartionnent, eux eussi, à la partie de Vientiane at evouent au'ils menent une campagne de nettoyaga dans leure propres rangs. En décembre, le seul ettentat polifique que Vientiene elt cennu depuis le signeture de l'accord viesit deux personnalités neutralistes soupçonnées per laura agresseura de ne pas respecter la cenception très perticullère qu'ils sa faisaient da le neutrelité.

Peu é peu, certains éléments dans pertie de Vien/iana rellient, en ettet, tea propositions du Frent patriotique. L'attrection que ce demier exerce sur eux est considérable. Ils se battent différemment, certes, meis pour les mêmes ebjectifs : justice sociale et enti-impérialisme. De la sorte, ils consolident le reppert de terces politiques en taveur du Front patrietique et renfercent son ascendant tdéolegique sur le partie edverse, Pour l'instant, l'efficacité de leur ection tient à cette ambiguiré pelitique. Elle balele néanmoins l'Illusièn d'un équilibre entre les deux parties. Dans ces cenditione en peut difficliement parler da l'epperition d'une troisième ferce qui échapperait au contrôle du Pethet-Leo.

Un responsable de le Fédération des étudiants nous déclarait : « Une troisième force ne peut naître que de l'équilibra entre deux torces antegonistes. Or, l'équilibre politique n'existe pas au Laos car la droite est leible.

étudiant. Ici, le droite est perdue. Si le Leos devient communiste, mais communiste lao, je suis d'accord. Une tola les Vietnamiens du Nord partis, je suis prêt à reprendre mon poste d'ambassadeur. Vous savez, je auls un diplomate de lor-

Ce que t'on charche evant tout, c'est à se faire oublier. . Pour moi, déclere de son côté Leuem Insisiegmai. la droite n'existe plus, elle disperaît evec la tormatiqn du gouvernement de coalition et, d'allieure, ja ne me considèra plus comme chet de la droite. «

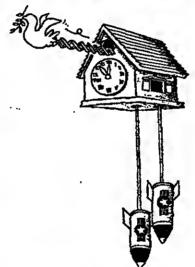
Places fortes et atouts de la droite

Pourtant, non seulement le droite existe, meis elle détient encera quolques etouts. De a pu a'en rendra comple pendant les mouvemente encieux au moment où la droita aspérait tirer quelque parti de le altuation. Une réliexion du général Kouprasith Abby est, à cet égerd, éclairante : « Ils (les Pathol-Lao) sont en train de faire descendre la masse dans le rue et de faire parter la juelice par la masse. Si nous nous taisons, ce n'est pas parce que nous ne sommes pas conscients, mais parce que nous voulons savoir jusqu'où cela peut leur profiter et nous profiter. -

Le Front patriolique, qui assumait depuis peu ees responsebilités gouvernementeles, étais prie, an effet, dena una contradiction Partagés entre la sympathie pour un mouvement qui modifieli la repport des lorces politiques en leur taveur et les contrainles gouvernementales qui impossient une certaine rigueur dans la gastion linancièra. Incompatible avac la satistaction complèta des revendicatione, les responsables du Front au gouvernement devalent louvoyar Cheque grévo des services publics alourdissait les cherges budgétaires. A alla seule, l'augmentation des selaires à la prélecture de Vientiane ("3 °lo, antraîneil 32 millions da kips de dépenses supplémenleires par an. Les rumeurs do dévaluation qui circulaient dopuis longtemps accéléralent las exportellons da capitaux. Au risque de déplaire aux grévistes, Phoumi Vongvichit develt déclarer : « L'sugmentation des salaires n'est pas une solution à le cherié de le vis. It veut mleux agir sur les prix. Je creis qua, si les travailleure soutanalent le programme en dix-huit points, il n'y aureit pas de graves. - A cela il teut ajouter que la mouvement n'a touché, eu départ, que Vientiena, ville neutrelisée

Dens le Sud, le droite conserva ses pli.oss fortas. De Thiskek à l'Tie de Khong. Boun Oum ne Chempassak contrôle la région, exerçant un pouvoir despotique. Grignotant trois haures durant les plets délicieux étalés devant nous, la prince nous cenfie que la boulimie esi son seul probléma, Ironisant, II aloute : . Vous aevez, moi, je ne connais sien à le poltique La seule chose que jo sais, c'est quo la possède des biene. Si en tente de me les prendre, en bien i ja sors mon

En tévrier demier, Peksé conneît une inlense agitation. Les étudiants dénon-cent les profits réalisés eu casino da le ville comme une provocation vis-4-vis de la population. A deux mille, ils occupent le rue et obtiennent la tarmeture du casino. La répression est discrète : menaces de représailles sur les femilles, répressien scelaire avec, nous a-t-on dit. le compilcité de certains coopérents trançais, dietribution des bourses d'études an lenction de critères politiques, etc. Certains effirment que la répression n'a



pas été plus brutale, cer le Front pel notique avel/ occupé le pleine de Phou Botien. é l'est de le ville, pour démontrer qu'il n'étail pas prét à assister sana rien leire au massacre des jeunes étudiants par l'ermée. Toujours est-il que, trois jours plus tard, le casino rouvreit ses

L'ermée reste la meilleur atout de la partie de Vlantiane. Des ennées durant, ella e tenu le haut du pevò : elle a cédò le plece eux politicians eu bon momant. La paix signée, alla devait regagner ses quartiers el leisser eux hommes politiques la scin d'assumer les conséqu de la défaite militaire. Seule torce struc-

Le leu

des Américains

turée à supporter sans grends dommages la teminege dont te partie de Viantiens e fart les freis dopuis le signature de l'eccord, alle sa prépere en slience à releyar, la moment venu, ses amis polifiques en dilliculté. . L'armée est une force que l'en peut utiliser politiquemam . nove déclars le général Koupraeith Dane ce but, ella élebore des perspectives d'avenir Laissons parler ses théoriciens : - En matière d'éducation, les militaires devront atre aples à secondar eu à remplacer les enseignants qui menquant encore beaucoup chaz nous (...) Sur le plan prelessiennel proprement dit, le socore l'ermés pourra àtre d'una grando aida aux civils dans la construction des routes ou des voies terrées (l'armée du génie), dens la servica médical ; corps de santé des armées). ou pour le transport da certains metérieux spécieux (l'aviation) (5). -

La rôle civique de l'armée s'élend, eu moins en rèvs. Le général Etam teit pert de son déair do créer des jardins d'enfents dans les quartiers militaires pour eide: les fammes à se déberrasser des soucia familiaux, et de mettre des terraine à le disposition des militeires démobilisés peur éviter te bandiflems. De Koup:asith eu générei Van Pae lui-méma, lle sont unanimes : le bataille, si elle deil se gegner, se gegnere dans le pepuletion. Il s'egit ni plue ni moine de militariser la société efin que l'armée, diffuse dans tout le corps sociel, soit en mesura d'exercer le rôle idéologique que l'en ettend d'alle. Cette bafaille. seule l'armée peut le mener Certes, ses effectite ont été réduits depuis te fin de le guerre. D'après la ministère de la défense netionale, ils soni de cinquente-huit mille

D'autre part les forces spéciales ne sembleni pas avoir élé dissoutes. Sisuk ul-même dissif : « C'est normal qua l'on réiniègre les troupes de Van Peo dens les FAR. Après tout, ce aont des L'armée reste un Etel dens l'Elet. So terce lui confare, vis-à-vis de la société civile, une autonomia qui rend preblèmatique son contrôle par le partie de Vientiene. Le Front patriotique, censcient du dengor, a multiplié les démerches euprès d'elle. Le prince Souphaneuvong a reçu nellement sept généraux FAR. En eoût, les anciena du Lac-Issara (6) se soni rencontrés chez le général Oudono Sananikona, commendent en chef des FAR. Melgré cele, le génére Keuprasith leisart remerquer : « Le problèma de la réconcilletten nelenate n'est pas encore réglé. C'est un ecte da papiar. Vous sevez, les accords de 1954 et 1962 n'ant servi à rien. Et paut-être que l'accord de Vientiane et son protocolo ne sarvivent à rien. «

Du tempa de Godley III. l'ambassade américaine evait une image de marque : celle de l'intolérance. Le dépertement d'Etat evait choiel un - diplemeto de choc -, conformément à la politique que menelent las Etets-Unis à l'époque. Son départ a coincidé evec la début de ion - souries -. Charles Whiteheuse, l'ectue embassadeur, remolti cette tache è merveille. A Luang-Prabang, le directeur de l'USAID nous déclarait : - En 1962, nous evona mal compris la situation, le mot neutralité, et la rôle du premier ministre, Souvanna Phouma... Si les Palhet veulent prendre complètement

le zona de Vientiene, ja ne suis pas totalement contre,

car ca manqua de disciplina per ici. -En tévrier 1973, les Etats-Unis, aoucieux de sa retirer du bourbier indochinols, ent précipité l'épilogue en dennent leur ceutien à le signeture de l'accord da Vientiane. Souvenne Phouma était l'homme de le situation ; ils ont soutenu son action malgré son isolement, quitte à démontrer que leur pouvoir occulte sur la zone da Vientiana se confondair evec lo pouvoir réel. Seuvanne Phoume s'étant previsoirement reliré de le scène politique, les Américains ont hérité d'une nébuleuse politique qui na peui prétandre maner la betailla politique centre la Front patrietique. is, ils se prennent à rêver eux hypothèses les plus tolles : une heute personnalité de l'embessads nous conlieb qu'il souhaitait que le prince Seuphenouvong prenne ses distances vis à via du Front . é cette condition, il eccepterait se représentativité D'autres, plus sérieux, recensent leure atouts. Les Américaine tiennont l'économie at l'armée, al cala suffit pour exercer da lertes pressions sur le geuvernement ectuel.

Fin julliet, é Vientiane, circulaient des rumeurs da déveluation. En une semaine. le kip subit une chute vertigineusa. Au marché noir le dollar passa de 800 é 1 200 kips. En un moia, les transferts financiers ont double. Le prix du riz e

A défaut da débloquar des crédits eupplémentaires, les Américains, par le bleis da l'USAID, peuvant déverser autfisamment de dollars sur le merché pour anrayer la panique. Ils refusent, montrent par là qu'ils oni d'autres movene que les armes pour infléchir le cours des événements politiques. La dépendance de-

vient le contrepertie de l'eide. Le Front petrietique retient le Jecon. Peu de temps après, on epprend qua Soth Petrasy, ministre de l'aconomie, membre du Front, se rend dans les pays « amis « pour sollicier leur soutien éconon nctar. De 1955 à 1972, les Etets-Unis ont versé 425.6 militors da dollars pour la etablisetien économi millions da dollers eu Fende d'epéretions de change (F.O.C.) (7). Actuellement, ils toumissent 70 % des ressources du F.D.C.

De plus, le répartition do cetto eido se fail en fonction de laurs intérêts pro-

pres. Un exempla : entre 1962 et 1972 l'alde américaine accordeit 1.6 million de dollars pour le développement de l'Industrie, alors qu'en deux ans seulement, en 1972 et 1973, trois millions de dollers étaien/ attribués eu programme antinarcolique. Dans le même temps où lis incitent les milleux politiques à développer la production nationala, les Américains préférent passer directement leurs commandes à le Theilende. Au bout du compte, les seules sociétés existant au Laos appartiennent é des étrangers, eux Japonais surtout. La commarca est tanu par les Chinois. Seules les grandes familles laotlennes ont eccès aux secteurs lucratifs.

Dix sas durent, le pouvoir tort a permis à la droite da se tailler un pouvoir économiqua en se servent da l'epparell d'Etat. Pillege des forêts, utilisation des tonds publice pour le transport des maté-riaux, approprietion des terres en contradiction avec la droit coutumier, et actuallement les Amèricains auggèrent l'Instauretion d'un cadestre qui permettreit d'asseoir juridiquemant cette - escroquaria ». Alore même qua l'ambassade américalne sffirme que la marcha isotien n'est pas assez vaste pour intéresser les entreprises des Etats-Unis, l'USIS inviteit dix-sept sociatés à la toire de That Luang à le fin de l'année damière. I.T.T., Ford, Esso, I.B.M. étaient parmi les heureux élus. Pour nous prouver que les intentiens américaines ont décidément bien changé, un responsable de l'USIS neus confleit : - II y a dix hommes d'affaires américsins établis au Laos civellement. On espère que, d'ici dix ans, il y en aura beaucoup plus. Dn n'ancou-rage pas les importations, mais les inves-

Selen l'USIS. le budget prévisiennel pour l'eide militeire, établi per les services compétents était de 99 milliene de dellers pour 1975. A titre de comparsison, l'aide militaire officiallement reconnue par le même service pour 1972 éteil da 80 milliens da dellare, et le budget préviaiennel de l'USAID, dent le plus gros chapitre est réservé à la constru est da 58,9 millions do dellars. Outre l'indàcence qu'il y a 3 parier de paix en attectant una eide militaire plue impertente que l'aldo économique et sociela. Il est poor la meins inquiétant que les prévisions d'elde militaire eelent supériaures eu montant de cette mêma alde pendant le guerre,

De plue, las Américains restant étonnemment allancleux devant les attaques lancées par le Front petriotique sur le nen-respect des accorde signés. En perticulier, sur le survoi des zones libérées per les evions militaires américains, A une question sur ca sujet, l'ambassade emáricalne neus e répandu : « Ne comment. «

Aujourd'hul, le geuche eu Laos est dens une situe/lon favoreble, même si elle évolue len/ament. En plus du cadre instilufiennel taillé eur meaure pour le Front patriotique, le nominatien de Phoumi Vongvichit é l'Intérim du geuvernemant rompt incontestablemeni le notion d'équilibre des lerces. Les deux organes suprèmes du pays (gouvernement et Conseil politique) ent meinteneni é leur tête des membres du Front. La neutralestien de Vientiene et de Luang-Prabang e permis eu Front petriotique de s'implenter solidement dens le zone de Vientiene et e servi de catalyseur mouvement démecrebque encienche mois d'eeût. Après une stabilisation de la situation, le mouvement a'est étendu, é le tin de l'ennée, dans le zena unique ment contrôlée per le partie de Vien-

Compte tenu de le situe/lon géopolilique la sori du Leoe esi étrollemani lie é l'évolution politique de la régien. Les Américaine, en gardant un plad eu Lace, ne peuvent prétendre inverser le coure des vánements. En revanche, ile peuvent empêcher que den d'irréversible ne se produise en ettendant une clerification polltique dens ta péninsuta indochinels

Un tel celcul ne tient pas cempta da le détermination des révolutionnaires lactiens d'étendre leur influence eur l'ensemble du peys non plus que de la dynamique du meuvement démecratique dent le Froni ne conirôle pas nécessairement toutes les étapes. Sanen Southicheck analyse einsi l'ettitude eméricaine : « A l'hours ectuelle, les impérialistes veulent ciéei une aituetien instable. Ils appliquent certaines cleuses, meia pae d'autres. Ils ne veulant pas déclencher una nouvelle guorre, mais ils ne vautent pes non plua régier la problème en lonction de l'eccord. -

L'ampirisme qui régit le politique emériceine sn Asia du Sud-Est asqua d'être néfagle en reison des bouleversemants en cours dans la région. La détérioratien de la eiluetion militeire eu Vietnem et eu Cambodge ouvre une périoda d'instablité et d'incertitude qui pourrait evancer les áchéances au Laos.

La prince Seughenouvong reconte cette histoire : « Un vieillard malede passe dans un villege et demando à un jeune hommo assis sur le bord de le route : « A qualle heurs erriveral-le au prochain villaga? « La jauna homma na répond pas. Le vioillard, daçu, reprend labont le route. Deux minutes plus terd, le jeune homme, après evoir vu à quella vitesse le vieillard marcheit, l'inlerpelle : « Honorable violilard, vous y - serez dans cing heures. - Le prince ajeute : - Il taut voir, en effet, de quells taçon le peuple leotien réagit é le situation actuelle. Quel qu'il en soit, le tere tout pour qu'il brûle les élapes. .

DANIEL LECONTE. (Dessins de PLANTU.)

(5) De la guerre à la paix, C.D.T. Magkhala Souvanna Phouma, Centre d'en-Magkhala Souvanna Pholima. Centre d'en-selsmennent supérieur aérien.

181 Le Lao-Lesan a mené la lutte contre l'occupation française après la seconde guerre moodiale. Il regroupait à l'époque des personnalités qui ont rejoint des camps différents pendant la suerre joint des camps différents pendant la guerre. (7) Poet on Foreign Aid to Laos, USIS, juillet 1973.

"Exister avant de coexister"

3-3

Le constat est sévère, meio le dreite alla-même est considérablement réduit. Teur à tour, ella e essuyé deux détaites. La signature da l'eccerd, d'abord, a enterné ses places tortes politiques. Les luffes da l'élé dernier an ent ébranié les assisse économiques. socieles et idéologiques. Gouvernet davient un expleit que seule, tronie de l'histoire, le gestion commune avac le Front patrietique rend possible. Mais, ce problème régié, un eutra se poes. Dans catte coalition, le droite peut-elle oire autre chose qu'un figurant docite? Une personnaité de le pertie de

SI lee petites amonces politiques existalant à Vientiane, on pourrait y trouvar : « Gauche cherche droite

crédible pour gouverner ensemble dens l'esprit de

Vientiane déclare lucidement : « Avant de coexister, encers faut-il exisier. » Dispersée, attablie, le dreite n'e pae d'ebjectif politique d'ensemble. Après le coup da lerce manqué du génèrel Tae Me le 20 août 1973, les ultras regroupés euteu de Phoui Sanznikene, président de l'Assemblée nationale, unt reçu le coup de grâce. En juin 1974, deux députés décident de lancer une pétition exigeant le retrait des troupes vietnamiennes du nord du Laos. Les étudiants tont le blocue devant l'Assemblée etin d'ampêcher les quelques inconditionnels da s'y rendre pour le aigner. On dit que Seuvanna Phouma en personna a communiqua aux étudiants les decumenta prouvant le corruption des députés de le cinquième législative.

Quelques jours plus tard, l'Assemblée nationale recevra les condeléances attristéas de te bouche même de Leuam Inaisiengmei, vice-président du Conseil : Les députés existent, mala l'Assemblée netienale n'exista plus. » D'eutres choisissent la tactique d'occupation du terrein politique afin d'isoler les ministres du Front patrietique aux avant-postes. Peur eux, la course aux pertefeuiltes ministériele avait un eutre sens. A Vientiane, un journal reconta l'histoire de la guerre entre les « voreces » et les « coriaces «. Il est tacile d'imaginer qui sont « les voraces «. Ce même journal, la Tribune de Vientiana, ergane du jeuna perti neo-réfermiste, résume fidèlemant mativations profondes de ses elliés politiques : - Veyez les porteteuilles détanus par le partie de Vientiane. Judicieus répartie, ils reflétant très lidélement ces grandes tamilles qui se sont disputé les postes qu'elles convoltoiont ou euxquel elles voulzient e'eccrocher. La querelle, emant étalée, portait non pes au la stretégia politique tece à l'adversaire mais aur les avantages contérés par tel ou tel portefeuille. -

Peurtant, le départ du prince Souvanne Phouma pour la Frence, en soût damier, ainsi que l'intérim assuré par Phoumi Vongvichit, chef du Front patriofiqua dans la geuvamement, ont mie la droite devant ses responsabilités. Cet évenement a joué comma un révélateur des repports de forces que la personnalità du premier ministre tandait é mesquer sous la couvert d'un unanimisme de façade. Comme per enchantemont, l'irresponsabilité do le droite e tait piece à le modération, cemme ei le retrain politique de son chef de file la mettait en demeure de reprendre son héritaga pelibique eu de périr cerps et

blens. Alers, sous l'impulsion de Leuen trislaiegmei, le droite crés un comité de coerdination qui lui permei - è peine de gérer sa crise interne mais nen pas d'anvieager l'evenir politique. Pour le reste, l'opération ressemble é un sauverage. Spossissans, vice-president de l'Assembiée, dent le passe politique est pour le moins chargé, neus conflait :

« Ceux qui son, conscients du danger n'arrivent pas à sacritier leurs intèrets particullers pour se regrouper. Au lieu de s'erganieer, lla cherchent à solliciter les faveure de l'autre côté afin da rester au pouvoir un mement encore. Devant ce mur amerphe, toute bonne volonté a'émousse. C'ast très lard. mele pes trop tard. Il teut acuvar les meubles. On ne peut pas faire d'omelette sans cesser des œufe. Il ne s'agit pes de gagnar eur l'autre côté mais de contrebalancer. Il feut une actien assez larme pour éliminer de notre camp ceux qui ne pensent qu'è leure intérêts individuels Ces sales têtes ! La seule chose qui neus resie, c'esi qua les Vialnamiens du Nord seni derrière le Front patrietique. C'es un danger historique que les Leolians n'oublient pas. S'ils partent, alers ie crois quo la From aure délinitivemen

La confession tiant lieu de rechat; le salut individual, da dectrine. A la recherche d'une virginité perdue, le droite se lance dans une surenchère démagogique qui ressemble parfois à da l'opportunisma. Sisukne Chempassak en donne le preuve : . Ja na veux pas être considéré comme un homme de droite. La droite est Imbécile. Regardez an Giéce, la régime a duré cinq ens. En Theilanda, le dictature a duré vingt ans et elle e été balayée par un almple mouvement

LES NOUVELLES STRATÉGIES PÉTROLIÈRES DES ÉTATS ET DES GRANDES COMPAGNIES

E qu'il est convenu d'appeler « crise da l'énergia » a du l'effet d'un violent coup de poing sur l'échiquier pétrolier international Dans un domaine où les intérêts en jeu sont colossaux, les parties concernées n'ont colossaux, les parties concernées n'ont pas toujours jugé opportun de dévoiler leurs plans et leurs objectifs, quand elles n'ont pas pris des positions offi-cielles diamétralement opposées à leur comportement réel. A partir de là, il n'y a plus à s'étonnar des équivoques et des mythes entretenus dapuis près de cinq ans au sujet de la « crise de l'énergie ».

de cinq ans au sujet de la « crise de l'énergie ».

Mais, d'abord, de quelle crise s'agitil ? Considérée dans le sens économique propre de ce terme, la crise énergétique n'en est pas une. Depuis 1970, il
n'y a pas en sur le marché pétroller
international un déséquilibre entre
l'offre et la demande ou, plus exactement, une insuffisance de la première
par rapport à la seconde. C'est en fait
l'inverse qui et vrai D'une manière par rapport à la seconde. C'est en lait l'inverse qui est vrai. D'une manière générale, il y a eu au cours des dernières années un surplus constant de l'ordre de 100 à 200 millions de tonnes par an de l'offre sur la demande. Dans l'avenir prévisible, on est en droit de penser que cette situation se maintiendra et que le risque d'une pénurla pèrrolière mondiale sera nui. petrolière mondiale sera nul.

Non moins frappant est la fait que les cris d'alarme au sujet de la «crise da l'énergia» ne se sont pas encore calmés que, déjà, la production petrolière dens certains pays de l'OPEP

chute à la verticale, sans que cette organisation, qualifiée pourtant de « cartel », puisse appliquer un plan de baisse coordonnée de la production pour faire face à la réduction de la consommation et à l'affaiblissement des prix. Il faut ajouter que, pour plus de 75 %, la production du soi-disant e cartel » des pays producteurs continue à être produite et commercialisée par les grandes sociétés internationales. Dròld de crise et dròld de cartel!

Pour expliquer le phénomène, il faut remonter aux années 1970-1971, période pendant laquelle l'administration Nixon pendant laquelle l'administration Nixon a mis en œuvre une nouvelle stratégie énergétique axée sur la relèvement des prix du pétrols et dn gaz en vue de stimuler le développement d'autres sources d'énergie et d'assurer, autant que faire se peut, l'indépendance èner-gétique des Etats-Unis. Qu'on le veuille ou non, les Etats-Unis ont été le pre-mier rays à mendre corscience du fair mier pays à prendre conscience du fait crucial qu'en dépit de l'abondance actuelle de la production les réserves pétrolières mondiales sont en voie d'épuisement, et à en tirer les consé-quences. On peut done dire, en schématisant un pen, que la «crise de l'éner-gie o est en fait un ensemble de signes qui marquent le début de la fin du petrole, et le passage progressif du petrole à d'autres sources d'énergie dont la mise en valeur implique le relèvement des prix du pêtrole.

Le rôle déterminant des Etats-Unis

CEUX qui avaient encore des dontes sur le rôle joué par les Etats-Unis sont aujourd'hui mieux renseignés. M. Henry Kissinger leur a enfin vien fait comprendre que le gouvernement américain na vent pas que les prix du pétrola retombent au-dessous d'un prix-planeher que les officiels américains situent entre 7 et 9 dollars par baril, soit trois à quatre fois les prix baril, soit trois à quatre fois les prix du marche pratiqués avant la guerre d'oetobre 1973. Le secrétaire d'Etat et d'autres dirigeants américains ont blan précise que ee prix-plancher est la plèce maîtresse de la nouvelle stratégie américaine visant à favoriser le développement de nouvelles sources d'énergie et à rendre les Etats-Unis moins dépendants des sources étran-gères. Tout cela est maintenant un gères. Tout ceia est maintenant un secret de polichinelle. Mieux encore, les Etata-Unis poussent aujourd'hui le zèle jusqu'à s'efforcer da convaincre leurs alliés européens et japonals qo'il est également dans leur intérêt da maintenir les prix du pétrola à un nivean suffisamment àlevé pour encourager la valorisation des sources d'énergie de substitution.

Quant à la thèse selon laquelle l'attitude américaine ne serait qu'une conséquence des mesures décidées par l'OPEP depuis fin 1973, ella est infirmée par le fait que la nouvelle stratégie américaine a été élaborée et mise en œuvre dès 1970-1971.

€.

Thi

mei

รดกกเ

vinet

tripar tiuns

vietno

entier

l'abjec

P EUT

graier seraier

DONSe

institut

respect

sous-ter

l'éga!ıtı

GOLLVETT

Une dent ex

présents

cun un :

n'o de

Trus de

M. Kiss

ni l'un

lenne d

sous des

ment n

Paris. L.

directeme

fruiscil rea

GI

don1 le

en œuvre des 1970-1971 Pour des raisons politiques évidentes, la gouvernement américain a donné le fau vert à l'augmentation des prix en se cachant derrière le paravent de l'OPEP, et en accusant cette dernière l'OPEP, et en accusant cette dernière d'être la responsable de la hausse. Vis-à-vis aussi blen de l'opinion publique américaine que des autres pays consommateurs, industrialisés ou non, Washington a jugé plus payant de se présenter en victime de l'accroissement des prix. Cela lui a notamment permis de jouer sur la fibre sensible de la solidarité entre les pays industrialisés importateurs, et de conserver le leadership américain sur le marché le leadership américain sur le marché pétrolier en entravant le développe-ment des accords bilatéraux. Il failait créer un ennemi commun un bouc émissaire L'OPEP était tonte désignée pour cela. Ne réclamait-elle pas, onver-

ment, elle, la hausse des prix? Quant à la question de savoir si les Américains ont été d'accord sur tous les relévements des prix opères entretemps par l'OPEP, on peut considérer. sans risque de se tromper, qu'ils l'ont certainement été jusqu'au 16 octo-bre 1973, date à laquelle les pays

* Olrecteur du Cantre arabe C'études pôtrollères, Beyrouth. Auteur de le Pétrole d l'Aeure arabe, qui vient do paraître aux éditiens Stock. Paris.

vier 1975).

exportateurs ont, pour la première fois dans leur histoire, dècldé de fixer, unilatéralement et en commun, les prix de leur pétrole. C'était dans la foulée de la guerre d'octobre. Depuis cette date, l'évolution des prix échappe dans une certaine mesure au contrôle des Etats-Unis.

Cela na signifie pas que les prix du marché actuallement pratiqués par les pays da l'OPEP soient supéridurs au nivean jugé nécessaire par le gouvernement américain pour encourager la prospection pétrolière et gazère et le développement d'autres sources d'énergia aux Etats-Unis. A titre d'exemple, les prix actuels d'enprigne 10 dellars le gla aux Etats-Unis. A titre d'exemple, les prix actuels, d'environ 10 dollars la baril, dans la Golfa sont à comparer au coût d'exploitation de 12 à 14 dollars le baril pour l'huile pouvant être extraite des schistes bitumineux on des sables asphaltiques des Etats-Unis et du Canada. Sur ce plan, une distinction s'impose entre les prix sur le marché international et les prix internes amèricains.

Les Etats-Unis — ainsi d'ailleurs que les autres pays industrialisés — cher-chent à maintenir les prix internes du chent a maintenir les prix internes du petrole à un niveau adéquat pour encourager les investissements énergètiques, sans pour ailtant permettre aux pays de l'OPEP de bénéficier de l'intégralité de la rente représentant la différence entre les couts d'exploitation du pétrole et des autres sources d'energie Cette politique et bien d'energie. Cette politique est bien illustree par les propositions présentées en janvier dernier par le président Ford au Congrés et comportant l'impo-sition de nouvelles taxes de 3 dollars par baril sur la pétrole importé, ea qui par baril sur la petrole importe, ea qui porterait le prix interne à 13 dollars le baril à partir d'avril 1975, soit un prix de 3 à 4 dollars supérieur au prix du marché mondial. Selon les estimations officielles, les nouvelles taxes procureraient an Trésor américain quelque 30 milliards de dollars par an qui seraient utilisés pour finan-cer le développement des industries energétiques américaines et alder d'autres industries en difficuité.

Dans un pays comme la France, les taxes et impôts prélevés sur le pétrole importé ont représenté au cours du premier semestre 1974 près de 38,4 % dn prix payé par le consommateur, solt 315 francs par tonne de produits raffines sur un prix total de 820 francs. contre \$11 m prix total of \$20 trants, contre \$1.3 % aux pays exportateurs du brut (263 francs) et 17,7 % de profits pour les compagnies (145 francs). Le reste représentait les frais de production, de transport, de raffinage et de distribution. Les taxes et impôts prélavés dans les pays consommateurs sur le pétrole importé correspondent en fait au transfert d'une partie de

Par NICOLAS SARKIS*

la rente pétrolière des pays déten-teurs des gisements aux pays consom-

Si, pour la nouvelle stratègle gou-vernementale amèricaine, l'objectif primordial est l'indépendance énargé-tique, pour les compagnies, l'objectif essentiet, sinon exclusif, a toujours été et continue d'être la maximisation de leurs profits. Au cours des quatre der-nières années, ces deux objectifs ont leurs profits. Au cours des quaire dernières années, ces deux objectifs ont
été largement convergents dans la
mesure où le relèvement des prix du
brut, accepté et béni par les autorités
publiques américaines, s'est soldé par
und montée en flèche des profits des
compagnies. En dépit de l'aggravation
de leurs charges fiscales an stade de
la production, les cinq «Majors» qui
opèrent aux Etats-Unis et à l'étranger
ont pu augmenter leurs bénéfices
consolidés déclarés de 56.1 % en 1973
et de 25.3 % en 1974. Pour les antres
compagnies américaines indépendantes
qui opèrent essentiellement aux EtatsUnis, les taux d'augmentation ont été
de 51.6 % en 1973 et de 66.1 % en 1974.
Pour ce qui est tout particulièrement de 51.6 % en 1973 et de 66.1 % en 1974.

Pour ce qui est tout particulièrement des sociétés américaines possédant des sources de produetton dans les pays de l'OPEP, ce qui compte en dernière analyse est moins le niveau général des prix que la différence entre leur coût d'accès aux pétroles hruts de l'OPEP et leurs prix de vente dans les pays consommateurs. C'est ce qui explique l'opposition manifestée par ces sociétés contre les nouvelles taxes à l'importation de 3 dollars par baril

ces sociétés contre les nouvelles taxes à l'importation de 3 dollars par baril proposées par le président Ford.

Sur un autre plan, ceiui du développement de nouvelles sources d'énergie, la compatibilité des objectifs des pouvoirs publies américains et des grandes compagnies est moins évidente. La valorisation de ces sources est en effet, pour le convenement américain un des la convenement américain. pour le gouvernement smèricain, un choix essentiellement politique dicte par la volonté d'assurer, autant que faire se peut, l'indépendance des Etatsunis dans un domaine aussi vital qua celui de l'énargie. Quant aux compa-gnies pétrollères, leur contribution au développement de sources d'énergie autres que le pétrole ne peut qu'avoir des motivations moins platoniques vu

Une chance et un défi pour l'OPEP

LES pays de l'OPEP ont profité des conditions eréées par la nouvelle stratégie énergétique américaine. En fait, il y a hien en une certaine coincidence objective entre, d'une part, la nouvelle stratégie américaine comportant le relévement des prix et, d'autre part, les efforts déployes par les pays de l'OPEP pour rajuster les prix de leurs exportations. Mais la convergence des intérêts s'arrête là. L'évolution intervenue dapuis notamment la guerre d'octobre 1973 a en esset imprimé à la politique de l'OPEP une nouvelle dynapolitique de l'OPEP une nouvelle dynamique qui echappe partiellement au contrôle des États-Unis dans le domaina des prix at qui va même à l'encontre des intérêts américains dans les domaines non moins importants da la liquidation des anciennes concessions et, surtont, de l'extension des rapports directs entre les pays produe-

teurs et les pays consommateurs. Le fait important est que l'accroissement des prix a eu pour résultat immédiat une augmentation rapide des revenus des pays de l'OPEP. Les recettes pètrollères des pays arabes sont ainsi passées de 8.2 milliards da dollars en 1972 à 15.9 milliards en 1973 et à milliards en 1974 bes et à près de 62 milliards en 1974. En dépit de leur actroissement rapide, ces revenus sont loin d'être aussi gigen-tesques que la prétend une certaine litérature. Pour fixer les idées, il y a heu de souligner que les quelque 62 milliards de dollars de revenus petrollers arabes en 1974 ne repré-sentent que près des deux tiers des exportations de l'Allemagne occidentale. 22 % des dépenses budgétaires des Etats-Unis et environ 35 % du revenu national du Japon en 1974. Il n'an demeure pas moins que ces reve-nus constituent pour les pays arabes et pour les autres pays de l'OPEP une chance inespérée pour accélérer leur développement économique.

Mais, à considérer les choses de plus près, on se rend compte que, contrairement à un certain préjugé, la e crise de l'énergie » est, à long terme, bien plus dramatique pour les pays de l'OPEP que pour les pays industrialisés consommateurs de pérole. Si, en effet, la crise signifie pour ces derniers le passage du petrole à d'antres sources d'énergie, pour les pays de l'OPEP elle signifie la nécessité de passer d'une source principale ou quasi unique du revenn national, qui est le pétrole, du revenn national, qui est le pétrole, à d'autres sources de revenu national. Le déil anquel ils font face est d'autant plus grand que, en plus du développement de sources d'energie. Ils doivent mettre à profit le peu de temps qui leur reste pour vaincre leur sous-développement économique.

La piupart des pays de l'OPEP ont pris conscience de la gravité de ce défi et se sont lancés dans de vastes plans de développement économique visant à crèer de nouvelles sources de la productives et de nouvelles sources de la character de services de la contrata de la crée de la cree de la crée de

productives et de nouvelles sources de richesse nationale susceptibles de prendre la relève du pétrole.

Une antre précocupation majeure d'un nombre de plus en plus grand des pays de l'OPEP coocerne la conservation de leurs réserves en hydrocarbures. Les sociétés internationales opérant dans ces pays se sont en effet livrées à une surexploitation effrenée mi a gitié ricertains sistements et grand. qui a « tue » certains gisements et gra-vement endommage certains autres. Dans les seuls pays arabes, les sociétés concessionnaires ont brûle en pure perte en 1974 pas moins de 110 milliards de métres cubes de gaz associé d'une valeur d'environ 6 milliards d

qu'elles sont des sociétés privées dont la raison d'être est la réalisation de profits. C'est pour cette même raison que les grandes sociétés pétrolières américaines cherchent depuis quelques années à freiner les programmes de recherche et de développement de nourecherche et de développement de nou-velles sources d'énergie entrepris par les autorités publiques ou par les socié-tés non pétrolières, tout en prenant des participations dans les industries du charbon, du pétrole et des gaz syn-thétiques extraits dn charbon, des schistes ou des sables asphaltiques. Si elles parviennent à contrôler la mise en valeur des nouvelles sources d'énergie, il va de soi que leur principal

d'ènergie, il va de soi que leur principai souci sera de maximiser leurs profits à partir de ces sources comme elles l'ont fait pour le pétrole. Pour y parvenir, elles seront amenées à developper ces nouvelles sources d'une manière comonin et progressire est d'éviter. ces nouvelles sources d'une manière ordonnée et progressive afin d'éviter une surabondance de l'offre dt la chute générale des prix aussi blen din pétrole que des antres sources d'énergie. D'ailleurs, les sociétés qui investissent aujourd'hui dans le nneléaire, les schistes ou le charbon sont les premières à eraindre que les pays de l'OFEP ne procèdent à l'avenir à la réduction des prix du pétrole. Le coût de production du pétrole (10 cents à 1,50 dollar par baril dans les pays de l'OFEP) est en effet très bas par rapport aux autres sources d'énergie et, port aux autres sources d'énergie et, dans l'ensemble, les sociétés produc-trices de pétrole ont déjà récupéré leurs investissements. Ceci les met dans une situation de force par rapport aux

une situation de force par rapport aux producteurs d'autres sources d'énergie. Si une guerre des prix devait avoir lieu un jour, ces derniers seraient inévitablement perdants.

Il convient enfin de rappeler que, lorsqu'on parle de la compétitivité des nouvelles sources d'énergie, on compare généralement leurs coûts estimés de production (et non ras leurs prix posgénéralement leurs coûts estimés de production (et non pas leurs prix pos-sibles de vente) aux prix actuels ou préviaibles de pétrole. Or les produc-teurs de nouvelles sources d'énergie doivent eux aussi réaliser des profits, done vendre à des prix supérieurs aux coûts de production. C'est dire que leur marge de manœuver est très limitée et pu'lls out intérêt à ce que les mirs du qu'ils ont intérêt à ce que les prix du pétrole solent maintenus à un niveau suffisamment élevé.

dollars. Ce gaspillage criminel continue à l'heure où la monde entier parle de la «crise de l'énergie» et illustre bien la divergence fondamentale des intèrêts entre, d'une part, les monopoles privés obsédés par la maximisation de laurs profits et, d'autre part, les pays aussi bien producteurs que consommateurs.

mateurs Du côté enfin des pays consom-mateurs, notamment l'Europe occi-dentale, l'attention reste dans une large mesure axee sur la seule ques-tion des prix, an mépris des mutations profondes qui affectent le marche

tion des prix, an mépris des mutations profondes qui affectent le marché energétique mondial.

Certains dirigeants européens tirent même argument du a retournement du marché pétrolier intervenu entre fin 1974 et début 1975 pour estimer, avec parfois des accents triomphalistes, que l'OPEP est désormais acculée à la reculade et que la conférence internationale proposée par la France a des lors un pen perdu da son intérêt. Il s'agit là d'una illusion d'optique qui fait bon marché de la différence entre la conjoneture et les perspectives à long terme. Ce qu'on appelle a retournement a du marché pétrolier tient en effet à plusieurs facteurs, dont en partieulier la réduction de la consommation dans les pays industrialisés, un hiver exceptionnellement clément en Europe et la récession économique qui sévit dans de nombreux pays, ce qui a provoqué une légère baisse des prix accompagnée d'une chute de la production dans les pays da l'OPEP. Cette situation pourrait bien durer quelque temps et il n'est pas exelu qua les prix connaissent one nouvelle baisse en valeurs absolues, e'est-à-dire en termes de prix du marché, ou en valeurs mentives par la blais de l'inflation et de l'affaiblissement du dollar.

Au-delà de eet aspect eonjoncturel.

Au-delà de cet aspect conjoncturel, le problème de loin le plus important concerne les intérêts nationaux fonda-mentaux et les objectifs prioritaires dt à long terme des producteurs et des consommateurs. Que les prix du pétrole montent on baissent dans une four-chette de 1, 3 on 3 dollars, ne change absolument rien à la nécessité de plus absolument rien à la nécessité de plus an plus impérieuse de coordonner les objectifs de développement des pays exportateurs de pétrole et des antres pays du tiers-monde avec les objectifs on ne peut plus légitimes des pays industrialisés d'assurer la sécurité de leur ravitaillement dans les meilleures conditions économiques possibles.

Au cours de la conférence « an sommet » qu'ils ont tenue à Alger du 4 au 6 mars 1975, les pays de l'OPEP ont adopté un plan d'action inspiré des propositions algériennes et couvrant les différents volets du ravitaillement propositions agenemics de convant les différents volets du ravitaillement pétrolier des pays consommateurs, des prix, du transfert de la technologie, de la revalorisation des matières premières ainsi que de l'action à entreprendre en faveur de l'ensemble du tleis-monde. Il fant espèrer que ces propositions de l'OPEP rencontreront tout l'intérêt qu'elles méritent dans les pays industrialisés. C'est à cette condition que l'hégémonie américaine et l'emprise des monopoles privés peuvent céder la place à une concertation concrète et fructueuse entre les principaux intéresses, C'est-à-dire entre les pays producteurs et les pays consommateurs d'hydrocarbures.

L'aide globale des pays de l'OPEP : de 16 à 17 milliards de dollars en un an

idée précise de l'aide financière et économique accordée par les Etats exportateurs de pétrole aux pars en voie de développement. Cette assis-tance, qui se manifeste sous des formes très diverses, passe on effet par toute une série de caneus et, apparemment, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) no possède pas encore l'appareil statispossede pas encore rapparen senur-tique capable de centraliser les don-nées que pourraient lui funrair ses membres. O'antre part il ne se passe actuoliement presque pas de jour sans qu'interviennent en co domaine de oonveaux accords qui vienneut modi-rier et enrichir le tableau. On en est donc réduit à s'en tenir à des estimations quant au moutant de l'aide octroyée et à quelques idées cénérales sur sa nature et ses moda-

Selen certaines évaluations, l'effort fourni par les pays de l'OPEP en faveur des Etats plus déshérités se serait élevé giebalement en 1974 à queique 16 ou 17 millards de dellars. Ce chiffre a quelque chose de fan-tastique si l'eu sait qu'en 1972 l'aido au céveloppement accordée par les membres de l'OPEP n'avait été que de 480 millions do dellars et de 500 millions de dollars en 1973. Crtte assistance se transmet some

des modulités variées : bilatérale ou multilatérale, financière ou industrielle. A lui seul, le montant de l'alde bilatéralo serait de l'ordre de 10 mil-liards ée dollars. Outre le versement de tes crédits, les pays producteurs font bénéficier les Etats sons-dévelop-pés de facilités de paiement pour l'achat du pétrole: en 1974 ces faci-lités se sont élevées à 3,1 militards de dellars, somme de dollars, somme qui sera doublée cette année.

L'alce multilatérale s'effectue par l'intermédiaire d'organismes interna-tionsux tels quo le Fonds monétaire international (F.M.I.) on l'Organisa-tion des Nations unies pour l'alimen-tation et l'agriculture (F.A.O.), on encore par la truchement de banques (Islamique, africaine) à vocation régionale. Le Fends arabe de dève-loppement économique ot social jone aussi un rôle notable dans cette

I 55 principans bailleum de fouds sout l'Iran, l'Arabie Saeudite et le Koweit. Le Venezuels vient immé-distement après : l'effort qu'il consent datement apres: l'errort qu'il consent en faveur do l'assistance à quelques-uns de ses roisins melus fortunes se chiffre à environ 500 millions do dollars. La Libye figure aussi parmi

les plus importants créanciers. Elle vient d'accorder un prêt de 250 mil-liens de dellars au Zaire afin de favoriser la modernisation de l'exploitation du culvre. Parmi les pays bénéficialres d'une aide, il faut citer en premier lieu les Etats du Proche-Orient démunis de pétrole (Egypte, Jordanie) mais aussi l'Inde, le Pa-

kistan et surtout te Bangladesh. On a calculé que les membres de l'OPEP consacraient en meyenne 3 % de leur produit national brut à l'aide an développement. Cependant, ce pour-centage est nettement dépasse par des pays comme Piran et le Koweit nour lesquels il atteint 6 %. Ces chiffres témoignent de l'ampleur de l'assistance accordée par des Etats qui ont eux-mêmes un impérieux besoin de s'industrialiser. En comparaison, l'aide fournie par les pays occidentaux parsit très faible. L'Allemagne fédérale, par exemple, consucre seniement 0.32 % de son P.N.B. en faveur des pays sous-développes ; loe Etsts - Unis.

L'es pays de l'OPEP pourront-ils continuer, dans les années qui viennent, à distribuer aussi généreu-sement laurs capitsux? Il semble que certaines divergences de vues existent à es sujet à l'intérieur même do l'organisatien. Cela expliquerait que les participants à la réceute confé-rance d'Alger u'aient finalement pas retenu la proposition du président algérion, M. Hunari Boumediène, de créer un fonds pour le développement qui aurait été doté de 10 à 15 mil-

liards do dollars. Enfin, l'aide fournie par les mem-bres de l'OPEP, et ces derniers pe manquent pas e'insister sur ce ; leur est beaucoup muins profitable que ne l'est pour eux-mêmes l'assistanes accordée par les pays indus-trialisés. Ces cerniers pratiquent en effet sur une grande échelle ce qu'il est convenu d'appeler l'aide e liée », est convenu d'appeier l'aide e liée », ce qui signifie qu'une partie impor-tante des sommes prêtées revient dens le pays donateur sons forme d'achats de blens d'investissements, formule qui est évidemment pratiquement exclue en ce qui concerne les pays exportateurs de pétrole. Cette situation explique pour une large part l'amer-tume que ceux-ci conceivent à l'écord tume que coux-ci concoivent à l'égard des pays occidentaux, jesquels sont en dernière analyse les bénéficiaires co l'alde des Etats de l'OPEP, mais qui n'en continuont pas moins é'adop-ter à leur égard une attitude médiante.

MANUEL LUCBERT.

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE

ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES Nº 16 - AVRIL 1975

Michel DURAFOUR : Politiques domographiques.
 Gaston BOUTHOUL : L'érosina de la paix.

- Eric MURAISE : Problomatique mondiale.

 René CARRÈRE: La menaes d'une troisième guerre mondiole.
 Pierre VALAT-MORIO: Les accidents d'automabile en 1974. - I.F.P. : Chronique de la violence mondiale (novembre 1974 - jun-

Le numéro, Franco: 10 F; étranger: 11 F. - Souscription de soutien . 560 F. Abonnement à 4 numéros jun anj. France: 38 F; étranger 42 F ETUDES POLEMOLOGIQUES, 7, rue Gutenberg, 75015 PARIS.

(Téléphone : 577-94-67), C.C.P. Nº 33-034-01 LA SOURCE

A paraitre prochainement;

LE DÉFI DE LA GUERRE

- Deux siècles de guerres et de révolutions : 1740-1974 (364 conflits ormés majeurs analysés ovec ordinateur et interprétés) -

and the party of the second

internationale sur l'énergie

PRIX-PLANCHER ET «LEADERSHIP» AMÉRICAIN

(Suite de la première page.)

L'élaboration de cette politique a en effet catalysé toutes les tensions qui marquent la société des Etats-Unis : capitalisme netional contre capitalisme internationel, démocrates contre républicains, Congrès contre exécutif, « lopby » sioniste contre « lobby ».. pro-araba, di rigistes contre libéraux, protectionnistes contre libre-échengistes, faucons contre colombes, producteurs texane contre

Un seul dénominateur commun dans cette effaire : le sécurité nationals est en jeu. La vulnérebilité de le nation e été très fortement perçue per tous lore de l'embargo, même el ses effets pretiques ont été, en fait, très minimes. La première pulssance mondiais ne peut supporter d'être largement dépendante de décisions étrangères. Male, à pertir de ce tronc reconnu par tous, les rameaux prolifèrent

Jusqu'en novembre 1974, le thèse afficielle, ou tout eu moins celle qui apparalssait dens les différentes déclarations des responsables de l'edministration, invoquelt le nécessité d'obtenir une baisse sérieuse des prix du pétrole. Menaces d'intervention et chantages divers contre les pays productours eccompagnelent alore les descriptions apocatyptiques d'un monde que le politique » irresponsable » des membres da l'OPEP avait ébranié. Il était pourtant évident que l'Amérique evait lergement encouragé, elnon provoqué, le heusse brutale des prix. La majopersuedés qu'elle désirait un pétrole cher, mele ils ne carnaient pas avec exectitude

eux, d'emortir les coûts d'exploration et d'exploitation. La libération, en novem-bre 1973, des prix du pétrole » nouvellement découvert » sur le territoire national relançait la prospection. Dès lo premior eemestre, le nombre des forages de recherche eugmentait de 21 % par rapport é l'année précédente : cette tendance e'accentualt encore pendant le deuxièma semestre. Le prix du pétrole - neut - s'éta blissait à 10,50 dollars à le tête de puits. solt un prix égal à celul du pétrole du golfe Arabo-Persique. Les investissements globaux de l'industrie pétrollère américaine etteignalant 21.1 milliards de dollars en 1974, contre 15,3 l'ennée précédente. Un pourcentago donne une tdée du gigantesque effort américain : 46,7 % das équipes elsmiques du monda entier tra-vaillant-eux Etate-Unia I Le quadruplement des prix du pétrole permettrait donc la relence de le recherche qui rendre poseible le renversement de le courbe de ion. décroissante depuis 1970,

Début octobre 1974, un rapport préliminaire réalisé par un groupe travaillent pour la - Federal Energy Administration - (F.E.A.) étalt rendu public. Les conclusions étaient Importantes : o un prix légarement eupérieur à 10 dollars le baril, et moyennant quelques modifications apportées aux politiques, la production de pétrole domestique pourrait êtra portée à 1 milliard de tonnes par en, à quoi s'ajouteraient environ 75 millions de tonnes d'hydrocarbures tirés des echisles bitumineux. Bref, à un prix intérieur très légèrement inférieur au prix de référence mondial, les Etats-Unis seralent indépendants au milieu des années 80.

L'analyse du rapport définitif de le F.E.A. - connu en novembre 1974 - qui

d'hul da technologie deià ancienne. L'objectif eméricain suppose, pour réussir, que l'Europa soit éliminée da la compétition. Les formules proposées par M. Tom Endore é l'Agance Internationale de l'énergle vont dans ce sens. Seule, pour l'instant, l'Alternagna serait prêta à perticiper é le création d'un consortium de déve-loppement de technologies nouvelles. Elle n'apportersit ses tonde que contra octroi

Le tossé technologique entre les Eixte-Unle et tes autres pays industrialisés est déjà très profond, et il na cesse de se creuser per les effets conjugués des efforts de l'edministration et des grandes sociétés américaines. En 1974, le budgel tédéral de recherche et développement e etteint le chiffre impressionnant de 1 millierd de dollars. L'effort ports sur toutes les eources d'énergle alors que les autres pays se détachent des énergies eslaire et géothermique. L' » enveloppe » emáricaine était supárieure de 49 % à celle de l'année précèdente. Celle da 1975 sera de 81 % supèrieure à celle de 1974. Le

ES « Mejore » eont, surfout depuis 1973, l'objet d'attaques permanentes :

le Federal Trade Commission les e accu-

sées d'ententes lifloites pour augmenter les prix ol éliminer les reffineurs ai distri-

- La Congrès les soupçonne d'avoir

organisé la crise aux Etats-Linis et, ensuite.

de o'être entendues avec cartains pays

productaurs - notamment l'Arable Sacu-

dite - pour eugmenter les prix mondiaux

du pétrole. Le Congrès n'a pas apprécié

iz cempegne pro-arabe des » Majors »

pendant toute l'ennée 1973 et les liens

trop étroits entre l'ARAMCO et le famille

royale escudianne. Il e reproché eux

grandes compagnies de e'immiscer dans

la conduite de le diplomatie eméricaine

et, plus généralement, de confondre leure

L'annonce des euper-profits pendant la

campagne de presse visant à remettre an

cause les privilèges fisceux des compa-

par l'Industrie petrolière depuie l'em-

bargo. Ce n'était pas trop grave tant que

quatra cent trente-cinq membres de le

tion allowance », qui, pour encouragor les

recherches, diminus l'assiette fiscale de

22 % du chitfre d'affeires. Male n'oblige

pas à utiliser cette déduction dans la

recherche pétrollère ! La très grande majo-

rité des producteurs eméricains (anviron

g 800 sur 10 000) n'est pas touchée

par cette mesure. Les grandes sociétés internationales eeront également taxées

plue lourdement que par le pessé : une

eggravation da le prise en compte des

bénéfices réalisés à l'étrancer a été déci-

déa. Elles devraient perdre - plus ou

qui se veut le chevalier de l'assainlese-

intérêts avec ceux de la nation.

buteurs Indépendents :

- Pour violations de le tol anti-trust ;

gros morceau revient eux recherches nucléaires (63 % en 1974), mais les sommes consacrées aux énergies soleire et géothermique onl eugmenté de façon spectaculairs (400 % en 1974). Dans ces secteurs, comme dans celul du charbon, les dépenses da recherche et développament sont équivalentes, oinon supérieures, à celleo consacrées é la recherche par tous les autres paye de l'O.C.D.E.

En 1974, les grandes compagnies pétrolières américaines ont continué é le fole leurs efforts de diversification dans l'industrie minière du charbon et da l'uranium nouvelles sources da pétrole. L'industrie pétrolière américaine e'apprête, en effet, à dépenser 26,2 milliards de dollars aux Etats-Unio en 1975 (contre 21,1 l'an deret la production. La prolession souligne néanmoins qu'elle pourrait remettre en cause son budget si certsines facifilés fiscales étalent abolies et al elle continuait d'ètre - parsécutée - par l'edministration

Vives critiques des compagnies

ment des mœurs politiques et se volt déjé M. Jackson, considéré commo le pluo fervent défenseur d'isreël, a écrit au président Ford dès le 27 septembrs 1974 pour jui faira pert de ses recommandetiono an metière de politique énergétique. de le production intérleure, un maintler des contrôles sur les prix, une abrogation d'impôts. Un producteur texan e sinsi résumé le position - démagoglque » du séneteur Jackson : » // considéra que la mellieura taçon d'encourager les Arabas à réduire le prix du pétrole est de donner des coups de pied dans lae

Pendant toute l'ennée dernière, la confugion e'est aggrevée par le lutte, sourde mais apre, que se sont livrée producteurs Indépendants et grandes compagnies. Les premiers allèrent même jusqu'é accuser les - Majors - de vouloir marchander l'aboillion de le « depiation allowance » contre le libarté des prix sur le merchà amèricain. Une - conférence de l'unité - e'est tenue en novembra dernier pour enterrer la hache de querre et présenter un front commun contre tous les edversaires des pétrollers qui se sont déchaînés après la publication du repport de la Federal Energy Administration, La mejorité des démocrates et une forte minorité de républicains aont appuyés dans laur action par les syndicats, l'Industrie eutomobile, les producteure de charbon, les petits mmateurs et les isoletionniste

C'est dens ce climat agité, avec une edministration divisée, que le président Ford a annoncé mi-janvier, pule début fèvriar, son plan énergélique qui reconneit la nécessité d'un prix élevé du potrole mais tient compte des nombreuses tiques contre l'industrie pétrollère :

- Pour protéger l'industrie netionale, il demande une taxe de 3 dollare par baril Importé, è partir du 1° evril. Rendu dans une reffinerie de la côla Est, le baril coûlereit donc environ 15 dollara, prix qui devrait avoir un effet dissuasif eur le consommation :

- Les prix intórieurs sereient libérés pour etteindra le prix mondial du pétrole; - Une taxe de 2 dollars serait parcua

pour chaque baril produit eux Etats-Unle ; - Pour compenser le libération des prix, une taxe our les profits exceptionnels

pourtent ôté bloqué par le Congrès, te tévrier demler, par 309 voix contre 114, soit avec 4 voix de plue que la mejorité des deux tiers. Depuis, les critiques contre lui fusent de toutes parts.

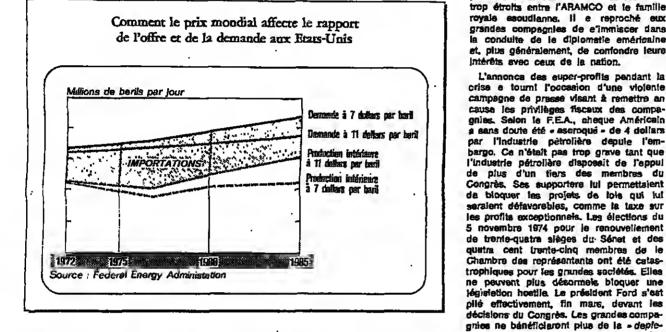
Le sénateur Jeckson et les démocrates estiment que le priorité doit être donnée

à le relance économique; or, disent-lis, le plan Ford, par esn action brutale sur les prix, ve eccélérer l'Inflation. Ile espèrent le retour é l'énergle é bon marché et volant dans la plan Ford une incitation à la cohésion de l'OPEP ators que son éclatement devrait être recherché. Le séneteur Church proclame que les sociétés n'ont pes becoin de etimulants ni de garantles pour investir. Même le président de le Réserve fédérale, M. Arthur Burns, eouhaite une solution plus prudente. L'université est mobilisée dans cette campegne. M. Adelman, professeur au MIT, affirme que seule des prix falbles peuvent les importatione é teur niveau actuel en volumo, et ces importations ne devraient es feira que par le blaie de licences vandues eux anchères pour assurer l'anonymet des fournisseurs. La concurrence devrait elors jouer à plein, les prix e'écrouleraient, l'OPEP eussi.

Pour M. Clifford Case, sénateur républicain, le gouvernement, par sa etratégle pétrollère, - poursuit des objectits de politique étrangère ». La majorité du Congrès estime, en effet, que les problèmes économiques américaine sont sacrifiés à la géopolitique de M. Kissinger.

Cette contestation générale ne fecilite pas la tâche du secrétairs d'Etat qui, les structures internetionales permettant d'asseoir, da consolidar l'hégémonie américaine, Pour l'Instant, les Etate-Unie ont tiré de nombreux avantages de le crise de l'eutomne 1973. M. Kissinger voudrait les consolider, male il en e de moins en moins les moyens. Sa crédibilité, comme celle de l'Amorique, est sérieusement remies en question par la grave crise de l'exécutif et ses échecs euccessife en Asle, é Chypra, et plue récemment en Proche-Orient. A le récente conférence de l'OPEP à Alger, il était vielble que M. Kissinger était considère comme un » tigra de papier ». Les inconditionnele des Etats-Unie, en Orient comme en Occident, commencent é douter. Et la eslidarité qui s'est dégages autour du pétrole pourrait n'être qu'une facade. Les Etats-Unie - avec ou sanz M. Kissinger - vont, dans les prochains mois, devoir fairs des choix importante e'lle veulent assurer solidement leur tesdership eur l'Europe, car leurs partenaires ont, plus qu'hler, les moyens, einon la volonté, de rechercher leur autonomie

Le niveau du « prix minimal commun de protection des investissements » que l'Agence internetionale de l'énergle doit fixer dans les prochaina mois sere le baromètra de l'influence conjuguée des - Mejors - et de l'exécutif eméricain aur les pave Industrialisés. Plus II sere proche de 11 dollers, plus la puissance américaine aura réussi à s'Imposer. Un prix volein de 7 dollers sereit un bon signe de ls capacité de résistance de l'Europa.



le nivesu optimum souhalté par elle. L'impression prévalait néanmoins que le contrôle de la cituation evalt, vers le fin de 1973, echeppe, en partie, aux strateges de Washington, qui eveient joué les apprentie eorciers et qui tenaient d'autant moins bien les rênes que l'exécutit sombrait dans l'effaire du Wetergate. A la fin du printemps et pendant l'été 1974, Washington était frappé d'immobilisme. Le - projet Indépendance pour 1960 - Jance par M. Richerd Nixon étalt provisoirement tombé dans l'oubli. Pourtant, les compagnies pétrolières travalllalent, les experts et leurs ordinateurs aussi...

Jusqu'é le fin de 1973, les conditions économiques n'étaient pas jugées suffisamment bonnes par les producteurs emériceins pour mettre en veleur des ressources nouvelles. D'eutant que, pour les plus importants d'entre eux, le rentabilité l'extérieur des Etats-Unis. Les prix de vente autorisés ne permettalent pas, selon

devait servir de base é la définition de la politique énergétique du président Ford met de mieux comprendre l'embarras de M. Kissinger dans ses rapports evec ses partenaires occidentaux et dane ses ments é l'OPEP. La contradiction entre les intérêts économiques du premier producteur de pétrole et son rôle de sauveteur des démocraties occidentales est flegrante : un prix proche des coure mondieux ectuels epparaît comme le plus efficeca moyen de randre les Etate-Unis invulnérables ; or ce prix, par les troubles qu'il risque da provoquer, met en dengor les gouvernemants ectualiement favorables é l'Amérique et peut donc remettre en ceuse l'unité du camp occidental. Les Etata-Unis ne veulent pas d'un prix trop bas qui evantagerati leure concurrents commercieux auropéens et japonala at empêchareit Washington de réaliser un de ses objectifs fondamentaux : l'hégémonte économique, fortement remise en question depuis 1965. Bref, le quadreture du cercle...

moins rapidement — la possibilité de déduire de leurs impôts eur le revenu les taxes et royeltles qu'elles paient eux gouvernements des paye étrangers où elles opèrent. Ce combat contre les grandes compagnies est animé par les démocrates et notamment par le sénateur Henry Jackson.

Résultat d'un compromis, ce plan e

A VENDRE Paris 7^e arr. Avenue Chorles-Floquet. Hôtel particulier Etat neuf, ontièrement décoré Pouvant porfaitement convenir à Ambassade. Consulot, etc. Pour visiter. Tél. : 225-98-30.

Mme DAGOT MIYON DO 2, gyenue Montaigne, PARIS 8°.

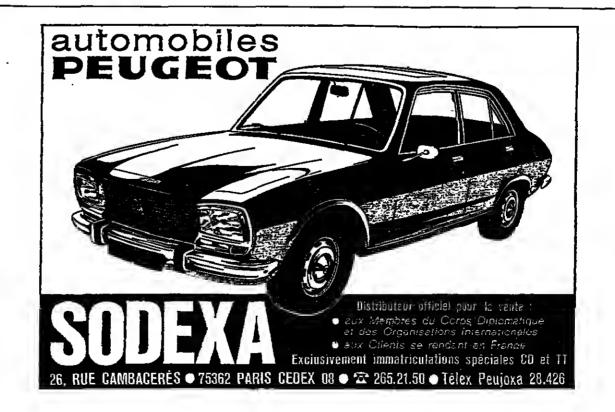
Contradictions entre l'Europe et les Etats-Unis

POUR le F.E.A., « le prix mondial du Pétrola délerminers largement les prix américains de l'énergie et affectera à la tois les possibilités de la production américaine et le taux de croissence énergétique - (voir le graphique). Or l'évolution future des prix mondiaux est incertaine, et ile pourraient tomber é 7 dollars le baril ou même plus bas, estiment les experts da lo F.E.A. La vulnérabilité américeine à de futures perturbations dépend donc des prix mondiaux. A 7 dollars le beril et on l'absenca de mesures politiques intérieures, les importations etteindreient 12,3 millions de barlls par jour en 1985 (610 millions de tonnes per en) sur lesquele 6,2 millions seraient eusceptibles de teire l'objet d'embargo - soit une eituation beaucoup plus dramatique qu'à l'automno 1973 — alors qu'au prix de 11 dollars les importations seraient seulement de 3,3 millions de barile par jour sur lesquels 1,2 million seralent - vulnérables .. L'impect du prix de 11 dollers sur la balance des paiements seralt plus détavorable que celui de 7 dollers jusqu'en 1980. La situation e'inverserait ensuits. Enlin, ei Washington débloquait des permie sur las côtes atlantique et pacifique et dans ces réserves militaires, le production pourrait - à un prix de 11 dollars

- atteindra un niveau eupérieur à la

Le rapport de le F.E.A. définissait ent les stratégies possibles (meaures de conservation, construction de stockage, etc.) qui toutes n'imposaient pas le nécessité de meintenir la prix de 11 dollars. La F.E.A. concluait : » Les actions pour augmenter l'autosuffisanca pourraient evoir un impact appréciable eur le prix mondial du pétrole. Les réductions d'importations américaines peuvent même rendre difficits ta maintien par l'OPEP du prix de 7 dollars. Et des chainutions des prix mondiaux pourraient remettre en cause lae investissements énergétiques at nécessiter des garanties de prix ou toutes eutres mesuree de soutien. » Le péril essentiel, pour le etratégie américaine, est

donc une eventuelle baisse des prix. Les - Majore », les grandes sociétés énergétiques et le gouvernement américain partagent cetto creinte. Le maîtrise des nouvelles tormes d'énergie n'est possible que al le prix de référance de l'énergio élevá. Les Etats-Unis veulent evoir le monopole des technologies nouvelles. Dans le passé, l'Europe e'est déjé pilée truira ses centrales nucléaires sous ticence américaine, bien qu'elles soient sujour-



L'EUROPE DES NEUF

Des perspectives nouvelles

L y o encore quelques mois, les moutants estimés des surplus financiers des pays producteurs de pétrole recyclogo vars d'autres régions du monde apparoissait comme quasiment insoluble. Deux éléments nouveaux viennent pujourd'hei modifier très seusiblement cette situation ; d'uno port les estimations actuelles font ressortir que ces surplus seront, on foit, nettement infériours à ce qui avoit été initialement prévu, d'autre port la capacité d'obsorp-tion des canoux traditionnels (banques, morchés financiers, investissements dons les pays industriolisès), les intentions d'utilisation directe do certains pays nouvellement riches et les perspectives de formules nouvelles d'investissement (cooperation triangulaire entre pays industrialisés, pays disposant de surples et pays du tiers-monde non produc teurs de pétrole) dounent un problème un aspect beaucoep

Pour l'année 1974, il est générolement admis que les revenus petroliers des pays de l'Organisation des pays teurs de pétrole (OPEP) ont étà de l'ordre de 110 milliords de dollars, qua leurs importations, eu ougmentation très forte, out atteint 40 à 50 milliords de dallars, le surplus disponible étant oinsi do t'ordro de

60 milliords. Ces fonds ont, dans une largo mesure, trouvé laur emploi (plus de 40 milliards de dallurs) sous formo de placements uux États-Unis et on Europe, de prêts et d'investissements dans les pays iodastrialisés et, pour une moindre port, dans les pays en voie de développement.

Les dernières estimutions concernant l'année 1975 indiquent que les surplus des pays de l'OPEP ne dépasseront pas 40 milliards de dollars, compte tenu de réductions sensibles des ochots de petrole, notomment en Europe de l'Ouest, et des uchats très importants de la pluport des pays producteurs (ochuts effectués, en outre, un moyen d'un dollar dout le pouvoir d'achat est en baisse sensible) liés à do vustes programmes de développement chez eux.

POUR les quelques nunées à venir, cette tendance vers ene réduction des surplus financiers des pays de l'OPEP devroit s'uffirmer et seur bequillbre des 1980. Toutefois, certaine d'entre eux entrerout, des cette époque, et peut-être même avant 1980, en période de déficit de balauce des paiements, situation qui devroit, ensuite, prendre fiu loreque les nouveeux investissements seront devenus ploi-nement productifs.

Le recyclage des capitoex excédentaires, dont l'importence est donc réduite par ropport nux previsions initiales, n'en demeure pas moins un réel problème qui oppelle des solutions nouvelles. En effet, la capacité d'absorption des canaux troditionnels d'investissements boucaires et financiers des pays industrialisés (y comp is

Par CLAUDE

les emprents de la Banque mondiale et du Fonds moné teire international) n'est pos d'limitée et une certaine seturotion est prévisible, d'outant plus qu'il s'agit lorgement de placements à court terme, formule à laquelle les pays de l'OPEP ne souhuitent pas souscrire au-deia de certaines limites. Enfin, les formules de racyclage purement monétaire présentent un réel danger d'aggravation

Pur contre, des perspectives nouvelles d'investissement uppareissent et des capitaux importants, qui uo peuvent trouver le pleiu emploi chez leers détenteurs, devraient pouvoir être orientes avantageusement vers des États probes voisins des pays producteurs et d'autres pays es

De la convention de Lomé au recyclage des pétrodollars

Grande-Bretagne au Marché commun, la convention de Lomé e été signée le 28 tévrier eprès plus de vingt mois de négocietions. Ello définit les repports qui vont s'instaurer pour cinq ans antre l'Europe des Neuf et querante-six Etats du tiers-monde, parmi lesquele toute l'Afrique noire indépendante.

Dix joure avant le conclusion è Dublin de la - renégociation - britannique, M. Wilson obtenalt ainsi un etout oupplémantaire non négligeablo dano sa campagne pour le rétérendum du moio da juin. La satisfaction générole qui s'exprima lors de la signeture do l'ecte officiel echever è temps une négociation qui s'éternisait dens les dédales de la polltique communeutaire et les difficultés da conjoncture économique Internationale. C'était eussi, chez tes Africains, le sentiment d'une réussite sans précédent sur le vole de l'unité pulsque, pour le première foie peut-être, le étaient parvanue à concrébser eu plan de l'économie laur volonté d'effacer le coupure entre pays l'époque coloniele. De son côté. l'Europe occidentale, renon-

cant é certains privilèges qui avelent valu é le précédente convention de Yeoundé

l'occasion de faire oubiler le passé. Et à cet égard le convention do Lomé fait partie de le nouveile philosophie en train de o'éleborer é Bruxelles dans les rela-

le tiera-mondo. Jusqu'é l'odhésion de la Grende-Bratagna, en effet, la C.E.E. evail surtout privilégie ses liens avec les anciennes colonies africainas da ses Etata membres (outre leo affinités d'une eutre nature qu'elle partaga evec leo pays du bassin méditerranéen). Elle n'avait pas de politique globale envere les peys en vols de développement. Aujourd'hui, des propositions de coopération concrète sont formulées : les initietives se multiplioni chez les Neuf eu litre de l'elde alimentaire ou nationeles telles que le CNUCED ou l'ONUDI, les Neut réussissent perfois à s'antondre pour officher des positions qui se demarquant de celles des Etats-Unie.

Tout se passe comme el, confrontée à ses propres taiblesses é le feveur d'uno confusion économique sano précédent depule le guerre, l'Europe des Neuf avail choiel la certe du tiers-monde pour donner une seconde chance à son économie asphyxiée eu soin du système

A le conférence de l'ONUDI le moie

Por MICHELINE PAUNET

les Airîcains ne cachent pas leur décaption devent la platonnement de l'aide à 3 390 millions d'unités de compte (3) pour cinq ana, eiors qu'ils en réclamolant près du double. . Après tout, l'aide n'est pas lo meilleure formule de coopération, et mieux vaut s'amployer à améliorer les termes de l'échange », dit encora le réaliste ambassadeur du Nigéria, qui no menque pas cecendant de faire observer que le montant retenu (dont II faudra retirer 375 millions pour financer le système de stabilisation des recettes d'exportation) représento difficilement - compte tenu de l'Inflation - le comme nécessaire pour meintenir les - avantages acquis précédemment ».

On en veut particulièrement aux Altemands (mals leur parcimonie se fail sentir égelement à l'intérieur du Marché commun) d'avoir prie la responsabilité, en limitant

A coopération financière dans son

compte falt, un modeste règime. Mela ca

n'est pas seviement par l'esprit d'éco-

nomie de certains Européens qu'il faut l'expliquer. La relative modicité des efforts

consenils, c'est aussi le prix qu'il faut

payer pour l'élargissement du Marché commun. Car pour sadsfaire é l'esprit

« mondialiste » qui règns désormets é

Bruxoiles, les Neut a'epprétent é étendre

leur aide financière é d'autres pays en

(en Asie principalement). Il falleit bion

Quelques jours avant la rencontre de

ion - evec Londres, le Com

Dublin où ellait se décidor l'issuo de le

eion de le C.E.E. a soumis et conseil des

ministres, le 5 mars, une proposition dano

lequelle alle prévoit d'effecter en cing ene

une eide de 730 millions d'unités de

compte à des pays du tiors-monde non

essociés (4). Si t'on tient compte des

efforts dole consenils eu titre de l'elde

elimantaira (265 milliono d'unilès de

compto on 1974) et du Programmo des

Notions unles en faveur des payo les plus

touchés per lo crise économique (250 mil-

llons de dollars ont déjà été dobloques

sur les 500 promis), on volt que les fron-

tières do le «zone d'influence » se sont

déjé élargles. Ce qui fait dire é M. Jacques

Forrandi, directeur général edjoint do le

cooperation et du développement à la

Commission, chargé de la gestion du

Fonds européen de développement (FED)

- et qui s'exprimo ici an vieux roulles

ottaché eux principes do contrôle

et d'efficacité qui régissent les opérations

du Fonds - que l'on o'echemine vers ur

éparpillement des afforts, vers un « seu-

à ces principes

udroge - risquant fort da parter etteinte

voie do développement du Commo

méneger des ressources à cet effet.

ensemble va donc prendre, tout

gravo encore, eu système de stabil des recettes d'exportation. Pourtant per sa valeur d'exemple, at aussi perce que c'est la première lois qu'un tal mécani est mio an place, ce système mériteralt presque sa qualification de - révolutionneire -. Garantie contre les mauvalses onnéee, droit eux compensations : M. Cloude Cheysson, membre de la Commission de Bruxelles, responsable de la coopération et du développement, aime é comparer ce progrès à ceux qui furent accompila dans le monde occidental lorsqu'on y reconnut aux travailleure te droit é l'Indemnité de chômage et do maledia. Il reste que devant la modicité des ressources — quelque 75 milliono d'unités de compte per an - on ne sail toujours pas ce qui se passera el

d'emblée leur contribution, de couper les

alles à la coopération financière et plus

les mauvaises récolles ou les chutes de cours se succèdent d'une année é l'autra.

"Zone d'influence" et... "zone d'influence" dans un premier tempo sur une eide tous azimute. Meis ce sont, cette fois, les considérations é long terme qui l'emportent é Bruxelles.

> Grâce aux effinités de toutes sortes qu'elle entend préserver avec ses anclonnes colonies d'Alrique - et le convention do Lomé va l'y eider - l'Europe des Neut entre evec de solides atouts dans Irle D'autant que le Commission, telsant preuve d'un remerquable dynamis aussitôt sauté sur l'occasion que lui offrait le recyclege des pétrodollers. M. Cleudo Cheysson se bet eujourd'hul pour que l'entité européenno prenno ees responsabilités dens l'organisadon du placement sements orabes, particulièrement en Afrique II inoiste sur les eventages mutuels que présenterait une coopéretion - triangulaire - dene laquelle les Européens epporterelent à le toio leur garantie financièrs, leurs - cerveaux - ot teurs équipements Quant aux détenteurs de pétrodollers an quele d'investiss rentables et à long terme, difficiles à placer on Occident, ils auraient tout Intérêt

à errivor pormi les premiers sur la conti-

danta et encore bon marché, tis y ont déjè conquie, do surcroît, un soutien politiquo eppréclable dans le conflit du Proche-

Et les Africains dans cetts oltaire? A en croire l'ombassadeur du Sénégal auprès de la C.E.E., ilo ne paraissent pas oussi décue qu'on le prétend parfois à l'égard des Arabes : les engagements déjà souscrits représenteralent plusieurs militards de dollars pour l'ensemble de l'Afrique noire indépendante, encore répartis, certes, selon des critères plus ou moins politiques, plus ou moins rationnels : là oussi. précisément. l'Europe des Neuf pourrait intervenir utilement. Comment résister, alors, è ces perspectives de développement cul o ouvrent enfin à aux. Africains, longtemps délaisses ? lci, on oublie peutêtre un peu vite que - les offaires sont les effaires » et quo ce choix risque. à la longue, da poser certains problèmes à l'intérieur du « front commun » du liersmonde, pour être on contradiction Irop flagrante ovec les revendications ectuelles. Mais, après tout, les - Grando - do l'Afrique associés eu Marché commun ne se eltuent pas précisément é l'avant-gorde du - groupe des 77 ».

Demière question : les intérets amencains vont-ils se laisser aussi facilement diotancer en Afrique ? Pour eux. le risque semble limité : outre les positions qu'ils y déliennent déjà, le recyclage des pétrodollers emprunto perfois des chemins déloumés. Et, de toute manière, les opésentes revêtironi une tollo ompleur que les entreprises e européennes » eppelées plus souvent une sieture internationalo

(1) Voir l'ensemble d'articles réunis sous le titre : Mutetion de l'industrie mondiale ». le Monde diplomatique, mars 1975.
(2) Cr. Memorandum d'uvrit 1973 de la

Commission. énonçant les propositions de le C.E.E. en vue de l'établissement de la nonvello convention. (3) I unité de compte = 1.2 douar

14) Communication de la Commission au consell our L'aids financière et technique de la Communauté d des pays en voie de développement non associés, 1976-1980, où se trouveut définis les principes qui devront guider le nouvelle coopèration

A l'heure du "redéploiement des industries..."

T 'INSTRUMENT signé é Lomé est assez oroche dene son schéma, majoré la réserve initiele des associés englophones, de l'ancienne convention de Yeoundé arrivée é expiration le 31 janvier. Il s'erticule en effet sur deux principes désormals classiques : l'elde financière et la régle mentation des échanges commercieux entre partonaires inégaux. Dans ce cadre, deux éléments plus novateure en complétent l'ossature : un eystème do stabilisation des racettes d'exportation (dit STABEX) et un eccord sur le eucre intéressant eu premier chef les Etets des Caraïbes et du Pecifique. Meio cet échafaudage (volr ci-contre l'articlo de Philippe Lemeitre) renose eur un difficile et veste compromio obtenu é force da - réalleme -, de conce eions multiples qui peseront leur poldo torsqu'il e'agira d'eppliquer le mécanisme. D'autant que le crise économique en Occident ot l'exemple do l'OPEP ont déclenché eu • groupe dee 77 « un mouvemant accèléré de revendicatione au regard desquelles les éléments do le convention présentés aulourd'hul comme « novateure « pourront vita paraître dépassés.

Déjà, le pert limitée qui est faite dans convention à la coopération industriolie, nouveau cheval de bataille des - 77 - dans la perspective du « redéploiement des Industries - (1), montre le décalage qui exicta entre une volonté proclamée par les Neuf de mieux contribuer au developpement du liers-monde et les poselblités réclies d'une Communouté économique européenne demeurée avant tout la construction des industriele et des nne demeurée avant tout

demier. lo « groupe des 77 = e que le part des pays en vole de dévemondiale eult portée à 25 % an l'an 2000. devançant par des revendicatione précises les desseins des industriele occidentaux qui préparent selon des principes plue traditionnels les modalités du transfert des Industries dans le tiers-mondo. Or, si les Neuf onl essayé de c'entendre pour eoutenir é Lime cette proposition, la convention qu'ilo viennent de eloner avec leurs querante-six parienaires d'Afrique, des Caraïbeo et du Pacifique (A.C.P.) escamote les vrais problèmes on ce domaine en particuller celui du otatut des invesments étrangors. Parce que, é l'heure de la charte des droits et devoirs iques des Etats, les guarante-eix A.C.P. — qui comptent dans leurs rangs quelques paye - euclalistes - — pouvalant difficilement souscrire aux engagements da garantia des Investissements qui leur sient demandés. Faute d'eccord sur ce noint. le convertion na fera qu'une vaguo ellucion au - climat d'accuell - des invastissemants et se contantera, an formulerri quelques principes généreux, do créer ent un Centre de développement induotriel pour favoriser les contacts. Mala, pour certaino - Grende - de l'Afrique, cette Umidité ne semble pas poser de problèmes : - La technologie errivera zvec les investissements - noue dire, par exemple. M. O. Sanu, ambassadeur du Nigérie euprès de le C.E.E., porte-parolo des A.C.P. durant la négociation.

La victoire des "mondialistes"

T L est pourtant des problèmes plus immé diats, à propos desquels la convantion de Lome mérite bien une pert des éloges d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, mėmo e'lle apparaissent dėjà comme d'immenses réservoirs de mein-d'œuvre ou de motières premières, demourent en effet besoin à la fois des marchés européens pour écouler leur production ou acheter es denrées qui leur manquent, et d'une eide financière qui leur permette de conetruira une économie modeme. Tous ceux qui ont participé de près ou da loin eux négociatione Insistent alors eur les

tion per rapport eux ancieno eccords de Et d'abord, puisque les < mondialistes : l'oni emporté eur tes « régionalistes » (la France, essentiellement) dans une querelle qui hypothéqua lourdement l'ouverture des pourpariere, presque tous les produits agricoles et industrielo des Etals associés

progrès eccomplis dans la nouvette conven-

euront désormaie libra eccès eu marché de la C.E.E., sans réciprocité obligatoire (Innovation majeure par rapport à la précédente convention). Du même coup. cetto zone d'influence «, tant décriée par les Américains, se vott vidée d'une part do dant l'eccès privilègié sur des marchés

C'ast précisément pour facilitor leur développement que les candidots eu noueur l'alde financière que la C.E.E. avait promis de laur epporter, étant antendu dès lo début que l'élarglesement de la zone d'association ne devrait pas porter préjudice aux avantages acquis précèdemment et que la répartition des ressources se ferait sur un plad d'égalité entre anciena et nouveaux pertenaires du Bruxelles avail pris l'Initiative de poser ces principes avant même l'ouverture des négociations (2) : ils n'alialont donc pas poser de problème particulier. Pourtant

En réalité, l'Europe était Invitée depuis plueleurs années délà, ol avec insistance. assumer une plus lourdo part du . lerdeau - dans l'elde occidentale eux pays en voie de développement. La convention de Lomé n'e fait que donner le coup les opératione d'elde financière qui se

multipliant, mais aussi les eccorde commerclaux ou do coopération. Tous cele au moment précie où Washington réduit encore son effort financier en faveur du tiers-monde et Impose, evec la nouvelle lei sur le commerce, des conditions draconionnes à t'entrée eux Etats-Unis des merchandisas en provenance de l'Amérique lating - - zone d'influence - s'il en est.

En répondant à cetto exigenca de l'Amérique, les Européens antendent bien, néanmoins, saisir une occasion pour se piecer en bonne position dans le conquête des nouveaux marchés, des nouvelles possibilités d'investissement, et pour se ménager les bonnes grâces de certains paye producteure de matières premières. Les rapports de force étant ce qu'ils sont au sein du système opcidental, ces calcule font partie d'uno politique cohérente de le part de l'Europe qui s'ouvre eu tiers-monde.

Le problème est de savoir el la Communauté aure longtemps les moyens de mener seule cette politique, qui e'eppuis

Les intérêts étrangers en Afrique

publiques, not conservé une place importante dans l'Afrique d'après l'indépendance, que ce solt eous forme de prises de participation, d'exploitation Olicete ou d'assistance technique, directement no par le jeu de leurs filiales. Les auciennes métropoles ont gerdé une place prépondérante Gaos leurs ex-colonies respectives, tout en cherchant & développer leurs activilés hors de leurs zones traditionnelles. D'autres lutérêts, européens, américains, et, de plus en plus, japonais, sont apparus et jouent au rôle non négligeable. Cela ressort avec évidence, même si l'on s'en tient au escteur des matières premières, agricoles industrielles.

LES PLANTATIONS

Il «agit là o'un domaine générale-ment mal counn, et pourtant eucore important. Citous, paur ce qui est des lutérêts français en Afrique franco-phono: le Cumpagnic on Cambodge et ses filiales, Plantations des Terres rouges; des sociétés-holding comme l'Omnium de Participotione (inancières et industrielles on groupe Paribas et sa filiale CEGEPAR ; la Société financière pour la France et les pays C'outre-mer (SOFFO), fillale ce la Courre-mer (SOFFO), fillale de la Compagnie financière de Snez, no-tamment pour les plantations de paimiers à hurle, d'hévéns, 00 cafélers en Côte-d'Ivoire, au Cameroun, on Phinthigus Courre et de la Cameroun. en Cote-d'voire, au Cameronn, on République Ceutrafricaine. Mais cette liste d'est pas exhaustive et l'ou pourrait parier des champs de caune à sucre et des rizières de Madaguscar. On comunit mieux les investissements dans les industries de transformation : hulleries (Letieur, Blobern, Unliever), minoteries et sucreries (groupes VII-grain et Mimran, Lourho), etc.

• LES MINES

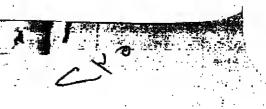
C'est un sceteur où, à tout les stades texploration ou exploitation), les intérêts internationnux sont largement

Le B.R.G.M. | Burenn de recherches geologiques et minières), le Commis-sariat è l'énergie atomique, pour le secteur public ; les sociétés du groupe Pechiney, la Compagnie de Mokla. Schuelder, Usinor, Rhône-Progil, pout les firmes privèes, Soez et Purihas pour les groupes financiers, sout pour les groupes aument dans les anciennes possessions l'angalses, de même que les sociétés belges causeivent un rôle important au Zaire. et les sociétés britanniques en Afrique

Mais O'eutres pays se fraicot une pines importante dans toute l'Afrique : les sociétés nord-américaines tU.S. Szeel, Union Carbide, Diamonds Distributeurs Inc., W.R. Grace, Alcau...). allemandes (Urangesellschaft, Vere-nelgte Aluminium Werke, Ezyset, Krupp...), enisses (Alusuisse en Guinée et bientôt peut-être en République Ceurrafricaine), hollandaises, et, de plus en plus, japonaises (Mitsui, Mitsublishi, Sumitomo, Itoh, isolément (m.e.) association)

· LE PETROLE

La plupart des grandes compagnies petrolières sont présentes dans plu-lieurs pays d'Afrique, que ce soil eu nates pays d'Afrique, que ce soil eu nivean de la prospectinu. de la production, du raffinage ou de la distribution. Si ELF u'intervient guère qu'eu Afrique trancophone, Shell. Mobil. Esso. S.P., Texaco, Culun Oil of California, agip ifiliate de l'ENI). pour ne citer que les plus connues. convrent de nombreur avec d'éclare. convrent de nombreux pays d'Aftique



lers omé men L'ort tions SONN vingt forme récon tions mis viotno entier l'obje

1

P EU1 seroior dont le institut SOUS-te l'égalite gouvern Une deni ex présents כעת נוח

tion don

M. Kiss

ni l'un i

sous des

Paris. L

vietnomi

directes

tion do

faisait ra \mathbf{G}

RAO

es petrodo

ET LE TIERS-MONDE

pour la coopération

vaie de développement qui se sont fixé des impératifs de déveleppement économique qu'ils ne peuvent etteiedre seuls, alors qu'ils ont, por eilleurs, les moyens d'un tel développement dans des conditiens économiques raisonnables. C'est l'idée d'une coopération triangulaire conjuguant les epports finenciers des pays producteers, lo

CHEYSSON*

technologie, le marché d'un groed ensemble éconeroique comme l'Europe et permettunt des investissements dens des pays en voie de développement disposant d'une population, d'une main-d'œuvre, d'un espace industriel et d'un climat politique et économique favorable aux investis-

Q UELS sont les éléments fondamentaux qui canditionnent ces investissements, foute desquels la coopérotion triangulaire envisagée no pourra être suivie

Mambre de la Commission de la C.E.E. responsable de la conpéretioe et du développement.

d'opplication? Tout d'obord, la paissance publique et, bien plus encore, les opérateurs industriels et financiers doivent aider les pays en voie de développement à préparer les projets susceptibles d'intéresser les investisseurs arabes ou eutres producteurs de pétrole. Préparer les projets, c'est d'ebord sélectienner les secteurs d'investissement en fonction des avantages comporés offerts por tel ou tel pays d'eccueil; éviter les doubles emplois, c'est eussi porticiper eux études de factibilité sur le plan technique, c'est enfin un offert d'information et de coordinatien ontre epérateurs

En second lieu, la choix de ces investissements doit être lergament déterminé por le critère de leur rente-bilité. Cet impératif de rentabilité est essential, car il correspond eux exigences légitimes des parteneires pétro-liers. Pour qu'il y eit rentebilité élevée d'un projet, il convient qu'il soit bise conçu techniquement, que le « meno-gement » soit bon et, enfin, qu'il existe en marché. C'est sur ces espects que nous, Européens, evoes en rôle essentiel à joues Nos comments deixent connette le technique le ó jouer. Nos opérateurs doivent epporter la technique, le monegement, la gerontie de bonne execution, parfois eussi une patite participation financière garante de leur engegament. La peissance publique et, è ce titre, les Fostitu-tions communautaires responsables du marché européen

doivent, pour leur port, faciliter l'eccès é ce merché; c'est ce que nous neus efforçons de faire à Bruxelles par le mise en place d'un système de préférences généralisées pour les produits industriels et des eccerds de coopération commarciale passés avec de nembreux pays du tiers-mondo.

Catte approche ne peurro être reteeue partout, et elle trouvers d'eutent mieux son application que le pays en voie du développement considéré est prometteur, sur la plen industriel, de por ses structures, se situation géographique et

POUR l'Europe, très dépendente de l'extérieur poer ses epprovisionnements en matières premières et l'écoule-ment de ses productions, c'est on nouveau défi qui vo dans le sens de ses intérêts : cette démarche devroit aider eu renfercement de sen interdépendence nécessoire vis-à-vis du tiers-monde, tout en facilitant le restauration de l'équi-libre des poiements extérieurs.

Ces préoccupations sont, évidemment, à l'orrière-plon non seulement de la coevention de Lomé, meis eussi des eccards en cours de négociation ou envisagés avec un ensemble de pays riveroins de la Méditerronée.

A la fois un précédent et un exemple

INTERET que la convention de Lome a suscité des sa conclusion dans les pays du tiers-monde — intèrêt qui tranche avec les critiques intèrêt qui tranche avec les critiques souvent hargneuses ayant accuellification de Yaoundé—tient sans doute à ce que bon combre de gouvernements considèrent que ses dispositions originales pourraient servir de précédent et d'exemple dans les relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. En particulier, le système de garantie des recettes d'exportation et le régime d'importation du sucre.

d'importation du sucre.

La quasi-totalité — 99,2 % — des produits exportés par les pays A.C.P. pourront entrer dans la Communauté en franchise de droits de douane. Pour un nombre limité de produits agricoles concurrents des produits européens (la viande bovine, le mais, le

riz, les oranges...) représentant aujour-d'hui 0,8 % des importations en pro-venance des pays A.C.P., la Communauté n'a pas accordé le libre accès mals, néanmoins, un régime plus favorable que celui appliqué aux pays

La convention de Lome, contraire-La convention de Lome, contrairement à celle de Yaoundé, pose le principe de la non-réciprocité des obligations commerciales. Les fameuses « préférences inverses », celles consenties naguère par les associés à l'Europe et si souvent dénoncées par le Royaume-Uni, les pays angiophones des Caraîbes et d'Afrique... et par les Etats-Unis comme perpétuant le fait colonial, sont désormais bannies. Les Etats A.C.P. se sont uniquement engagés à ne pas mieux traiter d'autres pays industrialisés que ceux de la Communauté. Par PHILIPPE LEMAITRE

C.E.E. aux pays atteints, a C'est une assurance contre les mauraises années et c'est une assurance qui ne coûte rien », commente M. Cheysson, le commissaire européen responsable de la politique d'aide au développement tout en reconnaissant volontiers qu'il ne s'agit iš que d'un premier pas insuffisant pour régler le problème de la fixation et du maintien d'un juste prix des matières premières. Ainsi l'Europe n'a-t-elle pas été en mesure d'accepter, comme cela lui était demandé durant la négociation, que la recette garantie soit indexée : le système de stabilisation des recettes d'exportation laissera les exportations des partenaires A.C.P., vulnérables à l'inflation, Le système de stabilisation est doté d'un budget, prélevé sur le C.E.E. aux pays atteints, " C'est une

FED, de 375 millions d'unités de compte (2,06 milliards de francs), soit cinq tranches annuelles de 75 millions d'unités de compte (412 millions de francs).

Les pays A.C.P. redoutent que ces crédits ne solent pas suffisants pour permettre an dispositif de remplir son rôle dans le cas d'une conjoncture de crise, c'est-à-dire dans le cas tout à fait plausible où la chute des recettes d'exportation affecterait plusieurs produits et plusieurs parties produits et plusieurs produits et plusieurs parties produits et plusieurs produits et plusie duits et plusieurs pays. L'expérience montrera si de telles craintes sont fondées. On peut espérer toutefois que si survient une crise exigeant une rallonge, la Communauté saura consentir l'effort nécessaire pour ne pas laisser dépérir un système qu'elle a eu le courage d'imaginer, puis, en dépit de ses propres hésitations et des pressions extérieures, notamment amériorganisees par la Commission de Bruxelles entre les organisations ouvrières européennes et des représentants des pays A.C.P. en témoignent — commencent à accepter l'idée que certains transferts d'industries pourraient être à tous égards préférables aux transferts de travailleurs qu'a suscités jusqu'ici le capitalisme européen. L'industrialisation est possible demain dans les Caraïbes (qui disposent de gaz naturel, de bauxite et de la proximité du marché américain), ainsi que dans quelques pays d'Afrique de la proximité du marché américain), ainsi que dans quelques pays d'Afrique disposant de ressources et d'infrastructures suffisantes, tels le Nigéria, le Gabon, la Côte-d'Ivoire. Son accélération et son extension à d'autres pays A.C.P. dépendront de la façon dont fonctionnera la Centre pour le développement industriel créé par la convention avec comme tâche princ convention, avec, comme tache prin-cipale, d'informer, da favoriser les contacts et d'intèresser les chefs d'en-treprises communautaires à investir dans les pays A.C.P.

Vers une progression des échanges ?

P EUT-ON esperer, sinon la création d'une vaste zone commerciale eurafricaine, au moins un décloisonnement et, comme conséquence, une progression des échanges? Tout proposite serait basardeux car les resultats tats dépendront surtout de l'ardeur que mettront les différents intéressés à tirer parti des possibilités offertes par l'association.

Deux remarques peuvent cependant

le Les préférences qui sont offertes aux pays A.C.P. sont moins impor-tantes que celles dont bénéficiaient les Etats associés de la convention de Yaoundé. C'est la notamment, la consequence da l'extension du régime des a préférences généralisées », des a préférences généralisées », c'est-à-dire des suspensions tarifaires que la Communauté, sous l'Influence de son lobby mondialiste, accorde de plus en plus généreusement à l'ensemble du tiers-monde. De plus, ces préférences, dont la qualité, nous venons de le voir, s'est dégradée an fil des années, seront désormais partagées par quarante-six pays au lieu de dixneul, ce qui, à l'évidence, ne peut qu'en diluer l'effet. En résumé, les chances données par la convention de Lomé à un démarrage des échanges Lome à un démarrage des échanges commerciaux entre des groupes de pays qui précèdemment s'ignoralent

sont plus faibles que celles qui résul-taraient da la convention de Xaoundé. C'est dire que le succès dépendra, davantage encore qu'hier, de la déter-mination des entreprises et des gouvernements.

2° L'expérience de Yaounde est cependant prometteuse. Si, globalement, les Six n'ont pas accru leur commerce avec les Dix-Huit plus rapidement qu'avec l'ensemble du tiers-monde, il en va tout autrement lorsque fateaux abstraction de la lorsque, faisant abstraction de la France, l'ancienne puissance colo-niale, on considère l'évolution des échanges entre les associés et les pays èchanges entre les associés et les pays membres — la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, — dont auparavant les relations avec l'Afrique de l'Ouest étaient insignifiantes. Rien n'empèche d'espèrer que, selon un schéma analogue, les pays ACP, anglophones, familiers pour l'instant du seul marché britannique, mais dont la vivacité commerciale est certaine découvriront et mospecte. mais dont la vivacité commerciale est certaine, découvriront et prospecteront bientôt celui de l'Europe continentale. Les avantages tarlfaires
inscrits dans la convention ne seront
pas d'ailleurs le ferment unique d'une
telle redistribution des échanges; ils
devraient être tout autant stimulés par
les liens tissés en raison de la coopération financière, industrielle et institutionnelle.

Le régime d'importation du sucre

Les pays A.C.P. producteurs de sucre — ils sont une quinzaine, an premier rang desquels Maurice, Fidji et les pays anglophones des Carabes — figurent parmi les bénéficiaires les plus certains de la convention de Lomé. La Communauté s'est engagee à leur acheter chaque année, pendant sept ans, 1 million 400 000 tonnes de sucre à un prix très proche du prix communautaire; c'est-à-dire de celui qu'elle garantit à ses propres producteurs (en falt, ces contrais à long terme ne porteront finalement que sur terme ne porteront finalement que sur une quantité légèrement inférieure. une quantite legerement inferieure, environ i million 300 000 tonnes, cer-tains pays A.C.P. avant estimé qu'ils n'étaient pas en mesure ou qu'il n'était pas dans leur intérêt de souscrire les engagements de livraison qui leur étalent proposés). Les producteurs de

sucre des pays A.C.P. — les premiers parmi les exportateurs de matières premières — ont door obtenu, complé-tant la garantie d'écoulement, l'indexatant la garantie d'écoulement, l'indexa-tion de leur prix de vente. C'est la un avantage da taille — absent notam-ment du Commonwealth Sugar Agree-ment, conçu dans la tradition coloniale pour assurer l'approvisionnement du Royaume-Uni à bas prix. — même si aujourd'hui le prix du sucre dans la Communauté (environ 145 livres ster-ling par tonne) est inférieur au cours mondial. La sécurité absolue garantie aux pays A.C.P. devrait leur permettre k bays A.C.P. devrait leur d'envisager plus facilement les investissements nécessaires pour moderniser leur équipement, réduire leur prix de revient et, de la sorte, à terme, leur marge bénéficlaire.

La coopération industrielle

CE sont les pays ACP, qui ont insisté pour qu'elle soit inscrite dans la convention comme l'un des objectifs prioritaires de la coopération avec l'Europe. Magie de mythe inde-pendance = industrialisation, ou blen volouté réelle de metre à profit les possibilités offertes par l'apport tech-nologique et financier de l'Europe ainsi que par l'ouverture de son marché pour bâtir une industrie aujour-d'hui inexistante?

Comment ne pas constater pour le moins que la conjoncture politique et économique internationale est pit propice aujourd'hui qu'hier à un re-déplolement industriel en tre pays riches et pays sous-développés? Dans la Communauté, les syndicats eux-mêmes — des réunions récemment

LES QUARANTE-SIX **PARTENAIRES** DE LA COMMUNAUTE

 Dis-eeuf Etats africains et mal-gaches signataires de la convention de Yaoundé: Eurundi, Cameroun, Répu-bique Centrafricaine, Congo, Côted'Poire, Dahomey, Gobon. Haute-Yolta. Madagascar. Nait. Mourice, Mouritaie. Niger. Ryanda. Sénégal, Somalie, Tchad, Togo et Zaire.

Vingt et un Etats appartenant Commonwealth, dont ;

- en Afrique: Kenya, Oupanda et Tanzanie, signataires de la convention d'Arusha; Botswa-na, Gambie, Ghana, Lesotho. Malawi, Nigèria, Sierra-Leone, Swaziland et Zambie.
- n dans les Caralbes : Barbade, Guyana. Jomaique, Bahamas, Grenade, Trinité et Toboyo.
- dans le Pacifique : Pidji. Sa-mon occidentale et Tonga. — Sis autres Etats d'Afrique : Ethtopis, Guinée, Guinée-Equatoriale, Guinée-Bissau, Libéria et Soudan.

Coopération financière

et stabilisation des recettes d'exportation

L'AIDE qui sera accordée par le Fonds européen de développement (FED) pendant la durée d'application de la convention, sous forme de subventions et de prêts à très faible intérêt, a été fixée à 3 milliards d'unités de compte, soit, au cours actuel, environ 16,5 milliards de francs. Il faut y ajouter les prêts de la Banque européenne d'investissement, soit 390 millions d'unités de compte (2,145 milliards de francs). L'aide du FED sera financée ainsi : France et République f é d'er a le d'Allemagne, 25,95 % chacune ; Royaume-Uni, 18,75 %; Italie, 12 %; Pays-Bas, 7,25 %; Belgique, 6,25 %; Danemark, 2,40 %; Irlande, 0,60 %; Luxembourg, 0,20 %. La convention met l'accent sur la nécessité de traiter de façon privilégiée les pays ACP. les plus pauvres. Il y est expressément prévu de consacrer 10 % des moyens disponibles à des projets de coopération régionale. Cette idée figurait déjà dans la convention de Yaoundé, mais n'avait pas été explottée par les associés ; à les entendre, ils se montrent décidés cette fois à lui donner un contenu réel.

réel.

Le montant de l'aide financière a décu les pays A.C.P., qui demandaient 8 milliards d'n nités de compte. Compte tenu de l'inflation et de l'élargissement de l'association, il est certain que la Communauté, avec un FED de 3 milliards d'unités de compte, ne respecte pas l'engagement pris de maintenir les avantages acquis par les pays réunis à Yaoundé et d'assurer des avantages équivalents aux nouveaux partenaires. Une actualisation effective de l'aide aurait conduit à un FED d'au moins 4 milliards d'unitàs de compte les raisons de la relative de compte. Les raisons de la relative parcimonie des Neuf sont multiples : la crise économique internationale

accentuée par la hausse des prix du pétrole a vidé les coffres et rendu l'Europe plus vuinérable, donc plus craintive. La perspective d'une aide financière substantielle en faveur des pays d'Asie, voulue et sur le point d'être obtenue par le Royaume-Uni, a par ailleurs incité les Etats membres à compter plus juste.

La C.E.E. s'engage à garantir les recettes obtenues par les pays A.C.P. grace à l'exportation vers la C.E.E. de douze produits de base (arachide, café, cacao, coco, coton, palmier et palmiste, cuirs et peaux, produits du hois, banane, thé, sisal, ferl et de dix-sept de leurs sous-produits. En cus du bois, banane, the, sisal, ferl et de dix-sept de leurs sous-prodnits. En cas de baisse des cours ou bien de récoltes défaillantes provoquant une coute des recettes d'exportation d'au moins 7.5 % (2.5 % pour les pays A.C.P. les plus pauvres), des compensations financières seront fournies par la

Calendrier des fêtes nationales 16-30 AVRIL

16 DANENARE Féte nationale.
16 ISRAEL Féte eationale.
17 EYRIE Féte nationale.
19 SIERRALEONE Féte nationale.
25 TANZANIE Féte nationale.
27 TOGO Féte eationale.
23 JAPON Féte de l'indéputale. Fête nationale. Fête netionale. Fête eationale. Fête de l'indépendance. Fête nationale. 30 PAYS-BAS 1er-15 MAI

S TCBECO-SLOVAQUIE 11 LAOS

SIGNIBITE 8

Acciversaire de la Fêre de la Constitution 14 PARAGUAY Fête de l'indépen-

Fête nationale.

à Paris 16 78 rue de la Pompe 40 rue Decamps 29 appartements de très grand luxe à 20 mètres de l'avenue Henri-Mantin Stadios 3-4-5 pièces 20, av Franklin Roosevelt, 8

LES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES ET LE DROIT INTERNATIONAL

Des géants en quête d'un statut juridique

Dans ces pays, lorsque l'Etat décide de nationaliser des biens étrangers, oo lui reconnaît communément aujour-d'hui le droit de déduire de l'indemnité fixée le montant de cet « enrichisse-ment sans cause » ou de ces bénéfices « excessi/s ».

2. — Il y a des cas plus graves — exceptionneis en apparence, mais qui se sont frequemment produtts au cours des dernières années. Nous voulons parler des interventions directes des sociétés multinationales dans la politique intérieure des pays où elles sont établies. Les activités de IT.T. au Chili en constituent sans doute l'exemple le plus connu et le plus irréfutable. Mais les mémoires publiés, au cours des dernières années, par d'anciens agents des services secrets américains, permettent d'ajouter à ce cas d'autres initiatives similaires du divers pays, sans parler d'évènements plus anciens au cours desquels les sociétés multinationales ont déployé, avec la complicité des

services secrets et même parlois des ambassades des Etats-Unis, des acti-vités tendant à corrompre des fonc-tionnaires et des paniementaires et à tionnaires et des parlementaires et à provoquer des coups d'Etat, des assassinats, des guerres civiles. Le rapport du groupe de personnalités de l'ONU, auquel nous avons fait aliusion, et qui se montre très prudent dans la désignation des sociétés multinationales, contient néanmoins des accusations précises contre certaines d'entre elles (en particulier l'IT.T. au Chili) et a condamne sans equivoque les ingérences politiques subtersites des entreprises multinationales tendant à provoquer la chute du gouvernement du pays hôte et son remplacement par un autre, ou à crèer des situations internes ou externes de nature à javoriser ces tentatives ». Le rapport recommande que de sévères sanctions solent infligées aux sociétés coupables d'interventions. La sanction la plus couramment admise en droit international ment admise en droit international surtout à partir de la seconde guerre mondiale, est la nationalisation sans indemnité.

Des délits imprescriptibles

3. — On peut ajouter que, dans le cas d'interventions d'intèrêts privés étrangers dans la politique intérieure des pays, au moyen d'actes illégaux perpetrès avec ou sans la complicité de gouvernements étrangers, aucune norme de droit international n'établit de prescription en ce qui concerne les responsabilités pécuniaires qui peuvent en découler. Cette responsabilité, non seulement politique, mais pécuniaire, est imprescriptible et la réparation des dommages infligés à l'intérêt public peut et doit être exigée à n'importe quel moment.

4. — Outre la complicité clandestine du gouvernement du pays d'origine dans les activités subversives de l'entreprise privée contre la souve-raineté d'un autre Etat, il existe un autre mécanisme formel, fréquen-ment mis en œuvrd par le gouverne-ment des Etats-Unis (mais aussi par

d'autres pays industrialisés) en vue d'identifier, sous une apparence juridique, les intérêts des sociétés multinationales aux intérêts du gouvernement de leur pays d'origine. Il s'agit des assurances données par l'Etat contre les risques de nationalisation ou d'inconvertibilité, etc. Ce mécanisme viole les normes juridiques et les principes du droit international en vigueur et excède le cadre de la traditionnelle protection diplomatique. Ces contrats d'assurance, attre la société et le gouvernement de son pays d'origine, contiennent, en effet, des clauses prévoyant que, lorsqua l'Etat assureur considère que le risque s'est réalisé, il se substitue à la société privéd en tant que titulaire d'un droit éveutuel à percevoir une indemnité ou à exiger d'autres compensations. Ainsi, un litige qui relève normalement de la juridiction interne du pays ayant décrèté la nationalisa-

tion se transforme, au mepris des normes du droit international, en conflit entre deux Etats. Ces contrats d'assurance, cooclus en violation du droit international, sont dépourvus da toute validité internationale. Les Etats-Unis, qui, en maintes occasions, ont accorde cette galantie à des

intérêts privés, ne peuvent valable-ment opposer ce prétendu e droit à au gouvernement qui, dans notre hypothèse, a décrèté la nationalisa-tion, car un acte interne, illicite sur le plan international, un saurait esca-moter la droit souverain de juridiction d'un autre Etat.

Le piège des contrats

5. — En matière d'indemnisation pour cause de nationalisation, nous devons également examiner une situation furidique qui se produit malheureusement plus souvent qu'on ne l'imagine. Nous voulons parier de la révision formelle de la décision souveraine relative au montant et aux conditions de cette indumnisation. Lorsque la nationalisation a déclenche les mécanismes auxquels nous avons fait alluston (intervention, subversion, coup d'Etat, etc.), le nouveau gouvercement reconnaît d'ordinaire à la société expropriés une indemnité supérieure à celle que lui attribusit l'acte initial de nationalisation. Les entreprises privées multimationales ont d'ailleurs bien souvent — sinon toujours — contribué à l'avénement du nouveau régime qui, par réciprocité, se montre à leur égard si genéreux, si compréhensif et si « juste »... Nous sommes convaincus du blenfondé du verdict prononcé, dans les cas de es genre, par le tribunal Russell II, à Bruxdles, do janvier dernier. En vertu de cette décision, c e s indemnités supplémentaires, contraires aux principes qui régissent l'acte de nationalisation et au droit des peuples, « sont dépourvues de toute validité et crèent une responsabilité imprescriptible à la charge de ceux qui ont perçu ces versements et de ceux qui ont perçu ces versements et de ceux qui es ont affectués ». Ces indemnités supplémentaires sont contraires à la législation interna — c'est-à-dire à l'acte de nationalisation, avec ses conséquences juridictionnelles, — mais aussi parce qu'elles sation, avec ses conséquences juridic-tionnelles, — mais aussi parce qu'elles constituent un « enrichtssement sans cause » pour celui qui les perçoit en conséquence d'un acte illicite.

6. — Mais la première ligne de défense, en ce moment, sur le plao juridique international, doit être la lutte contre les tentatives des sociétés multinationales pour se faire reconnaître la qualité de sujets de droit international. Les sociétés multinationales ne peuvent d'ailleurs fonder cette prétention sur aucun texte ou coutume de droit international. En cette matière, les seuls précèdents — extrèmement fragiles au point du vue juridique — sont les a contrais » ou « accords-lois » conclus entre les entreprises de ce type et certains gouvernements du tiers-monde. Ces contrais, qui sont inclus dans une loi du pays intéressé, ne peuvent de ce fait être modifiés que par une nouvelle législation, ce qui ne peut manquer de favoriser les intrigues des multinationales dans les milieux parlementaires et administratifs.

Mais les tentatives des multinationales pour se faire reconnaître cette qualité de sujets de droit international se multiplient en ce moment, de façon ouverte ou dissimulée, sous la forme d'accords internationaux d'arbitrage pour les conflits entre les multinationales et le gouvernement du pays d'accords internationaux d'arbitrage pour les conflits entre les multinationales, car ce texte dénonce les tentatives aussi, les décisions du tribunal Russell II de Bruxelles sont fort opportunes, car ce texte d'enonce les tentationes juites pur les sociétés multinationales et que les sociétés multinationales pour se faire reconnaître la qualité de sujets de droit international, déclare que ces firmes sont exclusivement sujettes oux juridictions nationales et que l'instauration de juridictions spéciales communes aux Etats et aux entreprises multination.

nales est contraire au droit interna-tional » (1).

On pourrait nous dire que les On pourrait nous dire que les principes juridiques que nous venons d'énoncer sont de faibles recours presque dérisoires, contre la penétation des multinationales et leurs empiétements sur la souveraineté des États — non seulement dans les pays en voie de développement, mais aussi dans les nations industrialisées o'Europe.

Nous croyons cependant que tout effort tendant à « de-legitimer » ces entreprises multinationales présente une utilité pratique immédiate. Les efforts actuels de ces firmés pour accroître leur légitimité internationale present être contenue et hattes en efforts actuels de ces firmes pour accroître leur legitimité internationale ne peuvent être contenus et battus en breche qua dans la mesure où les Etats souverains, et surtout les peuples en qui réside la souverainete incluront la rejet de cetta prétention dans leur lutte politique idont la lutte pour le droit des peuples constitue l'un des aspects essentiels. Ce n'est pas par hasard à notre point de vue, que la politique internationale du gouvernement nord-américair. — le grand parrain des firmes multimationales — et spécialement le grand dessein que la Dr Kissinger prétend encore imposer au moude, ont pour objet principal la création d'un ordre international étendant l'espace physique, politique et économique « légitime » (une légitimité contraire aux droits élèmentaires de la personne humsime et à ceux des peuples ouvert à l'action de ces dynamiques organismes de pointe de l'imperialisme capitaliste d'aujourd'hui : les sociétés multinationales.

(1) La charta des droits et oes devoirs économiques des Etats, votée par l'ONU le 12 décembre 1974, sur propositios du Mexique, par 120 voix contre 6 (lea Etats-Unis et leurs allés) et 10 absteutions, précise d'ailleurs dans son article 2, alinés c, que « chaque Etat a le droit de nationaliser, d'exproprier et de transferr la propriété de biens étrangers » et que « dans tous les cas où le question de l'indemnisation donne lien à différent, celui-ci seru réglé conformément à la législation interne de l'Etot qui prend la mesure de nationalisation, et par les tribunaux de cet Etat » (N.D.L.E.)

RÉFORMES AGRAIRES, GUÉRILLAS ET CONTRE-GUÉRILLAS

Tocsin pour les latifundistes

beaucoup d'encre. Les seules e expe-riences » latino-américaioes ont engendre une littérature suffisante pour décourager qui-cooque voudrait s'intéresser à ces problèmes. C'est que le sujet est d'importance. Une réforme paire n'est pas une mesure technique ou onomique et sociale, mais une démarche essentiellement politique affectant toute la stratégie du développement national. Ainsi la mise en œuvre d'une réforme agraire par le parti communiste ebinois pendant la guerre civile et après la prise du pouvoir u été un facteur déterminaut de la victoire et du type de pouvoir politique qui a vu le jour en Chine (1).

Lorsque Lénine affirmatt que le partage des latifundia selencuriaux et la remise des terres aux paysans constituaient la melleure réforme agraire qui puisse se concevoir eo Russie parce que, affirmait-il, cette structure agraire était celle qui favorisait le plus le développement des forces prodoctives dans l'agriculture, il est vrai semblable qu'il u'en croyait pas un mot. En tevanche, il savait très bien qu'un tel mot d'ordre favoriserait l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie sans l'intervention de la-quelle une transformation radicale do la formation sociale russe n'était pas possible. L'écroulement de l'aotocratie russe, lors de l'annonce du partage des terres par les bolcheviks, confirme qu'il avait de ce point de vue parfaitement

De là à prétendre, comme Michel Gutelman (2), que la meilleure structure, le meilleur programme agraires pour la classe ouvrière sont ceux qui mettent — même provisoirement ceux qui mettent — memo provisionement —
les paysms du côté du propôteriat dans le révolutiou sociale en brisant la cohésion des classes
dominantes, il y a un pas. Tel n'est d'ailleurs
pas l'essentiel du propos de M. Gutelman, qui
dans son dernier ouvrage, Structures et réformes
agraires, tente fort ambitieusement — ou n'eu
strandeit nes moins de l'arteur de l'arteulliure agraires, tente fort ambitieusement — ou n'eu attendait pas moins de l'auteur de l'Agriculture socialisés à Cuha — de construire la théorie des réformes agraires. Une première constitution s'impose: Il n'existe pas de science ou de discipline spécifique des problèmes agraires; encore moins de méthodes et d'instruments d'analyse qui seraient propres à l'étude de ces problèmes. En un mot, ce qui manque le plus, e'est une méthode rigoureuse d'analyse des problèmes ugraires dont les postulais, les concepts et les instruments seraient cohérents. Si M. Gutelman n'avait pas lui-même été dérouté par les argumentations tous azimuts, souvent convaincantes, auxquelles on peut en opposer d'autres qui le auxquelles on peut en opposer d'autres qui le sont tout antant ou tout aussi peu, bref, s'il n'avait pas ressenti la nécessité de sortir de cette confusion pour obtenir un minimum de consensus et de centitudes, il n'aurait pas entrepris de telles recherches. Son ouvrage s'adresse donc d'abord à ceux qui out besoiu d'un fil conducteur, d'un instrument d'analyse permettant de dépasser les e particularités e de chaque structure et réforme agraires pour les intégrer dans un cadre conceptuel général.

O N n'échappe pas au cercle vicieux décrit par M. Gutelman. En attendant goe le modèle qu'il propose soit au point, les unieurs

chapitre « Avant » et un chapitre « Après la réforme agraire s. La démarche teste alors descriptive plus ou moins minutieuse. C'est celle qu'a choisi, pour sa part, Pierre Glihodes, pour soo volumineux ouvrage la Question agraire en Colombie (3). Certes, les tentatives d'explications des tenants ot des uboutissants de la réforme agraire, de ses impasses, de sou e sabotage » même, sout nombreuses, mais en pourra regretter qo'elles soient la plupart du temps insuffisam-

Dès 1961, les entraves à l'exercice de l'INCORA

notamment le plan LASO (Latin American Security Operation) mis en œuvre avec l'assis-tance de conseillers militaires des Etats-Unis, pour la reconquête de la région de Marquetalia, alors aux mains des guérilleres. Cela étant, et en dépit des difficultés que crée au mouvement paysen le front national colombien, celui-ci u reussi à survivre et à réapparaître après une décennie d'attentisme et d'illusions. M. Gilhodes laisse toutefois provisoirement ouverte la ques-tion de savoir si la violence a été une révolution

Par GERARD GARREAU

(Institut de réforme agraire colombien) fureut, en effet, nombreuses et n'étaient pas seulement le fait de groupes de pression regroopant les grands propriétaires fonciers militant en faveur du statu quo agraire. Dans ce domaine, et que ee solt au ChOl, au Pérou, ou silleurs, le scénario est toujoors le même : tel président conservateur du front national allié à de grandes familles terriennes du Cauco va livrer à l'INCORA une guerre d'usure, rognant les crédits de l'Institut. faisant trainer la signature des décrets qui lui sont soumis ; tel sénateur libéral touchera des pots-de-vin de grands propriétaires afin d'user de son influence pour empêcher l'INCORA de

Les occasions de e passer à côté n de la réforme ne manquent pas. Les responsables de la société des agriculteurs du Valle, qui avaient la société des agriculteurs du Valle, qui avaient oppesé avec succès un plan de développement sucrier pour faire échec à l'intervention de l'INCORA dans ce département, peuvent en témoigner. Le fait que les producteurs de sucre département, peuvent en témoigner dans certes entreprise d'une contra le la contra de la bénéficiaient dans cotte entreprise d'une cou Joneture exceptionnelle en raison de la rupture des relations entre Cuba et les Etats-Unis, et qu'à l'incitation de Washingtou la Colombie allait d'un seul coup devenir exportatrice de sucre, n'explique qu'en partie seulement ce phénomène : la faiblesse, l'incapacité, la corruption de l'administration expliquent le reste.

L'extraordinaire lenteur do l'Institut de réforme agraire est avancée par M. Gilhodes pour expliquer la participation des paysans de la région du Sinn aux grands mouvements d'occupations de terres, fin 1979 et début 1971. Cas « invasious », pour réprendre la terminologie officielle, sont l'objet de brutales répressions militaires ou de e gangs » au service des lati-fundistes. Le banditisme rural a, sans nul doute, une signification, un impact sur la paysannerie. L'auteur l'analyse d'ailleurs comme tel. Il excelle dans la manière de traiter le e fait divers » et cela contribue un peu à faire oublier l'anaiyse des forces sociales et politiques du pays, qui peut paraître aride an uou-spécialiste.

Dire qu'ou attendait plus de cet ouvrage déjà volumineux? Bien qu'il s'agisse lè, incontesta-Mement, d'une importante coutribution is la connaissance de la questiou agraire colombienne, frustrée comme le soutient, eutre autres, Erle Hobsbewm (4) ou a eu, au coutraire, un contenu

O N u dit que la redistribution des terres O entrainait généralement une ebute de la production car, forcés de payer la terre, les « couveaux propriétaires a ue trouvaient plus les movens de financer leur canital d'exploita les moyens de financer leur capital d'exploitation. Il s'agit là d'un paradone mis en avant le plus souvent par des chercheurs qui n'ont pas toujours entrevu la nécessité de tels changaments et qui, volontairement ou non, protègent ainsi la grande proputété. Dans la Question paysanne et le Capitalisme (5), Samir Amin ne tombe pas dans de tele clichés. Son livre, réalisé en collaboration avec Costa Vergopoulos, aurait pu avoir pour titre la Question paysanne et le Marxisme (le développement de Pagriculture est vu en effet an travers des thèses de Marx, Chayanov, Lénine et Kantaisy). Pour M. Amin. Chayanov, Lénine et Kautsky). Pour M. Amin, Chayanov, Lénine et Kantaky). Pour M. Amin, la terre, dans le système social capitaliste, se présents comme un élément de a perversité serait, selon l'auteur, la careté sociale du sol, on rapport avec les autres ressources sociale pour lesquelles II n'y a aucune limite, sant peut-être la force productive de la société. Telle est également la conclusion à laquelle aboutit par un cheminement différent M. Joseph Klatz-

Bien connu pour ses idées « avancées » sur les problèmes alimentaires mondiaux, M. Riatzmann a écrit là un livre courageux et ne manquant pas d'une grande lucidité. Certes, l'auteur u'a pas péché par excès d'optimisme en ce qui concerna les possibilités de l'agriculture et de la production alimentaire. L'accent est mis sur la limitation des ressources, sur la concurrence croissante pour la terre et pour l'est entre certes. croissante pour la terre et pour l'eau entre l'agriculture et les usages uon agricoles, thème également développé par M. Henri de Farey (7). Il détruit les illusions sur les résources alimen-taires d'origine uon agricole, mais énumère aussi une liste impressionnante de progrès possibles à réaliser dans les prochaines décennies.

M. Klatzmann voit loin, mais fi est réaliste. Ses questions sont nombreuses, et aucune pré-

tention insensée de vouloir conclore de manière définitive ne l'anime : cette humilité scientifique ne se tencoutrant que très rarement chez les experts, il était bou de le souligner ici. Malgré toute la prudence de l'analyse, M. Klatzmann est cependant convaincu que e les ressources ne manquent pas pour fouruir une alimentation très satisfaisante à une population beaucouplus nombreuse que celle d'aujourd'hui, dépas sant dix milliards d'hommes ». Les grandes voles de la recherche d'une solution du problème alimentaire moudial sout d'ailleurs tracées dans test ouvrage. Plus utopique parait, en revanche, la mise sur pied d'un organisme moudial de gestion des ressources naturelles, indépendant des Etats, disposant de moyens importants et de pouvoirs étendus. Il paraît plus réaliste de compter sur la muitiplication d'accords internationaux partiels.

L'AMERICAIN Borlaug a, sans aucun doute, mérité le prix Nobel de la paix qui lui a été attribué pour la créatiou d'une variété nouvelle de blé, susceptible de donuer de hauts rendements dans les conditions elimatiques de certains pays du Proche-Orient. Mais ce serait une erreur de voir dans la seule création de variétés uouvelles le facteur du succès. Pour comprendre l'origine des déceptions que la e révolution verte a a apporté à ceux qui met-taient le plus d'espoirs eu elle, il faut se rappeler taient le plus d'espoirs eu elle, Il faut se rappeler que l'agriculture est un tout, qu'ou ne peut pas la révolutionner par l'introduction d'une seule technique uouvelle. Sans être aussi catégorique, M. Keitb Griffin indique uettement dans son ouvrage The Political Economy of Agrarian Change (8) que l'introduction de nouvelles variétés n'a toujours pas contribué à réduire la mainutritiou en Asie et en Amérique latime. En revanche, les effets indirects ont été nombreux. Ainsi M. Griffin estime que cette e révultion » a surtout, eu fait, accéléré le développement d'une agriculture capitaliste à marché orienté. Serait-ce parce que les bénéfices de cette révolution vont aux grands agriculteurs, comme le prétend M. Klatsmann ? Dans ce cas, le système a sans nui doute pour première le système a sans nul doute pour première conséquence un accroissement des inégalités

(1) Agrarian Reform and Agrarian Reformism, Studies of Peru, Chile, China and India. auvainge sous la direction de David Lehmann, Edit, Faber, Londrea, 1974, 220 pages, 6.50 livres sterling.
(2) Structures et réformes agraires, Instruments pour Fanalyse, par Michal Gutelman, Maspero, Paris, 1974, 200 pages, 9.50 F.
(3) Positique et violence - La question agraire en Colombie 1858-1871, par Pietre Gilhodes, vol. Fond, nat. des se, po., Armand Colin, Paris, 1974, 537 pages, 95 F.
(4) The Anatomy of Violence, par Eric Hobebawn, New Society, Londrez, u° 28, 11 avril 1963. 1963.

(5) La Question paysanne et le Capitalisme, par Samir Amin et Kostas Vargopoulos, Ed. Anthropos-Idep, Paris, 1974, 270 pages, 35 P.

(6) Nourre dix millierds d'hommes?, par Joseph Klatzmann, coll. « SUP », FUF, Paris, 1975, 268 pages, 37 F.

(7) L'Espace rural, par Henri de Farry, coll. (7) L'Espace rural, par Renri de Farcy, coll. « Que sais-je? », FUF, Paris, 1975, 123 pages, 5,50 F. (8) The Political Economy of Agrarian Change (An Essay ou the Green Revolution), par Eath Griffin, Edit. Macmillan, Londres, 1974, 284 pages, 7 livra.

L'ort vingt form tripa tions vietn entier l'obje

P EU: gn sergier ponse institu respect Sous-te gouver dent ex

presents

Tous d M. Kiss sous des Poris. L faisoit re

G

LA DEMOCRATIE TRAHIE PAR...

De multiples lignes de clivage séparent les hommes selon les ressources matérielles dont ils peuvent disposer. A la distinction classique entre pays industrialisés et pays sous-développés se superposent deux autres distinctions:

- D'une part, à l'intérieur de chacun de ces deux grands groupes, d'importants écarts séparent les nations ellesmêmes: dans le premier, l'Italie vient loin derrière les Etats-Unis; dans le second, l'Inde est fort éloignée des Etats pétroliers :

- D'autre part, à l'intérieur de chaque nation, industrialisée ou non, les écarts ne sont pas moins grands (selon les régions, les classes socioles, le sexe, etc.) entre le « riche » et le « pauvre ».

Notions relatives, difficiles à définir car elles prennent un sens différent selon l'environnement socio-économique : une famille « pouvre » dons le ghetto noir de Harlem dispose d'un revenu plusieurs dixaines de fois supérieur à celui de familles pauvres du Banglodesh ou de Haute-Volto, aux yeux desquelles elle peut passer pour « riche ».

Les articles réunis ici ne se contentent donc pas d'analyser ces disparités. Ils montrent comment elles procèdent des mêmes méconismes, des mêmes structures, qui entretiennent d'immenses xones de pauvreté et de misère non seulement sur les continents sous-développés mais aussi au cœur même des citadelles de la grande industrie moderne. Il n'existe pas de « loi » économique « naturelle » qui engendrerait inéluctablement cette double distorsion. C'est une politique globale qui creuse les écarts de revenus entre nations et à l'intérieur de chaque nation. Et cette politique globale ne pourra être corrigée, renversée, que le jour où ses victimes se montreront capables de faire la synthèse des deux faces inséparables d'une même action: contre les injustices à l'intérieur de leur propre société, contre les injustices dont celle-ci se rend coupable à l'encontre d'autres sociétés plus paurres.

Trahie par une fiscalité peu soucieuse d'équité (le Monde diplomatique, janvier 1975), par une politique de santé qui crée des privilèges (mars 1975), la démocratie l'est aussi dans le partage des revenus entre notions et au sein de chaque nation, riche ou pauvre. Le véritoble combat pour la démocratie, quelle que soit l'idéologie dont il se réclame, doit saisir dans un même effort ces deux aspects complémentaires d'une même injustice.

les inégalités de revenus



(Photo Burt Glinn-Magnum.)

Effets de la croissance et limite de l'action sociale

L'abondance n'élimine pas des écarts très importants

A société contemporaine, plus particulièrement la société française, comporte un certain nombre de situations individuelles ou collectives maléfiques. Le mar-ginalisation, les troubles divers du comportement, les inégalités cultu-relles et matérielles sont autant de signes révélateurs des dégâts humains provoqués par des structures économiques et politiques inaptes à créer une vie sociale harmonieuse et équilibrée, propiee à l'épanouisse-

et equilibree, propice à l'epanouisse-ment des personnes.

Le développement de l'injustice sociale revêt trois aspects différents mais complémentaires: a) les dis-parités des revenus primaires; b) l'inefficacité des mécanismes de redistribution; c) l'apparition d'un groupe social marginal victime d'un proupe social marginal victime d'un

néo-paupérisme. Pendant longtemps la connais-sance des revenus était très imparsance des revenus etant des impar-faite et, si elle n'a que légèrement progressé, les progrès sont suffisam-ment sensibles pour mettre en evidence un phénomène jusqu'à présent ignoré volontairement ou présent ignoré volontairement ou involontairement : la croissance économique qui élève le niveau de vie moyen ne réduit que faiblement les disparités existantes. Les statistiques disponibles font l'objet de contestations. L'INSEE critique les conclusions des travaux de l'ONU, mais ses propres statistiques s'appuyant sur les déclarations fiscales et so-ciales ne sauraient prétendre à rendre compte totalement de la

Quoi qu'il en soit, il s'est avéré que de trop importantes disparités subsistent et que la croissance éco-

nomique ne suffit pas à assurer la justice sociale entre nations, entre groupes sociaux, entre les femmes et les hommes, ni entre les régions. Ainsi les conclusions suivantes peuvent-elles être dégagées:

1) L'inégalité augmente avec le niveau de développement qui reste stable et ensuite dérroit dans les pays les plus riches. Une étude du B.I.T. sur la répartition du revenu en fonction du niveau de dévelopen fonction du niveau de dévelop-pement économique (1) de cin-quante-six pays permet de constater

— Les pays ayant un produit intérieur brut (PIB) par habitant de moins de 100 dollars en 1965 marquent un faible taux d'inégalité

de revenu;

— Pius le PIB moyen par habitant s'élève (pays des groupes 201/300 dollars et 301/500 dollars), plus l'inégalité de la répartition s'accen-

-- La tendance se renverse au niveau du groupe de 501 à 1000 dollars de revenus annuels par habitant et les différences diminuent

nationant à mesure qu'on remonte l'échelle du développement.

La plus grande inégalité constatée dans le tiers-monde est due avant tout à l'importance de la part de revenu perçue par les 5 % constituant la fraction la plus riche de la population, cette part s'élevant à population, cette part s'élevant à 28.7 % contre 19,9 % dans les pays développés. En revanche, les couches les plus pauvres des sociétés en voie de développement reçoivent elles aussi une fraction du revenu total plus importante que celle de leurs semblables dans les pays riches.

Un éventail beaucoup trop largement ouvert

Les statistiques de l'ONU font Létat d'um écart important en France entre le revenu des plus riches.

2) Ainsi le rapport du revenu moyen des 10 % les plus riches au revenu moyen des 10 % les plus riches serat en France de 1 à 76, au Danemark de 1 à 20, en Grande-Bretsagne de 1 à 15, au Brésil de 1 à 25, en Inde de 1 à 36.

Ces chiffres cités par J. Attali et Marc Guillaume dans leur ouvrage l'Anti-Economique (2) sont contestés et sont apparenment infirmés par les enquêtes de l'INSEE sur le revenu des ménages. Selon ces

par les enquêtes de l'INSISE sur le revenu des ménages. Selon ces enquêtes, l'écart entre le revenu des 10 % les plus riches serait de 1 à 52 en 1962, de 1 à 38 en 1965 et de 1 à 38,5 en 1970. Une telle constata-tion doit être appréciée en tenant compte qu'il s'agit de statistiques portant sur des revenus fiscaux, qui

ignorent par consèquent la fraude fiscale, notamment des travailleurs indépendants, et ne prennent pas en considération les prestations soctales.

La comparaison des Comptes na tionaux des pays de la Communauté montre que la France est le seul Etat où la part du revenu national Etat où la part du revenu national attribué aux ménages va en diminuant de 1961 à 1971 (de 93,4 à 91,2 %) à l'avantage de la part revenant aux sociétés, alors qu'elle augmente chez les autres partenaires. Dans le même temps, un constate une augmentation du salaire moyen moins rapide que celle des revenus des ménages. Alors que le part des salariés dans la populades revenus des menages. Alors que la part des salariés dans la popula-tion active augmente de 10,8 %, la part des salaires dans les revenus des ménages n'augmente que de

L'éventail des salaires est plus ouvert en France qu'à l'étranger.

Par BERNARD LORY*

Une étude du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) montre notamment que l'écart des salaires notamment que l'écart des salaires entre les cadres et les ouvriers est particulièrement important: toutefois, après un élargissement de l'éventail de 1963 à 1967, les accords de Grenelle et la création du SMIC se sont traduits par un relèvement des bas salaires. Mais celui-ci n'a pas enopêché qu'en 1970 et en 1971 les salaires des cadres ont progressé plus vite qu'une partie des autres catégories: de 1963 à 1967, les salaires des cadres supérieurs ont eré categories: de 1963 a 1967, les sa-laires des cadres supérieurs ont erû de 33,1 % et ceux des ouvriers de 23,9 %, tandis que de 1970 à 1971 les salaires des premiers progressent de 10,5 % et ceux des seconds de 10,3 %.

3) En juillet 1972, deux millions de salaries gagnent moins de 1 000 francs par mois (3). En 1973, au moins 60 % des travailleurs français. employès par un million d'établisse-ments industriels et commerciaux ont gagné moins de 1 750 francs par mois. Il en a été ainst pour 80 % des femmes et 55 % des hommes. 4) Les disparités selon le sexe subsistant. Le saletre moven des 4) Les disparties seion le sexe subsistent. Le salaire moyen des femmes O.S. ou manœuvres a été en 1973 de l'ordre de 1 000 francs par mois en moyenne contre 1 300 à 1 400 francs celtri des hommes. Le salaire des employées s'est êlevé à 1 460 france contre par de 1 800 salate de semployes s'es eleve a 1 450 francs contre près de 1900 francs pour les hommes de même qualification. Les cadres moyens ont gagné environ 2 400 francs s'il s'agit de femmes, et 3 300 francs quand ce sont des hommes. L'écart

quand ce sont des hommes. L'écart moyen entre salaires masculins et féminins est de 33,7 % pour toutes catégories de salariés, et il varie de 35,1 % pour les cadres supérieurs à 21,1 % pour les ouvriers.

5) Les écarts entre régions demeurent en dépit de l'augmentation du SMIC. Ainsi le salaire moyen de l'ouvrier de l'agglomération parisienne dépasse de 25 % celui de l'ensemble du pays. Les disparités sont du même ordre pour les employes mais beaucoup pilus grandes sont du même ordre pour les employes mais beaucoup plus grandes pour les cadres supérieurs (70 % de différence entre Paris et des villes telles qu'abb ou Cherbourg).

6) Les écarts de revenus sont plus forts encore dans la catégorie des non-salariés Ainsi pour l'agriculture 45,6 % des exploitants reçoivent 5,2 % du révenu brut d'exploitation tendis que 3,1 % des exploitants perçoivent à eux seuls 29 % dudit

Conseiller référendaire à la Cour des comptes, auteur de la Politique d'action sociale, Edit. Privat, Toulouse, 1975. 363 pages, 54 F.

revenin. Les revenus des travailleurs indépendants non agricoles sont également fort dispersés : pour l'en-semble des industriels, commerçants et artisans, 10 % des forfaits étaient inférieurs à 4 000 F en 1970 et 10 % des forfaits étaient

inférieurs à 4 000 F en 1970 et 10 % étalent supérieurs à 35 000 F, tandis que, pour les bénéfices réels, 10 % correspondaient à des déficits et 10 % à des bénéfices de plus de 80 000 F par an. Ce dernier chiffre est en outre révélateur d'une importante france fiscale.

7) D'une enquête réalisée par le CERC, il résulte que les écarts réels sont supérieurs aux écarts suposés. Alors que l'éventail des revenus est en moyenne de 1 à 26, les Français croient qu'il est de 1 à 13,5.

Par ailleurs, la rémunération des chefs d'entreprise est située pour 95 % d'entre eux entre 100 000 et 200 000 francs par an; après le prélèvement fiscal, le montant du revenu réel est environ de 130 000 revenu réel est environ de 130 000

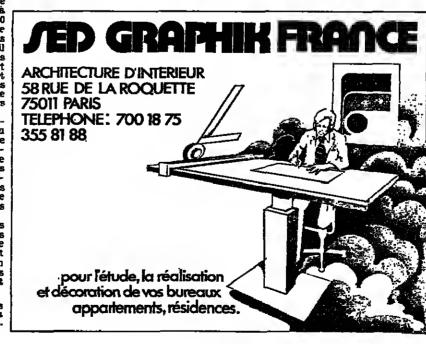
Enfin, si au lieu de considérer les revenus de l'activité on considère l'ensemble des revenus, y compris celui des personnes inactives, les écarts atteignent, si l'on en croit toujours les études officielles du CERC, l'éventail de 1 à 400. Cet écart est réduit de 1 à 200 après le prélèvement fiscal. Cet écart situe bien la conditiou de la personne

âgée bénéficiaire, si l'on peut dire, d'une prestation de vieillesse par rapport à la condition du « produc-

rapport à la condition du « producteur » le plus avantagé.

On constate une légère tendance à la diminution de la dépression des revenus entre 1962 et 1970. Celle-ci reste toutefois trop forte en France, notamment chez les non-salariés où elle est beaucoup plus forte que chez les salariés. Au total, 10 % des ménages perçoivent 31 % des revenus. Les écarts de revenus s'accompagnent de disparités considérables entre les patrimoines. L'inégalité des patrimoines est en France envirou deux fois plus forte que celle des revenus. Alors que le revenu moyen déclaré par les ménages interrogés lors d'une enquête de l'INSEE couduite par M. L'Hardy varie selon qu'il s'agit d'ouvriers ou de cadres supérieurs, la valeur du patrimoine déclaré par les mêmes groupes varie de 1 à 6.1. Ces indicagroupes varie de 1 à 6,1. Ces indica-tions sont significatives en depit de la sous-estimation des revenus

(1) Pélix Paukert, « La répartition du revenu à différente niveaux de dévelop-pement : qualques aspects concrète », Renue internationale du travail, nº 2-3. 1973, Genève. (2) PUF, Paris, 1974. (3) Economie et statistique, nº 38, INSEE, Paris, 1972.



LAS

des titulaires varis d'une manière inversement proportionnelle à teur importance: 2 % des actione sont détenues par 42 % des ménages, tandis que 43 % des actions appartiennent à 2.6 % des ménages.

Ces diverses constatations permettent de conclure que le progrès économique n'engendre pas nécessairement la justice sociale. Un groupe de travail constitué par M. Edgar Faure alors qu'il était ministre d'Etat chargé des affaires sociales avait abouti aux mèmes observations. Après avoir constaté observations. Après avoir constate que la prosperite n'a supprimé ni a la pauvrete subjectivs n ni a la pauvreté objective et absolue » dans un monde où « les lois du marche se conjuguent area de purs rapports de jorce ou en sont le simple reflet n, les euteurs rappellent la loi statis-tique rigoureuse (loi de Gibrat) qui veut que « plus de la moitié des individus perçoirent moins que la repenu mouen st qu'ins migarité revenu moyen st qu'une minorité sxtrèmement tenue se situe en hout

La France connaît essentiellement deux mécanismes de redistribution constitués respectivement par la fiscalité et la Sécurité sociale. L'un

comme l'autre n'ont pas contribus à réduire l'inégalité sociale pour des raisons différentes mais conver-gentes quant aux résultats (4).

gentes quant aux résultats (4).

L'impôt ne modifie que très peu la hiérarchie des revenus. Le coefficient hiérarchique entre groupes est de 9.97 avant impôt et de 9.86 après impôt. Quant à la Sécurité sociale, faute d'un mode de financement et d'une structure globale cohérents avec son objectif, elle ne réalise pas cette redistribution des revenus nècessaire au plein emploi et à la justice sociale. Elle ne joue, en définitive, qu'un rôle d'assurance. La Sécurité sociale peut deventr un instrument de justice sociale ou, à l'inverse, contribuer à renforcer les disparités provoquées par l'activité économique.

economique.

Au sein des pays développés, la croissance économique se traduit par le développement d'un phénomène de rejet dû aux exigences de plus en plus rigoureuses de la technique, aux lois du marché qui impliquent l'exclusion des moine aptes, et au développement de ta productivité qui accroît le niveau du chômage. La recherche de l'efficacité et de la rentabilité ajoutée à l'aspect de plus en plus schizoïde des relations sociales conduit à l'élimination des moins aptes. En

sont victimes, en priorité, les per-sonnes handicapes sur le plan phy-sique, psychique on social. Mais les personnes agées ou les jeunes sont aussi l'objet de cet ostracisme. Des structures d'accusil ségrégatives sont crèes et contribuent indirectement crèces et contribuent indirectement à la marginalisation de ces personnes. Il en est ainsi notamment des centres d'aide par le travail, des établissements pour personnes agées ou des établissements pour enfants inadaptés. Dans is mêms temps sont rejetés de l'appareil de production les moins optes ou les moins adaptés. Le taux de chômage jugé acceptable tend à s'accroître. Alors que Keynes fixait à 3 % de la population active le nombre des chômeurs jugé à la fois irréductible et maximal, l'Amérique du Nord connaît des taux de chômage de 5 à 6 % jugés désormais comme normaux.

La pauvreté est désormais un problème de socistés riches. Le mot revient à la mods en même temps qu'uns réalité que l'on avait crue caractéristique du dix-neuvième siècle. Selon les estimations de la Fédération internationale d'aide à toute détresse, les sociétés industrielles comptent de 12 à 20 % de « sous-privilégiés ». En France, le quart-monde représente environ 5 % de la population :

— Population sous-projetarienne sedentaire française vivant de res-sources inférieures au SMIC; elle est dispersée dans les régions rurales ou les secteurs urbains pauvres, ou regroupée dans de véritables cités sous-prolétariennes (cités d'urgence ou de transit);

— Population étrangère constituée de trois cent mille personnes vivant dans des caves, des bidonvilles, meublés, locaux désaffectés;

— Population nomade d'environ cant mille personnes, dont un tiers est contraint à une sédentarisation très précaire qui ne saurait en rien être assimilée à une intégration socio-professionnelle.

En Belgique, l'Action nationale pour la sécurité vitale recense un minimum de 10 % de handicapes sociaux, soit près d'un million de personnes composées de jeunes hanpersonnes composées de jeunes hau-dicapés, du quart des personnes ágées, de handicapés sociaux, etc. En Allemagne, le nombre des sans-logis est d'environ un million, dont 50 % de moins de vingt ans. Aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne les u familles-problèmes » représen-tent environ 5 % de la population. Une estimation très moyenne de l'ordre de 4 % donnerait, pour l'en-semble de la Communauté élargie,

le chiffre de dix millions d'Européens appartenant au quart-monde (5).

Les pays développes se trouvent affrontes à un double problème de lutte contre la pauvrete conce nant respectivement le tiers-monde et le quart-monde. La solution de ces deux problèmes implique nécessairement une nouvelle orientation de la croissance et un nouveau mode de répartition de ses produits. Elle repartation de ses produits. Elle implique également une maitrise de la croissance démographique puisque, comme l'a souligné Robert Lattes, a cent multons d'Américains s'up ple mentaires consommercains quinnt oue cinquants autant que cinquante milliares d'Indiens » (6).

L'atténuation des disparités matérielles implique donc un projet global d'action sociale intégrant tout à la fois la politique économique et la politique démographique.

BERNARD LORY.

(4) Voir le dossier « la démocratie trahie par l'inégalité fiscate », le Moude diplomatique, jeovier 1975, Un dossier nitérieur sera consacré aux moyens de lutte coutre les inégalités sociales. (5) Cf. c Le quart-monde en Europe ou les oubliés de l'expansion :, 30 Jour d'Europe, mai 1973. (8) Pour une entre croissence, Edit. du Seuti, Paris, 1972.

Dans les pays développés à économie de marché

Une tendance lente à une répartition moins inégalitaire

E concept d'inègalité est, en même temps, simpte et assez ditticile à cernsr. A un certain stade du raisonnement, il a'agit d'une idés apparemment des plus sisées à saisir et, en tout cas, ayant trouvé une résonence populaire qu'aucune autre idée-forcs n'e égalée. A un niveau différent, toutefois, le notion d'inégalité est complexe, et celte complexité rend tout énoncé en le matière sujet à de multiples prévenus par un économiate qui s'est penché longuement sur la question des différences de revenus et sur la manière de les mesurer et ds les interpréter.

Pour cernar le problème de plus près, nous tenterons sn premier lieu d'attirer l'ettention eur quelques-una des obstades choses. Nous donnerons ensuite, en les commentant, qualques résultats ata-listiques qui permettent de voir comment

Comment définir le revenu d'une personne ? Cette question e été ment débettue par les économis ot par les epècielistes de la fiscalité. Une définition e fait depuis longtemps l'accord des uns et des autres : le revenu période donnée, des dépenses de consommation d'un individu ou d'une unité lamiliele, et du chengement, eu cours de la même période, dans la veleur ds l'actif net du mêma individu ou de le meme unità. Alnsi sont compris, dans l'épargne et les plus-values. Notone en passant que l'assiette ds l'Impôt eur le revenu et l'idée que es fait l'homme de le rue de ce qui constitue son revenu. correspondent très imparfaltement à cette définition, qui est pourtant la seule cohé-

4

lers

omé

men L'or:

tions

vingt

form

tripa tions

mis

entie: l'objs

PEU.

serais:

dont h

respect

gouver

dent ex

présent:

tion don Tous d

M. Kiss

ni l'un :

sous des

ment à Paris, L

directem

foisoit re

G

RAO

Une

Le revenu elnsi délimité peut être comptabilisé, solt avant paiement d'Impôts, soit déduction laite des Impôts (directs et indirects) payés su cours de la même période. Un tableau de le

des impôts correspond à ce que l'on peut eppeter le récartition « primaire » des revenus. Après déduction d'Impôts, et en y ejoutant le montant des transferts socieux perçus é divers titres (silioca-tions, Indemnités, etc.), on obtient un tableau de le répartition « secondeire » des revenus compte tenu de l'action de l'Etat sur cette repartition par le canal des limances publiques et qui modifie, nous le verrone plus lain, essez notablement le répertition primeire.

Certains économistes nient la validité d'une enalyse de l'incidence sur la répartition primaire des revenus, de l'ensemble de le fiscalité défini ci-dessus (Shoup). La plupart d'antra eux sont préta, à l'eide d'hypothèses visant l'Incldence fiscals des différants impôts (qui pale l'impôt ?), à tenter de tels calculs. Ainsi l'impôt eur le revenu des personnes physiques est censé être supporté entièrement par le contribuable, diminuant d'eutant le revenu disponible de celui-ci. Il en est de même des impôts sur les de sécurité ecclele — y compris la part patronale. Les impôts indirects étant incorporés dens les prix de vente sont aussi peyés par les consommateurs. Quant é l'impôt sur les bénéfices des eoclétés, certains économistes estiment qu'il ampute les revenus du capital meis non pas ceux du trevail ; d'autres (par exemple Musgrave) estiment que cet impôt est, jul eussi, répercuté intégralsment dane les prix. Généralement, pour calculer un tableau de le répartitlor qu'il y a partage entre les revenus du capital et les eutres revenus quant à l'incidence de l'impôt sur les bénéfices

Ces questions préalebles de définition et d'Incidence fiecele étant supposées résolues, au moins approximetivement. Il faut aborder le problème pratique de

Directeur adjoint des affaires finan-cières et fiscales à l'O.C.D.E. Les opi-ulons exprimées dans ou article n'enga-gest évidemment que l'auteur.

Par JOHN HACKETT*

le collecte des données statistiques. Ici les lecumes sont grandes. Les renseignements tirés des déclarations fiscales cont trop incomplets pour donner plue qu'une base de départ, notamment en ce qui concerne les revenus élevés et faibles, les plus-values, les revenus Imputés (occupation d'un appartement par eon propriétaire, services rendus - appareils ménagers, volture, etc.), les revenus annexes (traveux secondaires, heures supplémentaires), les avantages en nature. C'est pourtant eux dont on se sert trop facilsment pour démontrer ou contester telle ou telle thèse sur le

répartition des revenus. Les enquêtes par sondage ont eussi leura limites, qui sont Il est vrai plus grandes dans certains pays que dans d'autres.

maires . Il y e aussi tout le problème du calcul des revenue nets après impôts, mala en tenant compte des recettes en espèces et en nature des transferts sociaux, qui e été évoqué plus hout. Ce calcul utilise autant que possible les enquêtes aur les dépenses famillales et tes travaux économétriques sur l'incidance de le fiscalité. A ce stade, il concept de revenu famillal plutôt que de celui de revenu individuel, car c'est le bien-être de toute la famille qui est en cause. Mais les classifications des reve-nus per tranches utilisent généralement le revenu individuel.

Quelques données chiffrées

C E qui précède permet de comprendre qu'il n'existe aucune etatistique valable, à l'heura ectuelle, pour comparar le répartition des revenue et leurs iné-galités dans l'ensemble des différents pays développés à économie de marché. Nous ne possédons de travaux approlondis et couvrant une période suffisamment longue que pour un très petit nombra de pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Peys-Bas, Suède). La France n'en fait pas partie. S'egissant de pays tous industrialisés et dont les structures

sociales sont assez proches. Il n'est pes Illégitime de tenter de tirer de cea provisoires de portée plus générale. Le fonctionnement du système fiscal et de ees diverses composantes peut aussi être présumé comme suffisa ein, dans ces divers pays, pour qu'un

D'abord, qu'en est-il de le répartition primaira des revenus des lamilles?

résultat constaté dans l'un d'eux puisse lournir des indices valebles dens un TABLEAU !

Part dons le revene global, avant impôts, des revenus des fomílies oméricaines, par tranches de revenus. 1947 1958 1968 1966

,					
le cinquième (revenus les plus faibles) 2º cinquième 3º cinquième	5,1 11,5 16,7 23,2	4,5 11,9 17,4 23,6	4,8 12,2 17,6 24,9	5,6 12,4 17,8	5,4 11,9 17,5
4º cinquième 5º cinquième (rsvenus les plus élevés)	23,2 43,3	23,6 42,7	41.3	23,8	23,9

Considérons pour les Etats-Unis le tableau I. Il indique une grande stabilité dens le répartition des revenus primaires et par famille aux Etats-Unis depuis le derntère guerre, evec une légère baisee de le pert des revenus les plus éleves. On ne constate donc pas une tendance, qui serait en quelque sorte innée dans le fonctionnement d'une economie de marché, à l'accentuation des Inégalités de revenus, mais plutôt

Sur la base de statistiques moins sures que celles dont nous disposons pour les Etats-Unis, l'expérience de plusieurs pays européens confirme cette stabilité. dans le temps, de la répartition primaire des revenus (2). La part dens le revenu olobal des daux cinquièmes de revenu les plus faibles ee situe autour de 15% dens les pays développés. Ce pourcentage est plus élevé que dans les pays du tiers-monde, meis inférieur à celu que l'on constate dans le monde socialiste (eutour de 25 %). Ce demier chiffre s'explique surtout par la faible impor-tance de la propriété privée comme source de revenus dans ces pays, mais Il ne comprend pas une évaluation des avantages en nature dont bénéficient les cadres politiques dans ces mêmes pays. SI noue examinons maintenant la répartition des revenus, compte tenu des versements d'Impôts directs et des recettes eu titre des divers transferts sociaux, les résultats, toujours pour les Etats-Unia et selon les travaux ds la Brookinge Institution (3), sont Indiqués au tableau II. (Voir page suivante.)

Ces chiffres, qui ne peuvent être comperés directement eux précédents puisqu'ils visent des revenus Individuels et non pas familiaux, montrent que la fiscalité directe ne modifie que peu la

(1) Amartya Sen, On Economic Equa-lity, Oxford University Press, 1973. (2) Ainsi pour le Royaume-Uni, les pays scandinaves, les Pays-Bas notam-ment (travaux de Tinbergeo et de

Stewart).
(3) Organisme de recherche privé.

contre-révolution des revenus

Par EDWARD S. HERMAN*

P N 1951, Arthur F, Surms scrivair : « Le changement dons lo redistribution de notre revenu notional (...) peut d'ores et délà être compté ou nombre des grandes révolutions sociales de l'histoire. > Cette opinion était communément admise dans l'intelligentsia américaine à l'époque de Truman, et elle le reste encore aujourd'hui. On voyait lo preuve de cette révolution dans le déclim relatif de la part du revenu national perçue aux États-Unis par les deux tranches sopérieures de 1 % et de 5 % des houts revenus entre 1929 et 1945 et dans les inégalités de plue en plus grandes appareissent dans les pays pouvres. C'est à partir de là que furent formulées les thèses de Walt Rastow sur la croissance par étapes, thèses qui veulent que la croissance mêne à l'abondance et à l'égalité paor pau qu'elle se conforme à un modèle naturel » applicable à taus les marchés libres.

Dans le climat de guerre froide d'après 1945, cas doctrines et les diagnostics aptimistes auf s'en dégagement avaient une impartante fonction idéologique et politique : elles devoient montrer aux peuples que l'adoption du capitalisme et l'appartenance au « monde libre » constitucient une source sore de revenus eo même temps que le moyen d'en omé-

Professeur de finance à l'université do Peoo-gylvante (Wherton Schoot).

Ces perspectives s'appuyaient sur une ensnique et une onalyse politique equement superficielles, dont l'étrait empirisme n'o pos résisté ou choc de vingt-cinq ennées d'expérience. Les transformations récentes du mode de réportitien des revenus (entre pays et à l'intérieur de choque pays) suggérent qu'en one époque de croissance accélérée, qui a vu s'exocerber les conservatismes politiques et prolifèrer des dictatures militaires (souvent époulées par les États-Unisi, les inégalités dans la répartition des revenus se sont tellement accrues qu'il a'est pas exagérs de définir les trente demières années commu une période de « contre-révolution des revenus ».

Mesure des inégalités

DOUR mesurer l'inégalité des revenus, on dait faire face à de nombreuses difficultés. Aux Etats-Vols, il importe de bien vair que l'évasion fiscale (légale) et la froude (illégale) sont les prérogatives des cotégaries de revenus les plos houtes et qu'elles sont, en outre, factionnellement lièes au possage du temps En d'outres termet, les conseillers fiscaux, les riches particaliers, les sociétés, inventunt continuellement de couvelles parades à l'impôt; et plus le taux de prélèvement est élevé, plus la tentation de l'évasian est forte. L' « érosian » de natre système fiscal doit sans deute aussi beaucoup à la création délibérée, par voie législative, de nauveaux passedraits (« loopholes »).

Cette urosian trouve un reflet dans le déclin contina du taux de prélèvement imposé aux bonques d'affaires américaines, qui est passe de 38,3 % en 1961 à 16,8 % en 1972. Le statut fiscol particulier des Américains emplayes à l'etrager en donne une autre illustration : paur les trais premières eanées, ils ne sont imposables qu'aa-dela de 20 000 dallars de revenus, ensuite au-dela de 25 000 dollars. Le gouvernsment travoilliste a divulgué que des ressortissants américeins travoillant en Graedo-Bretagns s'étaient égalsment errangés pour échapper ou fisc britannique : n'étant tenus de déclorer que les revenus perçus su Grande-Bretagne même, il leur suffisait d'obtentr de leurs employeurs que leor traitement soit directement viré. sur an compte en banque aux Etats-Unis, quitte à emprunter, le cos échéant, à des banques américaises, les sommes nécessaires à couvrir

Une autre difficulté s'oppose à une évaluation précise des tendances octuelles de la distribution des reveaus. Même si la part des revenus perçue par les 20 % des catégories les plus basses est constante, voire en règression, lears reveaus peuvent s'accroître en valeur absolue si la masse des revenus augmente. Une inégolité stable on creissante peut coïncider avec uo déclin prononcé du nambre de familles oo d'individas qui ne disposent pos du « miaimum vital » et tomben done en dessoos du fameux « seuil de paudonc en dessoos du rameux « seun de pou-vreté »; ao dira alors qu'ils constituent une plaie sociale. Co « seuil » arbitrolre est tiré vers le bas par des préjugés de closse et oussi, tout simplement, par le désir des riches de rédoire le plus possible la mosse des prestations versées aux indigents. Il fout aussi noter que le colcul da « budget minimum » part da postulat obsurde suivant legael les gens qui se situent ao plus bos de l'échelle disposeralent d'assex de temps, d'énergie, de moti-vations, d'ingéniceité et d'Information pour faire leors ochats avec un maximum d'effi-

L'accroissement absolu des revenus a per nis la satisfaction de certains besoins physiques fondamentaux, l'acquisition de certains éléments de confort ; pourtont, même dans une société riche comme les États-Vois, une fraction considérable de la papulation doit se contenter de logaments insolobres, de soins médicoux inedéquots et souffre de mainutrition chranique.

Cet état de chases previent à la fois de la structure même des revenus et d'une foi excessivu dans le pouvoir régelateur du morché, dant l'incopacité à satisfaire à bas prix des besoins vitaox (logement, soins médi élémentoires) est pourfant depuis leogtemps

averee. Aux Etats-Uois, où la penurie de ts sociaux est patente, les pauvres sont obligés de se contenter de taudis plus oa moins délobrés. Et puisque la pratique médicale est le privilège de spécialistes baotemest quolifiés, oux honoraires particolièrement élevés, les pauvres n'ont occès à la méde-cine que très sporadiquement et oprès les premières etteintes de la moladie (1).

Les écarts entre les pays

E < monde unique > dont on eveit prophétisé l'avènement dans l'euphorie de l'oprès-geerre ne s'est évidemment pas matérialisé. Contrairement à la plupart des prévisions, la division entre pays développés et pays sous-développés s'est encore aggravée depuis 1945, le revenu moyen par tête des nations riches ayout augmenté bouveaup plus vite, dans l'ensemble, que celoi des nations pauvres. « Il est à présent clairement démontre », ecrivait Gunnar Myrdal ee 1968, « que l'écart entre la prospérité économique des nantis et celle des dépossédés — du moins en ce qui concerne le sud de l'Asie — s'élor-git rapidement (2), »

Des chiffres anglabant beauconp plus que l'Asie, et portant sur le taux de cro du reveca réel par tête pour le période qui va de 1950 à 1971, indiqueat que la croissonce des pays riches du c monde libre » a toujours été supérieure à celle des pays pauvres (3). Le taux moyen d'augmuatation du revenu par tête dans les pays développes pour lo période qui vo de 1960 à 1971 a été de 3,6 %; si on l'applique au revenu moyen par tête des Etats-Vais en 1959, qui était de 2 830 dollars, on arrive à un gain de 102 dollars per on et per personne. Pour lo même páriode, la toux de l'ougmentation moyenne da revenu par tête pour l'ensemble des pays sous-développes et un voie de déve-

(1) Cf. e Médecine et démocratie », le Monde diplomatique, mars 1975. (2) Gunnar Myrdal, Asian Drama, vol. 1, 491. p. 491.
(3) AID, Gross National Product Growth Rales and Frend Data, 10 mai 1871.



contre, est fortement influencée par les transferts sociaux (la part des revenus les plus faibles passe de 1,7 à 6,3 % et celle des plus élevés tombe de 53,1 à 47,1 %). Pour les revenus comprte dans les troislème et quatrième tranches. Le changement est faible.

Cette constatation semble être valable aussi pour le Royaume-Uni où, comma ce fut le cas aux Etats-Unis, l'extension rapide des transferts sociaux durant les années 60 a modifié le répartition des

Quant à la Suède, ella offre un des rares cas étayés par des renseignements suffisamment decumentés où la réparcanal des finances publiques, apporta depuis quelques années non equiement un effet redistributeur assez merqué entre les catégories de revenus les plus

redistribution à l'intérieur des groupes de revenus moyens. On retrouve ce phénomène, mais de menière un peu moins nette, dans quelques autres pays où le poids ginhai de la fiscalité, en pourcentage du produit national brut, a lui aussi fortement augmenté ces dernières années (Danemark, Paya-Bas, Ner-

En somme, à ce niveau d'analysa glebale, un peut retenir les conclusions de l'économiste Tinbergen selon lesquelles la tendance, en langue période, de la répartition des revenus es traduit par une augmentation de la part des revenus les plus faibles, cels surtout à cause des transferts sociaux, et une diminution de le part des revenus les plus élevés. Mela cette tendance vers une repartition meins inégalitaire des revenus est lente et ne se poursuivra que e'il y e une actinn soutenua pour

Affiner l'outil d'analyse

CETTE constatation conduit à se demander s'il ne faut pas affiner les egrégats assez grosslers que sont les classes de revenue pour atteindre vraies structures éconnmiques et sociales qui déterminent l'existence des classes da revenus les plus talbles.

L'expérience américeine, quolque per-

Mon moins here

ticuliàre à ce paye à certains égards, est riche en enseignements. On relève aux Eteta-Unis que l'inégalité des revenus est seneiblement plus grande pour le groupe d'âges de vingt-cinq à soixante quetre ans que pour le groupe d'âges de trente-cinq à querante-quetre ans. Cela résulta du fait qu'una même per-

Répartition des revenus individuels aux Etats-Unis evant et eprès impôts

El Housiets Society (1772).						
	Avant impôts	Après impôts %	Après impôts et transferts sociaux %			
1 cinquième (revenus les plus faibles) cinquième cinquième cinquième se cinquième sinquième	1.7 6.8 14.5 24.1 53,1	1,8 7,e 14,8 24,4 51,9	6,3 9,1 14,6 22,8 47,1			
	100	200	109			

conne ne gagne pas le même revenu pendant toute sa vie ective. On volt apparattre là une des faiblesses des tableaux de répartition des revenus ee référant è une seule année, tels qua ceux

en fonction de la hausse des prix et non selon la haussa des revenus récis (5). do population se situant au-desseus du

Depuis 1959, on constate de profonds ments dans la structure du groupa sauil de pauvreté. Tout d'abord, l'expan-

beaucoup selen qu'il s'egit d'une famille en decà ou au-delà du sestil de pauvreté. 29 % des chefa de famille dans le premier cas avaient leur certificat d'études, centre 62 % dans le second cas. Certains métiers sussi cognaissent des

TABLEAU III

Changement es pourcentage du revenu primaire, compte tenu des Impôts

				EEVENU	ANNUE	ENLI	/RES ST	ERLING	INFERI	EUR A :				
Année	260	315	382	450	559	676	616	988	1196	1448	1752	2122	2566	5104 et au- dessus
1964 1969	+109 + 59	+47 +83	+31 +59	+ 6 +41	+29	8 +6	9 2	-13 - 9	-17 -15	-19 20	—22 —23	-25 -24	-27 -26	-34 -33

Source : Economic Trends, soft 1968 at fevrier 1971.

coupe » dans le répartition masque en effet cet aspect dynamique de le répar-titien du revenu d'un Individu tout au long de sa vie active. Par euroroit, une telle représentation est influencée par le structure démographique : plus les classes d'âge jeune sont nombreuses, plus le répartition des revenus en coupe pour une seule année peraîtra inégale. De même, l'extension des travaux à temps partiel, eu salsonniers (étudiants. femmes mariées, personnes semi-retrai-tées), accroît l'inégalité des revenus individuele (4). D'une année à l'eutre, c'est le durée annuelle du travail, bien plus que le niveau de rémunération Influence le degré d'inégalité. Alnal la récession entraînant le chômage eccroît l'inégalité entre les familles selen que l'un nu plusieurs de leurs membres se trouvent eans emploi.

Les eutorités fédérales américaines se réfèrent depuis les années 60 à un saull de pauvreté défini comme étant égal à trois fois la somme nécessaire pour l'achet, par une personns dennée, d'une nourriture suffisante en caleries et en protéines. En 1972, ce seuil, pour une famille de quatre persennes, àtait égal à 4275 dollars par an. Il est révisé

alon économique et les conditiens rela-tivemant tavorables du marché du travall, jusqu'en 1974 taut au moins, ent permis à de nembreuses familles pauvres da tranchir ce seuil. D'autre part, pour les familles qui demeurent en deçà du seuli, e'il reste bien exact que le pauvretà plei des chefs de famille, melns de 5 % de ceux-cl attribuent au manque d'occasions de travailler le cause principale de cette altuation. Entre 1959 et 1972, c'est bien plutôl l'augmentation du pourcentage des families dent le chet àtait une femme (de 23 % à 43 %) qui explique le phénemène (6). Dans des cas da cel erdre, il faut tenir compte en effet des difficultés, pour le chef de familla, d'exercer un emplei rémunéré quand il v a des enfants en bas âge.

Le nombre d'enfants constitue en sol un facteur important pour expliquer le vreté des familles. En 1972, 31 % des familles se situant au-dessous du sevil avaient trols antents, contre 17 % pour les autres familles, ot 22 % seulement des femmes dans les familles pauvres travalllaient en dennre da la maison par repport à 48 % peur les eutres familles. Le niveau d'instruction diffère lui aussi hommes chefs de famille dans les familles pauvres eccupalent un empini agricole da ce type par rapport à 4% seulement alllaurs.

Bien sûr, les personnes àgées forment un pourcentage élevé des familles pauvres. Mals l'extensien repide des programmes fédàraux d'elde à cetta catégerie a entraînă une balese notable de l'incidenca de la pauvreté pour ce groupe. Ainre qu'en 1970 encore, 25 % des lamilles pauvres étalant composées de personnes âgées de plus de soixantecinq ans, ce pourcantage n'àtait plus qua de 19% en 1972 et il e ancore beissé depuie cette date.

(4) La difficulté qui consiste à prendre des chiffres utilisant la famille comme unité de base a déjà été notée.
(5) De telle sorte qu'il ne protège pas les familles les plus pasvres d'un appanvrissement relatif. Ainsi le seuil da 4.275 doilans en 1972 ne représentait que 33 % des revenu moyen de l'ensemble de la population par rapport à 55 % en 1969.
(6) Pour l'ensemble de pays, on constituit en 1972 que 33 % des tamilles dont le chef est une femme est 53 % quand la femme est de couleur) sont un-dessous de seuil de pasvreté, contre 6 % seulement pour les familles dont le chef est un homme.

Outils mal adaptés et freins politiques

Difficultés de lutter contre la pauvreté au sein de l'opulence

E problème de la pauvreté aux Etats-Unis représente sans nul deute l'un des thèmes les plus complexes... et les plus controversés concernant l'évolution récente de la société uord-américaine. La description du phénomène, en effet, u'est pes dépourvus d'ambiguités et d'arpas dépourvus d'ambiguités et d'arbitraire. Certes, elle peut s'appuyer, outre-Atlantique, sur un remarquable outil statistique, ce qui est loin d'être le cas à l'échelle du globe. Fait révélateur, en juillet 1974, quelque deux mille vingt bureaux d'études privés, gouvernementaux on contrôlés par des institutions locales. s'intéressaient directement ou indirectement au seul problème de la mesure de la pauvreté aux Etats-Unis.

Pourtant - ou peut-être à cause de cela — les résultats obtenus sont très souvent divergents, voire contra-dictoires. A titre d'exemple très simple, essayons de répondre à la question élémentaire : combien y question élémentaire : combien y a-t-il de pauvres aux États-Unis ? 1970, le cortège des réponses est étonnant de diversité : il varie de cinquante milions d'individus pour l'économiste Michael Harrington auteur, naguère, du best-seller The Other America, à moins do vingt millions selon le comité des conseil-lers économiques du président, et

même à moins de quinze millions pour Rosa D. Friedman, de l'Ame-rican Enterprise Institute.

Une telle hétérogénéité est, de toute évidence, le reflet direct de la multiplicité des méthodes de mesure, des critères adoptés, voire des définitions proprement dites accolées au phénomène. En schématisant quelque peu, nous pouvons, dans cette optique, rappeler deux grands courants d'analyses:

— Le premier, pas toujours le plus sucien, définit l'état de pauvreté « comme une situation objective en deçà d'un certoin seuil dans l'échelle des revenus ». « Seuil », « revenus ». « Souil » de pauvreté de partir desquels dévale une cascade d'ambiguités. Pour certains, en effet, l'état de pauvreté correspond à une l'état de pauvreté correspond situation objective en decà d'un certain seuil dans l'échelle des revenus., monétaires. Les économistes du recensement de 1960 plaçatent ainsi la « barre » de la pauvreté à 3 000 dollars de revenu monétaire par an et par famille (introduisant ainsi la notion de « revenu jamilial moyen »). C'est cette définition extremement grossière qui est reprise notamment par Marc Saporta (La vie quotidienne aux Etais-Unis) quand il s'exclamo: « Il n'y a pas beaucoup de pays où 80 % de la

Por JACQUES SOPPELSA*

population aient plus de 2200 F par famille et par mois. »

Le second courant, ultérieurement, a affiné ce type d'approche (introduction des notions de a revenu brut disponible » ou de seuli mobile de pauvreté). Mais l'utilisation systé-matique des catégories socio-profes-siennelles américaines (cols bleus, cols blanes; personnel de services, travailleurs ruraux), la nédlocrité de l'échelle de référence (l'Etat ou, dans les meilleurs cas le comté, ce qui revient à nier, consciemment ou non, l'existence d'ilots urbains de misère) ou l'insoluble problème posè

Une grande diversité de causes

C E seul exemple illustre bien, en l'inefficacité de l'arsenal des instru-ments de lutte gouvernementaux à l'égard de la pauvreté. Les « oubliés du Plan Marshall », les « laissés-pour-compte de l'expansion », semblaient pourtant être au centre des préoccupations fédérales sous les

 Maître assistant agrégé à l'université Panthéon-Borbonne, Associate Profesde Panthéon-Borbonne, Associa sor à l'université de Géorgie.

par la confection de « budgets types », déprécient singulièrement la rigueur des différentes méthodes. A titre d'exemple, l'intégration du critère « alimentation » a conduit récemment à assimiler la pauvreté à la faim. Rose Friedman, naguère conseillère de Richard Nixon, considérant que la seule base objective de l'état de pauvreté « est une nourriture formitale suffisamment nutriture », aboutissait au chiffre de quinze millions de pauvres. La question échappait ainsi au sort des problèmes de masse; sa solutiou pouvait être reléguée à l'arrière-plan des préoccupations gouvernementales au profit, notamment, de la lutte coutre le « fléau poliution ».

présidences de Kennedy et de Johnson. A preuve uotsument le vote, en 1964, de l'Economic Opportunity Act (E.O.A.) et sa stratégie (révolutionnaire à l'époquo) concrétisée par la mise en place de α programmes d'action communautaire » (Comd'action comminantaire » (Com-munity Action Programs). Partant, certes, d'un postulat éminemment discutable (« la lutte contre la pau-vreté passe inévitablement par la croissance économique »), les stratèges de l'E.O.A., tout en essayant

de perfectionner le système d'assis-tance, soulignaient l'intérêt de s'attacher à uno action profonde sur l'environnement. Mais, dans la pratique, leur activité et celle des « Volontaires du acruice pour l'Amé-rique », tout en court-circuitant maladroitement les conseils « clas-siones » de communautés (dérelenmaladroitement les conseils « clas-siques » de communautés (dévelop-pant ainsi une véritable crise au sein des services sociaux tradition-neis) ont été radicalement stoppées, dès 1968, par les restrictions budgé-taires. Mieux, ou pis encore, la politique de restriction les a touchés politique de restrictiou les a touchés en tout premier lieu en dépit do la modestie financière des programmes; en 1968, moins de 2 milliards de dollars de crédits, refusés par un Congrès qui, préférant manifestement les canons au beurre, acceptait simultanément un créneau de quelque 75 milliards pour la défense.

L'arrivée au pouvoir de Richard Nixon e'était concrétisée aussi au niveau de l'activité locale, par un renforcement du contrôle des autorités légales (maires des grandes municipalités par exemple) au détriment des communautés spontanées, provoquant rapidement un déclin de la participation des pauvres euxmêmes aux programmes d'action.

(Lire la suite page 12.)

loppement n été de 3,1 %. Si on l'applique nu revenu de base de l'Inde, qui tonmait nutour de 80 dollars par na, cela représente ue gnin de 2,48 dellars par tête et par nn. On notera que la seule augmentation da revang par tête nux Etats-Unis est supérieure

na total de revena par tête en Inde. Un petit nombre de pays en voie de développement à régime totalitaire de libre entre-prise, comme la Brézil, l'Iran, l'Indonésie nu la Corée du Sud, ant connu une croissance ropide ces dernières nances, mois pour celo il laur n follu livrer une bonne portic du déve-Inppement à des intérêts extériours et ignores nu laisser volontairement se dégrader les conditions d'existence de leurs populations.

Bref, comme le faisait remarquer Irving Kravis dens un récent mémoire, nous ussistons à une « polarisation croissante des niveaux de revenus dans le monde », les trais cinquièmes de l'humnnité disposant d'un revunn per tête égal na inférieur à 310 dollare por un, tondis que le fossé entre pays riches et pouvres se creuse sans cesse. « La conclu-sion inéviteble, écrit Kravis, en est que les bénéfices du progrès économique sont allés à une minorità privilègiée de la population mondiale (4). >

Le partage dans les pays pauvres

Es pays pauvres, dont le taux de crois-souce est resté très fuible dons l'ensemble, monifestent, on outre, des tendances de plus ea plus accusées à l'inégalité dans le partoge des revenus. Irma Adelman et Cynthia Tait Marris out publié, sur cette question, une ctude inestimable, Economic Growth and Social Equity in Developing Countries. Des la préles auteurs déclarent : « Les résultats de notro analyse ont été un choc pour nous (...), qui partagions auparavant l'opinion couramment admise qui veut que la pluport des nations tirent bénéfice de la croissance économique. Nous ne mettions pas non plus en doute la volidité de l'association historique entre une croissance économique réussie et l'extension de la démocratie économique. Nos résultats vont à l'encontre de toutes nos

préconceptions. . » Après quoir minutiousement nualysé les statistiques de quarante-trois pays sous-développes nu en voie de développement, elles en arrivent à cette conclusion :

« A chaque fois que l'on fait brusquement démarrer une croissance duoliste sur les bases étroîtes d'une économie de subsistance de type rural, la position des 60 % les plus pauvres de la population empire aussi bien dans l'absolu que dans le roletif... Les gains des 5 % les plus riches sont particuliéroment importents dans les poys à revanu moyen très bas où une structure nettement dualiste se combine à le domination économique et politique d'élites troditionnelles

En se fondant sur des exemples pris dans l'histoire des pays occidentaux, Kuznets et d'nutres auteurs net avancé l'idée que les conditions de vie des masses pourraient consaitra une récession temporaire à un stade denné du processus général de croissance. Mais on e va récemment apparaître des phénomènes de ce type qui sont la prodait du facteurs specifiques à notre époque et ne semblent pas être une nomalie passagère ou use phase

Les pays en voie de développement du « moude libre » souffrent porticulièrement de la consommation effrénée por leurs élites de nouveaux biens dont les pays riches les pombardent sans cesse, les poussant à conseerer à l'achat de voitures et de corburant, à de résidences somptueuses des ressources qui pourreient utilement contribuer nu dévoloppement (5). Cas élites ent « basoin » de tous les dividendes de le croissance pour se conformer à un modèle international de consommation dont les critères sont continuellement en bousse ; donc elles u'efforcent d'accoparer tous les excèdents, ce qui a pour effet de rédaire encore plus le revenu réel politique d'inflation qui exerce une pression vers le bas sur les salaires.

Autre fecteur spécifique à cotre époque : la volonté des pays riches de modeler la déve-

pas à lour image, comme la vent un cliché trop répandu, mais es fonction de leur intérêt. Cette volonté s'est traduite por des netes d'ingéronce qui visaient à fairo naître ane élite néo-coloniale et à assurer sa perpétuation. En cette époque de soulèvement relisé dans les pays du tiers-mondu, les États-Unis, malgré toutes les proclamations rhétoout clairement fuit du soutien zélé à la contre rivolution la clef de voûte de toute leur poli néo-coloniales, dont les Américains prennant en charge l'entraînement militaire et l'entretien matériel, est essentiellement conçuc comme nne « police d'assurance » contre la révolution sociale. Que l'asage de la torcratie jugulée ne dérange ni les banquiere ni les militaires. Ils ne sont pas non plus traubles nutre mesure por le foit que la répo tition des revenus s'est notoirement des depuis l'accession un pouvoir de la junte, la part relative des 5 % les plas riches étant passée de 29 % en 1960 à 38 % en 1970, tondis que les revenus réels des 40 % les plus pauvres s'effondraient dans l'absoin 16).

La République dominicaine est un exemple encore plus probant des effets régressifs de la politique américaine. Dans cet Étut-client des terres arables (pourtant potentiellement riches) est laissée eu friche nu mal exploitée ; muius d'un pour cent des ngriculteurs contrôlent 47,5 % des terres, les nutres travaillant, pour la plupart, comme des mé-tayers, règis par an système de tenure quesi féodal. Un reportage para anns la Wall Street Journal du 9 septembre 1971 rapporte les propos d'un expert éconnaique étranger qui estime que « lu revenu moyen par tête d'hebitant est è peu près le même qu'avant 1965. mais la réportition est moins équitable ». Les bas solaires sont maintenus grâce à lo stagnation et nu règne de la terreur — uuquel les Etats-Uais contribuent largemont, Le Well Street Journal lui-même était obligé de le ître : « L'ambassade (améric rien fait pour se dissocier do la terreur. »

L'article décrivait, d'une façou plus précise, les effets de la repression sur la redistribution

« L'onnée demière, une grève s'étant declenchée sur le chantier de construction d'une usine de traitement du ferro-nickel à capitaux étrangers, M. Balaguer dépêcha l'armée pour rétablir l'erdro. Et, pendant que les soldats mainteneiont l'ordro, l'entreprise chargée des travaux licencie trente-deux « agitateure »... La grève fut brisée un l'espace

Le Wall Street Journal faisait éculement état d'un recours à l'armée pour procéder n l'éviction de paysens de terrains nu l'nn vanlait édifier un hôtel de grand luxe dont un des actionnaires n'étalt autre que M. George Meany, secrétaire général de la centrale syn-dicola nméricaine A.F.L.-C.I.O., réputé pour avoir toujours douné sa bénédiction à l'écrasement des libertés syndicales dans les pays clients des Etats-Unis.

Les régimes de Lon Nol, Thien, Park, Balaguer, Suherto, Marcos, etc., ent pour communs dénominateurs la corruptina institutionnelle, lu règne de la terreur et la priorité accordée nux besoins des « élites expatriées » qu'Irma Adelmon et Cynthia Morris désignent comme responsables nu premier chef de la détérioration du partage des revenus. La « doctrine Nixon » a donné une formalation théorique un soutien apporté à de tels régimes mais la pratique de ce sontien existait déjà bien

Le partage aux Etats-Unis

A UX Etots-Unis, In distribution des revenus est extrêmement inégele et, de ce point de vue, les choses n'ont guero changa depnis fin de la seconde guerre mandiele. (Lire la sutte page 12.)

(4) Irving Kravis,

A World of Unequal Incomes 2, in Annals of the American Academy, septembre 1973. p. 79.

(5) Cf. cetsmment David Felix,

Economic Personness. Development: Takeoffs lete Unsustained Growth a, in Social Research, été 1869. (6) Albert Fishlow, « Brazilian Size Districu-tioe et Income a, in American Economic Review.

Minorités ethniques et

L'AMERIQUE pauvre, aux yeux de l'opinion publique, se confond très souvent avec l'Amérique noire. Mais la juxtaposition n'est pas rigoureuse: il est indispensable de la nuacer. L'Amérique pauvre, c'est effectivement en portie les mises la nuancer. L'Amérique pauvre, c'est effectivement, en partie, les minorités ethniques et raciales et, en tout premier lieu, les quelque vingt-deux millions de Noirs. Les dernières décennies ont vu renaître ou se multiplier les émeutes, les c'étés chauds a, les manifestations de masse. Fait beaucoup plus original, ces troubles, loin de se concenter dans le Vieux Sud, se sont développés au cœur des grandes cités de l'Est (New-York, Philadelphie, Detroit ou Cleveland) comme de Mais près de 20 % sont à mettre au « crédit » du processus d'nrbani-sation et d'industrialisation, et près de 16 % à cetui de l'environnement rural. La projection ultérieure du phénomène sur le plan spatial per-met en fait de dégager deux traits mateurs:

 D'une part, le rôle croissant du milieu urbain (notamment des grandes métropoles), rarement per-cu, voire escamoté, par le biais des cu, voire escamoté, par le biais des méthodes traditionnalles d'analyse; — D'eutre part, la bigarrure extrême des situations régionales, qui nous permet de croire à la nécessité, plus impérieuse que ja-mais, de développer la intte contre la pauvreté à l'échelle du territoire, de l'Union. Mais ce phénomène nous autorise aussi à considérer avec un profond scepticisme toute politique reposant sur l'utilisation systéma-tique d'un mécanisme unique.

reposant sur l'utilisation systèma-tique d'un mécanisme unique.

Au contraire, la diversité des milieux, des groupes sociaux, des formes criantes ou larvées du fléan panvreté, nous incite à préconiser une parcellisation croissante des taches et une diversification aussi poussée que possible des instruments de luite.

poussée que possible des instruments de lutte.

Les facteurs brièvement exposés précédemment sont, parfois, plus des conséquences que des causes proprement dites da la pauvreté, mais ils permettent d'éclairer plus finement le phénomène, et de nuancer, sinon de dénoncer, quelques schémas traditionnels, telles les corrélations exclusives de type « Amérique pauvre-Amérique noire » ou « Amérique pauvre-Vieux Snd ».

"pauvres Blancs"

l'Ouest (Los Angeles, San-Fran-cisco). An sein de ces agglomérations, des générations spontanées de ghet-tos noirs ont surgi, selon un pro-cessus presque toujours identique : dégradation de quartiers résidentiels, emménagement de familles noires, départ progressif des derniers habi-tants blancs vers la périphérie. En 1962, la population noire rési-dant hors du Vieux Sud dépassait pour la première fois celle de l'an-cienna Confédération. Mais, élément « révojutionnaire », alors même que

e révolutionnaire », alors même que le Noir du Sud est demeuré un rural, en dépit de l'apparition (bien mo-deste) de quelques zones urbaines noires à Atlanta ou Birmingham, les communautés de couleur des Etats

septentrionaux ou de l'Ouest sont essentiellement citadines (94 % de la population noire en 1970). Paralfa population noire en 1970). Patal-lelement, dans la pinpart des Etats du Sud, Noirs et Blanes conabitent, comme avant l'Emancipation. Ces relations plus étroites sont sans doute « admissibles » dans la me-sure où elles ne remettent pas en cause l'ordre étable. Il n'en reste cause l'ornre etabli. Il nen reste pas moins que, sur le strict plan spatial, et bien que certaines villes du Sud soient progressivement affectées, en ce domaine, de « nordisation », le « ghetto noir » est un produit du Nord. An sein des principales accidentations le sector para le sector de la contra del la contra de la contra del contra de la contra de sation », le « ghetto noir » est un produit du Nord. An sein des principales aggiomérations, la concentration des populations de couleur est particulièrement poussée: 97.9 % à Harlem, 93.9 % à Suyvesant, 97.9 % à Carmak Road (Chicago), 96.5 % à Saint-Louis. Or le gbetto noir, c'est une kyrielle d'éléments démographiques et sociaux negatifs: surpopulation, détérioration de l'habitat, taux élevé de mortalité infantile, délinquance juvénile, analphabétisme, abus de la drogue et des stupériants, prostitution, désagrégation da la vie familiale. Tout cela correspond, sur un plan plus général, à des niveaux de vie moyens nettement défavorisés par rapport à la communauté blanche. A preuve, notamment, la discrimination raciale face an problème, désormais angoissant, dn chômage.

La mise en corrélation des revenus moyens par Etat et dn pourcentage de la population noire, bien que les ghettos dn Nord soient « noyés » d'an a les statistiques, confirme cruellement ce phénomène. Disparites d'autant plus vivement ressenties que, contrairement à un mythe tenace, certains postes budgétaires du foyer noir sont relativement élevés. Le logement en ghetto, par exemple, coûte cher : de 60 à 80 dollars, pour une pièce misérable à Saint-Louis, 140 dollars pour une deux pièces » dépourvu du confort le plus élémentaire dans Harlem. Fréquemment, en outre, ces loyers « officiels » sont majorès d'un impôt

Préquemment, en outre, ces loyers « officiels » sont majores d'un impôt spontané sur « la couleur de la peau », de l'ordre de 10 à 40 dollars.

Mais le tablean de la pauvreté et des « cercles vicieux » dans lesquels se débattent la majorité des Noirs américains ne correspond pas totalement à celui de l'Amérique panvre :

— En premier lieu, certaines classes noires échappent aux processus de ségrégation économique :

membres d'une classe moyenne pro-testante, embourgeoisée, de forma-tion scolaire satisfaisante; profession scolaire saustaisante; protes-sions libérales ou spécialistes dans quelques branches particulièrement rentables, des coiffeurs décrépeurs aux entrepreneurs de pompes funè-bres. Aspirant à devenir l'égal du Elanc, le Noir nanti se retrouve Elanc, le Noir hand se rectouve géographiquement concentré au sein de banlieues résidentielles : à Engle-wood (New-Jersey), sur la rive droite de l'Hudson, 52 % des habi-tants noirs disposent ainsi de revenus annnels supérieurs à 6 000 dollars.

— D'autre part, une frange importante de la population blanche fait figure de déshéritée au sein de l'opulente Amérique: ruraux des Dakotas ou du Nebraska, « pauvres Blancs » du Kentucky. Hispano-Américains. Outre les Noirs, les Indiens et deux millions de Portoricains, les noyaux les plus impor-

tants de l'Amérique pauvre sont ainsi représentés, à l'heure actuelle, par les petits fermiers du Centre-Est et des grandes plaines. les Mexicains (Chicanos), plus ou moins officiellement instalies au sein du territoire de l'Union et, plus déshérités encore, les descendants des poignées de colons non britanniques de la première période de peuplement européen: le revenu moyen des Français de Louisiane, faronchement attachés à leur langue, à leurs coutumes, à leurs fermes isolées des de celui de la population noire en 1970. Les gouvernements démocrates de Kennedy et de Johnson semblaient avoir voulu s'intéresser a l'avenir de ces poches de misère. Depuis le retour des républicairs à la Maison Blanche, la question de la pauvreté paraît avoir été reléguée à l'arrière-plan des préoccupations fédérales.

Le grand retard des services publics

Le grand relard de L' n' fait, et paradoxalement peutL' être, l'Amérique pauvre c'est, en tout premier lieu. l' a Amérique publique » Le production des biens publics apparaît de plus en plus négligée. Les efforts consentis par les autorités (locales, d'Etat on fédérales) sont presque toujours insuffisants pour pallier de séveres carences du secteur public en matière culturelle, sanitaire ou de loisirs. Les écoles, collèges, universités, hôpitaux « publics » souffrent systématiquement de la comparaison avec les établissements du secteur privé. Les statistiques globales sont d'ailleurs significatives : en cours de la décennie 1962-1972, l'aide fédérale s'est chiffrée à 19 milliards de dollars en matière de rénovation urbaine et, par exemple, à près de 2000 milliards au chapitre des dépenses militaires. Les sommes que l'Etat fédéral avait dépensées en 1970 étalent inférieures, à prix constants, à celles de 1939 dans tous les domaines du secteur public, défense et recherche spatiale explique partiallament semblable carence. En

Le système fédéral explique par-tiellement semblable carence. En dépit des progrès constants du pou-voir fédéral, l'autonomie relative des Etats en de nombreux domaines, les lenteurs de la mise en application des lois, les obstacles juridiques et administratifs locaux, les traditions

régionales, contribuent à l'hètérogénétié des situations et à la relative
impulssance de Washington, au
moins à court terme. Plus de deux
milliers de programmes publics sont
à l'heure actuelle à l'état de projet.
Mais l'essentiel des efforts de queique deux mille comités d'amenagement se borne à concurrencer la
voisin, dans une course à la manne
fédérale, singulièrement amenuisée
depuis quelques mois.

Les autorités municipales des
grandes villes ont dû affronter en
cours de la dernière décennie on
drame généralisé: les revenus des
autorités locales se déteriorent alors
que ceux des comtès et des districts

autorités locales se déteriorent alors que ceux des comtès et des districts périphériques augmentent très sensiblement. Or dans le même laps de temps, les nécessités d'un réamenagement rationnel de l'infrastructure routière, d'un patrimoine immobilier vieillissant, et la mise en place d'équipements culturels, de loistre, hospitallers, etc., jusque-là insuffisants, grèveraient trop lourdement un budget municipal. D'où, sans doute, la lenteur extrême des rénovations, la généralisation du délabrement et dn sous-équipement de nombreux quartiers des grandes métropoles, nouveau cercle vicieux de l'Amérique contemporaine.

JACQUES SOPPELSA.

Des différences de plus en plus ressenties et de moins en moins tolérées

D'APRES le président Nyerere, les Inégalités socieles n'evalent pas, an Afrique, avant la domination coloniala, l'empleur et le eignification que celle-ci leur e données par la suite. Il y avait, certes, des riches et des pauvres, male tous eouffralant des mêmes difficultés, des mêmes diesttes ou des mêmes famines Les différenciatione sociales Issues de l'époque duction progressive de l'économie monéteire comptent peu, capendant, en face du problème fondamental de l'existence nationale. Ce mil conduisait la président Sekou Toure à déclarer avant l'indépendanca de son pays : « Le concept de classe sociala n'a pas cours

Analysant, peu avant sa mort, - les classes sociales an Atriqua -, la Dr Nkrumah affirmali que la séparation fondamentale est celle qui s'établit entre, d'une part, les milleux sociaux

aux pulssances impérialistes et, d'autre part, ceux qui luttent contre cette domination. Alors que « le prolétariat urbein e'était ellié à le bourgeoisle nedonale dans le lutte pour l'indépendance, visant à l'éviction du pouvoir colonial », effanismes socieux, ceux-ci réepparaissent et s'amplifient après l'indépendance, corollaire inévitable da la politiqua économique et sociale des nouveaux gouvarriements. - Seula l'union du prolétarial urbain et des masses paysannes emèna à des structures euthentiquement socialistes. Dans des conllits angageant des intérêts politiques et économiques, ces derniars l'emportent toulours. . Simple affirmation da principe, ou vielon prophétique des choses ? saire pour comprendre le portée et la valeur de ces phrases du grand Africain que fut la Dr Nkrumah.

Alors que la société africaina tradi-

Bourgeoisies et prolétariats en Afrique noire

Par DANIEL PEPY

tionnelle connaissait peu l'approprietion privée des moyens de production, le développement progressif du comchande européens produit peu à peu una nouvelle source da pouvoir. On vit einsi, sur la côte du golfe da Guinée, participation à la traite, acquérir proressivement una fraction importante de la cocoterale. Plus tard, à côté des ne uo brow du Afriqua du Nord ou en Maleiaie, les planteurs efricains de café ou de cacao volent leur nombre s'accroître dans les zones forestières du Ghana ou du Nigéria, plus tard en Côte-d'Ivoire ou au Camaroun. Bénéficiant d'un revenu monétaire croissant, dis en viennent à jouer un rôla économique, social, voire politique Important.

Par un phénomène quasi général, ces planteurs deviennent de véritables chefs d'exploitation. L'approprietion collective nuissance. Certains peuvent faire appel à des ouvriers agricoles que, sur le modèle des plenteurs européens d'alors, lla vont chercher dane des paye volelns, par exemple chez les Mossis de Haute-Volta. L'Inégalità sociala se vont se différenciant : celul des planteurs exploitants, qui forment maintenant une véritable bourgeoisia rurale; les autres paysans; enfin les ouvriers agricoles proprement dits.

L'apparttion da la bourgsoisie rurale na s'est guère encore produite en zone soudanienne ou sahélienne ; le coton ou l'arachide laïssent moins de profits qua la cacao ou la café; la présence d'un nombre important d'éleveurs y rend d'ailleurs plus difficile l'appropriation privée du sol. Là où ella existe,

la bourgeoisle rurale ne se contente pas d'un rôle économique et d'un prestige social, elle aspire au pouvoir pélitique. Le parti démocratique de Côte-d'Ivoire est issu du syndicat des plan-teurs de café animé par le président Houphouet-Bolgny. L'hostilité croissante des planteurs de cacao du Ghana e été l'une des causes de l'échec final du président Nkrumah.

Mals 6i une bourgeoisia rurale tend à se développer, on ne voit pas encora paraître une bourgeoisie Industrielle. Les Africains étaient peu orientés vers les fonctions industrielle pendant l'époqua coloniala, surtout dans les territoires contrôlés par le France. Depuia l'indépendance, la politique de développement planifié et de nationalisation pratiquée par un nombre croissant da gouvernements ne conduit presque jamais à la création d'entreprises privées efricaines. Les entrepriees nationales ou les sociétés d'Etat

(Suite de la page 11.)

Comme le montre le tableau !. 20 % des fomilles — celles qui opportinuoent à la tranche ioférieure des revenus --- se parta-41,4 % aux 20 % de familles de la trooche supérieure, les 5 % du fomilles qui se situest taut en bout de l'échelle en concentrant à elles seules 15,9 %.
Mois ces chiffres portent exclusivement sur

les revenus bruts burs impôts, qui incluent les prestations des ossurances sociales et des coisses de chûmage, mais d'où sont, uu revanche, exclues les plus-values de cepital (réalisées ou nou); d'outre part, ils ne tiennunt aucun compte des iocidences de l'impôt sur la répartition des revenus. Les deux der-nières calones du tableau sont reprises d'un livre récent de Joseph A. Pechman et Benjomin A. Okner, qui ont raparté sur les chiffres de 1966 un certain nambre de correctifs judicieux, qui parmettent de se faire une idée plus complète des revenus avant et uprès

TABLEAU I Répartition des revenus réels oux Etats-Unis (ojustés et non ujostés) pour des années sélectivanées depais 1945

	1947 (1) %	1972 (1) %		1966 recti- rič (2)
— Tranche inférieure de 20 % — 2º tranche. — 4º tranche. — Tranche. — tranche. — tranche.	5,1	5,4	4,3	3,7
	11,9	11,9	11,3	9,9
	16,7	17,5	17,3	16,1
	23,2	23,9	24,5	22,6
de 20 % — Dont 5 % im plus hants	43,3	41,4	42,6	47,9
	17,5	15,9	16	22,1

SOURCES: (1) U.S. Bureau of Consus, Current Population Reports, • Money Income in 1972 of Families and Persons, in the United States >, 1973, p. 45. (2) Pechman (Joseph A.) et Dkner (Benjamin A.), • Who Bears the Tax Burden? >, Brookings,

de sulaires, les gains eo capital, la valeur d'usage des logements occupés par leurs propriétaires, etc., ils s'opercurent que ces réajustements nou seulement accroissent les reve-nus de 60 % en moyeone, mois ont un impact censidérable sur leur ventilation puis que la part des 20 % inférieors s'eo trouvait eduite de 0,6 point et cella des 20 % supérieurs ougmentée de 5,3 points. Les chiffres corrigés de Pechman et Okner doonent des tistiques do Bureau du recensement, qui sont

La tableau judique également que la distribution des reveuus oux Etats-Unis ne s'est pas sensiblement modifiée depuis 1947. En 1947, les familles de la tranche lufériente se partageaient 5,1 % des revenus bruts, contre 43,3 % à la tranche supérieure, ce qui représente one inégalité à peiou ples la multiplication dus privilèges fiscaux, systèmatique depuis 1947, et de lu généralisation de taxes et d'impôts locoux du plus en plus régressifs, il est probable que la très légère égulisation qui est intervenue eu ce qui concerne les revenus bruts serait oo moius ueutralisée si l'on effectuait les réajustements

En fait, puisque lu répartition est restée plus oo moins constante, la fossé entre Amé potablement élorgi. En 1959, le revena moyen par tête et par ao des familles se situent dans la tranche des 20 % supérleurs dépossait de 10 565 dallars le reveno moyeu des fomilles su situont dans la tranche des 20 % inférieurs ; en 1969, la différence était de 10 971 dollurs (eu dellors de 1959), et alia o du passer depuis, le cap des 20 000 dallars. Les énormes bénéfices da vingt-cinq onnées de croissance ant denc servi à cons lider et même à accraître les inégulités.

Les gens vraiment misérables sont ralativement peo nombreux oux Etats-Uuis, mais il en vu de trême de ceux qui bénéficient de privilèges fiscaux exorbitants. Comma le note Philip Stern dans son puyrage The Rape of the Toxpayer (7), 10 % de l'ensemble

des contribuables tirent bénéfice de plus-values de capital, et 1 % seulement en tirent des revenus substantiels; malgré cela, la Congrès capital d'un taux d'imposition deux fois moindre que celui qui s'upplique oux troitements et salaires. Pour Stern, c'est là le résultat de l'extrême état de dépendance dans lequel se trouvent les paliticiens vis-a-vis des grosses fortunes qui ulimentent les caisses de leurs partis og leurs fands da compagne électorale. Un outre facteur, ou moins aussi important, parmet d'expliquer cet état de ses : il se trouve que les 5 % de titulaires de revenus qui sont tout en bout de l'écheile exercent un contrôle quasi obsola sur la presse et les autres moyees d'information, qui refusent obstiggment de faire la maindre buttage outour do problème de l'inéquité des

Selos une étude do département du travail, les statistiques sur les revenos nets moni-festent une tendauce « lunte, mais sure, vers une Inégolité occrue dans lo période qui va de 1958 à 1970, clors que dans cette même période les revenus obsolus ont régulièrement ougmenté ». Les revenos en espèces des tronches supérieures de 20 % et de 5 %, qui avaient connu un lèger déclio jusqu'eo 1967, prennent ensuite la direction inverse ; quant ceux du la tranche des 20 % inférie ils ont atteint leur paint culminant en 1968-1969. Pour cinq des buit onnées qui vont de 1966 à 1973, un constate une baisse ou une stagnation des recettes hebdomadaires réelles des ouvriers américains. Le Rapport économique du président passe pieusement soos silence une statisfique pourtant plaine d'enseignements, qui montre que le déclin du nombre des « pauvres » o cesse en 1969, qua la coorbe e remonté en 1970 et es 1971, et qu'elle est reveuve, nu 1972, à son niveau du 1969. Et il est à peo près certain que la flambée des prix a sensibi rédoit, depnis 1972, la part de revenus réels des deux trauches de 20 % les plus basses.

Avant taute chose, la politique des reveaus doone l'imaga de la structure de l'intérêt et du pouvoir dans que société.

Dans la plupart des nations du tiers-monde, une véritable révolutine est nécessaire pour parvenir à one plus grande égalité des revenus; cette révolution passe par le transfert du pauvoir des élites traditionnelles à des nombre. Une comparaison des servic sante de la Chine au do Vietnam de Nord, qui sent organisés paur la prévention et la gement occessibles aux mosses rarales, avec leurs équivalents ou indonésie ue oo Vietnam do Sud, dont les gouvernements ne s'umbar-rassent par de considérations aussi valgaires, est pleinu d'enseignements sur ce point. La contribution la plus importante que pourroit foire le peuple américoin à l'amélioration du partage des revenus et du civeau de vie général dans les pays do tiers-monde ne pourrait donc prendre qu'nne forme négative : il faudrait que les Américaius egissent pour que leur gouvernement obandoune le soutier

Aux Etats-Unis mêmes, il est difficile d'être optimiste quant oux perspectives de voir s'uméliorer notre politique des revenus et notre système de priorités. Le changement, s'il o lieu, viendra vraisemblablement d'oea successiou ininterrompue du chocs et de lu foillite altime du système à satisfaire non scolement les 20 % les plus pauvres, mais les 80 % les mains riches. Il semble bien Que de grosses difficultés motérielles seront seules copobles de faire éclater la gangue de fousse censcience qu'ont créée le racisme et la « libéralisme » unticom d'oboutir à une unification de la classe ouvrière sur la bose de ses intérêts véritables et du ses propres problèmes. Et c'est bico la que se mesure lo force du statu que es Amérique : dans le fait que nous en semmes réduits à voir la prochaice étape uon dans l'upparition d'un nouvel humanisset, mais dans la prise de conscience, par des gens ordinaires, de leurs véritables intérêts mo-

EDWARD 9. HERMAN.

(7) Ci. « Démocratie et inégalités fiscales » le Monde diplomatique, janvier 1975.

lers omé L'or tions 50กก form rėcor tions mis viem entie l'obje

PEU seraier dant I. institu respect SOUS-te l'égolit Une Drésent. cun un

Paris. vietnomi folsait re \mathbf{G}

RAO

tion don

Tous d

M. Kiss

ni l'un

terme c

sous des

ment o

sont généralement dirigées par des hommes venus de le fonction publique ou des milieux politiques. Les nouveaux chefs d'entreprises, de par leur statut et les contrôles auxquels le sont soumis, sont beaucoup plus des managers de type étatique que des entre-

Sans doute faudralf-II distinguer entre les entreprises moyennes de travaux publics, d'elimentation eu de sucrerie, et les grandes entreprises minières eu hydroélectriques. Sans deute aussi les netionalisations no sont pas générales. Dans certains pays, même l'africanisetion aboutit à une approprietion privée des moyens de production, en Côted'Ivoire par exemple, eu encore au Nigéria, à le euite des mesures prises il y e quelques mols per le général

Il faut, on tout cas, insister sur le role de cette « bourgeoiale bureaucratique - décrite par le Dr Nicrumah. Teus bénéficient d'une situation releti-vement élevée dans l'échelle sociale. Toue ent le même souci de défendre catte elitration, en protégeant leurs droits ecquie, en s'élevant contre les gouvernements qui prétendent limiter leure rémunérations, comme on le vit en Guinée il y e une deuzaine d'années ou eu Nigéria au mele de janvier demler.

La haute et moyenne fonction publique e des erigines diverses, mais ells e en commun une rémunăration élevée, u- même goût de la pulesance, le même déair d'eccroître son potentiel écono-mico-social. Si elle abandenne aux petits fonctionnaires la pratique de l'usure, certaine de ses membres n'hésitent pas é tirer certains revenue personnels de leure fonctions officieties : la plupart d'entre eux pretiquent volontiers le plecement de leurs excédents dene l'Immobilier et l'ecqui-

Par un phénomène très répandu, cette bourgeolaie, qui domine l'Etat, tend peu é peu à se replier sur elle-même, ne cerait-ce que par l'effet de la limitation de la crolesance des effectits après le grand boom de l'indépendance. Pour des raisons bien connues, c'est au Libérie que cette cristallisation e'est manifestée le plus complètement, et c'est contre elle que les deux demiers presidente de ce pays ont lutté. Ailleurs le même phénomène e'amplifie, sous l'effet conjugué des marieges et des alliances, de l'accumulation des moyens financiers, autout de l'éducation et des cenditions dans lesquelles elle est

La mobilité sociale se manifestait encore nettement il y a quelques années et, par le système des bourses et des concours, nembre de jeunes Atricains se sont retrouvés chercheure, professeure d'université, diplomates hommes politiques ou même chete d'Etat. Aujourd'hui, l'eccroissement d'Etat. considérable du nombre d'enfants ecolarisés, les différences importantes dans le qualité de l'enseignement distribué en ville et en brousse, le rôle naissant de la formation dans le familie restreinte, rendent cette meblilté quasi

Même les solidarités traditionnelles ne peuvent plus toujoure permettre de compenser, en quelque sorte, les désavantages sociaux ou les inégelités indi-viduelles par l'eppartenance su même villege, à la même ethnie, à le même régien. Les critiques incessantes qui sont faites montrent qu'elles existen encore, male elles dévient peu à peu de leur ancienne eignification, et les faveurs les places eccordées par les pulsaants et les hemmes su pouvoir sont de plus en plus souvent réservées é ceux qui appartiennent à ce milieu éroit de la bourgeoisie bureaucratique.

Le désir d'accéder au sommet

DANS les années qui ont précédé et D sulvi l'indèpendance, les luttes politiques véritables pour la conquête du pouvoir se déroulaient eu eein du même groupe social. Au Togo, le pré-sident Olympie succédeit au président Grunitzky, son beau-frère, qui le remplaçait à son tour après le coup d'Etat du 13 janvier 1963. Cette même année 1963, tous les chefs d'Etat des tarritoires d'Afrique naire précédemment soumise é le Frence avaient appartenu aux assemblées parlementaires fran-çaises, Au Ghana, Nkrumah, comme ses edversaires Dan-Quan et Busia, avalent élé formés dans des universités étrangéres et y evelent enseigné.

Peu è pou, les coups d'Etat entrainent uns certaine mutation. Les militaires, quels qu'aient été leur carrière anté-rieure et le lieu de leur formation, appartiennent très généralement aux milleux ruraux. Leure habitudes, leurs modes de vie sont différents de ceux de la nouvelle classe dirigeante. S'ils ne la remplacent pas complétement, si même lie l'utilisent dans les idnotions traditionnelles de l'administration ou dans des fenctions de direction, tels les commissienners a du Ghane ou du Nigeria, ils iui apportent toujoure des éléments neuts qui, à l'erigine ne sont pas bourgeois. Les coups d'Etat militaires, dans une certaine mesure, modifient l'ordre social au sommet de la

hiérarchie africaine. Male el les chances d'eccéder au sommet de le nouvelle société sont rédultes per repport é ce qu'elles étalent il y e quinze eu vingt ans, le perception qu'en ent les intéressés se réfère encore à ce passé récent. Comme le remarque le Pr Lloyd, anslysent la société de l'Ouest africain, la conscience de classe est réduite lersque le sentiment existe encore de pouvoir accéder aux milieux dirigeants du pays eu, en tout cas, de ne pas être, e priori, limité é son cadre d'origine, dans le prolétariet urbain et eurtout dans les milleux rureux. - La plupart des membres de l'élite qui a réussi, ancore identifiés per référence à leur groupe d'origine, epparaissent aux yeux des .jeunes comme la modèle d'una réus-site possible. »

Par allieurs, les sociétés africaines sont profondément divisées. Les milieux bourgeois, fonctionnaires et prolétaires des villes, se différencient de plus en plus des masses rureles de le brousse. Ce n'est pas seulement le différence de revenu quantifiable qui divise ces deux groupes. Celle-ci est pourtant considérable, de l'ordre de 1 à 10 eu 20. Mais, en raison de l'importance de l'euto-consommation, les différences dens l'aspect qualitatif du mode de vie



L'ECART SE CREUSE ENTRE LA BOURGEOISIE ET LES SOCIETES RURALES. Mais les chances d'accèder au sommet sont de plus en plus réduites.

touchent encore plus directement les intéressés que l'insuffisance quantitative des revenus. La torche électrique eu la lampe é huile n'ent rien de commun evee l'éclairage urbain. La distribution de l'eau, l'enlèvement des ordures ménagères, le certitude de na pas meurir de faim en cas de disette ou de famine, modifient complètement les coeditions d'existence des ménages.

Mais, communiquant de plus en plus facilement evec certains espects de la vie mederne, par l'intermédiaire d'un transistor ou les récits des voyageurs, le villageois se sent plus directement lésé, frustré. Se falsant de le

ville une îmage eptimiste, li néglige les aspects souvent sordides de la vie dans les faubourgs ou dans les médinas. Ignarent, et comment les lui reprocher, les possibilités du marché de l'emplei les conditions à remplir, il imagine bien souvent qu'il suffit d'un certificat d'études primaires, voire de quelques années d'école, pour être promis oux plus brillentes destinées urbaines. Freppé par le succès de quelques-uns ignerant les échacs des autres qui se gerdent bien de l'en Infermer, le jeune villageole cherche blen souvent à quitter sen milieu d'erigine pour participer é l'Illumination permanente de la capi-

Urbanisation et frustrations rurales

E taux croissant d'urbanisation ne correspond généralement pas é des possibilités de même ordre d'emplei véritable. Kinshasa, la capitale du Zaire, e vu ea population plus que doubler en meins de quinze ans, dépassant ainsi le grande cepitale des Yorubas, Ibedan, la ville eux cent villages. Tous les par-tants ne restent pas urbains, mals le sous-emplei urbain est une des caractéristiques de l'Afrique actuelle.

Dans un livre bien connu. René Dumont critiqualt le montant exagéré des rémunérations urbaines, notamment des fonctionnaires. Sans le citer, le député communise Berbé jul répondait : « Préconiser l'égalisation des niveaux de vie par le bas, comme le font ceux qui crient haro sur le classe ouvrière, c'est tourner le dos au développement éco-

nomique qui, plus encore dans des économies eussi erriérées, est insépa-reble de l'intéressement matérial des travailleurs. - C'est pourtant ce que fait evec eudace le président Nyerere, qui s'efforce tout à le fois de réduire les rémunérations les plus élevées, notamment dans les milleux politiques, et d'accroître les chances des milleux rureux, dens le cadre de le politique de

Nembre de gouvernements sont meintenant conscients de le nécessité impérieuse d'améliorer les conditions de vie rurale. Percements de pults par cen-teines eu par militers, comme certains peys du Sehel le font avec l'alde Internationale, comme le Côte-d'Ivoire vient de décider de le réaliser il y e quelques semaines ; politique d'habitat rural

qui, pretiquée habilement, peut chenger peu é peu le physienomie des villeges africaine; promotien de l'agriculture vivrière, ignorée plus eu meins systé-metiquement pendant la périeds coloniele, ou même, trop souvent, pendant les premières ennées de l'indéper-dance : ce sont lé, parmi blen d'autres, des erientations qu'il faut prendre e poursuivre avec persévérance. L'Insis-tance de certains experts, comme René Dument, l'audience du repport Peerson, l'orientation ectuelle de le Banque mendiale sous l'impulsion de M. McNemare rencontrent le volonté d'un nombre crolaeant de gouvernements africains. Mais le milleu rural n'est pas hemo-

gène, comme il e été signalé plus heut. Un véritable prolétariat rurel commence é se lermer dans les zones de plentation. L'artisanat rural languit, ou se meurt. Les progrès techniques et économiques vont engendrer de nouvelles difficultés ou créer des inépolités nouvelles : l'implemation de le culture du riz, puis de le canne é sucre, dens le basse vallée du Sénégal rend plus incertaine le elituation des Peuls, proprié-taires de troupeaux, déjà décimés par le sécheresse sahéllenne. Les coopératives, dont bien des Airicains estiment que leur esprit correspond é certaines traditions, ne fonctionnent pas souvent de manière satisfaisante. Les méthodes de gestion d'origine européenne, mai adaptées, entraînent des résultats décevents. Trop souvent, elles entrainent davantage de profits pour leurs animales peysans concernés.

(Lire la suite page 14.)

Dans les revues...

El THE NEW YORK REVIEW OF EOOKS (vol. XXII, o° 5) public pour la première fois deux photographies que le goovernement américain a du livrer en vertu de le loi sur la liberté de l'information. Elles représentent un homme qui, d'après le F.B., la C.LA. et la Commission Warren, serait Les Harvey Oswald, désigné comme l'assassin de John Kennedy. Les photos prouvent qu'il e'agit d'un autre personnage, lequel (à la demande de qui ?) se faisait passer pour Oswald. Ainsi s'effontratait la thèse de la Commission Warren selon laquelle l'assassin avait agi tout seul. Mais alors, quel complot ? (3 avril 1975, bimensuel, 75 cents - 256 West 57 Street, New-York, N.Y. 19849.)

.. .. .

...

. . . 200

.

. ..

-

10 m •

. .

. .

El Toujours le pétrole. Le RÉVUE FRANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES AFRICAINES se demande, dans l'éditorial de son numéro 110, si la nouvelle attitude de l'OFEP est une « capitulation » ou un témoignage de « civisme mondial » (février 1975, mensuel, 20 F. - 32, rue de l'Echiquier, Paris). Dans le BULLETIN DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, Plerre Desprairies, conseiller référendaire à la Cour des comptes, expose ses vues personnelles, prises de ses postes d'observation, sur la crise de l'énergie et ses « difficiles ramèdes » (janvier-mars, trimestriel, abonnement : 50 F. - 93, rue de Bivoil, Paris). Cependant que « Cynisme et théorie des jeux » de Chr. Stoffaës, dans CONTREPOINT (n° 10), injecte de virulence l'exposé politico-économique. (Trimestriel, 25 F. - 1, rue du Mail, Paris.)

El « Qu'est-ce que les Palestinieus? » :
dans LA NOUVELLE CRITIQUE (n° 82).
Marime Rodinson remonte an deuxième
millénaire avant J.-C. pour fanter de
cetner, géographiquement et politiquemeot, les contours de l'entité palestinienne. Il rétablit ao passage quelques
vérités historiques (mars 1975, mensuel,
16,59 F. » 188, rue du Temple, Paris).

E Dans la dernière livraison du JOUR-NAL OF PALESTINE STUDIES (vol. IV, u° 2). Ella T. Zureik, professeur de socio-logie à la Queen's University. Ontario, analyse t'impact du problème palestinien sur la mentalité de la jeunesse israélianne, les étudiants en particulier. Deux profes-seurs de droit américains s'y interrogent sussi sur l'usage de la terreur dans les relations internationales et ses implica-tions juridiques (hiver 1974, trimestriet, le numéro: 3 dollars. P.O.E. 7164, Sey-reoth).

DE SCIENCE POLITIQUE (nº XXV - 1)

publie sous la aignature d'Elisabeth Stemer-Picard, une analyse très poussée des rapports libano-palestiniena, fondés sur une information de première main. (Six numéros par an, 26 F Pun - P.U.F., Paris.)

El Les méthodes et avantages de la télédétection par satellites des cultures vivrières à l'échelon planétaire sont décrits par M. Archibaid B. Park (ancien de la NASA, actuellement vice-président de la Earth Satellite Corporation) dans la revue de la F.A.O. sur le développement : CERES (vol. 8. nº 1) : de vastes perspectives pour les partisans d'un contrôls mondial de la production agricole et de sa commercialisation à la faveur de la crise alimentaire mondiale et des récentes décisions de la conférence alimentaire mondiale (janvier-février 1975, bimestriel, S.F. – Via delle Terme di Carsenlla, Rome).

O Sous le titre « le Déri », POLITIQUE AUJOURD'HUI (nº 17), qui renaît dans une nouvelle formule, consacre un numero très vivant aux entreprises transnationales, avec un gros dossier sur la Banqus mondiale (janvier-février 1975, six numéros par an, ce numéro: 17 F. - 14, rue des Petits-Hôtels, Paris).

El Le n° 5 de la NOUVELLE REVUE SOCIALISTE était essentiellement une réflection théorique et pratique sur la politique étrangère. Le dernier numéro (7) consacré un important ensemble aux DOM et aux TOM. M. A. Vivien y revendique pour les socialistes et les communistes la singularité d'en « parler plus politiquement », « à l'occasion ». Cette attention, trop vite effacte, tâche ici à se fixer et s'approfondir (meusuel, 10 F. – 12, cité Malesherbez, Paris).

El L'expérience encore fraiche et l'action présente de M. Michel Jobert dounent un prix particulier à la large prospective pour une politique étrangère de la France qu'il trace dans LA NOUVELLE REVUE DES DEUX MONDES (n° de mars). Vue tous azimuts, désignant les menaces, les démissions, les objectifs et les efforts, dont on retiendra, s'il faut choisir, le point le plus immédiatement actuel: l' e enjeu médiatranéen a (mensuel, 10 F. - 15, rue de l'Université, Faris).

El La dernière REVUE D'ALLEMAGNE est un panorama de vingt-cinq ans de Répoblique démocratique el 1 s m s n d e (tome IV, n° 4, trimestriel, 20 F. Centre d'études germaniques, 8, quai Roch, Strasbourg).



VIENT DE PARAITRE

AU SOMMAIRE DU NUMERO D'AVRIL

Energie: qui a raison? Le 7 avril à Paris doit commencer le premier dialogue entre pays

producteurs et consommateurs de périole. Qui peut en prédire le résultat ? Mais ce que l'on peut déjà examiner, c'est le rapport des forces en présence. Est à possible, pour les pays industrialisés, de ce libérer peu à peu de leur dépendance envers le pétrole OPEP ? Oul, affirme l'OCDE, tour, répond l'OPEP. Chacim a ses chilires. Qui n raison ? Joan-Claude Hazera, qui a meno l'enquête à Aiger et à

Egypte: une économie avide de paix

L'écheo de Henry Kissinger au Proche-Orient est jourd de conséquences. En particulier pour l'Egypte, L'enquête que Michael Tingay a menée sur place montre à quel point le contexte politique influe sur la prospérité de l'Egypte et les projets que les eutorités peuvent envisager pour faire décoller l'économie. Peut-ou à le fois industrialiser un pays et satisfaire les besoin essentiels de sa population dans le cadre d'une

Le troisième âge de la conquête de l'espace

Deux cosmonautes sovietiques et trois astronautes américales se sont donné rendez-vous autour de la terre en juillet prochaîs. Ce premier vol « Soyouz-Apolio » marquera une date : celle de la fin do duel américano-soviétique pour la conquête de l'espace, Car oprès la temps des militaires et le temps du prestige, l'ère de la rentabilisation de l'espace va commencer.

... et comme d'habitude

Des enquêtes (l'industrie du papler, l'engergement des ports de Tiers monde, la politique américaine en Afrique, etc.); des notes d'actualité (Portugal, Comecon, Iran, Belgique, Suisse, politiques industrielles, etc.); un dossier (le marché international des travaux publice) et des chroniques (conjoncture internationale, sciences, lu pour vous, etc.).

Mon de la constant de Colliciones Co bulletin or Colliciones of the serior of th

entre Baquiès et Bétés de Côted'Ivoire ; confilts pour la conquête du pouvoir économique au Cameroun, sont quelques exemples parmi bien d'autres ; mêma si, objectivement, les inégelités entraînées par les différences ethniques ne sont pas aussi grandes qu'on le dit, les populations intéressées.

D'autre part, l'amplaur da la poussée démographique an Afrique, de l'ordre da 2,8 à 3 % par en, pose on problèma chaqua jour plus ample. La création d'emplois ne suit pas cette progression. Qua seront demain les problèmes et le polds politique d'un groupe qui comprend la moitiè da la population d'un pays, groupe da jaunes âgés da moins da vingt et un ans, voire de dix-huit ans, à qui ne seront affectés des emplois que dans une proportion insuffisante ? Seula la creation d'activités à forte quantité da main-d'œuvre pourrait résoudre partiellement ce problèma.

Autre source d'inégalités : les possibilités différentes offertes aux hommes

et aux femmes dans l'économie modeme, et plus encore dans certaines formes d'économie traditionnelle. Bien souvent, en milleu rural, la tâcha des femmes est à la fois plus lourde, plus astreignante, plus constante que celle des hommes. Souvent les conditions géographiques et climatiques de l'auriculture donnent aux hommes des loisire forcés. Dans certaines régions, par exemple en pays bamiléké, au Cameroun, ce sont les femmes qui fournissent la plus grande partia du travali agricole. Il peut arriver, il est vrai, que certaines femmes puissent bénéficier d'une puissance économique, d'une Influence sociale, et mêma d'un rôle politique, qui les privilégient par rapport aux hommes. C'est le cas des « mammles » d'Acere ou de Lagos, des revendeuses du marché de Lomé. Mais ce sont là

D'una manière générale, la bourgsolale, la fonction publique, les travail-leurs urbains, les salariés des grandes entreprises étrangéres ou nationa-

des exceptions.

lisées bénéficient d'un standing incomparablement plus élevé que les manœuvres des faubourgs (la Lumpenprolétariat des bidonvilles, les paysans et éleveurs de la savane at du Sahei. Plus que d'une différence de degré, c'est presqua d'une différence de nature qu'il s'agit, et elle va e'accentuant.

Mala eucun de ces deux groupes n'est homogène, m alsément homogènéisable. La bourgeoisia elle-même est divarsifiée par ses origines, ses ectivités, ses orientations. Peu à peu cette bourgeolaie prend ses distances à l'égerd des anciennes métropoles et se fait le défenseur d'un ordre nouveau, dans lequel ses intérêts sont opposés à la occidentaux et à ceux de milieux so-ciaux africains. Même dans des paya qui se sont voulus socialistes, la Ghena de Nkrumah, la Mali, le Guinés, les inégelités et les tensions n'ont pas diminué. Le professeur Rivière ne notalt-il pas dans ce dernier pays l'existence d'una - bourgeoisia tendanciella -?

C'est encore eu Dr Nkrumah que l'on peut recourir. « En attaquant les Européens, Libanale, Indiens et autres, les ouvriers tendent à oublier l'exoloiteur Indigèna réactionnaire. - Mais il ne suffit pas de combattre, il faut construire. Certains gouvernements, tel celui de le Tanzanie, ont une conscience très nette du problème et s'efforcent de lui donner une solution globale. D'autres, tout aussi conscients quo les inégalités et, partant, les conflits ne peuvent être que plus nombreux et plus graves dans des économies en plaine évolution, s'efforcent de les résoudre par una politiqua autoritaire et la planification de l'économie.

Ce ne sont pas les plans les plus ambitieux, les réalisations les plus spectaculaires qui seront gage de succès, mais la prise en considération des iné-galités da plus en plus ressenties et de moins en moine tolérables dans l'Afrique

DANTEL PERY

Du désordre à la violence

ES analyses présentées ci-dessus comportent toutes un constat : l'inégalité sociale caractérise le monde actuel.

Les disparités enregistrées témolgnent d'écarts considérables. Ceux-ci concernent aussi bien les revenus, la culture, le logement que la santé, le pouvoir ou la dignité. Ils s'appliquent aussi bien aux nations, aux continents, aux régions qu'aux classes sociales, à l'âge ou aux sexes. Le phénomène est donc à la fois très profond et très étendu. Sans donte u'est-il pas nouveau. Toutes les civilisations connaissent ou ont connu des hiérarchies. Mais aucune us l'a connu avec une telle ampleur. Aucune, non plus, semble-t-il, u'a tenté la gageure de concilier cette profonde inégalité sociale avec une idéologia et une technologie égalitaires

La superstructure capitaliste se veut fraternelle et égalitaire. Le contrat et le suffrage universel en sont les instruments juridiques privilégiés. Dans le même temps la production de masse et l'accumulation du capital étendent et généralisent les besoins tout en standardisant les biens offerts. Alors éclate au grand jour la contradiction fondamentale entre l'esprit de compétition, la lutte pour l'appropriation du savoir, da l'espace, du profit et de la main-d'œuvre d'une part, et la multiplication des besoins, l'accroissement qualitatif et quantitatif des biens offerts. De cette contradiction, la classe ouvrière a toujours été la victime. Mais elle n'est plus seule : les disparités frappent aussi des catégories jusqu'à présent épargnées ou privilégiées telles que les paysans, commerçants et même cadres et chefs d'entreprise. Aux inégalités entre classes sociales s'ajoutent les inégalités à l'intérieur d'une même catégorie sociale. Tout en restant le fondement de la lutte ouvrière et salariale, l'inégalité sociale devient le problème essentiel d'une société qui u'a pas su maîtriser son économie et mettre la technologie au service de ses objectifs sociaux.

P OUR subsister, ce système social requiert l'inégalité. L'écart entre les revenus primaires est la condition de la croissance. Celle-ci se réalise par l'exploitation des salariés et le pillage des richesses naturelles du tiers-monde. Ce dernier risque de connaître demain la double exploitation quand l'industrie multinationale s'implantera là où se trouvent en même temps de l'énergie, des matières premières et des

Les distorsions ainsi établies sout telles que les mécanismes de redistribution sont inefficaces aussi bien sur le plan Securité sociale, créés pour redistribuer les revenus entre riches et pauvres, apportent un revenu complémentaire aux

plus favorisés ou, dans la meilleure des hypothèses, n'opèrent qu'une redistribution horizontale entre malades et bien portants, célibataires et chargés de famille, actifs et inactifs. La Sécurité sociale n'est plus qu'une assuranca pour les individus et un facteur de régulation sociale pour le système. L'impôt, tout au moins en France, se veut « neutre et transparent »: il est, en effet, sans consequence sur les revenus connus et sa transparence est exploitée par les fraudeurs.

MAIS aux disparités économiques s'ajoutent les disparités eulturelles. Réussites et échecs scolaires sont la traduction des disparités sociales. Le développement intellectuel est couditionné par le milieu familial et mesuré à l'aide des critères et des instruments de la classe dominante. L'égalité des chances us peut se réaliser par la seule réforme des structures pédagogiques. Il en est de même pour le logement : il us suffit pas de créer un secteur social du logement pour résoudre le problème social du logement. L'inégalité dans ce domaine prend des formes multiples et complémentaires concernant aussi bleu les ressources, les modes da financement, la qualité et la dimension des logements que leur localisation ou leur encadrement. Le système du marché appliqué au logement ue peut aboutir qu'à la spéculation foncière et à l'élimination des faibles. La typologie du logement recouvre la typologie des classes sociales. Les mesures sociales adoptées ue font que renforcer la ségrégation, soit qu'elles renforcent les distinctions sociales, soit qu'elles apportent une rente aux catégories les plus favorisées, plus aptes que les antres à en faire bon usage.

Le système social conduit ainsi au développement des inégalités, qui peuvent être considérées comme inéluctables on souhaitables, voire les danx à la fois.

CEUX qui croient au déterminisme du marché respectent la loi économique de répartitions des revenus. Ils le font d'autant mieux qu'ils en sont les bénéficiaires. Mais ils auront de plus en plus de mal à faire admetire par les autres une loi qui s'appliquera dans un contexte social carac-térisé par lo renforcement et la multiplication des contradictions. Tensions ot conflits sociaux seront l'inéluctable produit d'une fol inaltérable en la fatalité éconemique. Tonte la vie sociale en sera marquée. A la violence économíque répondra la violence sociale aussi bien sur le plan national que sur le plan international et elle s'appliquera à tous les la tentation de résoudre ponctuellement les différents pro-blèmes. Les réformes et les solutions s'additionneront mais

le problème ne sera pas résolu pour autant. Rien ne sert de réformer la fiscalité on la Sécurité sociale si l'on ue réduit pas les écarts de revenus primaires. En effet, les mécanismes de redistribution des revenus sont rejetés lorsque l'effort demandé est trop fort. De même la réforme de l'enseignement reste sans effet si elle ue s'accompagne pas, et mieux eucore, si elle u'est précèdée d'une transformation des conditions sociales. Il ne sert à rien de développer les techniques thèrapentiques si la santé de l'homme est atteinte par les conditions de travail, de legement ou de transports. L'action sociale est à la fois inefficace et dangereuse si elle se contente d'être l'infirmière de l'action économique. Une politique du logement qui us s'inscrit pas dans le cadre plus général d'une politique de l'habitat, fondée sur la maitrise de l'espace, est génératrice de pollution et de ségrégation sociales.

Une aida aux pays du tiers-monde qui ne s'accompagne pas d'une modification des prix de l'énergie ou des matières premières ue compensera jamais l'exploitation qui résulte des termes de l'échange. Cette modification des prix ellemêma doit être assortie d'une transformation des localisations industrielles qui tienne compte des données démographiques et des aspirations des pays du tiers-monde. Enfin, la politique démographique u'a de sens que dans le cadre d'un plan de développement économique et social.

Ainsi le désordre ué du système social ne peut être efficacement combattu que par une action coherente meuce «tous azimuts». Le pointillisme ne peut mener qu'au déve-loppement de sous-systèmes qui, pris isolément, contribueront à renforcer le système existant et à le doter d'une série de mécanismes de régulation qui en assureront le maintien et ne remédieront en rien aux causes fondamentales du désordre établi. Si l'ou refuse celui-ol, il n'est d'autre solution que la mise en œuvre d'une planification fondée sur la maîtrise de l'économie et la définition d'objectifs sociaux, tels que la réduction des înégalités sociales. Il ne suffit pas de lutter pour l'égalité des chances dans un secteur donne tel que logement ou l'enseignement ; il ue suffit même pas de lutter pour l'égalité des chances dans tons les domaines, il faut encore qu'il u'y ait plus lieu d'en faire ctat en réalisant l'égalité des conditions sociales.

Netant ni le fruit du hasard ni celui de la necessité. l'ordre social ne peut, dans une démocratie véritable, être celui de la chance. Sinon nul ne pourra s'étonner si, sur le et l'inégalité engendrent la violence.

HARMONISATION IDÉOLOGIQUE ET COORDINATION TACTIQUE

Une cascade de conférences communistes

ES dirigeants communistes pour-suivent depuis plusieurs mois la préparation d'une série de conférences qui tautôt paraissent complémentaires les unes des autres et tantôt divergent. Cette mise au point souvent laboriouse confirme en tout cas que le mouvement qui se tarqueit naguère de son monolithisme targuait naguère de son monolithisme ne peut ni ne cherche plus à cacher ses contradictions. Les chefs qui ont une idée en tête doivent aller de compromis en compromis pour la faire partager à leurs associés. Des groupes pements d'un caractère plus ou moins stables se fondent sur la similitude des situations. La communauté d'inces studenos. La communatre d'in-téreis ne correspond pas nécessaire-ment à une communion d'idées. La preuve en fut administrée lors de la rencontre à Bruxelles du 26 au 29 jan-vier 1974 des représentants de vingt P.C. de l'Europe occidentale.

men L'or tions sonn

form récoi

mis

entie l'obje

PEU. seraie:

dont I

institu

Sous-te

l'égalit

Une

présen t

CLIN UN

tion dor

M. Kis: ni l'un sous des

ment ö Poris. L

vietnami

 \mathbf{G}

RAO

En principe tous ces partis aspirent à parvenir au pouvoir dans un délai plus ou moins bref et ils saveut que, pour arriver à leurs fins, ils ne peuvent compter sur leurs seules forces.

Ils se battent à l'intérieur d'un système capitaliste en prole à la crise économique et qu'il s'agit pour eux de faire dépérir. Les plus importants d'entre eux militeut dans des pays qui appartiennent à la Communauté européenne ; donc la bataille politique

< PAVILLON DU LAC>

CITE UNIVERSITAIRE

Bultres, Bovillabaisse 2003 beurre blanc, Gibters

Duvert ta les loors l'errasse chauffée 26. rue Gazan (Parc Montsouria) 588-38-52

talle pour hangoets, 18 à 40 couverts

et sociale dépasse les frontières d'Etats et devrait aussi se livrer sur l'aire du Marché commun.

Mais peut-on confronter les expériences de partis qui ne sont nullement comparables? Le P.C. italien, pour lequel la venue au pouvoir, associé à d'autres formations, u'est plus forcèment une chimère, a des préoccupations proches de celles du parti français oo encore du parti espagnol condammé à la clandestinité mais acucieux de tenir sa place anrès. espagnol condamné à la clandestinité mais soucieux de tenir sa place après la disparition du général France. En revanche, les communistes britanniques resterout sans doute longtemps à l'état de groupuscule. Ils tiennent un langage d'autant plus dur et pur qu'ils a'ont pas d'alliès potentiels à courtiser. A l'autre bout du continent, le Kremlin a suivi avec quelque permiexité est afforts de regroupement plexité ces efforts de regroupement ou de coordination qu'il ne contrôlait

LES contradictions ne sont pas moins vives parmi les partis qui exercent le pouvoir. Les représentants des pays membres de COMECON se sont rencontrés à Moscou en décembre 1973 et janvier 1974, puis à Prague le 4 mars dernier. La composition des délégations indique que les problèmes idéologiques sont à l'ordre du jour. Deux questions sont posées. L'une provoquée par la guerre d'octobre 1973; le camp socialiste peut-il et doit-il exploiter la crise du capitalisme? L'autre question est plus permanente: les Etats communistes ont choisi la coopération avec les nations les plus développées du monde capitaliste. Cette collaboration apporte, en même temps qu'un mieux-étre matériel, des germes de dissociation, Depuis Khroucbtchev, les dirition. Depuis Khrouchtchev, les diri-geants de l'Europe orientale s'en tiennent à cette formule: la coexis-tence pacifique ne signifie pas la coexistence des idéologies, elle appelle au contraire un renforcement de la lutte que ce terrain. De plus pour lutte sur ce terrain. De plus, pour

PAR BERNARD FERON

obtenir l'heureuse conclusion de la conférence sur la sécurité européenne qu'ils ont tant souhaitée, les gouverdu la ont tant sounaitée, les gouver-nements communistes devront sans doute faire quelques concessions sur la libre circulation des hommes et des idées. La tâche des gardiens de l'or-thodoxie n'en sera pas facilitée.

Les partis communistes des pays membres du COMECON doivent-ils coordonner leur riposte on réagir chacun pour son compte aux mancenvres et sédoctions de l'ennemi de classe? La rencontre de Prague n'a pas apporté de réponse claire à cette question. Les Soviétiques auraient souhaité une offensive ou une contreoffensive concertée mais, une fois de plus, ils se sont heurtés aux Roumains décidés à rester souverains maîtres chez eux.

chez eux.

Le même difficulté apparaît à propos de la conférence paneuropéenne des partis communistes, à cette différence que, dans ce forum, l'opposition aux thèses traditionnelles de l'URSS. est beaucoup plus importante. La première conférence de ce genre se réunit à Karlovy-Vary en 1967. Les résultats furent décevants dans l'immédiat pour ceux qui en avaient pris l'initiative mais, à la longue, la réunion ne fut pas sans fruits : la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a été dans une certaine mesure conçue à Karlovy-Vary.

La prochaine conférence commu-

La prochaine conférence commu-La prochaine conférence communiste européenne doit se tenir en République démocratique allemande, « vers la mottié de 1975 ». Telle est la décision prise à Varsovie à l'issue d'une rencontre — du 16 au 19 octobre 1974 — des représentants de vingthuit P.C. européens. Des délégués de ces partis tinrent une réunion de travail du 19 au 21 décembre à Budanest puis un groupe plus restreint pest puis un groupe plus restreint

— seize partis étaient représentés — se retrouva à Prague du 17 au 19 fé-

L'Idée de la conférence fut lancée l'Idée de la conférence fut lancée lors d'une conversation entre dirigeants communistes soviétiques et italiens en 1973. Le fut-elle par les l'aliens ou par les Soviétiques? Comme on pouvait s'y attendre, les deux parrains avaient, dès le départ, des conceptions différentes du déroulement et des objectifs de cette conférence.

Les Italiens sont au premier rang des partis soudeux de manifester en toutes circonstances leur indépendance et qui comprend notamment les Roumains et les Espagnols. Les Yousolaves, bien entendin, appartiement à ce groupe mais, avant de participer aux travaux préparatoires, ils ont posé leurs conditions et ils ne se sont pas encore engagés à assister à la conférence proprement dite. Ils veulent, tout comme les Italiens et les Roumains, que les résolutions fassent l'objet d'un consensus, et non d'un vote, que les textes soient examinés en séance plénière et que la conférence soit entourée d'une large publicité. A ces exigences, qui sont communes à tous les « indépendants », les Youguslaves ajoutent ce souhait: les Yougoslaves ajoutent ce souhait. la conférence devrait être ouverte non seulement aux partis communistes mais à tous les mouvements progressistes du continent. En tout cas, l'assemblée ne devrait pas être mani-Pulée par un groupe restreint. Les Yougoslaves se détermineront en fonction des résultats obtenus et, plus encore, des méthodes suivies par les groupes de tratail groupes de travail.

Les Soviétiques avaient un schéma beaucoup plus classique. Leur délégué à Varsovie, M. Ponomarev, prèconisait la mise au point de deux documents, l'un de caractère politique proposant aux peuples du continent un certain nombre d'actions à entreprendre, l'autre plus idéologique rappelent la doctrine du communisme. Les Yougo-

alaves s'opposent à la discussion d'un document idéologique qui aurait nécessairement un caractère astreignant pour les participants. Les Italiens et les Roumains sont du même avis.

Les délégués de l'URS.S. ont cédé du terrain parce que l'essentiel, pour aux, dans la phase actuelle, est d'obtenir le concours de tous les partis frères qui u'ont pas choisi le maoisme. Peut être se réservent-ils la possibilité de révenir à la charge dans des conditions plus favorables, ou après avoir lassé leurs partenaires.

DE même ils se réservent la possibilité de faire progresser le projet,
qui leur tient sans doute le plus à
cœur, de conférence mondiale du
mouvement. Les « indépendants »
étaient d'autant plus mériants au
sujet d'une rencontre européenne que
cette assemblée risque d'être une
épreuve de mise en condition en vue
de l'étape finale. Ils y ont consenti
d'abord parce qu'ils sont favorables
à des colloques régionaux et aussi
parce qu'ils ne peuvent refuser tout
ce que propose l'URSS. Fourtant,
lorsque tous les Européens seront
réunis, ils redoutent d'être soumis à
des pressions, amicales mais fortes, des pressions, amicales mais fortes, pour la convocation d'une conférence

mondiale.

Les Yougoslaves pourraient alors se retirer du jeu. Les Roumains auraient plus de mal à faire marche arrière. Et ils savent que les Soviétiques, tenaces, ne se sont jemais résignés à l'échec qu'ils ont subi en 1968 horqu'il fut impossible d'obtenir du précédent « concile rouge » une condamnation en bonne et due forme du maoisme. Ils profitent donc de toutes les occasions pour faire admettre peu à peu que, hors de la doctrine estampiliée, il u'y a pas de vrais communistes. Ou encore, comme le proclame le nouveau programme du parti hongrois, que le communisme ne supporte pas jes marques d'hostilité à l'égard de l'Union soviétique.

مكذلان زلامل

10000

1 K 1

NEW TORY WAS



Responsables traditionnels et jeunes élites

Un inquiétant exemple de décolonisation "à la française"

OLIVIER STIRN, secrétaira d'Etat aux territoires et départements d'outre-mer, vient de se rendre en visite officielle sux Comares, ce semie d'îles jetées en diagonala dans je canai du Mozambique, entre la côte africalne et celle de Madagascar. Le drapeau françaie y flotte encore, pour peu de temps sans doute, la population s'étant prononcée lore d'une consultation le 22 décem-bre 1974 en taveur de l'indépendance. Décontracté et sourient, le ministre e sauté d'une île à l'eutre, multipliant les eudiences et les discours, passant d'une réception à un banquet, saisissant chaqua occasion de broder sur deux thèmes en apparence distincts, en réalité fori complémentaires. « Vous devez, a dit M. Stirn à ess interiocuteurs, affirmer l'unité de l'archipei tout en respectant l'originalité da chaque lie et son souci d'autonomie. - Cet appel staft invariablement sulvi d'un énoncé des principes qui dictent l'attitude du gouvernement français : Paris ne demande rien, n'imposera aucune coopération, ne demendera pes de bases militaires. Le dégagement sera total et l'alde ne sera accordée que si ella est deman-dée, souhaitée. Cette position désintéreseée est-elle aussi nobla qu'elle le paraît ? A première vue, le dàcolonisation des blames majeurs. Trois da ces ties loinduelque ecixante ans ; le population euro-

personnes ; l'intérêt économique du territoire est quasiment nui. Reste la position stratégique, dans on océan indien où les places, à la veilla da la récuverture du canal de Suez, es font chères, surtout pour la France qui vient de perdre la base de Diégo-Suarez. Mais les dirigeants comoriens savent trop qu'ils ont besoin de l'aida de Paris pour se montrer intranelgeants an ca domaine et tout espoir n'est pas perdu, surtout el l'ancienne « métropole « sait faire preuve de sou-"métropole « sait faire preuve de sou-plesse. Maie il y e Mayotite, la quatrième ile, française, elle, depuie cemi trente-quatre ans et dont les habitants, les Mahorais, veulent « rester Français ». Le 22 décembre, les es sont prononcés en majorité en ce eens. Les dirigeants du Mouvement populaire mahorels, et à leur têta M. Mercel Henri, font sur ce thême une propaganda qui a rencontrá des áchos auprès de certains milleux politiques français au esin même de la majorité. M. Ahmed Abdallah, président du consell de gouvernement de l'archipel, ennemi Jurá des « eéparatistes », accuse » la rua Oudinot » (1) d'avoir étá à l'origine du mouvement. Il n'est pas certain qu'il ait tort. Il y a quelques années, M. Mesamer, alore premiar ministre, avail promis aux Mahorais qu'ils - resteraient Français durant cent trente-quatre ans encore pourvu qu'ile en expriment le désir «. Si nous organisons un référendum, avait-li ajouté, nous le ferons île par île.

Un Etat < pluri-insulaire>

DEPUIS, le politique du gouvernement a changé. Paris sait combien les pays africains reprouveralent une solution qui na respecteralt pas l'unité da l'archipel. Comment se sortir de ce mauvais pas elore que la Parlement français doit ée prononcer sur l'Indépendance de l'archipel lore de le prochaîne session de printemps ? Il suffit, e pensé · M. Stim, de d'una solution de type fédéral, 'quitte d'ailleure à na pas prononcer le mot e'll dàplaît trop eux dirigeants da Moroni, la cepitala du territoire. Et c'est ainai que l'an en est arrivé à parler d'Etat - pluri-Insulaire «, une notion qui est eppelée à taire dete dans l'histoire du droit consti-

péenne se réduit à quelques centaines da

Pour faire accepter cette idée à M. Abdellah, la France ne manque pas d'argu-Comares financé sur les ressources pro-pres da l'archipei s'est élevé à 1.6 mil-lierd alors que le total des ressources faumies par la métrapole attelgnait 7,2 millierds. Le VIº Plan Irançais qui se termine en 1975 comportait 10 milliards da francs C.F.A. (2) d'investissements et les prévisions pour le VIP Plan sont de 30 mil-

llerde da trancs C.F.A. Moroni vieni d'être doté d'un séroport capable d'accueillir les long-courriere à réaction. M. Stim, dans l'un da ses discours, prononcé sur l'île d'Anjouan, fiet de M. Abdallah, e laissé entendre qu'un port en eau profonde, qui fait cruellement défaut dans l'archipel, pourrait être construit à Mutsemudu.

Ces chiffres, ces réalisations, ces pro-jets, na doivent pes faire Husion. Les populations vivent dans le misère et l' «œuvre civilisatrice de le France » n'e guère profité qu'à quelques millars de privilégiés. Le taux de scolerisation dens la primaire ne dépasse pas 30 % et atteint péniblement 8 % dans le secondaire. Quant & l'équipement senitaire, il défisment expliquent en partia les ravages récemment ceusés par une épidémie de cholère sur la Grande-Comore. « Nous n'osone même pes pretiques une césa-rienne, naus dissit le médecin responsable de l'hôpital de Ozaouzi, à Mayotte. Toutes celles que nous avons pratiquées jusqu'à présent sa sont terminées par la mort de l'opérée. = Moroni, la capitale, ne dispose même pas d'un laboratoire

Par DANIEL JUNQUA

pensable en ces régions où sévissent des

C'est assez dire combien l'aide de la « métropola », an dépit de son insuffi-canca, est vitale pour les dirigeants comorians. En cas de rupture définitive avac le France, pourraient-les trouver un aussi généreux « blenfelteur » ?

Et pourtant M. Ahmed Abdallah ne s'est pas montré eussi conciliant que M. Stirn l'espérait. Baroud d'honneur. comédie à usage interne destinée à retirer à l'opposition des thèmes de propagande, céder à la pression de le puissance colonisatrice ? C'est cette demière explication qui est bien eur avancée. Maie M. Abdallah e d'autres raisons de se battre avec tant d'ardeur pour l'unité de l'archipel: Anjouan, l'île dont il est sans conteste le nouveau = aultan =, atteint une densité de deux cent quarante habitante au kilomêtra cerré et l'ila volsine de Mayotte fartile et beaucoup moins peuplée, consitue un déversoir pour le population. Les Comoriene fortunée d'Anlouan ou de le Grande-Comore, et parmi sux, dit-on, plusieure ministres, ont recheté sur t'île de Mayotta les terres laissées fibres par le départ des sociétés coloniales, M. Abdallah lui-même dispose dans l'ila d'une propriété de 150 hecteres qu'il ne peul exploiter, le Mouvement populaire mahorele en faisant le blocus.

Enfin, it faut blen constater que les principaux projets de développement de l'erchipel, qui permettralent de redresser une balance commerciale très largement déficitaire, concernent Mayotte, C'est ainsi que, depuis un en al demi, une étude a été résilisée pour installer sur cette lle une industrie aucrière qui produirait de 15 000 à 18 000 tonnes da sucre et fournireit quetre cents emplois. La culture de le canne avail été fiorissante à Mayotte avent le guerre da 1914-1918, meis elle avait été tuée par la concurrence de Maurice. La pénurie de sucre oul sévil actuellement sur le marchà mondial et le hausse des cours qui s'ensuit rendreient rentable une reprise de cette activilé. Calle-ci procurerait d'eppréciables ressources à l'archipel dont la consommation n'est que de 3000 tonnes. Il est aussi question d'un complexe de pôche semi Industriel. Mela là encore il ne peut étre mis en place qu'à Mayotte, cette île étant la seula à disposer d'un lagon pour le tourniture des appais indispensables.

Dana ces conditions, les déclarations solennelles d'attachement à l'unité ne peuvant être totalement désintéressées et l'on comprend que même le statut « pluriinsulaire - mis en evant par M. Stim

en tout état de cause, qua Parie soit décidé à imposer à tout prix sa voionté. Le chaix est fait, sane équivoque. La France e décidé d'appuyer M. Ahmed Abdallah. Là est sans doute le résultat le plus cleir du voyaga da M. Stirn et cetta position n'est pas eans appeler quelques réflexions eur le taçon dont la France pratique la décolonisatio

Loin en effet de tavoriser le mise en place d'authentiques élites locales, de promouvoir les populations, de former des administrateurs compétents et intègres, la puissance coloniale e'est le plus souveni employée à préserver el même à étendre les privilèges d'une petite caste d'affai-nistes qui s'appulent sur des structures téodales. L'affaire du riz revêt à cet égard un caractère exempleira. Bien qu'il soil pratiquement impossible de le cultiver dans l'archipel, sa consommation, faibta dans le passé, n'a cessé d'eugmenter depuis une dizaine d'années, jusqu'à etteindre 20 000 tonnes l'an. Il est devenu l'aliment de base. Sa préparation ne demande pas d'afforts, c'est un eliment complet et les populetions ont pu einsi négliger les cultures traditionnelles, notam-

pas loujoure leure commandes, il y eul des alors une caution d'une importance telle que bientôt le marché fut livré en exclusivité aux meins de trols commerçants, deux Comdriens, MM. Ahmed Abdallah, actual président du conseil du gouvernement, et Mohamed Ahmed, député U.D.R., et un Indien, M. Kallane. Devant les varietione importantes des coore, l'administration décide aussi le versement de subventions pour faire balaser les prix su d'Atail. Le montant de cette elde est actuellement de 55 C.F.A. (1,10 FF) par kilo. Au début, cette subvention versés directement aux importateurs. Elle est actuallement remise à une celsse de stabilisation et de compensation présidée per la ministre de l'économie qui le redistribue aux trole importaleurs. Son montani n ettaint en 1974, 9,6 millions de francs. soll près de 1 milliard ancien. Un lei système e accru l'emprise exercée par les trole bénéficieires sur les populetions. Il leur parmet de contrôler la majeure partie de l'économie de l'archipel.

Corruption et soumission

CES méthodes ont aussi conduit eu dévaloppement de la corruption. Les exemples abondent, et il n'est besoin que de tendre l'arellie pour être édifié à cet égard. On reconte qu'un ministre est allé juaqu'à vendre les voltures de son propre ministère et qu'un autre, eyeni echeté une luxueuse villa, l'e louée é l'administration qui l'a mise à sa disposition comme... logement da lonction, On comprend dans ces conditions qu'un coopérant nous aft déciaré : « li est temps que cela se termine. Avec l'autonomie Interne, le pavillon trançais ceche une marchandise vraiment trop avariée. - La plupart des fonctionnaires français servent cependent avec plus ou mains de compleisance les autorités comoriennes. Ile n'ont quère le choix qu'entre le soumission ou le porte : les Morani prévoleni en effet que le gouvernement comorien peut demander le rappel sur-le-champ da n'importe quel fonctionnaire. Des professeurs dans le compor-tement ne donnell pas entièrement satisfaction au pouvoir en ont fait l'expérience.

L'autorité de la poignée de priviléglés qui dirigent la territoire est d'autant plus granda que les habitants, plongés dans le misère, ant eu de tout temps l'hebitude d'obair aux puissants, habitude solgneusement antretenue par le pretique d'un islam que des Libyens, en visite au mole de décembre dernier dans l'archipel, qua-

les mots et les valeurs occidentales n'ont plue la même sens et ne constituent qu'un rituel, destiné à donner à l'opinion publique da la métropola, ou du paye occidental protecteur, un minimum da satisfactione et de bonne conscience. Le poids des structures téodales est tel qu'il n'est pes question, lore des élactions, qua les paysans votent eutrement que de la façon Indiquée per les chefs de villege. Confusion des intérêts publics et privés, mépris pour les masses laissées dans l'obscurantisme, recherche à lout prix du gein et de le puissance, inculture, ce sont là trop souvent les ceractéristiques des hommes euxquela la France leisse le pouse politique de « décolonisation ». C'est ainsi qu'ant accédé aux responsabilités des hommes comme M. Tombelbaye eu Tchad ou M. Bokassa en Républiqua Centrafricaine. En jouant sux Comares le carte da M. Abdelleh, à Dilbouti, calle de M. All Aref, Il sembla blan que la France de M. Giscard d'Estaing elt choisi dans ce domaine le continuité plutôt qua le changement. Il n'est pas sûr que ce soit à terme le bon pari. De jeunes élites africaines sa lèvent qui mesurent à sa ste valour ce type de dàcolonisation el les hammes qui le servent - ou qui

(1) Siège du secrétariet d'Etat aux DOM-TOM. (2) 1 Iranc C.F.A. = 0.02 FF.

Correspondance

Le fait palestinien

M. R. Amade, de Toulouse, nous ecrit à propos d'une lettre de lecteur (le Monde diplomatique, février 1975) qui avait tenu à garder l'anonymat et qui critiquait l'article d'Eric Rouleau intitulé « Les Palestinicas, histoira d'une conscience nationale » (janvier 1975):

nunistes

Qualifier l'analyse de M. Roulean d' a élucubration journalistique du type du moteur à ean a, c'est vouloir ignorer délibérément et de manière arbitraire l'existence de quelque deux millions d'individua. (...) L'article de M. Rouleau est particulièrement rationnel et audacieux en ce sens qu'il traite d'un chapitre qui a le plue souvent été mai interprété ou tont simplement mai exposé. En effet, on a longuempe ignoré l'aspect politique et national de l'idéologie palestinienne, au profit du terrorisme. Je ne parie pas du terrorisme en tant que fait, mais en tant que concept formé par l'opinion du tstrorisme en tant que late, mas en tant que concept formé par l'opinion publique, dans un sens diamétralement opposé aux causes initiales qui elles, par coutre, l'out imposé. (...) L'article de M. Rouleau tend à faire ressortir qu'il

était l'unique forme de riposte, un moyen de pression politique ou encore, selon la formule qu'il emploie, la «ran-çon du mépris» dans le « jeu de la rinicoce ».

con du mépries dans le « jeu de la vinience ».

D'autre part, il serait grand temps que l'ou s'aperçoive que les dirignants du mouvement palestinien efficiel ne sont pas des « chefe de tribus », ai des « Philistins » qui cherchent à pisstiquer l'atort et à travers; uous devrions les considérer comme des bommes politiques, résolus à maintenir leur idéal uationaliste, eu dépit des nombreuses forces qui teutent de les en détourner. Il était donc nécessaire, comme l'a fait M. Houleau, d'introduire la notion des fronts diversifiés sur lesquels les Palestiniens intent, et ce pour préserver leur entité nationale de la convoitise de certaines paissances étrangères. Je peuss plue particulièrement au front giacial des relations interarables.

Que certains Etais consentent avec

arabes.

Que certains Etais consentent avec paine à leur accorder le statut de gouvernement en exil on que d'autres ne disgnent carrément pas les considérer comme des êtres, il u'en reste pas moins que le fait palestinien doit être reconnu en tant que fait historique et sociopolitique.

L'Occident et le tiers-monde

Etudiant en sciences physiques et en sciences économiques à Talence, M. Jean-Marc Chaumette nous écrit une lettre dont voici les principaux passages :

principaux passages:

L'article de M. R. Abdallah-Ehodja (le Monde diplomatique de mars) m'inspire les réflexioue suivantes. Le titre m'étonue: c Nouvelle vicion do transfert des techniques »; il laisse accroire qu'une ancienne visiou existe. Or je u'al jamais eu connaissance à un u'vean sétieux d'une quelconque volonté, même véllétrire, des pays industrialisés de a transférer » leurs « techniques».

Le contenu est tout anssi surprenant : il relit des causes à des clitts de façon curiense, dans la mesure où la souci principal qui occupe les pays d'Europe n'est pas d'eunuyer par des transseries (« super-profits ») les pays d'Afrique et d'Asie, mais de s'utéresser à des problèmes qui s'inserveut dans le cadre de la sixieme étape de sa croissance (el Rostow). Cels suffit à monifer combien qui s'inserveut dans le cadre de la sixieme étape de sa croissance (el Rostow). Cels suffit à monifer combien qui s'inserveut dans le cadre de la sixieme étape de sa croissance (el Rostow). Cels suffit à monifer combien qui fifterentes, comme si les Marticus venaient nous entretenir de leurs problèmes de respiration en noue disant que l'on refuse de leur livrer de l'unygène. (...)

Four ce qui regarde la formation des futurs cadres trehniques et scientifiques de ces pays, l'espère pour ces daralers qu'ils ne comptent pas sur les universités et grandes écoles françaises, car en ce cas ils seront très déçus dans la mesure où les étudiants français ne veulent surtout pas voir s'ajonter à leurs propres problèmes ceux de ces e Martiens 2.

Dans cette optique donc, il n'est pas question d'ouvrir les postes de l'ensaignement supérieur français aux « candidats à la formation » d'Afrique et d'Asie. Cela va sans dire, mais en le disant cela ne surprendra pas des rèves. (...)

Comme il est notoire que les Européens n'out pas du tout envie, mritout pas les étudiants et les jeunes, de jouer les e maitres-autorités » envers ces e dèves-camplexés e, ce qui est une source d'enquis importants pour lesdits a maires a, il importe que les dirigents de ces pays, on les peuples de ces pays, enfin, qui ils voudront, trouvent d'autres dérivatifs à leurs problèmes psychologiques et affectifs. Pour ce qui regarde les Européens, les Occidentaux libres on pas, noue aimentons biem ne plus entendre parler de ces enfantillages afin de nous occuper d'affaires ainon plus sérieuses, mais plus intéressantes à noe yeux, respectables eux aussi.

Les Nations unies, l'O.L.P. et les mouvements de libération

M. Raymond Ferretti, assistant à l'université de Strasbourg-III, nous écrit, à propos de la « recon-naissance » de l'O.L.P. par les Nations unies, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

(...) En 1979, l'Assemblée générale de PONU (...) avait adopté un « programme d'action » prévoyant entre autres que « des représentants des monvements de libération seront invités par l'Organisation des Nations unles (...) à participer, selon qu'il conviendre, sur discussions relatives à leurs pays (1) ». (...)
Cette attitude permit aux mouvements de libération d'être présents, puis d'intervenir dans les débats de certains organes et institutions spécialisées des Netious unles.

et institutions spécialisées des Netione unies.
C'est en 1972 que l'Assemblée générale recommaites à deux mouvements de l'Dération (le P.A.I.G.C. et le FERLIMO) la qualité de représentants de teurs peuples (6); l'année suivante, toue les autres monvements d'Afrique australe (ceux de Ehodésie et de Namibie) seront reconnus en tant que représentants (5). En 1974, c'est au tour de l'O.I.P. Mais, pour ce monvement de libération, l'Assemblée ira plus toin, puliqu'elle le fera participer à sa séance pieulère et uon pits aux travaux de ses commissions et que de plus l'organisation palestinienne aux droit au statut d'observateur permission.

aura droit au statut d'observateur permannnt.

L'Assemblés générale a douc accru les
prérogatives attribuées à la reconnaissance d'un mouvement de libération dans
le cas de l'O.L.P. (...) Mais (...) la reconnaissance d'un mouvement de libération
par l'ONU, et t'octrol à esiul-ci du statut
d'observateur, u'est pas un phénomène
nouveau. Par coutre, l'application à
l'O.L.P. de cette politique marque une
évolution de sa e doutriue s. (...).
Fendé eur le principe do droit des
peuples à disposer d'aux-mêmes, reconnu
dans les artieles 1, paragraphes 2, et 55
de la charte, mais aussi sur les dispoations des chapitres XI et XII, le cdroit
de la décolonisation » e'est lentement
affirmé à mesure que les antiennes possessions coloniales d'Afrique et d'Asie

(i) Résolution A/Res/2621 (XXV) intituiée e Programme d'action pour l'application intégrals de la déciaration sur
l'octroi de l'indépendance aux pays et
aux prupies coloniaux s.

(2) Résolution A/Res/2878 (XXVI).

(3) En vertu de l'article 39 de son
régisment intérieur. Ci. notamment la
c Chronique mensuelle » de l'ONU, novambre 1972, p. 2 et a.

(4) Cf. résolution A/Res/2818 (XXVII).

(5) Cf. résolutions A/Res/3113 (XXVIII).

(5) Cf. résolutions A/Res/3113 (XXVIII).

accédalent à l'indépendance et renfor-casent le bloc afro-astatique de l'Assem-blée générale de l'ONU. Alliés le plus souvent as bloc socialiste, les pays du tiers-monde out réussi à faire adopter des positions de plus en plus anticolo-nialistes, dont la résolution 1514 sur l' « octro de t'indépendance aux pays et oux pauples coloniaux ». (...) Mais sa valeur juridique était coutestée notamment par tes pulssances coloniales, pour lesquelles îl ne s'agissait que d'une déclaration sans portée obligatoire. (...)

Devant le refus d'appliquer la résolu-tiou 1514, l'Assemblée restait désemparée et sans moyens. Aussi se réfugiera-t-elle dans une politique de fuite en avant, consistant à renforcer et à concrétiser de glus en plue les droits des peuples colonieux. C'est ainsi que sera reconnue la légitimité de la lutte qu'ils mêment, ainsi que la licétité de l'aide qu'ils repor-vent. À mesure que les droits des peuples coloniaue se coucrétiseront, ceux-ci teu-droit de l'aide qu'ils repor-ter à devenir de véritables sujets de droit fouctionnels.

droit fouctionnels.

Mais ets sujets de droit sont privés de représentants, aussi l'Assemblée, poursuivant son escalade, reconnaîtra-t-elle aux mouvements de libération la qualité de représentants de ces peuples.

Si donc certains mouvements de libération ont été reconnus par l'ONU, c'est parce qu'ils représentaient des peuples enioniaux devant accèder à l'indépendance; aussi D'est-il pas étonnent que des mouvements tels que le FROLINAT, mouvement tchadien luttaut contre le président Tombalbaye, n'alent jamais été recounue par l'ONU, pas plus d'ailleurs que les Biafrais, lers de leur tentative

du Bangladesh.

Pourtant ces mouvements se réclament
ou se réclamaient du droit à l'eutodéteron se réclamaient du droit à l'eutodéter-mination. Or ca principe, compris de manière restrictive par l'Assemblée géné-rale, ne peut servir de justification à uns tentative de sécession que si celle-ci a pour cadre une situation de dépen-dance enloniale. En d'autres termes, seuls tes e territoires non autonomes », c'est-à-dire les colonies des Etats occi-dentaux, peuvent se prévaloir de ce principe.

principe.

C'est pourquoi jusqu'à présent le droit à l'autodétermination u'ovait jamais été accordé aue Palestiniens, car le cas de la Palestine u'est pas assimilable à nne situation de la palestine de la p

accorde au Palestamens, car le cas de la Falestine u vest pas assimilable à nue rivation de ce type. D'allieurs, les Falestiniens u vitaient pas considérés comme nu « peuple » dans le sens ouusien de « peuples coloniaux », mais uniquement comme des réfugiés. Ce u est que très récemment que le point de vue de l'ONU a changé. La demière résolution adoptée par l'Assemblée à ce sujet affirme en effet « le droit à l'autodétermination du peuple palestinien ».

L'Assemblée a, de ce fait, élargi le champ d'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, puisqu'elle considére qu'il est applicable à des territoires autres que les colonies des États occidentaux. Elle a ainsi ouvert la voite à la reconnaissance de mouvements de libération autres que ceue demandant l'indépendance d'une colonic occidentale. Dans ces conditions, les mouvements erginréens pourraient être reconnais par l'ONU. C'est d'ailleurs ce que laissait entendre deraidrement un de teurs dirigeants.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

BRESIL (Elections législatives du 15 novembre 1874.)

ESNAT. — Nombre d'électeurs inscrits:
35 646 074; voit aute: 28 925 451, soit
81,15 %; suffrages valablement exprimés:
27 219 525; builetins unis: 2 665 118.
Répartition des voix et des atèges entre
les différents partis: Alliance de rénovation nationale (ARENA): 10 687 796
voix, 6 sièges: Mouvement démocratique
brésilleu (M.D.B.): 14 486 252 voix.
15 sièges.

voix, 6 mages; Monvement democrataque brésileu (M.D.B.) : 14 485 252 voix. 15 alègre.
CHAMBRE DES DEPUTES. — Nombre d'électeurs inscrits : 35 720 715; votante : 28 880 769, soit 81.44 %; suffrages valablement exprimés : 26 833 685 voia; bulletins nuis : 4 112 763.
Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : ARENA : 12 162 851 voix, 274 méges; M.D.B. : 11 155 007 voix, 160 sièges.

ASSEMBLES LEGISLATIVES DE 8

BTATS. — Nombre d'électeurs inserts:
35 645 074; vot 2 n t e : 28 225 451, soit
51,15 %; suffrages valablement exprimée:
28 338 308; bulletius nuis : 3 487 546.

Répartition des voix et des sièges cotre
les différents partis : ARENA : 12 204 240
voix, 457 sièges; M.D.B. : 11 209 033 voix,
330 sièges.

A la suite de ces élections, le gouvernement composé le 15 mars 1974 est demeuré inchangé.

ROUMANIE (Elections législatives du 9 mars 1975.)
Nombre d'électeurs inacrts: 14 900 032; votants: 14 894 185, soit 99,96 %: suf-irages valablement exprimés: 14 893 592.
Le Front de l'unité socialiste (partiunique) a obtenu 14 715 539 voix, soit 98,80 % et occupe les 349 sièges au Parlement.

Une stratégie de la temporisation

La société israélienne serait-elle davantage prisonnière du passé que les pays arabes favorisés par le nouveau cours de l'histoire?

De notre envoyé spécial GÉRARD CHALIAND



Après l'échec de la mission Kissinger et à la veille d'ue éventuelle reprise des négociations da Genève, que veut Israël? Quelle paix le gauvernement, divisé et reposant sur une majarité fragile, veut-il et peut-il canclure? Quelle poix l'opinian publique israélienne acceptera-t-elle, compte tenu de sa méfionce à l'égard des Etats arabes? Ces questions obligent à une triple évoluation : celle, politique, mais teintée de psychologie historique, des couches dirigeantes et plus largement de !' « establishment » israélien; celle, sociologique, de l'opinion publique et, de façon plus glabale, de la société israélienne, puisqu'elle reflète et influence à la fois les chaix des directions; enfin celle, stratégique et politique, d'un rapport de force conflictuel qui s'exprime de manière inégale à plusieurs niveaux : local (Palestiniens), régional (Etats orabes) et global (compétition Etats-Unis - Unian saviétique). La troisième évaluation, la plus connae, dépend - ou mains à l'échelle de la volanté israélienne - des deux premières, qui le sont un peu moins.

nisme et son message national et messianique ne paraissait pas devoir l'emporter, par rapport au Bund, au programme rationnaux) ou par rapport aux marxistes révalution-naires qui croyalent à la résarption du problème juif - avec beaucoup d'autres - par l'avènement d'un système nouveau. Paradoxalement, avec l'antisemitisme moderne, le nozisme et le stalinisme, c'est l'utopie sioniste qui s'est rèvélée la moins irréaliste, même si elle n'a été que partiellement réalisée. Elle est, sous l'angle national, une singulière révolution menée à force de volontansme, de patience, d'intelligence politique et de nécessaire violence. Une terre : deux peuples. SI cet énoncé constitue le noyau du conflit, il ne rend aucun compte de sa complexité historique.

L'implantation des colonies agricoles sionistes se situe, historiquement, dans le cadre de l'expansion européenne ; mais le sionisme n'est pas une colonisation classique : il ne connaît pas de métropole et n'utilisalt pas la main-d'œuvre locale (1905-1967). Le but des sionistes, notamment des deuxième et troisième vagues migrantes (alyas), est de construire une société normale, c'est-à-dire composée de l'ensemble des couches d'une société contemporaine, fondée sur le travail juit (avoda

FOOR IS MIX NOW

PE

sera

insti:

sous-l'égo

Un

Cun u

ni l'ur

Sous d

Paris.

ivrit). Mals les habitants arabes de la Palestine perçoivent l'arrivée des juifs (à portir de 1908, le notionalisme grobe s'exprime ouvertement) comme une immittion étrangère, d'arigine européenne, qui adviendra, malgre les mouvements de refus palestiniens des armées vingt et trente (1920, 1929, 1936-1939). La revendication nationale des Palestiniens est restée vivoce depuis 1948 dans la mesure où le refus du monde arabe l'a relayée — tout en l'utilisant — (sinon pourquoi ur. Etat palestinien n'a-t-il pas été formé en Cisjondanle et à Gaza, hier entre les mains des Etats arabes et aujourd'hui revendiques comme terre palestinienne pouvont devenir l'Etat palestinien?). Les Etats arabes ont été à l'arigine de la survie prolongée du mouvement palestinien et de sa faiblesse.

Deux logiques

T E refus arabe danne ou conflit son caractère régional et sa dimension explosive dans la mesure où il s'agit d'États qui s'affrontent. Compte tenu de l'importance géopolitique, stratégique et économique de la région, il était inévitable que les deux grandes puissances mondiales

s'y livrent une compétition serrée par clientèles interposées (et plus interchangeables qu'il n'y peut parattre). Depuis 1967, Israël (2 800 000 juifs et 450 000 Arabes et Druzes) occupe des territoires peuplés de 1.050 000 Palestiniens : de l'ensemble. Cette occupation a eu trois consénationaux à foire valoir au lieu d'un refus obstiné mais vogue; des tendances grandissantes en Israel à un annexionnisme non proclamé qui pose sionisme : celle d'une minorité palestinienne qui, à terme, peut devenir mojorité, et celle de la fin du « travail julf », l'utilisation d'une mainquivoque sur le coroctère colonial de l'État (bien que les salaires soient éleves)

Le contexte général du conflit (1) échappe larapte à rendre compte des cohérences, dans la mesure où les idéologies y ont joue et y jouent un rôle fondomental. Même à l'extérieur, les causes sont presque toujours épousées non par tation à peu près tatale de l'une au de l'autre, fally mains de quatre querres en un quart de siècle pour que les Etats arobes, et ou premier chef ceux qui sont directement concernés, acceptent l'idée de l'existence d'Israel et soient prêts, en échange d'une revendication qui eût paru modérée en juin 1967 (la restitution des territoires occupés), à le reconnaître officiellement dans le codre d'un règlement de paix. Pas moins de quatre guerres et d'un quart de siècle pour que le gouvernement israélien qui, hier, nialt l'existence même des Palestiniens mentionne dans ses textes afficiels (programme en quatorze points du 28 novembre 1973) les simples termes de « peuple palestinien ». Beaucoup de sympathisonts Inconditionnels de l'État hébreu mettent en doute la volonté des Arabes de reconnaître Isroël. Ses adversaires, quant à eux, relèverant que, dans ses déclarations, le gouvernement israéllen veut toujours ignorer le coractère national de l'entité palestinierne, alors qu'il est prêt à signer une paix avec Domas à condition de conserver le Golan et à évacuer une partie du Sinaï en échange d'un engagement de non-belligéronce.

tion croissante de la Grande-Bretagne et de l'Europe. Il allait s'aggraver avec la défaite de défis lancés par le monde contemporain dont Israël était l'expression à l'intérieur même du entre Etats arobes, Israël aura aussi été, pour le monde arobe et les Palestiniens, plus encore qu'une échappatoire, un puissant facteur de cohél'obsession de la sécurité (Bitahon), érigée comme principe dominant, a largement contribue, chez les Israéliens, à hôter l'intégration nationale et

Ainsi, des deux côtés, des logiques appa-remment délirantes ant-elles servi à des fins rationnelles, L'Etat d'Israël - comme la plupart et en demeure tributaire psychologiquement. D'où sa difficulté, surtout depuis 1967, à adopter une attitude constructive sur le plan diplomatique, déterminée par une tradition d'intransigeance et de refus de compromis avec les Arabes, par l'exis-

BIBLIOGRAPHIE

- Mickeel Brecher: The Foreign Policy System of Israel, Oxford University Press. Londres, 1972. — Decisions in Israel's Foreign Policy. Oxford University Press, Londres, 1974.
- Y. Evron : The Middle East Nations, Superpowers and Wars, Elek Book,
- Londres, 1973. S.N. Eisenstadt : Israeli Society, Wein-denfeld and Nicholson, Londres, 1967.
- J.P. Derriennic : Israël en guerre. Ar-
- mand Colin, Paris, 1974. Maxime Rodinson : Israel et le refus arabe, Seuil, Paris, 1968. - - Israel, fait colonial? ., Temps modernes, nº 253 bis,
- S. Shitton : l'Economie iaraelienne, Cujas,
- Sabri Geries : les Arabes en Israël, Maspero. Paris. 1969.
- Amnon Kapeliouk : Israel : la fin des mythes, Albin Michel, Paris, 1975.
- Noam Chomsky : Guerre et paix au Proche-Orient, Belfond, Paris, 1974.

L'itinéraire du refus

Aussi les dimen-sians idéologiques valent-elles la peine d'étre esquissées : control rement à une idée largement ré dent, psychose collective délironte, hystérie à caractère global (taut ou rien), fermeture ou écran psychologique absolu, ne sont

l'apanage des Arabes. Simplement, ils s'expriment, chez les uns et chez les autres, de façon cultureliement différente. Les écrans idéologiques chez les nations, jaints au refus des gauvernants d'en-visager toutes les options possibles — à la fois pour servir un dessein ou pour complaire à l'opinion publique — aboutissent, d'un côté comme de l'autre, bien qu'avec des formes particulières, à des résultats sensiblement similaires. Sans doute, au-delà des calculs politiques et de la rationatité des plans militaires, cette démence est-elle la racine de ce que l'on appelle, en histoire, les

Comme bien d'autres nations depuis XIX siècle, les Arabes et les juifs ont cherché à exalter leur passé à forte base religieuse (2) afin de faire revivre de façon séculière essentiellement, bien qu'avec des connotations religieuses importantes, une grandeur passée (chez les Arabes humillés) et une indépendance étatique mettant fin au statut de minorité plus ou moins tolérée

Du côté arabe, la méconnaissance de l'adversaire, à peu près totale jusqu'à une date récente, et l'absence de curiosité se reflétalent dans une propersion à substituer à toute recherche l'Image mythique d'un État malèfique manipulé par une conspiration locale et internationale. Il a toujours paru plus simple d'exerciser un problème par la magie du verbe, plutôt que d'envisager compromis dicté par des rapports de force. Ainsi, en 1948, certains Arabes ont-ils regretté de n'avoir pas accepté le compromis de 1947 : en 1967, le compromis de 1948, etc.

L'obstacle palestinien

DES l'arigine, les Israéliens affirmèrent que la paix avec les Etats arabes était leur objectif, mais l'obstacle principal, le peuple palestinien, n'a pas été reconnu comme entité notionale. La direction israélienne s'est toujours heurtée à un blocage inhérent à la difficulté de reconnaître le tort porté aux Palestiniens par la création de l'État sianiste (au-delà de toutes les arguites, un foit demeure Indiscurable : le refus israélien de laisser les réfuglés palestiniens rentrer chez eux en peuple? > est un écho à la question arabe : Les juifs forment-ils au peuple ? ». « Les Palestiniens ne sont pas une nation » répond au slogan grabe : « Izraël ne forme pas une nation. » Dans la pratique, aux yeux des israéliens, les Pales-tiniens n'ant pas de statut collectif. Ce sont, tant l'intérieur de l'israël de 1948 au aujourd'hui à l'intérieur des territoires occupés, des individus arabes palestiniens sons représentativité, puisque l'O.L.P. ne les représente pas et qu'aucune liberté d'organisation politique à l'Intérieur des territoires occupés ne leur permet d'exprimer leurs

aspirations collectives. Minimiser le problème palestinien depuis le début a été une caractéristique du sionisme par myopie volontaire. De 1881 à 1914, c'est la se liée à l'illusion coloniale du type : un peuple sans terre pour une terre sons peuple; de 1917 à 1940, c'est l'illusion libérale ou, en substance, des responsables tels que Weizmann estiment que les Arabes accepterant le sionisme parce qu'il apportera le progrès, dont ils bénéficieront; avec la fondation de l'Etat commence une troisième phase, caractérisée par les idées de Ben Gourion essentiellement, qui admet le fait d'un rejet d'Israël mais estime que l'Etot juif peut tenir les Arabes en respect grâce à son avance technologique. Allmentée de nouvelles conquêtes à partir de 1967, cette attitude refuse, aujourd'hui encore, obstinément de tenir compte des aspirations nationales palestiniennes. Depuis 1948, la position officielle israélienne a été que les réfugiés opportionnent ou monde grabe, qui

A tort ou à roison, et particulièrement dans la vieille génération venue d'Europe, le refus arabe et ses proclamations ant été res niveau du subconscient collectif comme la menace d'un nouvel holocauste. A cet ègard, la société la fois du clivage des générations, de la confu-sion entretenue entre propagande et réalité et de l'ambivalence des sentiments, d'être une société qui se sent à la fois sûre d'elle-même et vulné-rable. Le souvenir de l'halocauste subsiste, enricht dans sa version militaire du rappet du sacrifice volontaire de Massada (3), et coexiste avec l'assurance d'une société certaine de sa supériorité militoire,

Le raidissement arabe procède d'une humillation qui remonte au XIXº siècle, avec la soumission à la domination ottomane puls la pénétratence de tendonces annexionnistes chaque année plus puissantes (malgré la guerre d'octobre 1973) et par la tentation de la majorité de la population de conserver le maximum des acquis ter-

Quant aux Palestiniens eux-mêmes, victimes du conflit, ils n'ent pas échappé à deux contradic-tions fondamentales, d'origine idéologique, qui entochent la solution préconisée pour régler leur problème national : la surestimation de la soli-dorité arabe, qui s'est soldée par la liquidation du gros des forces de la résistance en septembre 1970 par les Bédouins du roi Hussein ; et la réfé-rence, dans leur programme proclamé, à la constitution d'un Etat démocratique et laïque dans toute la Palestine du mandat (4), ce qui inclut Israël. La rhétorique employée à cet égard (lutte prolongée durant un siècle si nécessaire, évocation de l'effondrement des royaumes francs après deux siècles et demi d'occupation) permet de mesurer les résonances quasi millénaristes rationnolisées a contrario par les succès de l'entreprise

(1) Four une bonne introduction documentaire, of. Irène Enrera-Hoschsteiter : Le Conflit israélo-arube, P.U.F., Paris, 1974.

(2) Malcolm Kerr : The Arubs and the Israélis : Perceptual Dimensions to their Dimense. University of California, Los Angeles, Mineo, 1972.

(3) Massada : fortereses près de la mer Morte co quelques centaines de juits se défendirent contre les Romains en l'an 73 et préférèrent se donnée la mort putôt que de tomber aux mains de l'ennemt.

(4) Sur le mouvement national palestinien, et. Y. Harkabi : Palestiniens end Israél, Keter books, Jérusalem, 1974; G. Challand : la Résistance palestiniense, le Seuil, Paris, 1970; W.R. Grandt, F. Jabbar, A. Mosley Lesch : The Politics of Palestinien Rationalism. University of California Press, 1972; J. Barque, J. Couland, L.J. Dudos, J. Hadsmard, M. Rodinson : les Palestiniens et la crissignation : Qu'est-ce que les Palestiniens? in la Nouvelle Critique, n° 22, Paris, mars 1975.



il y a en israēl
— comme d'alleurs
aux Etats-Unis —
une societé à forte
charge mythique.
Au-delà des ressemblances immédiare
ment perceptibles
— cultures issues
de la Bible (corac-

téristique des protestants et des juifs), passé plonnier, — il y a plus profondément et, dans les deux cas très fortement morquée, une idéologle de la fondation qui, bien que largement caduque dans les foits aujourd'hui, continue de rester vivante dans les consciences, les symboles collectifs et les valeurs proclamées; une certitude morole de justice, issue du sentiment d'être un peuple à port (l'un et l'autre étu à sa façon); une cohésion idéologique et un consensus collectif très rares dans l'histoire des sociétés modernes.

Les pionniers sionistes arrivalent dans un pays dont la population comptait peu à leurs yeux; attitude classique chez des Européens au débat siècle. L'européocentrisme était la norme à l'époque coloniale (considérée par Marx, molaré ses aspects négatifs, comme civilisatrice puisqu'elle mettrait fin au « despotisme ariental »). et l'an ne voit pas comment les pionniers des premières colonies juives y auraient échappé. Les difficultés étaient perçues comme provenant d'abord de l'empire attoman. Quelques voix s'éle-vérent du côté juif pour évoquer le problème des papulations crabes. Durant le mandat, où l'empire britannique oscille entre Juifs et Arabes plutôt qu'il ne privilègie unilatéralement la minorité juive, le projet d'un Etat binational (qui n'est pas le but du eionisme) fut évoqué. On n'en partera plus après la création de l'Etat d'Israël, qui s'est faite contre la voionté et au détriment des

Idéologie et réalités

COMME de nombreuses sociétés à forte tendance élitiste et volantariste qui e'efforcent de trouver une voie nouvelle à travers l'application d'un programme sous-tendu d'idéologie, Israel conserve, quelles que saient les déviations — et elles ne sont pas mains nombreuses au allieurs un attachement aux valeurs fondatrices même si celles-là se sont largement vidées de leur eubstance, Taute idéologie tend à s'institutionnallser; ce qui est intéressant, c'est de chercher à voir quelle société o émergé des décombres de la rhétorique, Il subsiste encore très largement, au sein de la société israélienne, à la fois dynamique et conservatrice, tout un ensemble de symboles collectifs issus de l'image plonnière adoptée comme modèle. Le mythe pionnier était celui auquel les groupes immigrants étaient Invités à s'identifler, comme c'est généralement le cos dans les sociétés fondées par immigration. L'idéologie pionnière o fourni un codre à la nation en formation (5) et un symbole d'auto-identification même si l'on peut affirmer que, depuis plus de deux décennles, c'est l'armée qui joue en fait un

L'héritage des pionniers

rôle essentiel à la fois d'intégration nationale et d'éducation.

Cependant, la société pionnière qui précède et suit la déclaration Balfour modèle quel-ques-unes des Institutions fondamentales du futur Etat : le système des partis et la place centrale qu'il occupe dans la vie politique et sociale du pays ; le coractère centralisé de l'économie qu' déterminé l'importance du secteur public ; le râle particulier (puisqu'elle est patron et syndicat à la fais) de la puissante centrale Histodraut; les coopératives agricoles : kibboutzim et moshavim ; la renalssance de l'hébreu comme langue nationale. De surcroit, ces prémières vagues migrantes vont imprimer une superstructure porticulière à ce qui, par la sulté, deviendra l'Etat, que l'on peut qualifier de superstructure transplantée (6). L'organisation et la conception du collectivisme agraire des colonies juives sont héritées des idéologies urbaines d'Europe, transplantées dans un codre aù les hommes ne se heurtent pas à des problemes de lutte de classe maie de lutte contre la nature et, bon gré, mal gré, contre les autoch-tiones. Les nouveaux colons issus d'Europe centrale et arientale, nourris de populisme russe, de socialismes puisés aux sources pré-marxistes et marxistes, marquent la société qu'ils vont engendrer por una série de valeurs et da struc-tures, mais ils subiront à leur tour l'empréinte des réalités locales. Sous la pression des faits, les aspirations socialisantes dépériront pour laisser place entière à l'autre volet du projet sioniste : la fondation d'un Etat qui, por la force des choses, requiert une dynamique qui s'oppose aux sociétés grabes environnantes.

A titre de symboles, certaines des super-structures heritées de cette période continueront -mle sur le « travail juif », égalitarisme, rituels ograires, volantarisme, enfin, plus Important, notion d'une idéologie d'Etat : le eionisme. Mais la réalité n'a que peu alimenté la plupart de ces superstructures, cor la génération qui a suivi celle des pionniers idéologiques a été essentiellement confrontée aux Arabes et au développement économique soumis aux lais du marché. Peut-être la grandeur nationale de Ben Gourion a-t-elle été de préparer la voie à cette seconde genération ; c'est lui, en effet, qui a contribué à liquider la gauche populiste (comme le Palmoch, par exemple) pour ouvrir la voie aux jeunes nationalistes-étatistes, tels le général Dayan au M. Shimon Peres. Ce glissement, qui s'est apéré assez rapidement par la liquéfaction progressive du Mapom et du Havdut Havoda, deux partis socialistes hier importants, peut se mesurer por l'évolution des kibbautzim (autrefais 5 % de la population, aujourd'hui 2,5 %) qui farmaient, entre autres, la gauche du Mapai : on y engage désonnais des travailleurs qui ne sont pas mem-bres du kibboutz, tandie qu'en février 1975 le Mapam admettait l'établissement de kibboutzim en territoire occupé (entre Gaza et le Sinaī).

La création de l'Etat est le changement fondamental dans la structure de la société plonnière : les chefs des divers mouvements pionniers, des organisations de la communauté, deviennent la couche dirigeante. Après l'indépendance, les problèmes essentiels sont la sécurité, l'unité notio-

nale, l'expansion économique et l'obsorption de nouveaux migrants. La centralisation economique et politique s'y accentue dans un petit nombre d'organes de décision, dirigés en gros por les mêmes hommes, depuis plusieurs décennies, ce qui rend la moyenne d'âge très élevée : le génèral Dayan, qui foisait, il n'y a guère, figure de « jeune Turc », est né en 1915. La démocratie israélienne est, en somme, une bureaucratie libérale dirigée par des castes issues des appareils des grands partis. On ne sourait d'ailleurs trop souligner l'importance des partis dans la vie politique israélienne, matrices des milieux dirigeants et groupes de pression puis-sants. Les modifications intervenues depuis 1948 n'ent rien changé, le pays demeure géré par les mêmes partis — le Mapaï étant la colonne vertebrole du pouvoir, appuyé sur la Histodrout et les kibboutzim travaillistes. Comme dans toute bureaucratie, le pouvoir politique est fondé, jusqu'à présent, sur la fonction (l'ascension d'un Shimon Peres, par exemple, est celle d'un bureaucrate). Bien que les partis religieux représentent à peine plus de 15 % de l'électorat, leur paids idéologique est beaucoup plus important, d'autont qu'ils occupent une position chamiere gorantissant toulours l'equilibre des coalitions gouvernementales. Criscès sur la tradition, ils ont largement concouru à inflèchir les formations travai listes vers le conservatisme et ont été gratifiés pour leur soutien d'une aide financière qui leur permis d'étendre leur emprise dans le domaine

Différenciations sociales

T ES secteurs contrôlés par l'Etat ou, directement ou indirectement, por la Histadrout sont três impartants : céronautique, armement, transports publics, coopératives agricales; le secteur public de l'économie ou sens large du terme représente 40 % du total. Les élections à la Knesset (Parlement) se font à la représentation proportionnelle, ce qui renforce le pouvoir des appareils des partis (7) (qui déterminent l'ordre des condidats sur les listes). A travers ces structures politiques et économiques, une génération ôgée de dirigeants a, jusqu'à présent, réussi à se maintenir ou pouvoir et à bloquer tout changement profond d'orientation, tant dans le domaine de la politique étrangère que dans le codre de réformes internes. Le maintien de l'idéologie et de la structure sociale est dû à cette couche dirigeante qui suscite, por l'accent mis sur la sécurité (bitation est un des mots clefs du vocabulaire politique israélien), la justification de son maintien au pouvoir.

Sous l'angle social, les inégalités (d'arigine socioculturelle) se sont creusées entre julfs « européens » et julfs « orientoux » malgré une symbolique fondée sur une idéologie égalitaire. Après 1967, les différenciations aroissaient encore grâce à la montée de groupes de pression politico-financiers et ou rapide développement des fortunes de certains milleux liés à l'État, Cela ne doit d'ailleurs pas conduire à Idéaliser le passé : à la fin du mandat, les différenciations sociales dans le pays étaient déjà lorgement accusées.

etrangéres, taus deux convaincus que, si elle devalt se prolonger, cette accupation remetiralt en cause le caractète juif de l'Etat sianiste comme îl a déjà mis fin à l'un de ses mythes constitutifs : le « travail juif ». S'agirait-il d'un néo-sionisme, ou n'est-ce qu'une phase provisoire ? La question reste posée.

Depuis la fin de 1973, l'essence de la politique israélienne a été de rédulre au maximum et d'escomoter les implications politiques de la guerre d'actobre. Malgré les premières déclarations du premier ministre, M. Rabin, qui posse pour un partisan de la polx et non du « statu qua » et dont on disait qu'il occepterait assez volontiers de céder aux pressions américalnes, il y a peu de différence entre son gouvernement et celui qui l'a précédé. Les pressions annexionnistes sont reçues à peu près de la même façon, selon une ligne de maindre résistance et le gouvernement, quelles que soient ses divergences internes et sa fragilité — et en partie à cause d'elles — suit une ligne cohérente de refus et de temporisation tout en conservant de la sorte le consensus populaire le plus large. Une chose paraît certaine : Israèl refuse autant que faire se peut une négociation de paix imposée. Le problème n'est pas de sovoir s'il en a les moyens, mais si les circonstances vont le lui permettre encore longtemps.

Certains couronts, notamment parmi les militaires dépités et frustrés par les résultats de la guerte d'actobre, souhaitent un regain de tension régionale qui amènerait, à condition que le soutien de l'Amérique, ou au mains sa bienveillante neutralité, soit assuré, la possibilité d'une belligérance active qui modifierait les données de la situation. A cet égard, les rumeurs font état de plans les plus divers : accupation du Sud-Liban, d'une partie de la Transjordanie et du nord de l'Arabie Saoudite...

Mois Israël est conscient, dans les milieux plus sensibles aux calculs politiques, que la crise actuelle détermine une paralysie relative de ses possibilités guerrières. En principe, les Etats-Unis, malgré certaines menaces d'expéditions dans le Golfe, s'abstiennent de risquer les positions que leur diplomatie leur a récemment fait gagner au sein du monde arabe. D'autres courants estiment qu'il s'agit de tenir jusqu'à ce que l'Occident, et tout particulièrement les Etats-Unis, puisse considérer le pétrole du Proche-Orient comme secondaire, grâce à de nouvelles sources d'énergie.

L'ensemble de ces courants représente, d'une certaine façon, la gamme des aptions possibles paur le gouvernement isroélien, qui, prograntiquement, cherchera à appliquer la solution la mieux adaptée à sa finalité : conserver le maximum des avantages territoriaux. Graduellement, il semble que l'on soit passé du refus arabe au refus isroélien.

En attendant les élections américaines

COMME s'il joualt unilatéralement en faveur d'Israël, il s'agit en somme de gagner du temps. M. Robin s'efforce de durer jusqu'oux prochaines élections (1978) à la tête d'un gouvernement à mojorité précaire qui s'est engagé à ne rendre aucune fraction de la Cisjordanie sons recourir à une nouvelle consultation électorale. Pour d'autres éléments du gouvernement, notamment autour du Roff, qui n'ont pas des conceptions similaires à celles prêtées à M. Rabin, il s'agit de renforcer leurs positions et, à cet égard, on s'accorde à prêter à M. Shimon Peres leurs moilleures characte.

Un demier argument, et non le moindre, milite en faveur de l'attentisme : les élections américalnes vont d'ici à 1976 parolyser une administration dont on espère ensuite une attitude plus favorable. Les options israéliennes sont, en fait, limitées par la politique américalne et ses intérêts en Proche-Orient, puisque les États-Unis sont militairement et économiquement les pourvoyeurs d'israél et son unique allié (situation de dépendance qui pourrait inquiéter un pays jaloux de so liberté de choix...). Peut-on alors compter sur les États-Unis pour souver ce que la majeure partie du gouvernement et de l'opinion publique souhaite conserver en matière de territoire?

Dons l'ensemble, depuis octobre 1973; la diplomatie américaine a remporté des succès non négligeables en Proche-Orient. De fait, la paix en Proche-Orient constitue pour les États-Unie l'aption la plus rentable, compte tenu de leurs mtérêts globaux. Pourquoi laisser à l'U.R.S.S. l'accasion de passer pour la championne de l'Indèpendance des peuples (arabes)? En ottendant, pour Israël, la stratégie des petits pas de M. Kissinger a permis de gagner du temps. Mais après?

La déclaration (11) du président Assad faisant savair que la Syrie était prête à reconnaître Israël avait plongé le gouvernement israélien dons un embarras heureusement dissipé par le pas en arrière effectué peu après par le chef de l'Etat syrien. Les négociations de Genéve, ei elles ant lieu, aboutiront à une impasse selon toute probabilité. L'intransigeance isroélienne n'échappe pas aux Etats arabes, tondis que se poursuit la politique des foits accomplis dons les territoires occupés, créant de nouveaux obstacles à une négociation dont, à tort ou à raison, le gouvernement israélien estime, dans so mojorité, qu'il a plus á perdre qu'à gagner. Par un apparent paradoxe, les Palestiniens de l'O.L.P., compte tenu des tensions à l'intérieur de la résistance et de leurs chances à peu près nulles de faire aboutir, même très partiellement, leurs revendications, ant à peu près les mêmes raisons à l'heure actuelle que le gouvernement Israélien de ne pas voir aboutir, les négociations de Genève.

(Lire la suite page 18.)

(5) S.N. Eisenstadt: Change and Continuity in Israeli Society. The Dynamic Conservation of a Small Revolutionary Society, Université héuralque de Jérusalem, Mimeo, 1973.

(6) Selon l'expression de J. Weinberg, directeur do Théstre Camiri de Tal-Aviv.

(7) Amos Ellon: The Israelie. Founders and Song, Bantam Books, 1971.

(8) Of, J.P. Derriennie: Israeli en guerre (Armand Collin, Paris, 1974), qui se révèle être en rungais le Uvre le plus pénétrant et le plus lucide sur

(9) Le rapport Nadel (actuellement sous presse), qui dénonce les scandales de l'impôt, ce manquera, pas d'attirer l'attention de l'opinion publique.

(10) Sauf chez le général Tal, le mellieur stratège israéllen. Cf. Amnoo Kapellouk : Israél, le fin des surthez [préface de Jacques Fauvet). Albin Michel, Paris, 1815, 318 pages.

(11) Newsweck, 24 février 1975.

Sécurité et cohésion nationale



Ainsi s'est développée une nouvelle
société dont la mentalité est, en grande
partie, déterminée
por l'ôge — dans
toute société migrante, le clivage
des générations est
très g r a n d. La
vieille génération
d'arigine eurocaractéristiques late
caractéristiques l'étente d'avant 196
l'esunt évant 196
les territoires, du t
des territoires, du t
des territoires de chauve
l'esunt 196
l'esunt évant 196
l'esunt évant 196
les territoires, du t
des territoires de chauve
l'esunt 196
les territoires, du t
des territoires de chauve
l'esunt 196
les territoires, du t
des territoires, du t
des territoires, du t
des territoires de chauve
l'esunt 196
les territoires, du t
des territoires de chauve
l'esunt 196
les territoires, du t
des territoires de chauve
l'occupation des
montées de chauve
motionalismes religie
des générations est
l'équation des territoires de chauve
l'esunt 196
les territoires, du t
des territoires de chauve
l'occupation des
montées de chauve
des générations est
motionalismes religie
des générations est
motionalismes religie
des générations est

péenne est extrê-

mement émotive

dans la mesure au elle est marquée par le chac du génocide; elle est également antisoviétique, compte tenu de la situation des juifs en U.R.S.S. notomment durant la période stalinienne : enfin elle est fermée à toute compréhension des problemes palestinlens et arabes. Mme Golda Meïr représente blen cette génération, pour laquelle tout ce que fait Israël est moralement Juste. La génération suivante est moins monolithique : chez les « Orientaux », on constate bien souven la perte des vertus traditionnelles sons qu'elles saient encore remplacées par la culture des sociétés industrielles; les sentiments sont fortement anti-grabes et l'illusion (gauchiste) selon loquelle ils représentent objectivement, compte tenu de leur condition socio-économique, des allies possibles pour les Palestiniens semble peu fondée. La conscience de l'appartenance nationole l'emporte sur toute autre considération.

Chez les sabras, le nationalisme, pour être plus tranquille et mieux équilibré, n'en est pas moins sans nuances. Quelles que scient leurs arigines, on note chez eux une active recherche du bien-être matériel. Il n'y a pas eu, dans les années soixante en Israël, de mouvements de jeunes comparables à ceux d'Occident; certes, les apparences sont les mêmes ; jeans, cheveux longs, musique « pop », mais c'est la panoplie sons l'essence ; la pratestation contre l' « establishment ».

Une nation "normale"

M EME après le choc d'octobre 1973, Israel continue d'offrir le plus grand degré de consensus jamais attaint dans une démocratie. Il en résulte une sorte d'hégémonie idéologique: 90 à 95 % des Israèllens sont, soit favorables au gouvernement, soit se situent à sa draite et, comme le gouvernement cherche la ligne du plus grand consensus (quels que soient son programme et ses Intentions au départ), il est amené à épouser, en politique étrangère, la dynomique profonde de la société israélienne, qui est de centre droit. Etre libéral en motière extérieure, c'est déjà, en Israël, être défaitiste, einna « gauchiste ».

Institutions inchangées et souvent caduques, légis lotian très lente, difficulté de faire aboutir des réformes, Inégalités sociales très accusées, prééminence d'élites arrogantes qui octroyent plus qu'elles ne servent : toutes ces caractéristiques latentes dans la société isroé-lienne d'avant 1967 ont, depuis lors, pris de l'acuté sous le triple impact de l'occupation des territoires, du boom qui s'en est suivi et du climat économique qui règne depuis la guerre d'octobre 1973 (3).

L'occupation des territoires a provoqué des montées de chauvinisme combinant à la fais les nationalismes religieux et séculier, exacerbé par des eentiments de supériorité et d'isoiement à l'égard du monde extérieur. En même temps s'expriment des tensions sociales avivées par des soandales nombreux et des difficultés économiques. A l'intérieur d'une société dynamique (comme le montre, par exemple, les capacités d'adaptation de l'armée), les blocages sant devenus multiples. La cohésion exigée par l'état de beilligérance l'emporte sur les contradictions internes, sociales ou économiques.

C'est cet état de belligérance, axé autour du concept de sécurité, qui assure le pouvoir sans conteste des groupes actuellement dirigeants. La paix amèrera au premier plan d'autres problèmes mains exaltants, qui mettront fin au consensus : réforme du système des impôts (9), problèmes crucloux du logement, rôle de la religion et sa place dans la cité, inégalités sociales, etc. Tout indique la nécessité de réfarmes dans une société qui a besoin de se redéfinir, mais il est probable que les groupes octuellement dominants ne sont ni en mesure, ni désireux de contribuer à ces changements.

Entre-temps, l'existence d'Israel a dissipé, pour beaucoup de juifs, les images négatives véhiculées par les non-juifs. Les juifs d'origine européenne qui étaient des minorités o-normales se situant souvent aux avant-gardes dans de nombreux domaines sont devenus, en deux ou trais générations, les citayens d'une nation « normale » avec ce que cela suppose de moyenne un peu étriquée. Les jeunes générations respirent la sonté physiologique et sont désintellectualisées; sans doute y a-t-il un prix à payer pour être conforme (en ce sens, juits et leraéliens se ressentent différents). Cet appau-vrissement intellectuel, parfois regrettable, est sons doute une nostalgie spécifique aux gens de diaspora. La croyance que le sionisme permettrait une vie julve dans des conditions meilleures et une créativité enfin épanouie s'est trouvée décue. A l'heure actuelle, qu'on le déplare ou non, Israél, à l'échelle de la créativité intellectuelle et notamment artistique, se coroctérise par un élitisme provincial.

Après la guerre d'octobre

La situation politique que connaît aujourd'hui laraël fut déterminée dans un passé récent par deux réalités: la victoire militaire de 1967, dont les gains territoriaux ont été conservés, et les consequences de la guerre d'octobre. Cette dernière oppelle quelques commentaires: il s'agit,

pour Israël, d'une semi-victoire militoire — qui n'a pas pu se transformer en victoire tatale à cause de l'intervention des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. — et d'une défaite politique.

Défoite politique qui a pour origine une vision conceptuelle sous-estimant (10), notamment chez l'ancien ministre de la défense, le général Dayan, la capacité des Arabes à user de la guerre comme d'un instrument politique (l'effet de surprise, le caractère limité de l'affensive et sa couverture antiaérienne massive ont, au contraire, été remarquables dans les premiers jours). Jusqu'à cette date, la supériarité globale des Israéllens semblait tatale et la nécessité de modifier le « statu quo » ne paraissait pas impérative à un Etat qui, mieux que de la paix, disposait, selon ses propres nomes, de la sécurité et de territoires à l'égard desquels s'exprimalent des volontés d'annexionnisme concrétisées par l'établissement de colonies militaires et civiles.

En d'autres termes, aucune occasion de faire la paix entre 1967 et 1973 instamment possible après 1970 et plus particulièrement en 1971, où des pressions américaines furent exercées en ce sens) n'a été perdue, dans la mesure où le gouvernement israélien n'a jamais au le moindre désir d'y aboutir dans les termes recommandés por la résolution 242 des Nations unies : la paix contre la restitution des territaires accupés.

Pressions annexionnistes

JUSQU'EN 1967, l'ensemble de la population isroéllenne concevait les frontières du pays comme définitives — même si le projet sianiste initial visait l'ensemble de la Palestine du mandat. Mais les annexiannistes, au début minaritaires auprès de l'apinion publique, ont peu à peu réussi à mettre les anti-annexionnistes, de moins en mains nombreux avec le temps, dans une situation malaisée : les traditions idéologiques du nationalisme :hébreu rejoignent en effet les thèses annexionnistes. A cet égard, an peut dire que c'est mains le Golon au le Sinai qui comptent de façon essentielle aux yeux du gouvernement Israélien que la Cisjardanie (partie intégrante de l'Eretz Israél historique).

La minorité annexionniste limoins de 15 % en 1967) et les partie religieux portés aux mêmes objectifs (moins de 15 % également) ont eu et continuent d'avoir une force idéologique sans proportion avec leur paids électoral, et se sont vu renforcés, de façon moins flomboyante mais peut-être plus efficace, por des partis comme le Roff et des courants à l'intérieur de l'Avdut Avoda et du Mapa? (tous trois membres de la coalition travailliste aui compose l'actuel souvemement).

Le rôle d'un Dayan dans les aménagements opportés au régime d'occupation et l'implantation de colonies julves civiles ou militaires en Cisjardanie ne sauraient être sous-estimés. L'opposition à ces projets a été menée essentiellement par M. Pinhas Sapir et, de façon plus effacée, par M. Ygol Allon, actuellement ministre des affaires

L'Etat juif et les Palestiniens

Le gouvernement israélien ne reconnaît pas l'entité nationale polestinienne : il refuse de reconnaître l'O.L.P. et s'oppose à toute idée de création d'un Etat palesti nien à l'est des frontières d'Israēl c'est-à-dire en

Cisjordanie. La rhétorique officielle qui étaye ces options, elles-mêmes articulées ou tour de trais thêmes, se prête à la contradiction : 1° l'O.L.P. ne reconnaît pas Israēl (Israēl le lui rend bien) ; 2° lo Cisjardanie et Gaza ne seraient pas viobles économiquement (cette question o-t-elle été posée pour la Palestine de 1947 ou pour la Transjordonie?); 3° un Etat palestinien à l'ouest du Jourdain deviendrait une base soviétique (l'armée israélienne qui a triomphé de l'Egypte et de la Syrie ne pourra-telle, le cas échéant, vaîncre l'État palestinien?).

Des discussions opposent en Israël les cou-rants partisans de conserver lo Cisjordanie et Gaza en accordant à leurs habitants la nationalité Israéllenne, ceux qui se refusent à leur accorder la nationalité israéllenne (12) et d'autres éléments favorables à une quelconque forme de fédération avec la Jordanie qui permettrait de conserver le contrôle de la rive occidentale du Jourdoin, Dans la pratique, lo palitique de l'Etat israélien tend à une intégration de ce qui est dénommé afficiellement la Judée et lo Somorie (Cisjardanie), Mais que « tous les droits démocratiques » puissent éventuellement être occordes aux habitonts des territoires occupés reste une figure de rhétorique : un Etat julf par définition, et exclusivement juif, ne peut pas occorder « tous les droits démocratiques » à des non-juifs. Peut-il reconnoitre aux Polestiniens le drait à la loi du retour? Reconnaîtra-t-il oux Argbes isroéliens le droit d'acheter des terres qui leur est refusé depuis la création d'Israël? Enfin, les droits démocratiques ne comprennent-ils pas quissi le droit à la sécession?

Ce qui seroit oinsi offert ne seroit rien d'autre que la version isroélienne de l' « Etat démocrotique » proposé par l'O.L.P. et qui paroit, à juste titre, irrecevable oux Israèliens : un Etat qui ne reconnaît pas l'entité nationale mais seulement des droits de minorité religieuse. En foit, ce statut est déjô celui des Arabes isroéliens (quatre cent cinquante mille environ), aut disposent de droits individuels (restreints jusqu'au milieu des onnées 601 mais qui, après avoir été dépossédés de leurs terres, ne peuvent pas prétendre en acheter dans

un pays dont ils sont, en principe, citoyens. A terme, l'idée selon laquelle la bien-être économique est en sol suffisant et que le nationalisme peut être contenu outrement que par la contrainte est la contradiction la plus grove et l'illusion la plus dangereuse de la majorité de la classe politique isroélienne - malgré le démenti de toute l'histaire contemporaine.

Les "faits accomplis'

T SRAEL avoit établi, en ovril 1973, quarante-L deux colonies militaires (nahal) et civiles qui comprendent environ trols mille cinq cents personnes : quinze dans le Golon, trois dans le Sud-Sinaï, sept dons le Nord-Sinaï et à Gaza, dixsept en Cisjordonie. Ce mouvement ne s'est pos arrêté après la querre d'octobre : la population des colonies se chiffre maintenant à cinq mille personnes et leur nombre a dépassé quarantecing; clnq nouvelles (trois moshavim et deux kibboutzim) vont être bientôt installées dans la vallée de Petzael (Cisjordanie). La plus peuplée des colonies est celle de Kiriat Arba, près d'Hébron, l'une des ville saintes du ludaïsme, occupes par prés d'un millier d'Israéllens religieux. Por une de ces ironies dont l'histoire n'est pas avore, on y o ceinturé les habitations de barbelés surmontés de miradors. Le gouvernement dait faire face à une pression active de la part d'éléments ultro-nationalistes, tel le « Gush Enumin », ou religieux chauvins (Il y o d'autres couronts plus spirituels en Israël), qui s'efforcent de protiquer une colonisation « spontanée » parallèle ò celle « légalement » menée par l'Etat.

en: l'ol

l'ar

PE

sero

instis

respe

"ėga

Un

Drese

CUM U

tian d

ni l'ui

sous d ment vietnar

Jérusalem-Est, qui o été annexée au lendemain de la guerre de Juln 1967, o été flonquée, ò l'est, de quartiers nouveoux : Romot-Eshkol, French-Hill, Mont-Scopus (construction de la nouvelle université hébraique), Ramot, Sanhedria Extension, Maalot-Dophna (très belle réussite architecturale), East Talpiot, Gilo, etc. Dans la vieille cité, la fraction dénommée « quartier juif », qui constitue environ un sixième de Jérusalem - intra-muros >, est en pleine reconstruction. If s'agit, pour les autorités traéliennes, d'en déplacer les familles probes auxquelles sont offertes de dérisoires sommes compensatrices. Les expulsions prévues visent cinq cent quatrevingt-quinze bâtiments comprenant mille qua-

rante-huit logements. En Cisjordanie, le gouvernement confisque les terres « gouvernementoles », les terres communales des villages ou rachète la terre des obsents » (souvent des expulsés). En dehors de deux mille cinq cents prisonniers régulièrement condomnés, il y o, selon le ministre de la palice,

soixante et onze personnes en détention administrative. Les charges à leur encontre sont des présomptions -- ce qui leur est en fait reproché c'est d'être membre du Front national pales tinien, qui admet la représentativité de l'O.L.P. Les mesures individuelles d'expulsion frappant une bonne partie des élites intellectuelles, les détentions, le dynamitage des maisons des sym-pathisonts actifs de l'O.L.P. ainsi que l'absence de sentence de mort et la palitique des ponts ouverts font partie d'une palitique visant à maintenir en Clsjordonie un climot d'accupation talé-

Ce n'est pas le cas à Gaza, « pacifié », restructuré, et entouré de barbelés. Les Israéliens avaient trouvé, tant à Gaza qu'en Cisjordanie, non des sociétés indépendantes mals des populations soumises à des juridictions étrangéres (égyptienne et jordanlenne), ce qui o grandement facilité leur tàche d'occupants relativement discrets et économiquement efficaces. Environ saixante-quinze mille Palestiniens travaillent de façon permanente en Israël, soit 10 % de lo population active d'Israél (ce qui, à l'échelle fran-gaise, représenterait environ 1,5 million de travailleurs); dans le domaine de l'emploi, an constate un mouvement de l'ogriculture vers les

Depuis plus d'un an, la situation économique en Cisjordanie, compte tenu de l'inflotion et de la housse des prix, s'est nettement dégradée. Comparé au climot qui y régnait il y o une demidouzaine d'années (13), le sentiment national dans les territaires occupés s'est affirmé de façon très sensible : l'euphone a été grande parmi de très larges secteurs de la population ou lendemain de la réception de M. Yasser Arafat aux Nations unles. Mols, comme toute organisation politique est interdite à l'Intérieur des territaires occupés, les outorités israéllennes ont beau jeu d'affirmer que la population n'y est pas favo-rable à l'O.L.P.

Une économie dépendante

T E paint faible d'Israël, à l'heure actuelle, c'est son économile qui souffre d'une inflation rapide et d'une balance des paiements de plus en plus déficitaire. La cause majeure du désé re est le budget militaire qui mobilise près de 30 % du produit national brut.

En temps normal, c'est-à-dire jusqu'en 1973, les importations n'étaient financées qu'à 60 % par les exportations — on consomme beaucoup dans ce pays aux moyens limités — le reste était comblé par des importations de capitaux, c'est-à-dire par la capacité du gouvernement israélien à trouver des fonds à l'extérieur.

Le déficit, en 1972, dépassait de peu un mil-llard de dollars; en 1973, il atteignoit près de 2 milliards et se chiffre oujourd'hul, oprès la coûteuse guerre de 1973, à environ 3,5 milliards de dollars. La dépendance israélienne s'est occrue à l'égard des États-Unis, auxquels le gouvernement o demandé un prêt de 2,5 milliards de dollars dont il n'o jusqu'ó présent reçu que 700 millions de dollars.

En 1973, les importations représentaient plus du double des exportations - dont 72 % en provenance des Etats-Unis et des pays du

Marché commun. Afin de réduire ce déficit et l'inflation (les prix ont augmenté en 1974 de 57,8 %) le gouvernement a pris une série de mesures, il y o quelques mais, parmi lesquelles la dévaluation de la monnaie — le dallar valunt désormais 6 livres isroéliennes au lieu de 4,2 --et le freinage des importations, complétées en février 1975 par une hausse des Impôts indirects et directs : 7,5 % d'augmentation sur près d'un tiers des biens de consommation et, pour les employeurs, un Impôt particulier de 7,5 %. Il reste cependant à trouver d'outres ressources pour équilibrer le budget, tondis que l'Israélien est mointenant l'un des citayens les plus taxes du

Le gouvernement espère maintenir la housse des prix, pour l'année courante, outaur de 2 % par mois --- ce qui représenterait, dans une hypothèse optimiste, environ 30 % d'augmentation. Pour l'économiste israélien Arnon, le gouvernement s'est montré timoré en se refuscnt, maigré la gravité de la situation, à un contrâle strict des prix, à une ougmentation du chômage et surtout o une meilleure réportition des charges. De toute façon, en cas d'échec, le gouvernement sera amené, bien avant les prochaines élections, à une nouvelle dévoluation.

D'après M. Y. Rabinavitch, ministre des finances, la dette extérieure d'Israël se chiffre à 8 milliards de dallars et les prévisions des échanges pour cette année sont de 4 milliords de dallars paur les exportations et de 7,5 milliards pour les importations.

L'austérité paraît être une nécessité à laquelle il devient difficile d'échopper : mois elle n'est possible que si elle s'exerce sur les secteurs les plus fortunés dans un pays où les scandales financiers se sont multipilés depuis deux ans, tout particulièrement autour d'Individus ou de groupes liés à l'administration.

Où se situe le réalisme?



De 1948 à 1967, les Etats orabes n'étoient pas prêts à signer une paix. Les résultats des guerres de 1967 et de 1973 les y ont amenés sur la base des résolutions 242 et 338 des Nations unies. Un phénomène inverse s'est

produit en Israel, où l'an offiche maintenant une préférence pour l'état de belligérance à condition de conserver les territaires.

L'échec de la mission Kissinger a sans doute comblé les vœux des annexionnistes, Il n'a pas améliare les chances de la diplomatie israéllenne qui devra affronter la conférence de Genève dans des conditions qui ne cessent de se compliquer sur la scène du Proche-Orient,

L'Egypte, qui bénéficiait d'un large soutien financier de la part du roi Fayçai, reste, pour des raisons intérieures, l'Étot qui o le plus intérêt à conclure un accord ovec Isroël, En onnonçant la prochaine récuverture du conal de Suez et la rogation pour trais mois du mandat des forces de l'ONU dans le Sinaï, le président Sadate s'est pourvu de soildes atouts dans so recherche de la paix. Mals s'ils consentent un jour à un dégagement partiel de leurs troupes dans le Sinaï, les Israéliens voudrant y conserver des positions militaires optimales leur épargnant de nouvelles surprises sur le terrain. Il est probable que leur gouvernement s'efforcera de créer ou Sinaï un « statu quo » territorial, avec tous les risques que celo comporte.

En théorie, le problème du Golon semble aisé à résoudre, la menace sur la sécurité d'Israél limitont à un ensemble de fermes de la vallée du Jourdoim, auxquelles on a ajouté maintenant d'outres établissements agricoles sur le Golon. En fait, si la Syrie pouvait être dissociée de l'Egypte, elle ne représenterait pas un danger. Elle n'a pas, à l'égard des États-Unis, une position comparable ó celle de l'Egypte et, de surcroit, auprés de l'opinion publique israélienne, l'image du Syrien est extrémement négative (surtout à cause des sévices Infligés aux prisonniers israéliens). Aussi est-il probable qu'aucune négociation avec la Syrie ne sera entamée de plein gré par les Israéliens. Mesurant ce fait et voulant forcer l'Egypte à ne pas se dissocier, Damas avait récemment durci so position et proposé à l'O.L.P. de créer un commandement militaire commun.

La Jordanie ne doit pas être sous-estimée, même si elle est aujourd'hui diplomatiquement offaiblie. Largement olde sur le plan militaire et financier par les Etats-Unis depuis 1970, le ral Husseln exerce, grace à son armée bédoulne et à certaines couches socioles, un contrôle rée sur un pays pourtant peuplé aux deux tiers de Palestiniens. Nombre de camps de réfugiés, notamment près d'Amman, ont été en partie atomisés et quadrillés. Malaré son effacement diplomatique (14), il serait erroné de croire le royaume hochémite, qui a pratiqué une discréte « jordanisation », incopable de jouer un rôle actif si les circonstances l'y autorisent. La nature du régime hachémite, c'est de survivre entre une solidarité arabe proclamée et une solidorité avec israël née de la nécessité de contenir le nationalisme palestinien. La logique du refus du gouvernement

isroélien à l'égord de l'O.L.P. est justifiée dans la mesure où il est possible de restituer tout ou partle de la Cisjordonie ou ral Hussein.

Le mouvement national colestinien heurte à lo fois les Intérêts d'Israël et ceux de la Jordanle, qui, tous deux, veulent l'empêcher de créer un Etot. Les opérations de commandos-suicides à l'intérieur d'Israël continueront, de même que les bombordements israéllens de représailles sur les camps de réfugiés polestiniens. L'existence, à partir de septembre 1974, d'un « front du refus » (F.P.L.P. de G. Habache, F.P.L.P. de A. Djibril, et Front arabe de la révolution) oblige l'O.L.P. à ne pas se laisser déborder. Cependant, cette demière o discrètement manifesté son désir de conciliation: vouloir participer aux négoclations de Genève, c'est reconnoître Israel, Quel que solt le réglement du conflit, Il opparaît que, compte tenu de sa force réelle, militaire et surtout politique, le mouvement national palestinien en sera le perdant — à moins que la monarchie hachémite disparaisse. Sur le papier certes, oprès l'évacuation et la démilitarisation du Sinai et du Golon un Etat palestinien démilitarisé pourrait être créé en Cisjordanie et à Gaza, mais, de toutes les éventualités, celle-là paroît la moins prabable.

Le pari de la paix

M ALGRE l'agressivité de leur strotégie, les Israéllens ont toujours proclamé que la paix était leur objectif, mais une paix de société postest dévenue une donnée quasi intangible et où les relations entre Etats sont obsolument ouvertes Une telle solution n'est pas possible aujourd'hul en Proche-Orient au un accord de paix reconnaissant l'État d'Israēl, assorti de zones démilitarisées et garanti par les grandes puissances, serait, dans un premier temps, un pas important vers l'inté-gration psychologique d'Israël dans la région (15). Mais cette solution nécessiterait un changement de personnel politique en Israël où la closse politique actuelle reste trop marquée par un état d'esprit et des préconceptions idéologiques pétries

Il n'est pas exclu qu'avant les élections de 1978, par un simple glissement à l'intérieur des coalitions, la mojorité gouvernementale actuelle se trouve modifiée en Israël, Elle pourrait, par des regroupements compliqués, glisser plus à droite (en matière de politique étrangère) si le Rafi. par exemple, se rapprochait du Likoud, ou vers le centre si, par exemple, les libéraux se détachaient du Likoud pour rejoindre les positions de M. Robin. Quol qu'il en soit, la stratégie politique du gouvernement israélien est celle du « wait

assez mal à un gel de situation en Proche-Orient, tandis que l'importance financière et économique - et par conséquent militaire - des Etats orabes va s'affirmer, au moins à moyen terme. Les leçons profondes d'octobre 1973 ne semblent pas avoir été tirées par le gouvernement israélien.

Une confrontation provoquée par la nécessité de contrôler les sources d'énergie pétrolière paraissant moins probable, il semble exclu que les Etats-Unis soutiendront la politique d'annexion du gouvernement israéllen (en février 1975, pour 8 % seulement l'opinion publique américaine était favorable à une augmentation de l'alde à Israël).

Ainsi, ou fil des onnées, il opporaît de plus en plus clairement que ce qui fait problème en Proche-Orient ce n'est pas le risque de destruction d'Israël --- écarté tant que les Etots-Unis restent la puissance dominante et que l'Etat hébreu conserve sa supériorité militaire dans lo région. Ce qui est en cause, c'est la volonté du gouvernement israélien de conserver le plus possible des territoires occupés et de refuser le pari de la paix ou prix d'une restitution.

On ne saurait fui reprocher, sur le plon du réalisme, de préférer rendre à la rigueur la Cis-jordanie au roi Hussein plutôt qu'à l'O.L.P., mais son refus de taute évacuation devient insoute-

La nostalgie de l'âge d'or de 1967-1973 est-elle trop forte en Israël ? La paix est-elle aussi perçue comme une autre menace, celle d'un petit pays militairement puissant, mais provincial et sons grand attrait pour des immigrants éventuels en raison de ses ressources limitées? La meilleure chance pour l'existence à long terme d'Israël seroit pourtant de faire la paix ovec ses voisins. Les déclarations de M. Nahum Goldmann, pré-sident du Congrés juif mondial, Insistant pour que la paix soit conclue sons délai afin qu'israël puisse s'intégrer au Proche-Orient, seralent-elles moins réalistes que la politique actuelle du sou-vernement israéllen?

Que la situation militaire d'Israel soit aujou:d'hui mellleure que jamais n'est plus une garantie suffisante si l'on tient compte des bauleversements ropides qui se produisent dans les ropports d'excent saires de l'annexionnisme en Israël se sont laissés terroriser. Pourtant, le temps travaille-t-il unitatérolement en faveur d'Israël? L'occupation pourra-t-elle Indéfiniment contenir l'explosion du nationalisme? Une outre guerre opporterait-elle enfin une solution politique? Devant l'ampleur du problème, le pays manque de dirigeants de stature, capables, compte tenu des intérêts nationaux à long terme, de prendre des mesures impopulaires mais justifiées, comme Ben Gourian savalt le faire. Il est probable que les chaix isroéliens, demain, seront mains faits par les hommes que dictés par les événements. Les Etots-Unis et aussi les réalités de l'économie israélienne paraissent être, en définitive, les véritables agents de décision d'un destin que les dingeants du pays laissent se figer dans un état de belligérance qui leur paraît réaliste.

> (Copyright Gérard Challand et le Monde diplomatique.) (Dessins de PLANTU.)

> > .

.

(12) « Je ne crois pas que nous quitterons jamais la rive occidentale. Nous ne devons pas négocier ovec l'O.L.P., même si elle reconnaît Israël, ni avec le roi Hussein sur une division territoriale de la rive occidentale. Les habitants de la rive occidentale doivent demeurer jordaniens, avec leur représentation à Amman. Les ponts devront rester ouverts entre la Jordanie et Israël... > (Déclaration du ginéral Dayan à Newsweek, 3 mars 1975).

(13) G. Chaliand : « La résistance palestinienne ntre les États arabes et Israël », in *le Monde* splomatique de mars 1969.

(14) Au nom de l'arabisme et de la religion, la Jordanie fournit cependant depuis mars 1975 des troupes su sultanat d'Oman pour lutter contre les maquis dn Dhofar.

(15) Voir l'ensemble du dossier « la Paix impos-sible », dans le Monde diplomatique, dovembre 1973, pp. 3 à 8.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement,

à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROEN CHAMP-DE-MARS S.A.

Télex:TT CITRO-24833 - Tél. 567.99.20 - 783.52.76 CITROEN®

 A l'occasion de la fête nationale, quatorzième anniversaire de l'avène-ment du roi Hassam II, le Dr Youssef Ben Abbàs, ambassadeur du Maroc, a offert une réception le 3 mars.

● L'ambassadeur de l'U.R.S.S. et Mme Stepan Tchervonenko ont offert une réception le 10 mars à l'occasion de l'arrivée en France de M. Youri Pankov, ministre conseiller près l'am-

■ L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne et la baronne Sigismund von Braun ont donné une réception le 19 mars à l'occasion du départ du conseiller culturel et de

 M. Ok Sakun, ambassadeur, chef de la mission du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, a offert une réception le 20 mars à l'occasion du cinquième anniversaire de la fondation du Front d'union

A l'occasion du Novrouz, l'ambas-sadeur de l'Iran et Mme Amir Chilaty ont offert une réception le 21 mars.

● A l'occasion du 154 anniversaira de l'indépendance, l'ambassadeur de Grèce et Mme Ariside M. Pilavachi ont donné une réception le 26 mars dans les salons de l'ambassade.

NECROLOGIE

Nous avons appris le décès de M. Léon Mayrand, ambassadeur du Canada, survenu le 8 mars. Ayant été en poste à La Havane pendant six ans, il vensit de publier un ouvrage, Vers un accord américano-cubain, dont dous evons rendu compte dans notre présédent numéro. précédent numéro.

M. Luis Amado-Blanco, ambas-sadeur de Cuba euprès du Saint-siège depuis 1962, doyen du corps diploma-tique au Vetican, est décédé le 8 mars. Il était l'auteur de romans et neuvelles en espagnol.

AU FESTIVAL DE ROYAN

Films sur les luttes en Proche-Orient

L'ECART des mondanhés qui ca-A rectérisent les festivals de cinéma, les Rencontres de Royan se confirment, une fois encore comme sociologique du cinéma. L'en dernier déjà, on avait pu, grâce à une remarquable sélection de films, approcher la complexe problématique du sous-continent latino-américain et mieux comprendre la violence avec l'aquella d'expriment les revendications des masses populaires. Cette année, les longs métrages provenant d'Egypte, d'Irak, de Syrie, de Tur-quie, du Liban, du Koweit et d'Iran ont été présentés pour leur ceractère de révélateurs des contradictions de le eo-

Toutefoia, et malgré l'Intérêt de ces ceuvres de fiction, nous nous commes devantage attachés aux films d'information et da témolgasga sur les principaux points chaude du Proche-Orient. Deux d'entre eux portent sur les per-

ticularités de la République démocra-tique et populaire du Yémen. Ils ont été réalisés par une équipe françales (Troelier-Deffarge-Rouleau) et ont été déjà vendus eux principales télévisions du monde. Sud-Yémen : Cube du monde arabe explique, dans un styla journalis-tiqua bien informé, les problèmes et les englaise, Indépendente depuis 1967, qui vit un processus révolutionnaire sans comparaison dans la monda araba. Grâce è la théorie de la » jacquerie contrôlée », les paysans s'emparent des terres arables appartenant à la bourgeoisie. Le pouvoir ne eoutient ces expropriations que lorsqu'elles oni été libre-ment décidées par la majorité des paysans et à condition que ceux-cl a'engagant à trevailler collectivement la larre recuperée. Dans la société tradilionnalle, on trouveit au bas de l'échella sociale, les travailleurs de la terre, et, au bas de l'échelle humaine, la lemma paysanna. La révolution a feit de ces deux catégories sociales ces

Des Tlots de réaction subsistent loulatois, è Tarim par exemple, dans le Hadrameout, où les notables, considérés comme les descendants directe du Prophète, sont littéralement intouchables. Ces notables possèdent des immeubles à Singapour des hôtele à Hongkong ; ils

tiennent, à l'ambre des somptueusses mosquées de Tarim, une armée d'esclaves à leur service. Dans cette ville de castes, et non de classes, comma à Mukalia, les mots d'ordre du gouvernement na trouvent aucun écho, le révolution plétine. En installant quelques petites usines, le pouvoir espère créer un prolétariet ouvrier qui minera peu à peu l'arrogence

Le film est un besu document athno graphique, gâché par moments per un commentaire qui essaie, surtout au qui donne à l'expédition un déserréphie aspect de safari. Les déclarations des vieux Qarmat, les cérémonles, les danses, le participation de la femma à le vis nunautaire, l'édification collective de leurs Imposantes maisons en plerra de taille euralent pu ea passer d'un entaire qui rejette constamment dans l'exotisme des témoignages exemplaires d'une organisation collective de société en pays Islamique.

La guerre du Dhofar

L A République démocratique et popu-laire du Yémen soutient le lutte que mènent au-delà da ea frontière nord les pertisans du Front populaire de libérallon d'Omen al du golfe Arabiqua (F.P.L.O.G.A.) dans la province du Dholar. L'équipe Troeller-Deffarge-Rouleau a lenté d'expliquer, dans le Sultanet film remdnte au coup d'Etat du 23 juillet 1970, lorsque la sultan Sald Ben Taymour, qui régnalt depuis trentehull ans, fut destitué par son fils Saved

Celui-ci fit appel eu frère du sultan déchu pour diriger un gouvernement dont la tâche essentielle devait être la suppression des aspects les plus rétrogrades de l'encien régime. En fait, il se borna à ouvrir le pays aux capitaux occidentaux et arabes. Après avoir vainement proposé une « paix des braves » aux guérilleros du Dhofar, le sultan a été conduit à sugmenter considérablement la budget de l'armée, essentiallement di-rigée par des mercentires anglais qui se déclarent opposés à l'arabisation des cadres militaires recrutés traditionnellement parmi la minorité baloutche.

Le film n'arrive pas è se débarrasses d'un ton » commissance du monde » qui banalise un problème politique majeur; ainsi, séduit par les bien timides réformes du nouveau sultan, mais craignant que l'ouverture au capitalisme moderne ne vienne bouleverser la rythme languide de ce » pays oublié ».

Un dauxième film, réalisé par la même

équipe, s'interroge sur les racines his-toriques de ce régime qui, tace à l'Islam, se réclame du socialisme scientifique. Communistes depuis mille ans : les Carmathes du Sud-Yémen montre les demiers eurvivante de la secte lemas-lienne des Qarmat qui fut, au Xº siècle, politique dont l'idéologia es caractérisait par la volonté d'assurer la bonhaur at 'égalité des hommes, le refus d'une direction héréditaire de la communauté musulmena et l'ennuistion des pratiques religieuses; les Carmat, profondament égalitaristes, estimalent que les religions donnent nelseance à des castes et per-930. Ils prirent La Macque et a'emperèrent de le vénérable Plarre noire, qu'ils gardèrent pendant plus de vingt ens. Dans un monde musulman que l'on accuse trop facilement de fanatisme, ile furent les premiers à formuler, en le appuyant eur le Coran, une théoria communiste allant jusqu'à exiger la suppression de la propriété privéh, de l'héritage et è prociamar l'égalité absolue des sexes. Pour fuir la répression qui c'abattit aur eux après leur défaite, lle e'organisèrent en eoclétés secrètes et es dispersèrent dans les montagnes du Haut-Yaffa, dans le Sud-Yémen, où lis

la film prend pitlé de « ce peuple sans défense pris en tensille par une révolution è le chinoise (sic) et un capitafisme sauvaga . Le désinvolture avec lequella une lutte populaire qui compte avec l'appul massif de la population locale et l'Intervention cupida des grandes sociétés multinationales (Shell . possède 80 % de la Petroleum Devsà doa est una caractéristique de ces films qui, vicant un très large public, confondant objectivité et nivellem

Doux autres filme sur la guerre du Dhofer nous remettent de plain-pled dans le politique. Le premier, Anathè silence, réalisé pour l'Irak par le met-teur en scèna égyptien Fouad Al Tihami en 1974, présente une sutte de l'émolgnages qui ont pour fonction d'expliqua pour quelles reisons, aujourd'hul, des pay-sans des artisans, des nomadas, rejoignent les rangs du Front de Ilbération. Le récit de ces térnoins, que nous na voyons pas, commente des esquences de lutte, de formation, de répression dans les régions libérées. Le film inelste également eur le rôle de l'école dans la formation (déologique des enfants ; le fueil à portée de la main, ceux-cl apprannent les causes at les objectits de la révolution, ils commentent également le fonctionnement du système impérialiste.

Les Vents de la liberté e été réalisé pour Palestine Films (section cinéma-lographique de l'O.L.P.) par le metteur en ecène pelestinien Samir Nimer, qui nous donne là un document d'une grande Par IGNACIO RAMONET

justesse politique et d'une haute qualité plastique. Le film expose, eur un ton passionné el militant, les fondements d'une lutte armée et insiste sur les nécessités d'una rigourause préparation idéologique at militaire ; aux ecènes des exercices des guérilleres succède une esquence de combats réals tournée pend'evions britanniques. Destiné à un public palestinien, ce film voudreit prouver le almilitude entra la guerre du Dhofer et la combat du peupla pelestinian.

POUR DES PROJECTIONS-DEBATS

- Sud-Yémen. Cuba du monde arabe : couleur, 52 min, réal. : G. Troeller C. Deffarge R.
- G. 110Euc.
 Rouleau.
 Communistes depuis mille am :
 les Carmathes du Sud-Yèmen :
 couleur, 44 min, réal. : G. Troel-ler C. Detlarge R. Rouleau -
- D. Baussy. Le sultanat d'Oman : couleur,
- Le sultanat d'Oman : couleur, 57 min, réal : G. Troeller C. Defiarge R. Rouleau. DISTRIBUTION : Agents francise d'images, 28, rue de l'Etole, 75017 Paris. 751. : 380-37-95. Anathème au silense : noir et blanc, 30 min, réal : Fouad Al Thami 1074.
- Tihami, 1974. Les Vents de la liberté : noir et blanc 30 min, réal : Samir Nimer, 1974 • DISTRIBUTION : Cinéma Libre,
- 22, rue du Paubourg-du-Temple.
 75011 Paris. Tél.: 355-86-83.
 Dialogus istraéle-arabe: couleur,
 60 min. réal: Lionel Rogosin.
 Pour les Palasinisms: une
 Estaélieune témoigne, noir et
 hianc, 85 min, 1974, réal: Edna
 Politi
- DISTRIBUTION : Jamine Eugrard, BP, 517 17200 Royen, Tel. : (46) 05-56-60.

C'est à ce combat, précisément, qu'un nombre important de films étaient consecrés. Royan eura été la premier lieu culturel où des productions artistiques palestiniennes et laraéllennes coîncideni dans la souci d'amorcer un débat à partir d'un esuit minimum : la reconnais-

Inlen et du fait national israélien. C'est d'eilleure ce nouvel état de le question qui rend légérement ceduc la film Diatogue israéto-palestinten, du réalisateur eméricain Lionet Rogosin, auteur célébre da On the Bowery (1956) et de Coma Bask Africa (1958), qui a tourné en cinéma direct un débal provoqué entre le Palestinien Rashed Hussein et l'Israéllen Amos droits des Palestinians à la terre de Patestine ; il précise toutelols : « Notre droit à cette terre n'est pas supérieu au vôtre, mais ja ma battrai pour prouver qu'il est égal. . El li ajoute : - Les juile sont les dinosaures que ches-selent tes encêtres en Palestine II y a

Rashed Husseln rappette que le premie immigré julf venu e plus de droits dans son propre pays que lui-même; et que même une réalisation prélandumen socielista comma le kibboutz est, en fait. pas la droit da faire partie du kibboutz constitué avec les terres de me tamille. . Et il ajoute : Ce qui m'e le plus choqué, c'est que des gens qui étaient des victimes solent devenus des bourreaux. » Amos Kenen menifeste son eccord sur ce demier point an la pondérant : - Mon droit de aurvie égale ten droit de vivre dans ton pays. .

Le film, bian que d'une remarquable sobriété, na se bome pas eu classique champ-contre-champ des débats télévisés : l'auteur parvient à glisser des images de la terre de Palestina qui évoquent toutes le thème de la fertilité comme e'il voulait soutigner la générosité d'une terre prête à nouvrir tous ton du débat proprement dit peut paraltre « humaniste ». Il n'en constitue pas moins l'outil indispensable pour un premier décrassage de haine qui fera epparaître le problème dans ses réelles di-

C'est dens cette perspective qu'il faul eitner la très important film d'une jeune réalisatrice ismellenne, Edna Potiti, auteur de Pour les Palestiniens : une israélieme témoigne, dont la titre déjè annonca un engagement : soutenir le pauple palestinien ; une affirmation ; le volonté de demaurer israéllenne ; un

Destine au public leraélien, qui refuse de voir de reconneître les Palestinlens (ces nouveaux - hommes invisibles -), et

au public d'Europe occidentale qui n'en-tend parler de ce peupla qu'à l'occasion de détournements d'avions, de prises d'otages, d'attentats terroristes, le film peuple plusieurs fole dépossédé, trahi, humillé ; d'analyser la double oppression qu'il subit par le présence de l'oc Israétien et par ea dépendance envers les féodeux propriétaires des terres, soutenus et favorisées par l'occupant. Le discours du film permet de déduire que les formes de lutte, en particuliar, parmi les populations civiles, le réalstance civique, qui peut prendre un aspect original, comme, par exemple le construction et leurs professeurs, dont l'objectif était da faire acquerir le sens du collectif, de décloisonner les individualités. Les officiers d'occupation qui interdireni la le Jordanie la professeur qui avait pris cette initietive ne se trompeient pas : le constitue eu-delè de toute répression, da toute dispersion, lui donna la force de

vers la victoire Edna Politi estime que la création. dens un premier temps, d'un Etat pales-tinien en Cisjordanie et è Gaza constitueralt non equiament una victoira pour les Palestiniens mais aussi pour les Israéllens de progrès qui pourraient enfin sortir d'une guerre qui dure maintenant

D'eutres films ont abordé les problèmes soulevés par le conflit du Proche-Orient, en particuliar De toute mon âme et avec mon eang, de Mustapha Abouall ; Révolution jusqu'à la victoire, du groupe Newsreel, et Katr Kassem, da Borhan Alaquiè (1).

Ainsi, en osant, pour la première fois, convoquer pour un débat politique les filma de cinéastes militants palestinians et de réalizateurs de gauche israéilens, les Rencontres de Royan se prouvent à elles-mêmes que, si un certain nombre paraissalent, alles pourraient devenir le cadre privilégié pour una réflexion sur l'articulation du cinéme à la politique et aur ses répercussions dens la tissu même

(1) Nous avons déjà parlé de ces trois films dans la page « Combats de Pales-tine » du Monde diplomatique de janvier 1975.

A tous ceux qui trouvent que louer une voiture en Europe, c'est trop cher.

Bientôt, vous allez passer vos vacances en Europe. Et naturellement vous avez besoin d'une voiture dès votre arrivée, afin de profiter pleinement de votre séjour. Alors, plutôt que de louer un véhicule, achetez-le. Oui, vous avez bien lu: achetez-le.

En effet, Locasim, filiale de Chrysler France a mis au point pour certains modèles de la gamme un système original de vente à crédit d'une voiture neuve avec garantie de reprise, qui tout compte fait est bien plus avantageux que la location.

Pour en bénéficier, rien de plus simple: allez voir

l'agent Simca-Chrysler de votre ville. Choisissez le modèle Simca-Chrysler 1975 qui vous convient et précisez la durée de votre séjour.

Vous serez surpris: disposer d'une voiture neuve avec garantie du constructeur et assurance tous risques sans franchise pour les vacances, ce n'est pas aussi cher qu'on le croit. En plus votre véhicule vous sera livré, là où vous arrivez.

A Paris comme à Toulon, à Roissy comme à Marseille, à Barcelone comme à Athènes.

N'importe où.

Locasim vous souhaite un bon séjour.

Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lauriston, 75116 Paris - France . Tél. 553.31.89

DECOUVERTE ET CULTURE

Organisation technique: Correspondant ogence Licence A 669

Le blian des tentatives historiques de transition au Socialisme, l'ampieur des luttes anti-capitalistas du mouvement ouvrier européen et nord-américain des luttes anti-impérialistes, enfin pourquoi il est fondamental de soutenir les luttes des mouvements ouvriers étrangers et de Libération Nationale, volté ce que D.C.L., veut faire découvrir et componden.

D.C.L. créée en 69 à l'initiative du P.S.U. vit essentiellement de ses adhérents. D.C.L. anime des voyages d'étude, réalise des brochuses, des montages audio-visuels, propose des vacances collectives et des rencontres militantes.

pour l'été 75

■ B.C.L. avec le People Palestinien plusieurs séjours de trois semaines à BEYROUTH, en Juillet et Août) our comeitre la réalité de la tutle du Peuple Palestinien. (plasieurs séjours de trois ser ■ Un yoyage en SOMALIE ; en juliet

LE YEMEN DU SUD et L'ALGERIE : en juillet et août

autres Yoyages CHINE - ALBANIE - PORTUGAL - PEROU - ROUMANIE ...

94 rge Notre-Dame-des-Champs - 75006 PARIS 76]. 325.00.08 - 633.77.78 (ouvert tous les jours de 19 h 30 à 19 h)

realisme?

Au terme de sa vingi-neuvième session, en décembre dernier. l'Assemblée générale des Nations unies a chargé un nouvean comité d'étudier le problème de la révision de la charte de San-Francisco de manière à permettre é l'Organisation de mieux

L'ONU appartient encore en domaine expérimental de la coopération internationale. Elle ne fonctionne pas comme la charte l'avait prévu, ce ne fut jamais le cas. Pourtant, son échec est l'une des causes du désarroi de la communauté internationale anjourd'hui, car nous nous étions accoutumés à la consi-dérer comme la « dernière de nos meilleures raisons d'espérer », bien à tort d'ailleurs. Ce n'est pas une institution à laquelle il faille »'accrocher comme des naufrages à une épare. Mais comme tentative d'apporter la paix dans les relations interna-tionales, elle peut offrir l'occasion de tirer des leçons sur les méthodes qui marchent et sur celles qui ne conviennent pas. La Société des Nations est morte à la veille de la seconde guerre mondiale, emportée par les déchirements d'un monde qui ne put é'empêcher de reprendre les armes. Il faut anjour-d'hui éviter la répétition du même phénomène, et cela ne pourra se faire que si nous révisons radicalement notre conception de

A l'origine, l'appareil du main-tien de la paix reposait sur trois institutions essentielles à l'ONU. Le Conseil de sécurité, tout-puissant, avait pour fonction de mettre en œuvre le système de sécurité collective des Nations unies. C'était an début un groupe compact de onze Etats membres de l'Organisation, dont les « décisions » concernant l' « action » des Etats membres avaient force de loi. Les grands alliés de la deuxième guerre mondlale Etats-Unis, U.R.S.S., Grande-Bretagne, France et Chine) étaient les cinq membres e permanents » du Conseil, où toutes les décisions, prises à la majorité, devaient nécessairement recevoir l'adhésiou de chacun des cinq membres permanents sans exception, Aujourd'hui, la composition du Conseil a été élargie à quinze Etats membres, mais le même système de vote reste en vigueur. Un comité d'état-major militaire devait être établi pour donner ses avis au Consell, et les Etats membres de l'Organisatioo devaient s'engager à fournir des troupes et du matériel pour contribuer aux opérations de restauration et de maintien de la pais. Outre le recours à ces « forces des Nations unies », le Conseil de sécurité pouvait inviter les Étais membres à prendre diverses mesures économiques et militaires contre les Etats portant atteinte à la paix ou menaçant de le faire.

L'Assemblée générale rassemblait tous les Etats membres de l'ONU et était conçue essentiellement comme un forum annuel où se discutaient tous les problèmes relatifs à la paix internationale. Ses e recommandations a n'avaient pas de caractère obligatoire, sauf dans la mesure où elles intéressalent specifiquement le fonctionnement interne des Nations unies eliesmêmes (pour le budget de l'Organisation par exemple). L'Assemblée pouvait transmettre les questions urgentes an Conseil de sécurité aux fins d' caction s. En 1950, face au

Jeens bomme 29 ans

FORMATION PLURIDISCIPLINAIRE

Ingénieur agronome Diplômé d'économie

Docteur-Ingénieur (physique)

3 ans d'expérience Outre-mer

dans Coordination projets interministériels

POSTE DE RESPONSABILITE

France on Outre-mer

Ecrire :

« Monde diplomatique » a° 25

qui transmettra.

d'état-major militaire ne fut instifut jamais mis à la disposition des minuscule portion du territoire et de la population de la Chine.

L'Assemblée générale fut conçue dans un monde qui comptatt une soixantaine d'Etats. Des disparités existaient en termes de puissance économique et militaire, au plan démographique aussi, mais ces dif-férences étaient légères par rapport à celles qui, aujourd'hui, existent

réellement internationale, avec quinze juges représentant les prin-cipaux aystèmes juridiques du monde. Sa juridiction s'étendait à ceux des Etats qui l'acceptaient, et ses décisions devalent avoir un caractère obligatoire. L'intention était d'offrir une possibilité de solution devant la Cour aux questions litigieuses susceptibles de degenérer en conflits armés. Des la conférence de San-Francisco, en 1945, il fut manifeste que la Cour aurait des problèmes. Des Etats refusèrent d'inscrire dans la charte ou dans le statut spécial de la Cour internationale l'obligation contraignante de se soumettre à sa juridiction. Le système de l'ancienne Cour permanente de justice fut perpétué, la choix étant laissé à chaque Etat de dire s'il acceptait, et dans quelle mesure, la juridiction de la Cour à propos des conflits auxquels il était partie. En fait, tremte et un Étais seulement ont

Par J.-W. SAMUELS*

accepté cette juridiction e inconditionnellement ». Quatorze autres l'ont fait en apportant des réserves plus ou moins importantes. Natureliement, il reste qu'un Etat dispose toujours de la possibilité juridique de se soumettre à la Cour pour un conflit particulier, mais cela est très improbable.

parmi les quelque cent quarante Etats membres des Nations unies.

A l'Assemblée, chaque Etat dispose

d'une voix, quelles que soient ses dimensions géographiques ou sa

puissance. Il fut un temps où le

décalage entre la puissance réelle

de l'Etat et son pouvoir de vote à l'Assemblée générale était com-

pensé par l'existence des blocs qui

s'étaient constitués autour des

grandes puissances. Les petits Etats

votaient aux côtés de celui qui les

avait parrainés, et la volonté de

l'Assemblée reflétait dans une

mondial. C'est un système qui a

depuis longtemps disparu. Se dis-

putant la popularité des petits

Etats, les grandes puissances ont

concédé une grande dose de liberté

comme cux. Une nouvelle coalition

est née de l'usage de cette liberté,

semblées pour voter ensemble au

sein d'un bloc composé des Etats

moins puissants. Et leur nombre

est écrasant. Sur près de cent

quarante Etats membres, cent

quatre font partie de ce bloc. « Groupe des 77 », ou « majorité

automatique », quelle que soit la

manière dont on s'y réfère, e'est

sa volonté qui gouverne à l'assem-

blée générale. Un immense décalage

s'est ainsi introduit entre la puis-

sance et la responsabilité réelles et

le pouvoir de vote, si écrasant aujourd'hui qu'il rend illusoires

presque toutes les décisions de

l'Assemblée portant sur les grands

Quant à la Cour de justice,

l'évidence manifeste est que les

Etats ne veulent pas y avoir recours. Depuis 1945, quarante-trois

cas de conflits entre Etats seule-

ment ont été portés devant elle.

De ce petit nombre, une vaste majorité u'a jamais atteint le stade

de la décision sur le fond du problème. Dans seize cas seulement, la

Cour a pu faire progresser le droit international et la paix en se

prononcant sur leur bien-fonde.

Pour le reste, elle s'est bornée

à des décisions portant sur des

questions relatives à sa propre procédure et à sa juridiction. Le bilan

est si décourageant que l'Assemblée générale, dans une résolution adop-

ée à la fin de 1974, fut amenée

à réaffirmer, faisant référence par-

ticultère à la Cour internationale

ment en justice des conflits juri-diques ne doit pas être considéré

Que les Nations unies aient

échoué, c'est une constatation assez

affligeante en soi. Mais, comme si

cela ne suffisait pas, nous sommes

en train d'aggraver le mal en per-

sévérant dans la même vole. Et

nous créons ainsi deux atuations

psychologiques désastreuses qui

• Professeur à la faculté de droit, University of Western Ontario, Lon-

un acte inamical entre

problèmes littleleux

les petites puissances se sont ras-

ceux qui, autrefois, votaient

Le Conseil de sécurité émasculé

CE système u'a jamais marché. De ses débris, il nous faut maintenant isoler ceux des facteurs remontant aux origines qui ont interrompu la marche vers l'idéal proclamé. Le Conseil de sécurité fut immédiatement émasculé, du fait de la guerre froide. A peine les Nations unies étaient-elles nées que les grandes puissances se lancaient dans la bataille idéologique de l'après-guerre, qui n'a jamais

manque d'unanimité parmi les

membres permanents du Conseil à

propos du problème de Corée, l'Assemblée vota sa fameuse réso-

lution e Uniting for Peace » qui

stipulait que l'Assemblée pouvait

recommander une action à ses

Etats membres lorsque le Conseil

de sécurité était empêché de rem-

plir son mandat par défaut d'una-nimité chez les cinq Grands. On

a dit que cette résolution élargissait

les pouvoirs de l'Assemblée, mais

rien u'est plus éloigné de la vérité. D'abord, elle a toujours eu le pou-

voir de « recommander » (plutôt

que « commander ») une action. En

second lieu, il n'est pas possible à

une institution d'élargir ses propres

pouvoirs par une résolution n'ayant

La Cour internationale de jus-

tice, quant à elle, était une cour

pas de caractère obligatoire.

Exigeant pour agir une unanimité presque toujours impossible à obtepouvoirs des le début. Aucun comité tué, aucune troupe ou matériel ne Nations unies sous leur entier commandement - en tant que force armée capable d'établir la paix. Les forces de a maintien de la paix » qui ont été constituées ont vu leur compétence et l'autorité des Nations unies dont elles dépendaient bien plus limitées qu'il n'était prévu dans la charte. Fait aggravant, pendant plus de vingtcinq ans, le siège de la Chine aux Nations unies, et partant au Conseil de sécurité, fut occupé par un régime qui ne survivait que grâce au contrôle presque total des Etats-Unis et qui ne gouvernait qu'une

s'excluent mutuellement. D'une part, la poursuite de l'échec entretient une sorte de désespoir à l'égard du mécanisme de la paix internationale : c Si les Nations unies ne marchent pas, alors il ne nous reste plus qu'à faire la guerre. » D'autre part, le flot de résolutions, déclaration: et accords. sans signification ni portée, qui

continue de s'écouler entretient chez certains un sentiment trompeur d'accomplissement.

III.RS

manualite im

Mallesaner C

La seule voie constructive aujourd'hui est celle du réalisme. Il faut admettre que les Nations unies ont échoué, et, de cet échec, tirer les leçons qui aideront à construire une meilleure institution internationale pour demain.

La "souveraineté nationale" en question?

QU'AVONS-NOUS appris? On peut citer quelques conclusions vitales :

 Les contacts réguliers à l'éche-ion multinational sont valables dans certaines limites. La notion d'Assemblée générale rassemblant une fois par an tous les Etats est utile, car les réunions ad hoc sont fort difficiles à organiser : chaque rencontre nouvelle pose une multitude de problèmes de logistique et de protocole. Pouvoir disposer d'un forum régulier, régi par des procédures établies, facilite gran-dement l'échange de vues à l'éche-lon multilatéral.

2) On peut sérieusement s'interroger sur l'utilité de la plupart des résolutions votées par l'Assem-blée. Celles qui le sont à l'unanimité sont souvent d'une telle platitude qu'il vaudrait mieux ne point les formuler. Et celles qui lui sont arrachées à force de débats acrimonieux, grace à la nouvelle majorité automatique et contre le gré des Etats qui détiennent la puissance réelle, ont souvent pour effet d'accroître le trouble dans la communauté internationale plutôt que de le résondre. Les résolutions sont formulées dans une terminologie trompeuse qui ne signifie rien. Bien préférable serait de limiter les réunions de l'Assemblée à un simple échange de vues, franc et sincère. De toute manière, les résolutions n'ont pas de caractère obligatoire. Lorsqu'il faut entreprendre une action », des décisions doivent être prises. Pourquoi faire adopter des recommandations sans signification lorsque aucune « action » u'est envi-

 La leçon la plus importante peut-être est qu'il faut établir une relation réaliste entre la puissance réelle d'un Etat (économique, militaire, démographique...) et son pouvoir de vote. S'il s'agit de prendre une décision de portée réelle, il ne suffira pas, pour faire marcher le système, qu'un grand nombre de petits Etats faibles essaient de dicter une politique à ceux des Etats qui détiennent la puissance réelle. Plusieurs facteurs peuvent ici être pris en considération. Tout d'abord, la puissance relative des Etats est une donnée changeante. L'institution doit être ouverte à ces changements, et le pouvoir de vote doit être ajusté en conséquence en fonction de la puissance réelle. Ce schéma a été mis à l'essai, selon divers critères, dans un certain nombre d'institutions internationales out existent actuellement, par exemple dans celles du groupe de Bretton-Woods (Fonds monétaire international et Banque mondiale), où le vote est pondéré selon l'im-portance de la contribution des Etats an capital de l'institution. Chaque institution pourra avoir ses propres indices pour déterminer la puissance réelle d'un Etat membre. mais l'essentiel est qu'elle puisse disposer d'un système lui permettant de tenir compte de ce rapport realiste. En second lieu, il semble difficile d'établir un rapport « vrai » entre la puissance et le pouvoir de vote. Il n'est pas nécessaire ou'un Etat dix fois plus « puissant » qu'un autre dispose de dix fois plus de voix, il suffirait qu'ayant plus de poids réel il dispose aussi d'un pouvoir de vote nettement plus grand. Enfin. il pourrait être ntile d'introduire une certaine formule de vote par blocs, à condition que cette disposition corresponde à la

réalité : on pourrait par exemple convenir que des décisions néces-sitent une majorité absolue à l'intérieur de deux blocs, chacun correspondant à une situation fonda-mentalement différente.

L'abolition du principe « un Etat, un vote » (ou de la « souveraineté nationale » elle-même) serait peut-être l'une des propositions les plus radicales que l'on puisse faire à propos des Nations unies. On a souvent dit que cette « égalité » est tolérable à l'Assemblée, où les votes ne conduisent pas à des décisions juridiquement contraignantes, mais plutôt à des « déclarations » et à des « recommandations », sauf en ce qui concerne les problèmes pure-ment internes de l'Organisation. Mais cet argument passe à côté de l'essentiel, à savoir que les résolu-tions de l'Assemblée générale ont acquis une énorme force politique, certains diront même une certaine nature légale. Le juriste international averti est las d'entendre parler des « parties » ou des « signataires » ayant souscrit à la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme si cette résolution de l'Assemblée était plus qu'une simple résolution. Qui réellement sait que restriction, con receivement sait que cette Déclaration n'est pas un traité ni un document signé? Qui sait encore qu'il a falln dix-huit ans aux Nations unles pour élaborer deux accords fondés sur cette Déclaration : le pacte des Nations unles sur les droits civiques et politiques et le pacte sur les droits socianz et culturels, et que ces deux traités, après avoir été approu-vés à une écrasante majorité par l'Assemblée générale en décembre 1966, ne sont toujours pes en vigueur, car des Etats ont refusé d'y devenir parties? Les peuples du monde pensent que la Déclara-tion universelle est un accord international de caractère obligatoire. Elle a acquis une force bien supérieure à sa nature juridique, et c'est la seule résolution de l'Assemblée qui soit dans un tel cas.

Un Etat devrait-il disposer d'un pouvoir de veto sur les « décisions » de l'Organisation ? D'une part, le manque d'unanimité parmi les cinq membres permanents du Consell de sécurité a paralysé ses opérations à lui seul, ce fait plaide pour la limitation du pouvoir de veto. Mais. d'autre part, il nous faut examiner sérieusement la gravité de l'effet d'une action qui serait entreprise sans le concours des deux grandes super-puissances, au moins dans une question présentant pour elles deux un intérêt vital. Il en résulterait un risque si grand pour la paix mondiale qu'il vaudrait peutetre mieux dans ce cas que l'Organisation s'abstienne. Le veto constitue un cran de sécurité nécessaire permettant d'éviter qu'une action internationale ne nous précipite dans la guerre. Toutefois, il conviendrait de revoir quels Etats disposent du pouvoir de veto. Aujourd'hui, parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. li v en a deux (la Grande-Bretaene et la France) qui n'ont pas la même puissance que les autres et se trouvent en réalité an même niveau qo'un certain nombre d'autres pays, comme le Japon et l'Allemagne occidentale pour n'en citer que deux. La aussi. un mécanisme devrait permettre de revoir de temps à autre le pou-voir de veto, au fur et à mesure qu'évolue la puissance réelle des Etats.

VENDRE -

IMMEDIATEMENT

IMMEUBLE à usage de CENTRE CULTUREL à PARIS

Quartier des ÉCOLES

SURFACE DE PLANCHERS : 650 M2 environ

Parfaitement équipé pour cet usage LIBRE EN 1976

Exclusivité Jacques PASTEYER 7. rue d'Aguesseau — PARIS (8°) Téléphone : 266-35-84

Adapter le droit international

Q UANT à la Cour internationale de justice, il y a peu de chose que l'on puisse faire en vérité. Cela tient ao fait que son échec n'est pas inhérent à sa Constitution mais à un refus d'utiliser la voie juridique comme moyen de résoudre pacifiquement les conflits internationaux. Bien des raisons peuvent expliquer cette attitude, dont la moindre u'est sans doute pas la condition incertaine du droit international actuel. Parfois, des conflits surviennent dans des domaines échappant encore aux règlements du droit international - comme la mer, l'environnement et les autres droits territoriaux - et pour lesquels il reste à conclure des accords entre Etats. La Cour n'a guère de rôle à jouer ici, comme en témoigne son intervention dans les cas récents des eaux islandaises et des essais nucleaires français. D'autres fois, même dans des do-maines mieux « réglementés », l'apparition de nouveaux Etats en si grand nombre produit une grande

fermentation. Le droit fut élaboré par un petit nombre d'Etats, européens pour la plupart, et ses règles demandent à être réexaminées par les nouveaux venus qui se montrent de plus en plus réfractaires ao concept de « droit reçu ». On ne peut plus dire désormais cession à la qualité d'Etat implique une acceptation des règles existantes du droit international.

Que les Nations unies aient échoué, cela ne signifie pas que la paix soit condamnée de nos jours. Mais c'est la fin d'une experience de coopération internationale qui a cu son utilité. A partir des leçons fondamentales que nous en tirons, nous devons introduire dans l'Organisation des changements radicaux de manière à nous doter d'une institution internationale capable de faire face aux réalités présentes. Car si on laisse les Nations unies tomber dans la même ornière que la Société des Nations, les conséquences pourraient en être incal-

حكدامن ركامل

 \mathbf{P}^{1}

resp l'ėgc gouy SOUS C

ET LE TIERS-MONDE

Une prérogative importante : la reconnaissance de situations

ORSQUE l'on invoque les pou-voirs des Nations unies, on mentionne rarement leur pouvoir de reconnaissance des situations, qui est pourtant très significatif de point de vue politique. Dans son action journalière. l'Organisation est en effet amenée è qualifier des faits et situations : existence d'un Etat, d'un gouver-nement, d'un mouvement de libération nationale, etc.

Si, dans bien des eas, il ne s'agit pour elle que de constater des faits. parfois la matière est hautement politique, soit que les réalités prê-tent à diverses interprétations, soit que certains Etats ne tienment pas è ce qu'un statut juridique déter-miné, lie à la qualification, puisse être attribué à une entité donnée Lorsque l'Organisation trenche positivement le question posée dans un tel contexte, son acte n'est per simplement cognitif on déclaratif d'une situation donnée, il epporte un soutien officiel à une revendication et partant l'officialise, voire la légitimise. En un mot, il la reconnaît. La portée politique est aussi significative si la question est tranchée de manière négative.

La procédure la plus spectacude la qualité d'Etat est la procedure d'admission dans l'Organisation on dans ses institutions spécialisées. C'est la consécration suprême à laquelle la plupart des Etats aspirent. Même si elle n'împlique pas la reconnaissance individnelle par lee Etats membres, en particulier par ceux qui n'ont pas voté en faveur de l'edmission, l'Etat admie pourra sièger et s'exprimer en tant que tel dans les divers organes de l'ONU. La position des Etais discutés s'en trouve renforcee : c'est le cas d'Israel souvent cité à titre d'exemple, mais aussi de pays comme la Bielorussie et l'Ukraine, la Mongolie-Extérieure, la Malsisie, la Mauritanie, la Bépublique démocratique allemande, etc.

La reconnsissance de la qualité d'Etat peut aussi découler d'une qualification explicite. Un be.n exemple nous est fourni par la résolution 3061 (XXVIII) du 2 novembre 1973, par laquelle l'Assemblée générale des Nations unies s'était félicitée . de l'accession récente à l'indépendance du peuple de la Guinée-Bissau qui a crée l'Etat souverain qu'est la République de Guinée-Bissau ». C'était nue consécration officielle de la qualité d'Etat avant l'admission qui devait evoir lieu en septembre 1974.

La qualification explicite peut, en contraire, être négative, comme ce fut le cas par la résolution 169 (1961) du Conseil de sécurité - rejetant entièrement l'allégation selon laquelle le Katanga serait une nation souversine indepe on par la résolution 216 (1965) dn Conseil prient « tous les Etats de ne pas reconnaître ce régime minoritaire raciste illégal de la Rhodésie du Sud ».

La qualification est implicite lorsqu'un organe de l'ONU edresse une recommandation à un Etat tiers en tant que tel ou l'invite à participer à un débat suquel cet Etat tiers est intéressé (art. 32 de la charte). Un autre exemple est la clause d'adhésion aux conventions conclues sons les auspices de l'ONU. Pendant de nombreuses années, les organes de l'ONU ent ntilise la clause dite « de Vienne ». qui limitait l'adhèsion « è tous les Etats membres des Nations unies, toutes les parties au statut de la Cour internationale de justice et à tous les Etats membres des institutions spécialisées, ainsi qu'à tous autres Etats invités par l'Assemblée générale à devenir parties au present traité ». Le dernier membre de phrase ne faisant l'objet d'encune action de la part de l'Assemblée cette clause, de 1955 à 1973, avait pour effet de permettre l'adhésion enx traités des Etats non membres de l'ONU, parties eu statut de la Conr internationale de inetica (Suisse et Liechtenstein) ou membres d'institutions spécialisées (R.F.A. République du Vietnam et Corée du Sud) ; elle interdisait, en revanche. l'ouverture du traité à la R.D.A., è la République democratique du Vietnam et à le République populaire de Corée! Seuls les traités comportant une clause d'edhésion pour - tous les Etats permettaient aux trois Etats socialistes d'edhèrer eux conventions multilatérales à vocation univer-

Dennis 1973, la R.D.A. est entrée à l'ONU et la République populaire de Coree dans plusieurs institutions spécieliséee (dont l'O.M.S. et l'UNESCO). Par ailleurs, lors de sa vingt-huitième session. l'Assemblée générale s changé de politique à l'écard de la République démocra-

tique du Vietnam, qu'ella a expressement invitée à suivre les travaux de la conférence de Caracas sur le droit de le mer trésolution 3087 (XXVIII) du 16 novembre 19731 et de celle sur la prescription en matiere de vente internationale d'objets mobiliers corporals (resolution 3194 (XXVIII) du 12 décembre 1973). De tels ectes ont pour effet de reconnaître la qualité d'Etat à celui qui en est l'abjet.

La représentativité des gouvernements

CHAQUE année, la commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée examine les pouvoirs des représentants des États et fait son rapport. En cas de changement de gouvernement, c'est le nonveau qui représente l'Etat, même s'il procéde d'un coup d'Etat ou s'il s'egit d'un changement de régime, pourvu que son effectivité eoit acquise. La situation est plus complexe lorsque l'effectivité est partagée. Blen que le réglement intérieur de l'Assemblée favorise le gouvernement en place, le dernier mot revient à l'Assemblée. c'està-dire à l'opinion politique majo-ritaire qui es dessine en son sein.

- C'est ainsi qu'en 1960, devant faire le choix entre la reuresentation envoyée par Kasavubu et celle de Lumumba. l'Assemblée temporisa pour admettre deux mois plus tatd celle de Kasavubu.
- En 1962, l'Assemblée donna la préférence à la représentation envoyée par la République da Yémen sur celle du royaume,
- Le cas le plus célébre est celui de la Chine, où les Etats-Unis et leurs alliés ont pu maintenir en dehors de ses droits le couveznement effectif de la République populaire de Chine pendant vingt-deux ans. C'est probablement l'exemple : le plus frappant du caractère discrétionnaire du pouvoir de l'Assemblée pour qualifier les situations. La discrétion faisait d'ailleurs place ici à l'ar-
- Depuis la session de 1973 da l'Assemblée générale. le question s'est posée a propos de la représentation du Cambodge. Le pouvoir de Lon Nol issu d'un coup d'Etat en 1970 avec l'appui de la C.I.A., étant presque confine à la capitale et les forces da gouvernement royal d'union nationale da Cambodge présidé par le la plus grande partie du terri-
- Le 5 décembre 1973, saisie de la question du « rétablissement des droits légitimes du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge à l'Organisation des Nations unies », l'Assemblée générale des Nations unies a pris la décision de renvoyer le débat à l'année suivante à une très faible majorité de 52 voix contre 50 avec 22 abstentions. La question est enjourd'hui pendante devant l'Assemblée géné-
- De la onzième à la dix-septième session de l'Assemblée, les pouvoirs de la délégation bougroise ont été repoussées bien qu'eucune eutre délégation n'en presentat de concurrents. I. Assemblée voulait sinsi marquer sa désapprobation an renversement du gonvernement Imre Nagy par l'intervention soviétique de 1955.
- Depuit quatre ans, l'Assemblée générale rejette les ponvoirs de la délégation sud-africaine à des majorités grandissantes : 71 voix contre et 45 abstentions en 1979. 98 voix contre 28 et 17 abstentions en 1974, où le texte était plus ferme et demandait en outre en Conseil de sécurité l'examiner les rapports entre l'ONU et l'Afrique da Sud compte tenu de la viclation continue - par l'Afrique dn Sud des principes de la charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme ». Jusqu'e présent. les présidents successifs da l'Assemblée e'étaient bornes è interpréter la vote comma une condamnation très ferme de le politique pourmivie par le gouvernement sud-africain et comme un avertissement tres solannel à ce gouvernement. En 1978, le conseiller juridique de l'ONU expliqua (Doc. A/ 8160) que ce vote ne pouvait

retirer à l'Afrique du Sud le droit de participer eux séances de l'Assemblée générale, droit et privilège inhérents à la qualità de membre qui ne pourraient lui être ratirés juridiquement que par la pro-cédure de suspension on d'ex-

L'argumentation est espendant discutable, il y a une différence entre suspension de la qualité de membre et irrégularité de la repréeentation de ce membre. Cette dernière caractéristique peut justifier la perte do droit de vote pour défant de représentativité de la delégation. Il est vrai que ceci pent conduire l'Assemblée dans la voie du contrôle de la représentativité des gouvernaments, mais ceux qui e'en indignent aujourd'hui ont-ils protesté lorsqu'il s'agissait d'écarter la Chine communiste de son siège?

Par JEAN J.-A. SALMON *

Onoi qu'il en eait, le Conseil de securité n'ayant pu décider d'exclure l'Afrique du Sud à la suite dn triple valo occidental. l'Assemblée a quant à elle, procède le 14 novembre, par 91 voix contre 22 evec 19 abstentions, à l'exclusion de le délégation de l'Afrique da Sud de sa vingt-neuvième cession.

La qualité de « peuple >

DANS la mesure ob certains droits sont reconnus aux penples, la détermination concrète des groupes qui pourront justifier de cette qualification est importante, Plusieurs droits sont en cause, Le droit international contemporain traite les peuples comme sujets larsqu'il proclame l'égalité des droits des peuples, le droit des penples à disposer d'eux-mêmes, le droit des peoples à disposer de leurs richesses naturelles, la droit des peuples colonisés da faisant l'objet d'une occupation étrangère à se libérer de la domination colo-

Il serait trop long de retracer ici les multiples occasions où l'Assemblée générale a qualifié tel ou tel peupla de . peuple calanial . ayant droit è se voir appliquer notamment la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et eux peuples coloniaux : on se bornera à rappeler les plus counnes et les plus récentes, s'egissant des peuples Zimbabwe, de Namibie, da Mosambique, d'Angola et de Guinée-Bissan evant son indépendance.

C'est néanmoins à propos da peuple palestinien que l'action de l'Assemblée est le plus spectaculaire. Ceux qui n'étaient jusqu'alors que des - réfugiés » out eu, à partir de 1969, droit è l'appellation de penple palestinien, à le faveur de majorités grandissantes : la première résolution faisant allusion aux . draits insliedables du peuple de Palestine » (2535 B (XXIV) de 10 décembre 1959) fut adoptée par 48 voix contre 22 avec 47 abstentions. Le 22 novembre 1974, l'Ascemblée générale a . réaffirmé les droits inaliènables du peuple palestinien en Palestine, y compris :

a) le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, et b) le droit à l'indépendance et

à la souveraineté ».

Ce texte, besuccop plus précis que eeux des amnées antérieures, e recueilli 89 voix contre 8 evec 37 abstantions (en 1973 : 87 pour. 8 contre et 33 abstentions).

Les mouvements de libération nationale

S 'AGISSANT d'Etats on d'orgamisations internationales, il existe des règles relatives à leur représentation dans les relations internationalee et en particulier. au sein des organisations internafionales. Quel organe peut valablemeni représenter un peuple, parler an son nom, tant qu'il reste soumis an jong colonial on étranger? Si pour certains, un peuple est représenté par ceux qui luitent pour la liberation nationale, d'outres soufienneni que ce n'est pes là tout

e Professeur à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles.

le peuple. On szisít immédiatement tout le contenu idéologique du concept de représentativité.

C'est peut-être ce qui e éloigné looglemps l'ONU de toute prise de position è cet égard. Elle entendait des représentants de mouvements de libération nationale è titre d' - experts - on de - pétitiounaires . mais pas comme - represen-

Il semble que r'est en 1972 que. pour la première fois, l'Assemblée générale a reconnu la représenta-tivité des monvements de libération nationale. On trouve ainsi dans la resolution 2918 (XXVII) du 14 novembre 1972 le considérant sui-

« Ayant invité, en consultation avec l'Organisation de l'Unité africaine et par son intermediaire, des représentants des mouvements de libération natio-(Bissau) et du Cap-Vert et du Mozambique à participer, en qualité d'observeteurs à l'examen de la question de ces ter-

Puis le peragraphe suivant, qui est capital :

. 2. Affirme que les mouvements de libération nationale de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et du Cap-Vert et du Mozamauthentiques des véritables aspirations des peuples de ces territoires et, en attendant l'accession de ces territoires à l'indépendance, recommande à tous les gouvernements, aux institutions spécialisées (...), de veiller, lorsqu'ils auront à traiter de questions relatives à ces territoires, à ce que ceux-ci soient représentés par les mouvements de libération en question de manière appropriée et en consultation avec l'Organisation de I Unité africaine. >

Des résolutions analogues p taient sur les mouvements de libération nationale du Zimbabwe (résolution 29451 et de la Namibie (résolution 3031).

Le système fut généralisé par la décision de l'Assemblée générale du 13 octobre 1973 d'inviter les leaders des monvements de libération nationale des territoires coloniaux en Afrique qui sont reconnus par I'O.U.A. à continner à participer en tant qu'observateurs aux débats concernant leurs pays respectifs.

L'institutionnalisation du système est apparue avec netteté lors de l'adoption da l'article 63 du règlement intérieur de la troisième conférence des Nations unies sur le let 1874. Cel article, relatif sux observateurs de mouvements de libération nationale, dispose :

« I. Les mouvements de libération nationale reconpus dans leurs regions respectives par l'Organisation de l'Unité africaine ou par la Ligue des Etats arabes peuvent désigner des représentants qui partieipent en qualité d'abservateurs... .

Cette disposition est intéressante car elle montre comment l'Assemblée générale e'est débarrassée du problème délicat qui consiste à chaisir les mouvements représentatifs. Elle avalise le choix de deux organisations régionales : l'O.U.A. et la Ligne arabe.

Cet article fut adopté par 88 voix pour. 2 contre (Israël et Afrique du Sud) et avec 35 abstentions

In concreto, les monvements suivants furent invités : deux pour l'Angola, le Mosambique, la Nami-bie, deux pour la Rhodesie du Sud. deux pour l'Afrique du Sud. les Comores, les Seychelles, les Afars et les Issas et l'Organisation de notera l'absence des mouvements de libération de l'Erythrée ou

La décision prise le 14 octobre par l'Assemblée générale d'inviter l'O.L.P. è participer an débat sur la question de la Palestine se situe donc dans une evolution qui n'e rien d'inattendu. Le résultat du vote - 105 voix pour, 4 contre (dont Isreël et les Etats-Unie) et 20 abstentions — est un bezu euc-ces pour l'O.L.P. vu les termes particulièrement nets de le résolution :

« L'Assemblée gedérale, considérant que le peuple palestinien see à la question de Palestine. invite l'O.L.P., qui est le représentant du peuple palestinien, à participer aux délibérations de l'Assemblée générale sur la question de Palestine.

La limitation des pouvoirs des Etats

'ASSEMBLEE générale d'a l'ONU e été emenée è plusieurs raprises à déclarer illégale la présence d'Etats sur certains territoires déterminés ou à refuser de reconnaître la validité de leurs ponvoirs è propos de ces territoires

De ce dernier type, on notera la résolution 3181 (XXVIII) de l'Assemblée adoptée le 17 décembre 1973 par 108 voix et 8 abstentions, approuvant les pouvoirs des reprécentants du Portugal « étant bien estendu que ces derniers reprécentants du Portugal, « étant bien dans ses frontières européennes et qu'ils ne représentent pas les territoires sous demination portugaise de l'Angela et du Mezambique, ni ne peuvent représenter la Guinée-Bissau, qui est un Etat indépen-

Du premier type - déclarations d'illégalité de la présence d'Etats sur certains territoires déterminés - on peut mentionner plusieurs

- La résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, adoptée le 27 octobre 1966, mettant fin an mandat de l'Afrique du Sud sur la territoire da Sud-Onest africain et affirmant que l'Afrique du Sud n'a plus encun droit d'administrer ce territoire. Le Cour internationale de justice, par son avis dn 21 juin 1971, a confirmé l'obligation pour l'Afrique du Sud de cesser d'occuper ce territoire :
- Les résolutions du Conseil da sécurité at de l'Assemblée générale à propos de l'occupation illégale per Israel de Jérusalem ou d'autres territoires arabes. La résolution 2949 (XXVII) de l'Assemblée demande notamment à tous les State de ne pes reconnaître les changements opérés et les mesures prises par Israel dans les territoires arabes occupés et les invite è éviter des ections, y compris sur le plan de l'aide, pouvant constituer une reconnaissance de estie occupation;
- La résolution précitée 3061 (XXVIII) de l'Assemblée du 2 novembre 1973 qui condamne « l'occupation illégale de certains secteurs de la Guinee-Bissau par les forces armees portugaises ».

On mesure par ces divers examples combien le pouvoir de quali-fication des situations qu'exercent les organes de l'ONU - dans un monde an le droit international a acquis un caractère éminemment relatif et dù chacun veut qualifier nnilatéralement les situations qui la concernant — revet une sign tion importante. Même s'il n'e pas pour tous les Etats membres, l'exercice du pouvoir da qualification ou de reconnaissance est opposable à l'Organisation en tant que telle et, au point de vue politique, confère poids, stabilité, voire légitimité eux situations qualifiées.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de in publication : JACQUES PAUVET Réducteur co chef : CLAUDE JULIEN Rédectrice en chef adjoints : MICHELINÉ PAUNET

Stranger

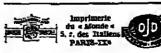
PAR AVIDN (Aboptement et taxes) Europe (y compris Turquie d'Asle, Açores, Chypre, Mindère), Algérie, Maroc et Tunisie Strique francophone. Gusdeloupe. Guyaoe française Martiolque. Réuoloo

Réupico Comores, Madegascar, Laos, Viet-cam du Sud. Nouvelle-Calédooie.

oam du Sud. Nouvelle-Calédooie.
Nouvelles Hebrides, Polynésie
française. République khmère,
Salot-Pierre-et-Miquelun, Wallis
et Futuna
Arabie Saoudite, Iran. Irak. Israèl.
Jordaoie. Liben. Libre. Egypte.
Syrie
Birmaoie. Chine, Corée. Hongkoog.
Jenon. Indopésie. Marao. Ma-Jepon, Indonésie, Marao, Ma-laiste, Moogolte, Philippioes, Sin-gapour, Teiwan, Timor, Thaigapour, Teiwan, Timor, Thai-leode, Vietnam du Nord Austra-lie, Nouvelle-Zélands, eutres peys d'Océanie

Réduction et administration : 5, rue des Italieus, 75427 PARIS CEDEX 09 (Chéque postal Paris of 4207-23) Tel Rédactino 770-91-29 Tél Publicité LAP 05-02 Télex : Le Moode 85.572 Peris Adr télégraphique Jourmonde Pa

Edité par la SARL, le Monde.



et qu'il faut ee tout cas redécouvrir, rehabiliter, dépoussièrer pour le mettre au service d'un

C'est ainsi que les modèles des Vietnamiens en guerre sont les héros qui, au cours des siècles, ont résisté anx invasions vennes de Nord, tandis qu'en Amérique latine un grand mouvement révolutionnaire invoquait le nom du chef inca

D'un autre point de vue, cependant, l'histoire paraît étonnamment absente de certains combats contemporains. Peut-être parce que l'e emporté une tendance à la ritualiser. à en faire un objet

de commémoration (mur des Fédérès). Les militants de base du mouvement ouvrier connaissent-ils l'origine du 1ª Mai, peuvent-ils situer leur action d'aujourd'hui dans le grande fresque d'un

Une histoire commercialisée, largement présente dans les librairies et sur les écrans de télècultivá, et une histoire transmise par la mémoire populaire cobabitent sans vraiment communiquer. Les textes réunis ici pour tenter d'éclairer un aspect des combats qui agitent le monde actuel ont été préparés par un collectif (I) et touchent un problème qui fera prochainement l'objet d'un

colloque (2) qui analysera l'histoire vécue par des groupes dont la mémoire collective contribue è

(1) Ce dossier a été préparé collectivement par ablenne Bock. Françoise Questerbert, Thérèse Giraud, dia Shahid, Jean Chesnaux, Ahmed Khalili, J. Yvo-Leila Shanid, Jean Chesnaux, Anmen Khanit, J. Yvorei.

(2) Ce e forum », organisé par on groupe d'historiens de l'université Paris VII., evec des exseignants
d'histoire d'autres universités et d'autres ordres d'enseignement, auxa iten les 24 et 25 mai. Il est ouvert
uou seulement eux historiens mais à tous ceux qu'intéresse le rapport au passé dans notre société. Ecrire
au « Forum-Histoire», U.E.R. de géographie et sciences
sociales, Université de Paris VII, 2, place Jussieu,
Paris 75005.

La mémoire du groupe et les professionnels

EXPANSION rapide de la production historique est frappante, et bien des historiens semblent s'en flatter : innombrables volumes pour le grand public (un recensement incomplet dénombre trente-six collections), films de télévision et de cinéma, des centaines de thèses, les magazines populaires, de savents colloques à tout propos, les rééditions de textes et documents anciens et autres opérations de librairle. Mais cette expansion ments anciens et autres opérations de librairle... Mais cette expansion ne cache-t-elle pas, comme dans la sphère de l'économie courante, des phénomènes beaucoup moins rassurants : Inflation et sur-chanife, sinou chômage et gas-

C'est presque une banalité que de dire aujourd'hui que l'histoire est en crise. Beaucoup e'Interrogent, et les volumes d'aufajustification des professionnels se multiplient (1). Le professionnalisme reste en effet un des fendements de la production historique, et on le remet rarement en question. En quelques semaines, à l'antomne 1974, on voyait les mêmes notables de l'histoire universitaire être successivement les vedettes d'un débat avec les versitaire etre successivement les vedettes d'un débat avec les cilients de la F.N.A.C., de plusieurs émissions de l'O.R.T.F., d'une cenférence à la Mutualité avec le public de la Nouvelle Critique. Ces public de la Nouvelle Critique, Ces « grares et sérieux professeurs, notait avec malice Pierre Viansson-Ponté dans un de ses billets du samedl, occupaient tout le terrun disponible... et ignoruient superbement les tentatives pour ramener la discussion nu niveau de l'actualités.

de l'actualité ».

Professionnalisme va de pair avec haute technicité. Audiovisuel et crdinateurs, statistiques et quantifications sont en vogue. Les sur les cow-boys.

Chassée de l'école, massivement présente à la télévision

A crise de l'histoire commence des l'école : la réforme Haby la liquide purement et simplement, la dissout dans une vague rubrique « scionces sociales et naturelles ». Simultanément, la naturentes. Similitation de la tras cuverts, multiplle les émissions historiques et les jeux télévisés fondés sur l'érudition historique. Peurtant, il y a dans ce transfert blen autre chose que le relais d'un appareil vieilli par un appareil moderne et

PE

sera

Prése

tion c

sous c

populaire.

La structure et l'enseignement scolaires, jusqu'à une date très récente, restaient pratiquement inchangés depuis leur création au dix-neuvième siècle. La bourgeoisle en pleine ascension politique et historique proposait une vision idéologiquement cohérente du passé, débouchant sur son propre pouvoir : Lavisse, Seignobos, Bourgeois, après Guizot, Barante, Mignet, Thiers... Ce système cesse de fonctionner. L'institution a dû e'euvrir progressivement an monde du travail dans le secondaire, à la du savoir untra-speciainse des pro-fessionnels. Les enseignants renon-cent à « se tenir à jour »; ils deviennent de simples Intermé-diaires entre la guilde des cher-cheurs et la masse des élèves-consommateurs, des distributeurs d'un savoir sur lequel ils perdent toute maîtrise. Plus généralement. toute matirise. Plus généralement, la société a perdu ce qui était an moins sa façado de cohérence et de confiance en soi. Le mot contestation est passé du dictionnaire à l'expérience collective. On n'essaiera denc plus de présenter du passé un tableau cohérent dans le charologie comme dens l'idécla chronologie comme dans l'idéo-logie, permettant d'expliquer et de justifier le présent. On se conten-tera avec éclectisme de quelques touches dispersées, qui au mieux serviront de contrepoint. L'his-

(1) Cf. P. Nore et J. Le Goff, Faire de l'histoire, Gallimard, Paris, 1974, 3 vol.; P. Veyne, Comment on écrit l'histoire, Le Seuil, Paris, 1971; J. Berque, J. Bouvier et autres, Au-jourd'hut l'histoire, Editions So-ciales, Paris, 1974, etc.

toire enseignée, prise entre la spécialisation de la recherche et la concurrence des médias, se vide par les deux bonts. Son maintien n'est plus necessaire et la ten-dance nouvelle est de « déshistoriser » l'école, l'alignant sur une société qu'ou pousse vers l' « apesanteur historique : grands en-sembles uniformes et articles de série sous plastique. L'histoire envahit an contraire

les médias, mais c'est encore pour s'intégrer à la société de consommation, devenir consommation et spectacle. De l'histoire comme explication et compréhension, on passe à l'histoire comme filustration ou distraction, es qu'on appelait autrefois avec mépris la cettle histoire Cont l'histoire. dix-neuvième siècle. La bourgeoisie en pleine ascension politique et historique proposait une vision idéologiquement cohérente du passé, débouchant sur son propre pouvoir : Lavisse, Seignobos, Bourgeois, après Guizot, Barante, Mignet, Thiers... Ce système cesse de fonctionner. L'institution a du revurir progressivement an monde du travail dans le secondaire, à la petite-bourgeoisie dans le supérieur; elle doit faire face aux questions même assourdies que lui posent d'autres couches sociales. Par ailleurs, l'histoire enseignée, à la fois livresque et rassurante, semble de plus en plus inadéquate et vieillie, dans sa forme par rapport aux techniques modernes d'information, dans son fond par rapport aux problèmes inquiétants dn monde moderne : pénurie et chômage, luttes révelutionnaires et diplomatie des Super-Grands, multinationales et travailleurs immigrés. En outre, l'histoire enseignée décolle de plus en plus en savoir ultra-spécialisé des professionnels. Les enseignants renoncent à « se tenir à jour »; ils deviennent de simples intermésous nos yeux l'histoire immediare du présent, analyser politique extérieure et politique intérieure de l'année écoulée. Un présent à peine vécn et déjà rangé en archives à force de chiffres, de sondages et d'images, un présent déjà digéré, coupe de son passé et de son avenir... Les téléspectateurs ne vont-ils pas être amenés à conclure que leurs faits et gestes politiones sout guidés par une force supérieure, que seule peut maitriser la hante technicité dont sont armés les historiens profes-

sont armés les historiens profes-sionnels?

Spectacle du présent, le monde entier transformé en spectacle, c'est bien de cela qu'il e'agit, c'est bien à cela que se réduit l'apparente mutation de l'histoire. Ce que reflète la crise du discours historique, c'est l'incaparité de historique, c'est l'incapacité de notre système politico-culturel à donner une image cohérente du monde, à situer le présent dans

Devenne spectacle, l'histoire est transformée en pièce de musée (on « entre dans l'histoire » comme une poterie entre au musée) ; elle devient résidu d'un passé qu'il feut bien connaitre, mais qui n'est plus qu'un ebjet de connaissance passive, d'exotisme dn passé, et qu'en même temps le processus « moderne » tend à détruire. Tont se passe comme si la société, on au moins ses forces dominantes, cherchaient à se mettre en état d' « apesanteur historique ». Le une poterie entre au musee); elle devient résidu d'un passé qu'il feut bien connaître, mais qui n'est plus qu'un ebjet de connaîssance passive, d'exotisme dn passé, et qu'en même temps le processus « moderne » tend à détruire. Tont se passe comme si la société, on au moins ses forces dominantes, cherchaient à se mettre en état d'« apesanteur historique ». Le toire éconemique, telle région européenne, telle période de l'Antiquité.

Certains, en réaction sincére centre l'histoire élitaire, cherchaint à se mettre en état d' apesanteur historique ». Le cadre de vie rural ou urbain éclate en merceaux, ll est comme raboté, et avec lui le support matériel d'une mémoire collective qui se transmet, non pas seulement celle des crises du pouvoir ou des activités des riches. Mais cet effort reste lui aussi dans le cadre du « discours historique » : le passé est étudié comme une fin en soi, extérieure à nous. Ne se pose-t-il pas pourtant aujourd'hui une questien plus fendamentale, et dent les professionnels semblent bien lents à prendre conscience, à saveir l'inversion du rapport passé-présent? Le secret de l'extraordinaire succès de Pain noir est peut-être là : une méditation, dit Claude Sarraute, sur les cure de Chérasse donnant un Dreyfus fendé sur le problème du racisme aujourd'hui, nen pas sur une quelconque « reconstitution du passé » à grand renfert d'éruditien savante? « On n toujours besoin d'moêtres quand le présent juit mal », notait un billet du Monde à propos de la sortie simulqui nait mal». La publicité a parfaitement saisi les possibilités de
ce neuveau rapport au passé : le
thé grisant des Sudistes américains, la bière séculaire, le cuir
ou la laine qui sentent l'ancien
temps et qui durent...
La force et l'ampleur de la
demando populaire en histoire
prennent tout leur sens par rapport à cette situation. Le coefficient d'écoute des émissions historiques à la télévision est élevé,
de même que le tirage des magazines style Historia eu Miroir de
l'histoire, et que la vente des
llvres d'histoire on des matériaux
historiques pour grand public.
Blen sûr, c'est affaire de présentation et de « niveau ». Tout un
public que désorientent les recherches de l'avant-garde littéraire,
« nonveau roman » ou écriture
« massive », est beaucoup plus à
l'aise dans un récit historique oui

République eu la bassineire ut cuivre transformée en pot de fieurs. Ce rapport factice entre un présent normalisé sur luimème et les résidus du passé est même et les résidus du passé est qui est indispensable pour mioux se connaître soi-même.

Résister aux mécanismes de nivellement

P OURTANT, la réponse à toute teurs et spectateurs sont conduits a consommer passivement et indisavoir historique est « traitée » viduellement la matière historique, et s'y résignent; les mécanismes demandes socio-économiques. Il eu est des revues, des livres, des films et de la radio comme de la télévision : le passé y est éclaté, la télévision : le passé y est éclaté, coupé des interrogations du présent, transformé en spectacle, ou en objet attrayant. On sait le rôle croissant des illustrations et des « jaquottes » dans le succès des illves, du décor et du costume dans celui du film. On compte les exceptions : 1789 et 1793 d'A. Mnouchkine, Pain notr... Lec-

viduellement la matière historique, et s'y résignent; les mêcanismes régulateurs de la vie
sociale ont absorbé sans trop de
peine cette « faim d'histoire».

La mémoire collective, le droit
à un passé sur lequel se fonde
l'identité collective du groupe,
c'est antre chose, qu'il s'agisse
d'une famille, d'une minorité religleuse ou ethnique, d'une eatégorie sociale et notamment des gorie sociale, et notamment des classes travailleuses, d'une collec-tivité territoriale, village, quartier, région, etc. Dans tous ces cas, le

groupe cherche à être lui-même en refusant les mécanismes de nivellement, d'uniformité, de conformisme « sériel » (Sartre). Pour ce faire, il s'appuie sur sa mémoire de gronpe, laquelle est donc fondée sur un rapport conflictuel avec le présent, qui même en même temps à l'exigence d'un avenir différent.

Le même jour (9 février 1975), la presse faisait écho à la revendication gauchiste d'un « Bercyvillage » qui animerait les vieux entrepôts au llen de les détruire et rapportait les intentions du maire de Tours de maintenir dans ses vieux quartiers « tous ceux qui maire de Tours de maintenir dans ses vieux quartiers « tous ceux qui se sentent enracinés », et pas seulement les riches. Dans les deux cas, il y a résistance à l'évolution « normale » de l'urbanisme, sur la base de la mémoire collective. Le mouvement pour sauver les Halles de Baltard provoqua en 1971 la dériston des hommes d'ordre et de progrès, accusant les gauchistes de confusion passéiste, à grand renfort de « bidules » policiers ; aujourd'hui, le néant des projets tant vantés fait mesurer la gravité de l'enjen et de l'échec. La mémoire collective exprime La mémoire collective exprime la volonté de rester soi-même. Les spectateurs de *Pain noir « retrou-*

des e paysans-travailleurs » pour nourrir ses campagnes contre l'accaparement de la terre par des priviléglés, pour dénoncer l'enrichissement individuel du petit nombre. Sur trois ou deux générations, on peut aisement repérer, en prisant dans les souvenirs des anciens et dans la tradition familiale et villageoise, les étapes de telle fortue foncière ou commerciale, et aux dépens de qui elle ciale, et aux dépens de qui elle s'est constituée. Mais ce recours à la mémoire collective est encore facile dans les campagnes on les petites villes; il devient plus dif-fielle dans l'anonymat de la grande ville où les traces indi-viduelles se diluent, s'effacent.

Un ancrage des luttes sociales

L E rôle que peut jouer la connaissance du passé dans les luttes du présent à été clairement illustré par la façon dont destructurer les groupes sociaux existants, à retirer tout support social à la mémoire collective : annouve n'eman » on écriture social à la mémoire collective : annouve n'eman » on écriture social à la mémoire collective : annouve n'eman » on écriture social à la mémoire collective : annouve n'eman » on écriture à ainsi chez Renault, on disperse les sainsi chez Renault, on disperse les suiters du professionnels », porteurs de la mémoire des luttes ; on envoie à l'aise dans un récit historique qui s'insère an moins à gros traits dans les paysans en lutte dans les processus économiques qui frappent les outriers de façon apparament à clè des processus économiques qui frappent les outriers de façon apparament de passait alors à la télévision. D'une reconstitution a-politique, drama-dens le spectacle, les paysans en lutte dans les paysans en

textile de Bugey, apporte anx autres membres du comité de grève, ses cadets, nen seulement sou expérience personnelle, mais la conviction que leur lutte a des racines, qu'elle est fondée et donc

La Intte des «Lip», en 1973, était aussi fendée sur un certain rapport au passé : conserver et défendre tout ce qu'on a acquis au cours des ans, son métier, son savoir-faire, son cadre de travail, son habitat ; refuser d'être un « module » déplacé au hasard des spéculations financières et des restructurations technocratiques. A Lip dans la réalité, comme dans Beau Musqué à travers la fiction du roman, le problème du rapport au passé e'est aussi posé en termes d'archives et de contrôle des archives, donc du passé. Par un tabou social extrêpassé. Par un tabou social extre-mement fort, l'accès aux documents patronaux est en principe interdit aux ouvriers. A travers

toute l'histoire financiere récente de la firme Lip eu de la société textile FETA, ces documents patronaux contiennent la clé des processus économiques qui frappent les ouvriers de façon, apparemment incompréhensible pour eux. Quand ceux-ci s'emparent de ce passé, les archives deviennent une arme de la lutte, un facteur du succès.

Le rapport an passé joue denc

France de nombreux travailleurs immigrés est inséparable de la crise du système colonial français dans les années 1950-1960. Pourtant, les luttes de libération dans l'Afrique noire française, et plus l'Afrique noire française, et plus encure les guerres du Vietnam et d'Algérie, sont presque complètement occultées aujourd'hui, au nive au de l'infermation, des médias, de l'édition — alors qn'on s'attarde sur Vichy, l'occupation, la collaboration, avec une complaisance qui n'est pas le fruit du hasard (cf. l'entretien des Cahiers du cinéma avec M. Foucault sur le sens du «rêtro»). Sans cette le sens du «rêtro»). Sans cette occultation, les aspirations des travailleurs immigrés prendraient un tout autre relief, leur rapport à la société française serait très différent.

L'histoire, le rapport au passé ne sont-lls pas choses trop sérieuses pour être abandonnées aux gens de « métier » ?

« Redécouvrir l'histoire des peuples qui composent la France»

A VEC l'essor des mouvements breton, occitan, corse, alsacien, c'est blen « une certaine idée de la France - et donc de son histoire qui est remise en question Tous ces mouvements, pour dispersés qu'ile solent dans leur expression organisée, sont d'abord fondés sur un certain nombre de refus et de économique, leminage scolaire et culturel, migration forcée des jeunes, Invasion du tourisme et du béton. Ce sont ces revendications qui ont conduit à une prise de consci collective, à l'affirmation d'une identilà regionale plus nette, et donc à la recherche d'un ancrage dans l'histoire. La démarche remonte explici-tement du présent au passé. - Nous qui nous a été volé, déclarait eu cor-respondant du Monde (21 juin 1973) un jeune Occitan participant au rassemblement de Montséaux, noue voulons redécouvrir l'histoire des peuples eui composent le France, nous voulons reprendre notre histoire là cù eile s'est errêtée. -

 Notre passé »... L'eccent porte su l'héritage hietorique spécifique. Par exemple, plutôt que Bonaparte, en met en valeur Paoli et eon éphé-

propos des discussione eur le loca-lisation de la nouvetle université prévue pour le Corse. Les militants bretons jugés à Parie en 1972 pour remirent en mémoire, le traité de 1532 entre le France et la demière voyant que les sujets bretons ne pourront être jugés qu'à Rennes. Le vanir du treizième siècle elbigeois. 1768, 1532, 1244 : dans ces trols cas il s'agit de detes longtemps oubliées sauf de quelques érudits et qui sont redevenues des Images populaires. Et cela parce qu'il e'ault d'un rapport au passé enrecinà dans le présent Cet encrage dans le passé est le

passé populaire, dans les luttes et dens le culture du peuple : Festnoz Casaques rouges en Bretagne du nord au dix-septième siècle (qui a ras aux pro-nazis bretons ou elsafourni récemment le thême d'une expériance Intéressante de théâtre militant). Guerre des Camisards; militant). Guerre des Camisards, la revendication d'un passé régional Communes de Narbonne et d'autres spécifique. Male son apolitisme pas-villes du Midl en 1871, révolte des vignerons du Midl en 1907, guerre des culturelles sens racines eoclales paysans alsaciens à l'époque de la (bardes, félibres, etc.), peut de moins mère università de Corte de 1768, à Réforme protestante : tout cele est en moins se confondre evec l'accent

revendiqué aujourd'hui et revit, sou-vent par d'autres médiations que le d'histoire et le discours historien, notamment par le théâtre itinérant ou la chenson populaire. Des chanteure comme Stiwell, G. Servat, A. Marti, puisent largement dans ce ionds populaire historico-culturel. On fait piece eussi à la mémoire populaire individuelle ou collective. . su pays » même et aussi chez les dèracinés. Les émigrés occitane ou bre-tons de Peris recueillent et publient les personnes agées, de ceux qui ont vécu le perte de la conscience occitane ou bretonne et souvent eujourd'hul e'aperçoivent qu'ils la

C'est peut-être par cette référance prioritaire aux réalités populaires que le nouveau régionalisme militant prend le plus nettement ses dietances par rapport au vieux régionalisme de droite ou d'extrême droite, de Meurciens. Le courent traditionaliste survit sans doute, enraciné lui aussi dans

que mettent les nouveaux mouvements régioneux eur les juttes paysannes et ouvrières de l'Ouest, de l'Est et du Midi.

Les vieux particularismes, appuyés surtout sur les notables - cultivés des villes petites et mayennes, sur les sociétés savantes et ecadémies locales, évitaient prudemment de poser le problème. Aujourd'hui, au contraire, les mouvements breton ou occitan Insistent de taçon presque obsessionnelle sur la collucion entre privilégiés locaux et pouvoir central, dane le succès du second. Du Gues-clin, figure familière des manuels du primaire et héros « nationel » contre l'Anglais, devient un « collabo » du pouvoir central et un traltre à la Bretagne, alore qu'on réévalue le sens des options pro-anglaises des féodaux gascons è l'époque de la guerre de Cent Ans, contre la monarchie du Nord, alors adversaire principal. On fait de même remarquer tout ce que, de Nogaret et des légistes occitans de Philippe le Bel aux présidents Fallières ou Auriol, l'histoire du pouvoir central doit au personnel politique importé du Midi par l'appât d'une belle carrière. De l'histoire propre des Occitans

MENTS ET RELATI

حكدلمن ريومل

veni à la réévaluation de leurs rap- mener à bien l'œuvre inachevée de ports économiques et politiques avec le pouvoir central, monarchique ou républicain. Le caractère inéluctable et posilif du courant centraliste de l'histoire de France est un de ces postuleta edmis partout comme une évidenca. Oue ca soit, à droite, « les quarante role qui ont fait la France » du l'exeltation par un Michel Debré du rôle de l'Elat national. Que ce soit, à gauche, la valorisation de l'œuvre des Jecobins et de leur héritier Napolaon ou le référence marxiste eux progrès du « merché netional » dans le elliega du capitalisme. Il e'agit loujours d'insister sur le caractère irréversible, bénéfique pour tous, de l'Intégration politique et économique progressivement réalisée en France eu cours des siècles. Le mouvement ouvrier (cf. les éarits de Maurice Thorez) se définissait comme l'héri-Thorez) se définissait comme l'héri-tier de la monarchie téodale et de la Nord, et d'autre part les intellectuels

construction nationale.

On remet eujourd'hul en question les effets de cette Intégration à travers toute l'histoire de France et notamment au dix-neuvlème et au vingtième siècle ; des rapports d'iné-galité et de dépendance se soni progressivement instaurés, pense t-on, aux depens des Corses, Alsaciens, Occitans, Bretone, sur les plans économique, culturel, político-s nistratif. Il e'agit dons d'une rééva-luation historique à partir du présent. qui a fait se dérouler le bobine à rebours - comme le vouleit M. Bloch et comme l'oni trop oublié ceux qui se disent ses héritiers. La polémique entre E. Le Roy Ladurie, deman-dant « pitlé pour les envahlsseurs » dans le Nouvel Observateur et ana-lysant savamment pour le Midi les

pas seulement sur son contenu facremettent en question le passé, à partir des évidences et das épreuves du présent.

Cetta remise en question du passé peut s'opérer elle-même à plusieurs niveaux. Pour certains, et c'était par l'Intérieur du diecours historique conventionnel : au tieu des rois de France, on s'intéresse à Ralmond VII au contraire, sont plus exigeants. Ils ne cherchent pas à faire du passé téodal breton ou occitan un modèle dans leur région natale que s'ant figé et Indiscuté. Ainst, de jeunes le réévaluation de leur histoire.

analyse, parte au fond sur le sens. Occitans de gauche se sont récemdans lequel an datt lire l'histoire, el ment demandé «si on allali enfin enterrer Raimand VII -. Ils ont détuel. Pour le pramier, il suffit de noncé les « létiches » que sont descendre le cours des siècles, sans cathares el traubadaurs, et la mythos'impliquer sol-même. Les seconds topie de l' sèce d'are occitan lie pour mieux affronter le présent. Leur rapport au passé est un dialogue londé d'abord aur les exigences du présent

Au cours d'une interview retentieexemple le cas de la plupart des sanle (Europe-1, 30 janvier 1874), cours donnés à Aix en 1974 à l'Uni-Alexandre Sanguinetti a eccusé les versité occitane d'été, on reste à mouvements régionaux, au lendemein de le dissolution de quatre d'entre conventionnel : au tieu des rois de France, on s'intéresse à Ralmond VII de Toulouse, à Phátus de Fdix ou à Jehan de Montiort ; de Change ciles, qui ne comprennent rien à seulement les vignettes. D'sutres, thistoire ni au monde moderne ». Il aemble pourtant que «e soil à partir des retombées du monde moderne dans leur région natale que s'amorce

dat, etc.

Le rapport au passé compte tout autant dans la lutte du peuple palestinien. Il a repris tout son sens depuis le déclenchement de la révolution palestinienne, alors que l'histoire propre du peuple palestinien paraissait inexistante; depuis le début de la lutte armée en Palestine, on est passé du « conflit israélo-arabe » à une vrale lutte de libération nationale. Celle-ci impliquait de ranimer toute une partie de l'histoire palestinienne, occultée par la propagande sioniste et les médias d'Occident : à savoir la période antérieure à la création de l'Etat d'Israél (1948), période pendant laquelle la population arabe résistait par les armes à l'implantation sioniste et à la politique anglaise du « foyer national juif ». Revaloriser cette période conduisait à affirmer la continuité de la lutte palestinienne : ainsi, Izzedh el Qassam, hèros populaire qui mena la lutte armée en 1935 dans les districts ruraux du nord de la Palestine, apparaissait comme le précurseur des fedayin. Cet anerage dans le passé affirmait aussi la continuité des forces sociales palestiniennes et de leur conscience nationale, exprimée à travere les palestiniennes et de leur conscience nationale, exprimée à travers les

Dans les camps de réfugiés, la solidarité de l'exil s'est udurrie de ce rapport au passé, de façon particulièrement nette : à travers une même communauté d'empreinte, une même expérience, ils cont source politiques politiques preinte, une même expérience, ils ont acquis une conscience politicohistorique fondée sur la mémoire
collective et sur sa force mobilisatrice. Ainsi, les combattants
palestiniens d'aujourd'hui reprenuent les noms des dirigeants de
l'insurrection paysanne de 1935,
les camps de réfugiés reçoivent le
uom de villages de la Palestine,
des brigades armées de l'O.L.P.
sont haptisées du uom de grandes
victoires historiques des Arabes
dans leur lutte coutre l'Occident.

Cette intériorisation du passé fait partie de la reconquête do l'identité nationale. Les Palesti-

vingtlème siècle, mouvements pay-sans du dix-neuvième siècle, luttes cuvrières de l'époque du Man-dat, etc.

Le remort au passé compte tout

connaissaient guère que des struc-tures tribales ou patriarcales, plus sensibilisées à leur passé particu-lier qu'au passé national pales-tinien. C'est pourquoi la réanima-tion de la cuiture populaire palestinienne compte tant aujour-d'hui : poésie de résistance avec Mahmoud Darwich et Samih ol Kassem, jeune cinéma arabe avec le film Kajr Kassem (1) sur un village martyr des confins israélo-syriens, chants et danses tradi-tionnels des enfants...

Rapport au passé et pratique sociale sont étroitement liés : à chaque étape de la lutte présente correspond une étape du passé avec ses leçons, ses erreurs à ue pas répéter. L'OLLP, insiste aujourd'hui pour rejeter toute tutelle des régimes arabes, tutelle qui avait conduit en 1948 les Palestiniens vers l'exil : dans cette perspective, l'OLP, insiste aujourd'hui sur sa légitimité en tant qu'unique représentant du peuplo palestinien, des Nations unies à Genève.

Cette lizison du présent et du passé débouche vers l'avenir : le projet d'un Etat démocratique et laic où coexisterajent juifs, chrétiens et musulmans, puise sa crédibilité dans le passé. Jusqu'an dix-ueuvième siècle, tous les Palestiniens, juifs, chrétiens et musulmans, u'ont-ils pas vécu ensemble et eu paix avant l'apaurition du et eu paix avant l'apaprition du fait sioniste?

Le rapport au passé nourrit dans le tiers-monde une problématique d'une haute actualité, bien qu'il se présente avec ses conditions propres dans les différeuts pays. Il est au centre du mouvement de libération nationale, mais il est aussi l'axe le long duquel évolue le rapport des forces à l'intérieur de chaque société. Quel rapport chaque classe sociale et chaque courant politique établissent-lis avec leur passé ? Que conservent-ils et que rejettent-ils ? Comment mettent-ils le passé au service de l'avenir ? Telles sout les préoccupations majeures uon seulement des intellectuels du seulement des intellectuels du tiers-monde mais surtout des mouvements populaires. C'est toute leur évolution qui est ici en jeu.

niens y attachent d'autant plus (1) Cf. le Monde diplomotique, jan-d'importance qu'avant 1948 ils ne vier 1975.

Tiers-monde: quel passé pour quel avenir?

tielles.

Luttes nationales, luttes sociales et politiques, batailles d'idées s'appuient toujours sur certaines formes de rapport au passé, pour y chercher des motivations, des armes ou des espérances. Et cela, dans trois directions principales qui, le plus souvent, sont parcourues l'une après l'autre.

A l'ère de l'expansion occidentale triomphante, le rapport à l'histoire est un moyen d'autodéfense contre un Occident qui dépossède les cultures nationales

N Afrique, en Asie, en Océanie, en Amérique non-anglosaxonne, le passé, l'histoire cut été et restent l'enjeu de luttes lidéologiques passionnées et essentielles.

Littes nationales, luttes sociales et politiques, batailles d'idées s'appuient toujours sur certaines formes de rapport au passé, pour y chercher des motivations, des armes ou des espérances. Et cela, dans trois directions principales qui, le plus souvent, sont parcourues l'une après l'autre.

A l'ère de l'expansion occidentique les messianismes, les révoltes populaires. Le démarche est pourtant ambigué; contre un présent d'interior aux passé, pour principales cut de l'arme Australie antérieure au capitaine d'interior aux passé qui réduit un présent apparemment irréductible.

A l'ère de l'expansion occidentique les messianismes, les révoltes populaires. Le démarche est pourtant ambigué; contre un présent d'humiliation et d'impuissance, le passé est un refuge, le passé aux Philippines) et on exige la continuité historique. Les mouvements nationaux naissants de l'histoire, un «moment» qui peut donc prendre fin. Un avenir différent s'ouvre ainsi, par ce détour vers le passé qui réduit un présent apparemment irréductible.

A l'ère de l'expansion occidentique les mouvements au passé national culturel : affirmation par les «Abos» a sustrailem s'ouvre ainsi, par ce détour vers le passé qui réduit un présent apparemment irréductible.

A l'ère de l'expansion occidentique les mouvements de l'histoire est un moyen d'auto-deriens en capitaine, etc. Contre l'idéologie de soumission à l'Occident, ou experiments nationaux national culturel : affirmation par les «Abos» a sustrailem s'ouvre ainsi, par ce détour vers le passé qui réduit un présent apparemment irréductible.

Avec les mouvements au membre temps il permet de l'initoire, un «moment» de l'histoire en mationaux austrailems de l'histoire en mation particulation présent à un « moment » de l'histoire en mationaux naissants de l'histoire en mationaux austrailems de l'histoire, etc. Contre l'idéologie et passé q passé est un refuge, le passéisme une issue à la « décadence ». Mais

• ABU DHARR AL-GHIFFARI: compagnon de Mahomet, parti-san d'une vie communantaire dans l'Islam primitif. Figure tutélaire du socialisme grabe.

. BRIGADES MURALES : à l'époque de l'Unité populaire au Chili, des artistes uon profes-sionnels convexient les murs de Santiago de fresques évoquant les luttes chiliernes du passé et du présent : ces mus sont deve-

. GHANA, MALL : lour independance reconquise, les ancien-ues colonies du Soudan et de la Gold Coast ont repris les noms de deux empires nois médié-vaux, jusque-là entonis dans la prémoire collective et familiers sculement A quelques écudits.

• HANOI: « Notre tâche fou-damentale, disent les historiens de Hanol, c'est de tirer les leçons du patriotisme et de la réalstance du peuple vietnamien su cours des siècles... L'étude du passé doit être mise au service du présent e En 1951, la coutre-offensive de Glap contre le bio-cus du Delta par De Lattre et Tran Hune Dao a (du nom du héros national qui reponsea les Mongols au treixième siècle).

e LAPU-LAPU : pour les Philippins, Magellan n'est pas un plonnier du savoir géographique, mais le premier enva-hisseur venu do l'Ouest. Une statue est érigée sur la plage où aba, frappè par le chef tribal Lapu-Lapu.

MANHATTAN : quand les militants indiens occupèrent en cattax, ils offrirent 24 dollars:

Petit lexique tricontinental

prix payé an dix-septième siècle par les Blancs pour dé-dommager la tribu indienne qu'ils chamèrent de Manhattan • PI-LIN PI-HONG : on dit en Chine que a le passé doit être au service du présent s. Sans doute « la Chine d'anjour-

Sans doute « la Chine d'aujour-d'hui est un développement de la Chine historique » (Mao Tes-toung, 1938). Mais ce passé a aussi des aspects négatifs. Le mouvement suri-Confueius s'en prend aux fondements anciens des loegalités sociales: oute du talont indisadent assertifs de talent individuel, passivité de-vant le destin, variu commune aux classes, sufétion de la a OTTERRO : a Year histotres

e QUEBRC: « Les histoires qu'on nous a racontées sur notre passé étaient faites pour nous maintenir, nous peuple québécois, en déhors de l'Histoire., Ce petit manuel se veut la repossession de notre histoire, premier pas de la répossession de nous-mêmes pour passer un grand pas, la possession de notre avenir. » (« Petit manuel d'histoire du Québec », Montréal, 1972).

. TUTAMAROS : le nom des révolutionnaires uraguayens re-prend celui de l'Inca Topac Amaru, dernier leader au sei-zième siècle de la résistance aux Espagnola. An dix-huitième siècle, ce nom avait déjà été sym-boliquement assumé par le chef d'une grande révolte indienne. • YARMOUE : une des unités de l'armée de libération palesti-

nienza porte le nom de cette victoire remportée en 636 par les victoire remportée en 636 par les Arabes coutre les Byzantins, et qui leur avait ouvert toute la Syrie.

toriques jusque-là presque inexistantes. C'est ainsi que souvenirs
phéniciens, pharaoniques on berbères eu Liban, en Egypte ou au
Maroc, image de la « Grande
Syrie » cananéenne, traditions
copte, ehaldéenne, maronite ou
alsoutie furent mobiliés contre
le fonds arabe commun et le devenir arabe commun. Il s'agissait, il
e'agit toujours de briser la coutinuité historique et géo-politique
du monde arabe. L'implantation
artificielle de l'Etat d'Israël, axe
principal de la pénétratiou impérialiste en terre arabe, a joué
dans le même sens.

Le rapport au passé est au occur présent apparemment irréductible.

Avec les mouvements de libération nationale, et notamment les luites armées, le rapport au passé est plus actif, plus offensif. On évoque les batailles, les héros qui défendirent la nation aux heures décisives: Tran Hung Dao au Vietnam, Tupac Amaru en Amérique latine, etc. Contre l'idéologie de soumission à l'Occident, ou exalte la résistance (Lapu-Lapu aux Philippines) et on erige la revanche: l'occupation d'Alcatraz par les Indiens. On mobilise la mémoire collective, les ressorts de l'altérité linguistique, «ulturelle, souvent religieuse.

A l'étape des indépendances

Le rapport au passé est au cœur des conflits les plus vitaux du mouvement national et populaire arabe, comme des interventions stratégiques internationales. Ceci est particulièrement net dans les cas opposés du Liban et de la Palestine.

cas opposés du Liban et de la Palestine.

Au Liban, le passé est directement politique, puisque «est par rapport à lui que les dasses dirigeantes veulent définir l'identité nationale libanaise. L'imagerie maronite s'est enrichle d'autres références particularistes, notamment phéniciennes Idémocratie portuaire, cosmopolisme commercial, etc.); elle insiste sur les relations privilégiées a vec la France (de Godefroy de Bouillon au général Gouraud), avec la papauté, avec tout l'Occident lbilinguisme franco-arabe, etc.). Par là même, l'historiographie maronite occulte à la fois le passe des luttes populaires (jacqueries, résistance à l'étranger, etc.) et le passé arabe du Liban (projets ayro-égyptiens de Mehammed Ali, contribution libanaise à la renaissance arabe de la fin du dix-neuvièms siècle, etc.). Le Liban serait donc une synthèse «historique» unique : passé de compromis, solidarité limitée avec les Arabes, duverture à l'Occident, « censure » des tensions historiques trop fortes ontre régions, entre confessions, entre classes. A l'étape des indépendances nationales et des édifications nationales, le rapport au passé sert toujours d'ancrage : Mali, Gbana... Mais il se différencie selon les eourants politiques et les classes sociales, il devient enjeu des luttes. Révolutionnaires et conservateurs se veulent à l'envi les continuateurs du passé : pour les uns les révoltes paysances et les una les révoltes paysannes et les traditions intellectuelles radicales, même religiouses; pour les autres, un passé idéalisé, un âge d'or qu'il s'agit sinon de restaurer, du moins de célébrer comme remdu moins de célèbrer comme rem-part contre le modernisme, le communisme, tout ce qui est « im-porté ». Que faut-il garder, que faut-il renier do la tradition et du passé : la critique anti-confu-céenne en Chine, la critique anti-coranique de gauche an Pakistan... essayent de répondre à la ques-tion. Mais le patrimoine national, à l'époque de la prépondérance occidentale, ét ait comme en « hibernation » parmi le peuple; il faut le ranimer, telle la mêde-cine traditionnelle en Chine (acuclasse:

Cette version officielle, plus ou porain, le rapport au passé a connu ces trois orientations prin-cipales. Mais il a été profonde-ment marqué par un fait spéci-fique : la lutte constante entre le moins modernisée, est mise en question au Liban d'une part par les groupes musulmans sunnites et surtout enl'ites, d'autre part par l'intelligentsia de gauche. Les shi'ites aut transformé par exemple la fête de l'Achoura, référence de mortification qui commémore la défaite de l'imam Hussein à Kerbela, en une référence de lutte pour «ombattre « le mal », le sionisme tout proche. Les intellec-nisme tout proche. Les intellec-tuels de gauche mettent l'accent sur le passé arabe et populaire du Liban : sociétés secrétes auti-ottomanes, résistance à la balka-

Les femmes et leur passé

ACR aux interrogations des mouvements de lébération des jemmes, l'histoire reste muet le, même quand elle s'attache au quotidien le plus humble. Le gros livre de Ph. Ariès (l'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Règime) ne fait guère placs au statut et au rôle des jemmes, même comme mêres; Van même comme mêres; Van Hussel (Histoire de la repression sexuelle) ne s'atrête qu'u la répression qui frappe les hommes; et on peut multiplier les exemples.

C'est la lutte même des femmes qui u fait surgir de-puis quelques années des ques-tions nouvelles et inspiré, sur l'oppression historique de s femmes, des recherches qui ne visent pas à a faire de l'his-toire », mais à nourrir une lutte. Quatre grands thèmes s'en déannent

1) Comment s'est ariginelle-1) Comment s'est drigmette-ment effectuée la soumission des femmes à l'autorité mas-culine? Réflezion menée en partie sur la base des travaux d'Engels (a le renversement du droit maternel fut la grande défaite historique de la femme e), repris ou criti-ques par Kate Millett (la Politique du Mâle), par Shurontique du Maile, par shu-lamith Firestone (la Dislec-tique du sexe), par un collectif de femmes italiennes (Etre explaîtées), etc. Les travaux de S. Moscovici alimentent

2) On critique le discours masculin sur les jemmes, S. Firestone, Luce Irigaray (Spe-culum) dénoncent la misogy-nie de la théorie freudienne. 31 En contrepoint, des pa-31 En contrepont, des va-leurs spécifiquement jéminines sont revendiquées et mises en lumière, celles-là mêmes que méprisent les hommes au nom de leur propre système de valeurs. Tout un courant du Wamen's Lib se retrouve dans la rêcherche d'un féminisme de la différence (Armis Le de la différence (Annie Le-clerc, Parole de femme); on est loin du féminisme de l'éga-lité, si marquant dans les mouvements du dis-neuvième-debut du vingtième siècle.

4) Mais ce feminisme mo-derne cherche aussi à s'ancrer derne cherche aussi à s'ancrer dans les luttes du passi : périodes révolutionnaires (marche des jemmes sur Versailles en octobre 1789, chubs de jemmes de 1848, pétroleuses de la Commune), grandes criscs l'ole des jemmes en 1914-1918, à « l'arrière «), grandes jéqures jéministes, de l'ora Tristan aux suffragettes. Ce n'est pas par hasurd qu'un groupe du M.L.F. d repris aujourd'hui le nom de « pétroleuses ».

ARMEMENTS ET RELATIONS INTERNATIONALES

Inventaires de l'Apocalypse

OUT ce que l'on peut faire, technique-ment, depuis le sol, le ciel, la mer, pour uvrer l'Apocalypse à domicile en déjonant cette iunette à regarder dans les coins qu'est le radur transhorizon et les missiles enti-missiles qui s'envolent comme la lumière, si vite qu'ils atteignent isura objectifs entre deux battements de cour... > Ainsi le général Buis présente-t-il l'inventaire que font Albert Legault presente-t-il l'inventaire que font albert Legault et Georges Lindsey de ces mégatonnes engran-gées par les Super-Grands — cà ce jour passives dans les casiers on elles sont rangées e. Le Peu nucléaire (1) fera date: Il offre une précieuse synthèse des possibilités et des limites des systèmes militaires contemporains : Il introdes systèmes militaires contemporains; il întroduit au grand débat stratégique de notre temps
— malgré ses complexités croissantes. L'ouvrage
relève d'une heureuse approche, pluridiscipilnaire, des questions internationales. Physicien
nucléaire, Georges Lindsey a animé le groupe
de recherche opérationnelle du Centre de recherche sur la guerre anti-sous-marine de l'OTAN,
avant de diriger le Defense Research Analysis
Establishment d'Ottawa. Politologue, Albert
Legault enseigne les relations internationales à
l'université Laval de Québec. L'un des chercheura
canadiens les plux connue en Europe, il a publié
de nombreux ouvrages évoquant les conditions
de fouctionnement de la société internationale
à l'ère nucléaire, les opérations de maintien
de la paix menées par les Nations unles, les
dilemmes de Palliance atlantique, la théorie
des conflits internationaux, les rapports du des conflits internationaux, les rapports du Canada avec son puissant voisin dans les do-maines de la diplomatie et de la défense. La première partie du Feu uncléaire donne

une idée « sussi générale que précise » des phénomènes de fission et de fusion, puis pré-

eule an lecteur les missiles stratégiques offen-

sifs — ce e prodigieux bond technique qualitatif dans l'ordra des vitemes réalisées », — les difficultés et les entrences de la déleuse antimissile, qu'i a soulevé aux Etats-Unis de si violents débats, le bombardler, hier piloce maîtresse de l'arsenal stratégique des Granda, aujourd'hul relégué à un relatif arrière-plan du fait de sa valuérabilité, et, bien ente

cine traditionnelle en Chine (acu-puncture, moxbustion, etc.), mé-prisée des mèdecins occidentalisés de Changhal à l'époque des « trai-

Dans le monde arabe contam-

mouvement unitaire et les ten-dances particularistes, entre l'unité nationale arabe et les forces poli-

riscondi e a localiste » luttant pour préserver les structures mi-noritaires (religieuses, ethniques, culturelles). Dans cette lutte, l'his-toriographie coloniale et néo-colo-

niale est intervenue tres activo-ment pour doter ces tendances particularistes de références his-

de mesures dites « colistérales » qui u'impliquent à proprement parier useus désarmement, maie tendent à raieutir la course aux armements, à empécher la piulifération des armes nucléaires, à mainteuir certaines régions en déhors du déploiement des armes nouvelles, à éviter le déclemehement d'un conflit uneténire... on à en limiter les effets ; un compromis que cons

Par CHARLES ZORGBIBE

le sous-marin lance-engins, veilleur solitaire et le sous-main iance-engus, venteur sontaire et anouyme, tout à la fois « prisonnier et véritable gardieu de l'Apocalypse e. Encore importe-t-il de s'interroger sur le seus de l'armement uncléaire, sur les conséqueuees de sou emploi, la menace qu'il représente pour l'humanité: la seconde partie insère l'inventaire dans le miroir des volontés » étatiques; c'est le moderne e discours de la dissussion ».

Sur la dialectique de la dissuasion, sou organisation matérielle et psychologique, sur l'étude théorique des multiples situations d'équilibre et d'instabilité, inspirée de la méthode d'analyse de G.D. Kaye, un retrouve l'opproche scientifique et systèmatique d'Albert Leganit dont la thèse de doctorat, soutenus à Genère en 1964, portait déjà sur le « concept de disauasion s. Couronnement logique de l'ouvrage : les auteurs ouvrent le dossier du désarmement et de la c maîtrise des armements ». Utople du désarmement général et complet : trop d'obstacles barrent traditionnellement la route, qui sont incidement recensés. Compromis de l'Arms Control on moltrise des armements, par le blais

à partir de novembre 1969, les pourpariers directs des Deux Grands sur la limitation des armements stratégiques.

Quals espairs entretentr à urause de ces nère. elations? Peut-être Legault et Lindsey auraient-lis pu faire la part de la vision critique etile d'un Dieter Senghass, par exemple, — d'une e course aux armements par la moltrise des armements ». Leur conclusion est d'un optimisme raisonnable: un premier falon aura été posé si les Deux Grands se persuadent qu' « lis ne recherchont ni l'un ni l'autre la supériorité stratégique » et surtout que « la retanue réciproque est encore le meilleur remêde pour ne point aggraver l'instabilité d'un système dont l'équilibre est perpétuellement à rétablir :

P ARUE presque dans le même tempe et sur le même thème, l'étude de Raymond Bonsquet, Porce et stratégie nuclèsire du monde moderne (3), désarçoune le lecteur. On le regrettera d'autant plus que l'auteur, ancien ambassodeur à Bruxelles et à Ottawa, ancien député de Paris, coteud, lui aussi, dépasser la

simple analyse des potentiels militaires pour s'élèver eux motivations des acteurs et aux conséquences politiques du surarmement des Super-Grands, et que les développements s'ap-pulent sur une connaissance certaine des stratégies modernes. Pourquoi alors un écbec aussi manifeste? Sans doute l'auteur a-t-ij eu le tort de vouloir transformet en livre un rapport présenté naguère à l'Assemblée nationale. Certaines de ses affirmations out déjà été contestées par les critiques militaires — quel est l'intérêt de la « proximité immédiate des bases > pour les sous-marina nucléaires, alors que leur avantage majeur est dans leur dépla-cement dans l' « immensité des sept mers »? De manière plus générale, le commentaire poli-tique n'est pas à la henteur de l'analyse tech-nique. Il tourne trop souvent au culeté — « Boyons sans illusion | Les Etats sont des monstres froids s, — ou au jugement transhant — c les erreurs dans la conduite des négocia-tions (SALT)... sont imputables à MM Nixon, Rissinger et Gerard Smith » — d'autant plus surprenant que l'opinion péremptoire de l'auteur précède toujours le fait objectif. Surtout la k langue de bols n des experis, le style trop souvent télégraphique, l'exposé-catalogue — les n huit raisons a de la détente pour l'U.R.S.S.... le plan dant l'originalité consiste à reprendre le même sujet sous quatre angles différents, au prix de multiples répétitions... constituent,

(1) Le Feu nucléaire, par Albert Legauit, le Seuil, Paris, 1973, 258 pages, 35 F. (2) Porce et stratégie nucléaire du monde moderné, par Raymond Bousquet, Lavauzeue, Paris, 1974, 263 pages, 42 F.

bélas i un énorme potentiel de dissuasion à l'encontre de tout lecteur non averti.

· pouple

LE REFLUX. — Maurice I. Ma. chino. * P.J. Oswald, Paris, 1975, 283 pages, 27,80 F. Boman? Alors e'est le roman de sol, et Boman? Alors e'est le roman de sol, et Roman? Alors e'est le roman de sol, et lamais autenr et personnage n'ont été à ce point et si ouvertement le même. Jusque dans cette eldentitée du nom. Au vrai, una confession sans pénitence, une autobiographie dans le tissu de l'histoire: la guerre d'Algéria. Maurice, ou Tarik, a refusé la guerre et choisi l'Algérie. Choix incarné dans l'amour : il épouse una jeune intellectuelle aigérienne (curieux comme cein ressemble aux e romans d'idées » d'autrefois, seuiement celui-là est vrai) qui deviendra l'auteur de la Femme aigérienne (1).

C'est pourtant de l'Algérie, non certes de l'Algérienne, que vient le déception : libération, révolution manquées? Ce ne serait pes in première fois. Amnistié, mais insoumis. Maurice-Tarix raylent en Prance avec sa femme : le reflux. D'une part, tout pour lui s'arrange assez miraculeusement (mais il a conscience d'étre rècupéré, sans pouvoir y échapper) : d'autre part. le couple est plongé dans des situations kafkalennes, ou courtell-nesques, selon l'humeur. Et l'autre déception commence, qui serait insupportable, s'il n'y avait le ravissement de Paris. Que la France serait belle sans les Français l'Linsupportable, c'est la société blo-

Que la France serait belle sans les Francais l
L'insupportable, c'est la société bloquée, fermée, raciste, jusque dans chaque
être. Car, blen entendu, os roman d'un
couple est d'abord politique, social, philosophique, mais avec la même violence,
la même ardeur, le même tendresse. Le
tablean de la vie française, de l'incommunication, la peinture de ces e âmes
mortes », sont très poussés au noir. Mais
peu importe : ils sont ressentis comme
tels, Refus de l'isolement, cri, revolte de
l'étouffé, de l'exclu, besoin de chaleur
et de parole, insurrection enfin pour
la fête vivante ; « laisser charter la
vie ».

la fête vivante ; « laisser charter la vie ».

Comment Prancis Jeanson, dans le dialogue-préambule (où il exprime les idées les plus intéressantes) peut-li reprocher ; M.T. Maschino de ue « décrire (que) du négatif « ? A l'égard de la « révolution » algérienne, voire de la révolution tout court, peut-être — encore, est-es si sûr ? — meis non pas face à la vie. Ce n'est certes pas du « négatif » qui fait écrire, s'écrier ; « Elle m'aime, donc fe suis. » Sans duyte, le mot vient-il un peu du professeur de philosophie, mais il va loin et s'enfonce en vihrant. Ne trahissons pas ce livre ; « roman » d'amour, sûrement, e'est un témoignage politique, Mais qui laissera naturellement de giace les politiques à sang froid, Mauriche T. Maschino ne le sait que trop : ce serait trop heau si le cœur — le hattement humain — se trouvait toujours à sauche.

(1) Esdéle MEspet : lo Femme aluée.

(1) Fadéle M'Rabet : lo Femme algé-rienne. Maspéro, Paris, 1964, 144 pages (épuisé).

PROCHE-ORIENT

* Gallimard, Paris, 1974, 224 pages, 6,90 f. JUIFS ET ARABES, - Albert Memmi.

6.98 f.
On sait la place que tiennent dans
l'œuvre d'Albert Memmi la défense et la
libération du colonisé, et d'abord du
colonisé arabe. La place eusst, hien
entendu, du destin du peuple d'israél
— au sens large — et il reprend ici la
thèse de la c spécificité fuive s. Il s'agit
d'une persécution et d'une baine ethnocidaires : e'est bien un peuple en tant qua

d'une persécution et d'une baine ethnocidaires : c'est bien un peuple en tant qua
tel qui est visé.

Aussi, cette fois, ce colonisé que Memmi
nous montre, c'est le juif lui-mème. Colonisé par un peu tout le monde, sans
doute, mais d'abord et aurtout par les
Arabes, précisément. En quoi ceux-ci
furent des colonisés — demeurent des
décolonisés — colonialistes. L'euteur le
rappella dans una lettre au colonel Kadhafi, qui est à la fois dénonciation
véhémente appuyée sur les faits, at appel
pathétique. Me m mi a pris soudain
conscience qu'il est un e juif-arabe », et
que, sur ce juif-là, il u'y avsit pour ainsi
dire pas de témoignags. Il en epporte
un : avec le rappel d'une longue histoire,
le tableau misérable des rétugiés juils des
pays arabes (pendant évident aux Palestiniens), mais surtout une appréciation
de la réalité et de l'avenir, purges des
passions et des fanatismes qui les meugient. L'Etat d'Israël est devenu collectivament e le juif des pays arabes e.

On lira notamment avec intérêt le dévelorpement sur « la ostion arabe et l'éplie
dans un corps, mais des «corps e —
nations, peuples — juxtaposés pour les
quels il faut tronver une coexistence pacifique, Pour Memmi, la sciution ne peut
être que socialiste. Y. P.

"Les fanfares perdues" de Georges Buis

Por YVES FLORENNE

l'ATTENDONS pas pour le dire, et disons-le comme on le ressent, parvenu d'une haleine à la dernière page: voilà, dans le geare, un des livres les plus passimmants et vrais qu'on puisse lire aujour-d'hui. Quel genre, justement? Eh! blen, d'un mot: Retz. Pour situer. Non sans se garde d'aocabler en égalant; mais sans user du tout d'une des formules favorites de l'auteur: c toutes choses Inégales d'ailleurs. D'abord, ici et là: le fait d'être en situation de « porter témoignage sur une trentaine d'années » décisives. Sans doute, pour nous, ces nunées-là sout comme un instant: celui d'une mutation. Mais, dans une histoire encore ralentie, l'époque de Retz moutre les prodromes d'une autre mutation qui éclatera un long siècle plus tard. Et puis, surtout: la qualité du témoin, qui va de soi pour que vaille le témoignage. Enfin, ici comme là, ce paradoxe: des mémoires parlès qui, soudain et souvent en même temps, saisissent par leur écriture. par leur écriture.

par leur écriture.

Retz. quand il cessait d'écrire comme Tacite, parlait-il son livre devant un secrétaire? Ici, c'est mieux :
le principe est l'eniretien. Mais comment garde-t-on le
mouvement de la parole chaude, qui toujours se glace
dans l'imprimé, nu s'évanouit? Cette fois, elle « prend »
en écriture. Jean Lacouture, l'interlocuteur, ue se borne
certes pas à recevoir : Il relance, nriente, ouvre une
perspective, provoque nu rompt le flash back, projette,
met en scène. avec une concision et une pertinence
frappantes, souvent en connaissance de cause, témoin
lui-même du têmoin. Et le mémorialiste, allègrement
rebondit.

Mois cui est-il ? Les lacteure de la Cautte de

Mais qui est-il? Les lecteurs de la Grotte et de la Barque le savent déjà. Uu géuéral, auteur de deux romans — deux parce qu'il u'a pas encore eu le temps d'en écrire davantage, — ce n'est déjà pas banal. Même si ces romans sont nès, nut été nourris, de l'action, de la vie, que les circonstances interdisent d'ailleurs d'appeler « professionnelles «. Au vrai : un de ces militaires au-delà du militaire, que les autres u'aiment pas, et dent le modèle est évidemment de Gaulle. Ceux-là ont de commun avec les autres qu'ils ne « font pas de politique » ; seulement ils out une tête éminemment politique, fortement équilibrée entre une éthique et une esthètique. Leur dynamisme intellectuel, qui a pris élan sur une eulture autre que militaire, est en quelque sorte naturel parce qu'il est celui de l'histoire. C'est d'ailleurs pourquni Georges Buis, qui se défend toujours d'écrire l'histoire. l'écrit paurtant, comme il a été porté par elle : parce qu'il est dans sou sens.

CE que le lecteur ne cesse de vérifier, et d'abord dans les deux domaines majeurs; la guerre et l' « empire ». En 1937, l'auteur est lieutenant de chars, ces chars qui « ne servent à rien » — c'est la ductrine — qu'à « satisfaire l'opinion ». Uue imagerie quesi allégorique : fin de grandes manoeuvres : constellatinn de « képis dorés » sur un tertre ; amphis ; soudain surgit un « immense bonhomme », « un personnage de Grèco », qui s'empare de la parole pour une critique d'un mépris de fer. Le colonel de Gaulle est brutalement renvoyé dans le rang par un genéral alors célèbre : de ceux qui ont déjà, et d'avance, perdu la guerre. Vingt ans plus tard, devenu colonel à son tour, Georges Buis retrouve devant lui des généraux pareils qui ont, certes, fait des progrès : de 1937 ils sont passès à 1944, et s'y tiennent.

TIERS-MONDE

dire les hommes — se trouve. A moins que la c production e ne soit pas faite pour la e maio-d'œuvre e mais la a main-d'œnve e pour la a production »? L'ancian conseiller de François Mitterrand

S.O.S. CULTURE!

livres et disques français

Résidents à l'étranger, ouvrez un compte par une provision de 150F minimum au équivalent en devises. Vous commonderez livres et disques disponibles Ils yous porviendront dons les meilleurs délois,

au moindre coût (détaxe de 6,5% sur les livres remise de 10% sur les disques et cassettes)

Envois en recommondé. Pos de frais de dossier pour

toute commande supérieure à 100F (sinon 4,50F) Frais réels de port (avion au surface à votre choix)... Dans l'intervalle, il aura fait la guerre en Algérie, mais pour décoloniser l'Algérie. Il y reviendra pour assurer le passage à l'indépendance. Ce n'est pas une conversion : l'indépendance des peuples oulonisés ou protégés, il l'a non seulement pressentie, touchée, au Levant mais aimée. Coup de fuudre pour le Lihan, débuts de l'amitié avec Gabriel Bounoure et Georges Schéhadé. Elle s'est nouée vingt ans avant la première, à Paris, de cette mémorable Histoire de Vasco sur laquelle il s'attendrit — sait-ou qu'il a servi de modéle au poète pour le lieutenant Septembre? — mais qui n'était pas la vraie première : elle avait eu lieu à Baalbek. Le Monde, à Paris, fut contre : à Baalbek, il avait été ardemment pour. Mais vers 1936, le lieutenant Buis de Septembre révait à des poèmes. Ces inclinations, ces amitiés, signent un militaire et annoncent sa perdition. La preuve : il entrera tout do suite en dissidence, et c'est Bounoure qui aura à entendre le cri du cœur de Dentz : « L'imbécile! Il était au tableau. » C'est le maître-mot du milleu. Triste et désabusé, Georges Buis l'entendra de nouveau près du cercuell de Leclere : à ce qu'on u'ese appeler le banquet d'enterrement, les généraux speculent sur les « heureuses perspectives » pour l'avaucement ainsi nuvertes par cette fin. qu'on n'ese dire inespérée.

C'est sous Leclerc que Georges Buis fait la guerre ; il le suit en Indochine. De ce grand fragment de

n'ese dire inespérée.

C'est sous Leclerc que Georges Buis fait la guerre; il le suit en Indochine. De ce grand fragment de l'histoire èmerge, touche à touche et retouches, hors de l'hagiographie, sur fond d'admiration, la figure du chef dout la mort appelle un « cri de reconnsissance et de tendresse». Portrait historique, entre d'autres. Les deux plus implacables sont assez aux antipodes. D'Argenlieu en Indochine, « doucereux » a l'en-guerre » (le couterte set plus tarrible) : et Weyrand : « Le soul D'argenheu en Indochine, « doucereux va-t'en-guerre » (le coutexte est plus terrible) ; et Weygand : « Le seul homme que j'aurai méprisé » Car lorsque ce cavalier charge, e'est furiensement. « Guerrier fou d'écriture », dit Jean Lacouture, mais guerrier, sûrement, et non pas fonctionnaire de la guerre. Oui, mais : guerrier de la non-guerre. La rigueur intellectuelle avec laquelle il soutient sa foi dans la dissuasion nucléaire, ébranlera nu convaingra. En quui, d'ailleurs, il est, en 1975, fidèle à l'esprit du de Gaulle de 1935.

ENTRE tant de portraits, c'est bien entendu à un L'autoportrait que le pousse en dauce Jean Lacouture. Il le sent résiste, mais comment se dérober ? Dans ce tableau de trente années, il faut bien que lui-même tableau de trente années, il faut bien que lui-même se dégage de sa propre peinture. Aussi va-t-il la signer d'un trait : «Un Jacobin qui n'avait pas le sens de l'empire.» Et qui a une certaine idée, un certain sentiment, de la France, de l'homme, de la vie. Jacobin devenu, d'ailleurs, quelque peu Girondin. On ne lui en saurait certes pas mauvais gré, si son « fédéralisme » national ue tirait d'un côté : « Bon Français se sentant tout autant méditarmemen letin certer.

national ne tirait d'un côté: « Bon Français se sentant tout autant méditerranéen, latin, occitan.»

« Latin », en France, on ne se l'est que trop senti. Pendant deux mille ans, nous avons coutinné de trahir la Gaule. Et de cette trahison-là, que le décolonisateur devrait répudier, le poète pent porter le deuil, qui est celui de nutre poèsie même. Il faliait bien le contredire une fois, au terme de cette histoire, de cette ebronique, qui n'aurait pas tant de prix si elle n'était écrite par un écrivain. Derrière lequel — derrière, ou plutôt : dedans — il y a un homme.

Le Senti, Paris, 1975, 288 p., 39 F.

AFRIQUE

DEVELOPPEMENT SANS DEPENDANCE - IN THE EYE OF THE STORM; ANGOLA'S HISTOIRE DE L'AFRIQUE - Robert Cornevin **Pebple.** — Basil Davidsof

* Calmann-Lévy, Paris, 1974, 264 pages, 20 F. ★ Penguin African Library, Londres 1975, 352 pages, 90 pences. **Calmann-Levy, Paris, 1974, 204 pages, 30 F.

Slynthèse d'idées élaborées au cours do quinze années d'expérience comme économiste sur le plan international, le livre de Pierre Uri propose a on styla d'action à l'égard du tiers-monde qui ne réponde pas seniement à l'urgence de ses besoins mais aux exigences de sa dignité s. On notera, tout au long de l'ouvraga, la réapparition fréquente du leit-moilvibre-échangiste cher é l'Institut atlantique, qui coédite ca livre et en a petronné la rédaction. Au fond, Pierre Uri a le tort majeur de prendre les problèmes à l'envers. Ecrire à propos de la division internationale du travail que e rien n'est plus important que de convaincre la main-d'œuvre et ses représentants d'abandonner l'attachement à l'emploi sur place : cette immohilité n'est pas compatible avec un progrès sans infiation s, c'est nier que le bonne place pour la production pulses être celle précisément où la main-d'œuvre — e'est-à-dire les hommes — sa trouve. A moins que la c production e ne soit pas faite

Le 31 jauvier 1975 l'Angole n cessé d'être officiellement une province portu-gaise, tandis que s'installait à Luanda un règime de transitiou destiné à pré-parer le pays à l'indépendance, dont la proclamation est prévue pour le 11 no-

territoires de l'Afrique portugaise, quali-fiée récomment « d'exemplaire » par le président Léopold Senghor, constitue une président Léopoid Senghor, constitue une bonne occasion pour lire — ou relire — l'ouvrage que Basil Davidson e consacré voici deux ans à la lutte de libération angolaise. E. Davidson, qui a effectué plusieurs séjours en Angola depuis 1954 et qui comnaît bien les principaux dirigeants des mouvements de libération, évoque ici l'histoire de ce pays riche, deux fois plus grand que le France, et retrace les principales étapes de as lutte de libératiou nationale.

Pays riche, puisou'il constitue le châ-

Pays riche, puisqu'il constitue le châ-teau d'eau de l'Afrique australe, qu'il se place mi cinquième rang des producteurs de café et renferme dans son sous-sol zinc, eutvre et diamant, l'Angols n connu une histoire marquée par trois grandes

HISTOIRE

HITLER. — Robert Payne

حكدامن رياصل

* Enchet-Chastel, Paris, 1974, 567 pages, 59,75 F. si,75 F.

Auteur da grandes biographies, d'ailleurs fort diverses — de la trilogie Marx, Lénine, Staline, à Gaudhi et Mairaux — Robert Payne s'est atteoné à Bitisr. Du rustique beresau nutrichien au tombeau wagnérieu din bunker, ce très gros livre veut ue rien ometitre, ne rien laisser dans l'ombre. Bien entendu, les interprétations sont de l'auteur, ainsi que la reconstitution des dialogues, le miss en pages et en scène d'un drame bors de mesura. Si jamais, selon la formule, histoire s'est lue comme on roman — très noir, — c'est bian celle-là. 691 pages, 150 P.

Dans ce nouveau volume de sou histoire ché à ratracer les destinées historiques d'un certain nombre de pays dont le seul dénominateur commun est d'être asses mai coonus des spécialistes francophones, et a fortiori du grand public. Il aborda donc successivemant l'Afrique du Sud. la Namible et les trois eutres protectorats britanniques (Lesotho, Botswana et Swaziland), les États issus de l'ex-Afrique centrals (Rhodésie, Zamble et Malawi) et orientale (Kenya, Tanzanie et Ougands), ceux issus de l'ancienne Afrique belge (Zaire, Rwands ot Burnudi) et enfin le Togo et le Cameroun qui furent jadis des colonies allemandes.

Ce parti pris pourra surprendre les spécialistes; il offre en tout cas l'avantage appréciable de proposer nu lecteur une mine de renseignements sur des pays que les hasards de l'histoire ont récemment pour lesquais on dispose encore de peu d'éléments de connaissancs. La tâche était d'avant plus difficile que l'historien se heurte ici à une double et paradoxale difficulté: d'une part la rareté das sources pour la période colonials de l'entre-deux-guerres, d'autre part la pléthore des documents (d'une valeur selenl'entre-deux-guerres, d'untre part la plé-thors des documents (d'une valeur scien-tifique parfols douteuse) é partir de 1955, année de la conférence do Bandoung, Si la páriode d'avant 1918 est le plus favo-rable à l'historien, en raison de la règle qui livre accès aux archives après un délai de einquante ans, encore faut-il que ces archives existent! Oe qui est loin d'être toujours le cas en Afrique où elles ont été la prolo tantôt des termites, tantôt des flammes, notamment au Zaire où Léopold II fit systémasiquement brûler à Bruxeltes les archives de l'Etat Indé-pendant dn Congo, accompagnant cet autodafé de os commentaire vengeur: « Je leur donnerai mon Congo, mais ils n'ont pas à savoir ce que j'y si fait! » Par contre, après la deuxième guerre

Par contre, après la deuxième guerre nondiale, la documentation ne pose plus

Tel qu'il se présente, accompagné d'une trentaine de cartes originales dues à Marianne Cornevin (qui a par affleurs rédigé les chepitres Zaire et Togo), ce volumineux ouvrage, sans équivalent dans les autres pays, apporte an lecteur un indispensable complément à l'histoire

ÉCONOMIE

PLANIFIER L'ENTREPRISE - Ouvrage collectif sous la direction de M. Creaer et

* Edition Marabout, collection « Monde Moderne », Paris, 1975, 382 pages, 17,50 P. Préfacé par M. François Dalle, P.D.G. de l'Oréal, avec une postface de M. Jacques Delora, cot ouvrage se situe plutôt au niveau de la recherche que de l'initiation. Entre les considérations sur l'économèrie et les modèles l'par Jacques Athall et Marc Guillaume) et les diagrammes aur les modèles l'entreprise et l'analyse de rentabilité. le lecteur non économiste eura du mai à suivre cette première tentative des éditions Marahout dans le domaine des éditions de l'entreprise (Marime Crener. Georges M. Hémanit, Pierre-André Julien) et français côtofent des personnalités du monde des affaires (J.M. Dubois, du groupe Empain: Paul Herinekt, de la Société Générale de Belgique, Lucien P. Decierck, conseiller à la CEGOS) et Prançois Het m a n. administrateur à l'O.C.D.E. Chaque thème abordé fait l'ohjet d'un chapitre : fascination du changement ; risques bumains de l'avenir ; mutation de l'entreprise ; organisation-communications et plan d'entreprise; plan national et gestion d'entreprise; payendo-sociologie de la gestion d'entreprise; payen sational et gestion d'entreprise; payen sational et gestion d'entreprise; payen pational et gestion d'entreprise; payen sational * Edition Marabout, collection « Monde Moderne », Paris, 1975, 382 pages, 17,50 P.

POUR COMPRENDRE LA CRISE. - René

* Paris, Albin Michel, 1975, 271 pages, * Paris, Albin Michel, 1975, 271 pages, 39 F.

Malgré son titre ambitieux, ce livre ne traite de « la crise » que du point de vue de ses conséquences eur l'économie des pays développés, en particulier la France, Pour René Maury, professeur de actences économiques à l'université de Montpellier, le plan de lutre contre l'inflation adopté par le gouvernement francais en juin dernier aurait euril si la hausse du pétrole et des matières premières était une bausse passagère. Il n'en est rien ; c'est la « décolonisation économique du monde » qui commence à s'opérer, et ses premières conséquences se font sentir aujourd'hui : poursuite inexorable de l'inflation, relentissement de l'activité, chômage. Seul un programme d'austérité visant à l'indépendance énergétique et au remodelage de la sociélé française peut garantir à la France de conserver dans vingt ans son indépendance économique et politique.

Malheureusement (pour certains), la « décolonisation économique » annoncée par René Mauny risque de tourper court plus vite que prévu. C'est en tont ces, sans doute, la point de vue de l'Algérie. Et même si un pays comme l'Algérie. Et même si un pays comme l'Algérie. Et même si un pays comme l'Algérie de sera grâce à l'exploitation d'une maind d'œuvre étrangère, selon un schème hétas! bien connu, Aloutons que l'on aimerait bien voir les économistes, quand his interviennent dans un débat public, sortir du traditionnel appel à l'erfort, à l'austérité, a l'arbitrage an faveur de l'inventissement au détriment de la consommation, dènat fondamental e dans l'histoire des peuples comme dans celle des l'amilles e (sic.)

CINÉMA

CINEMA ET SOCIETE MOBERNE. - Arriv Goldmann

* Denoël/Gouthier, « Bibliothèque Médistions », Paris, 1974, 256 pages, 11.50 F.

Appliquant à la lecture do films une analyse de type « structuraliste gánétique » (que son époux Lucien Goldmann avait _développée _ct _affinés dans le domaine littéraire). Anuis Goldmann antreprend de déceler, dans on corpus limité aux premières cuvres de quetre réalisatours (Rennais, Antonioni, Godard, et Robbe-Grillet), les tendances implicites dans la société suropéenne de 1953 à 1963.

Ces cinéastes apparaistent, par-delà leurs différences, animés d'une problématique commune : ils témoignent d'une mutation sociale en réagissant contre une forme nouvelle de société qui commençait alore à se mettre en place, à l'insu même des eltoyans : la société de consommation. Ce type de conclusion est sans donte des eltoyans : la société de consommation. Ce type de conclusion est sans donte aujourd'hui l'aspect le moins surprenant de cet onvrage qui est la refonte de la thèse de troinièms cycle soutenue par l'auteur en 1969.

La première partie du livre, plus théorique, est sans conteste la plus intéressante. Annie Goldmann privilégio dans un film son caractère de révélateur social, elle c'attache donc à mettre en lumière le aignification de l'œuvre et rend compte de la nécessité des éléments qui la constituent. Elle consdère le film comme cun tout achevé qui obéit à ses propres lois et à elles senles e.

Avec un souci didactique certain. l'auteur décrit ensuite sa méthode qui consiste, en premier lieu, à s'interroger sur ce qu'a fait le cinéaste et surtout comment il l'a fait et pourquoi il Fa fait. Au moyen du concept opératoire central de « structure significative » Il s'agit, aspique Annie Goldmann, de « comprendre les structures et les visions du monde auquelles correspondent un certain nombre de films contemporains et comment le réalisateur les a exprimées à l'aide des movess suéctifiques des

ÉDITIONS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

• LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN FRANCE - DES ORIGINES A 1914 (tome I) et DE 1914 A NOS JOURS (tome II), par Jean Matron (François Maspero, Paris, 1975, 419 pages et 45 P

pour chaque volume) : Une étude du mouvement anarchiste français, complétée dans le tome II par une importante bl-blicarents • LA LECON D'ALTHUSSER, par Jacques Rancière (Gallimard, collection « Idées », Faris, 1974, 277 pages, 7,20 F).

inter-livres 38-40, avenue des gobelins 75013 paris

₫.

Politique et littérature

Terreur fantasia et... Palestiniens

Par MARIE-FRANÇOISE ALLAIN

A reconnaissance de l'existence d'un peuple susceptible de se constituer en nation ne s'opère pas seulement par l'intermédiaire d'instances internationales — qui peuvent d'ailleurs faire ou implicitement défaire des Etats; elle s'opère aussi, entre autres, par la littérature, notamment la littérature populaire, le roman d'espionnage ou celui de politique-fiction.

Que, depuis cinq ans environ, les Palestiniens soient entrés, ne serait-ce que comme figurants, dans la littérature occidentale, qu'ils se soient par ce biais emparés de l'imagination des lecteurs de « S.A.S. », qu'ils aient, un peu par effraction, pénétré sur le terrain de la politique-fiction jusqu'aiors réservé au docteur Folamour ou au docteur Kissinger, tous ces éléments semblent devoir indiquer que, dans ce domaine, ils étaient sortis de l'indifférence bien avant la visite de M. Yasser Arafat à l'ONU.

Arafat à l'ONU.

Leur nécessaire apparition sur la scène internationale se trouve trop souvent déformée par l'intérêt même que leur portent certains auteurs an jugement presque toujours ambigu quand il n'est pas partial. On ne sera pas étonné de constater que, pour Gérard de Villiers, les Palestiniens sont les brutes de Massacre à Amman et de Kill Henry Kissinger. Pour Alfred Coppel, dans Clash, ce sont des « fauves » en voie de disparition. H.G. Konsalik les écraserait bien sous sa botte pour réserver le désert d'Amour et sable chaud aux seules ex-victimes du Führer. Dans Rosebud, de Paul Bonnecarrère et Joan Hemingway, le dégoût

et la réprobation se muent en cocasserie à la mode. La perspective semble aussi légèrement truquée par le double jeu infiniment complexe de Michael Howell, dans le Levantin, qui ne reflète probablement que l'état d'esprit de son créateur, Eric Ambler. Il fallait le très bean roman de

Il fallait le très bean roman de Jean Bertolino, les Orangers de Jatja, pour inverser à lui tout senl l'image courante des Palestiniens présentée par les autres romanciers occidentanx et pour la transformer en image d'Epinal, en amorçant peut-être par là un processus de sacralisation de la question palestinienne.

On se rend très vite compte que, dans tous les ouvrages mentionnés, sauf un, la littérature déforme, avilit, récupère. Pourquoi donc parler de « reconnaissance », de la fin d'une « indifférence »? Pourquoi se montrer optimistes alors même que l'on devrait avoir honte de ces expressions de racisme, d'aveuglement politique, de ces mésestimations, voulues ou non, des faits transformés en autant d'instruments de diversion servant à démobiliser le grand public? Parce que, lorsque la littérature commence à faire des enfants à l'histoire, la cause d'un peuple est virtuellement gagnée, sans doute même avant d'être entendue. Un processus s'enclenche; que les rejetons soient monstrueux ou normaux, ils rentrent à leur tour dans l'histoire. Le précepte de Dumas père selon lequel « on peut violer l'histoire à condition de lui faire des enjants » se trouve appliqué. Qu'importe alors qu'on alt affaire à des « bons » on à des « mauvais » Palestiniens?



Les pièges des « S.A.S. » sont les plus faciles à déjouer. Mais il ne faut pas sousestimer l'adversaire: Gérard de Villiers dose très habilement le vrai et le faux. Le cèlèbre Malko, envoyé à Amman par la C.I.A. pour faire échouer une tentative d'assassinat du roi Hussein, déroute en nous lançant sur une multiplicité de pistes: qui a intérêt à faire assassiner Hussein en ce début 1971? Les services secrets britanniques, qui ont passé un accord avec l'Egypte lassée de l'intransigeance du « petit rol.» à propos du partage de Jérusalem? Les grosses companies pètrolières, maladroitement écartées pour un temps par le souverain? Les fedayin, jugeant que, sans Hussein, la Jordanie pourrait devenir un Etat palestinien?

12

Le suspense n'est en fait que prétexte à tourner les fedayin en ridicule. Ils doivent, comme Guignol, paraître grotesques: après les massacres de septembre 1970, ils ne méritent toujours pas que l'on s'intéresse à eux, même pas pour les exterminer: « A Amman, dès qu'on tirait un coup de fusil en Tair, du Caire, le docteur Arafat criait au génocide. Le roi Hussein était un homme prudent et rassuré. Le temps jouait contre les jedayin. Inutile de fabriquer des marturs. »

Le mepris ne suffisant pas, il faut leur ôter toute crédibilité en tant que « fedayin » (combattants). Ils seront donc laches, < bien armes mais d'un héroisme mesuré > !... De surcroit, à la fois rigolos et gendarmes, ils détiennent le monopole de la cruauté : «Ce π'était pas la première jois qu'on torturait un peu au FPLP... Personne ne s'en formalisait. » Ou encore: « Les Palestiniens traitaient le meurtre avec la char-mante légèreté des ballets russes. > Enfin, les plus atroces descriptions de viols et de dérèglements sexuels viennent parfaire le portrait robot dn bandit palestinien (parfois une femme — Lella Khaled ayant sans doute inspiré les extrapolations de l'auteur) : « Une certaine nymphomanie allait souvent de pair avec la furia des femmes comme Rativa », le « Pasionaria des jedayin >.

Quand la caricature est aussi outrageusement outrancière, le piège se découvre tout seul : les Palestinieus sont des géneurs dans la mesure où ils représentent les seules forces véritablement révolutionnaires en Proche-Orient,

dans la mesure où ils contrarient les intérêts des Grands. En effet, que l'assassinat d'un Hussein ou d'un Kissinger en visite au Koweit pour négocier un compromis avantageux menace le statu quo, alors devient urgent de suivre la méthode Coué en glissant fréquemment de petites phrases rassurantes telles que : « Sauf imprévu, les fedayin avaient perdu. > est également nécessaire, pour maquiller la caricature, de prouver one l'on n'est pas foncièrement raciste ou anti-Arabe, en opposant aux affreux Palestiniens des héros orientaux : les Bédouins feront l'affaire, eux qui ont su garder la « pureté des sentiments » et le < courage >.

Les mécanismes de Clash et d'Amour et sable chaud demeu-rent identiques : le suspense sentimental du dernier et les hypothèses canchemardesques du premier servent à mettre en lumière le sadisme et le raffinement dans la cruauté des Arabes (pour Konsalik) et leur manque total de sentiments humains (pour Coppel). Ces deux auteurs égalent Gérard de Villiers en mépris et en brutalité dans leur facon de traiter le problème. Konsalik explique les raisons de la victoire israélienne dans la guerre de six jours par la seule pleutrerie des vaincus (« l'armée jordanienne jeta les armes aussitôt en pleurant, jascinée par la puissance de l'ennemi »), et par le classique fatalisme oriental (« le musulman trouvait un secours dans son inaltérable fanatisme religieux; il acceptait tout_ parce que_ tel était le destin >). La démarche de Coppel mettant en scene, dans son roman, les Palestiniens qui vont kidnap-per le vice-président des Etats-Unis est presque aussi rudimen-taire. Il parle de leur « esprit primaire». Lui aussi leur refuse toute crédibilité en donnant au terrorisme international l'explication suivante : « Quelle que fût la soif de justice dont ils se targuaient... qu'ils fussent des tueurs de l'IRA, des Panthères Noires, des Vietcongs, des assassins du Front arabe — (ils) agissaient ainsi parce qu'ils se nourrissaient de violence. > Il est bien connu que nos sociétés, puisque repues, ne se nourrissent pas de violence,

Cependant, mis à part ces traits communs, les romans de Coppel et de Konsalik sont peut-être plus insidieux, chacun à sa manière,



DANS UNE RESPECTABLE MAISON D'EDITION.

que les « S.A.S. » cyniques de Gérard de Villiers. Amour et Sable chaud, an lyrisme proximiste débordant, joue de toute évidence sur la corde sensible, sur ce fameux sentiment de culpabilité à l'égard d'Israël. Comment ne pas souhaiter détendre l'opprimé qui plaide: « C'est la tragédie de notre peuple: nous ne serons jumais tranquilles » ? Comment ne pas craindre l'apparition de nouvesux petits Hitler arabes ? Le lecteur ne songe pas alors à se demander ce que deviennent ces misérables sans titre de noblesse, les Palestiniens. D'ailleurs, ils n'ont même pas de nom dans le roman. En 1968, on ne pouvait, semble-t-il, parler que de « réfugiés jordaniens », ou « arabes », pitoyables certes, « armés de gens sans espoir, sans toit, sans avenir », mais combien peu intéressants comparés aux Israéliens qu'on avait juré de rejeter à la

Le caractère démobilisant de Clash paraît d'autant plus insi-dieux qu'il reflète sans doute une attitude conrante aux Etats-Unis: Coppel construit son roman, situé en 1980, sur une ntopie géographique trop commode: le partage de la péninsule du Sinai entre Israèliens, Egyptiens, Américains, Russes et forces de l'ONU. Il a donc éliminé toute antre hypothèse relative au développement dn conflit israélo-arabe en effaçant notamment de sa carte une entité qui aurait mérité sa place, celle du peuple palestinien. Celui-ci survit dans une poignée ridicule de terroristes décrits, nous l'avons vu, comme des êtres sanguinaires, ayant même perdu leur propre ideal puisqu'ils n'ont plus de patrie à reconquérir. Le livre n'est malheurensement logique que si l'on part du principe que les Pa-lestiniens ont renoncé à toute idée de « retour ».

La cote d'amour des fedayin n'est guère plus hante dans Rosebud et le Levantin. Mais ils ont au moins l'avantage d'apparaître comme des superstars dans l'un, comme des adversaires réellement redoutables dans l'autre. Le sujet des deux romans demenre le chantage : enlèvement des cinq plus riches héritières du monde capitaliste (dont la petite fille de Fargeau-Dassault) dans Rosebud, avec pour motif une publicité gratuite pour les Palestiniens et pour but plus lointain la déconfiture des puissances qui auront di cèder à ce chantage; infiltration

ŒUVRES CITÉES

- MASSACRE A AMMAN, Gérard de Villiers, Plon, 1971.
 KILL HENRY KISSINGER, Gérard de Villiers, Plon, 1974.
- CLASH (THIRTY FOUR EAST).

 Alfred Coppel traduit par
 France-Marie Watkins, Denosi,
 1974.

 AMOUR ET SABLE CHAUD
- AMOUR ET SABLE CHAUD (LIEBE AUF HEISSEM SAND).
 H.G. Konselik. traduit par Jeanne-Marie Gaillard-Paquet, Presses de la Cité, 1968.

 ROSEBUD. Paul Bonnecarrère
- et Joan Hemingway, Fayard. 1973.
- LE LEVANTIN (THE LEVAN-TER), Eric Arbier, traduit par Michel Deutsch, Hachette Littérature, 1972.
- LES ORANGERS DE JAFFA.
 Jean Bertoline, Editions France
 Empire, 1974.

en Syrie d'un commando palestinien dans une usine de piles électriques, dont le patron, Michael Howell, le «Levantin», devra collaborer à la confection de détonateurs qui serviront à ané-

antir plusieurs villes israéliennes. Les sentiments des anteurs de Rosebud à l'égard des Palestiniens paraissent très mitigés. D'emblée, on décèle chez eux une sorte de crainte admirative envers ceux qui ont compris que « le chantage > était l' « arme absolue du vingtième siècle. Le livre continue à exsuder sympathie et répulsion. Ainsi la description du terroriste répugnant à faire souf-frir ses victimes reste ambiguë : « Kirbane était un tueur redoutable. Il n'avait pourtant pas en lui la moindre parcelle de sadisme. Il était devenu l'instrument impitoyable et réflèchi de la cause qu'il servait apec un fanatisme struc-ture. > Par ailleurs, les fedayin ont des délicatesses de chevaliers pour les donzelles qu'ils détiennent prisonnières. Ils exercent de surcroît une grande séduction intel-lectuelle, puisqu'ils ont inventé la machine à démonter notre civili-sation: le chantage leur permet de « s'emparer des moyens d'information », de présenter ensuite à la société l'image de sa propre goujaterie. Rien la que de très louable et tellement plus utile que « absurde chahut » de mai 68! D'autant plus que ces audacieux « sont prêts à donner la mort sans héstitation ni pitié si par ce geste ils servent la survie de leur peuple, mais qu'aucun d'eux ne sacrifierait un simple chien, soit sans raison, sott pour des raisons vé-nales ». Bref, ce ne sont plus les brutes des romans étudiés plus haut, mais des justiciers, des

martyrs, qui s'excusent publiquement d'être poussés à utiliser des procédés « odieux ». Ici, le mélodrame produit sur le

Ici, le mélodrame produit sur le lecteur le même effet que précédemment : ce grossissement, exagéré dans un sens on dans l'autre, vire an cocasse. Les Palestiniens, il ne faut pas s'y tromper, demeurent tristement des bouffons. Les anteurs démontrent en effet que les hommes de Septembre Noir (et ceux de l'OLP. complice) (1), ne sont que des naifs téléguides par la « bande »

Eric Ambler use de procèdés moins voyants pour décrire ce qui pourrait arriver el, avec la connivence de régimes progressistes comme celui du gouvernement baasiste, des terroristes en venaient à constituer une cinquième colonne menaçant Israël. Point de « victimes » ici pourtant, point de meurtres, mais une économie de moyens efficace pour conter l'histoire, à peine transposée sans donte, d'un ancien du Fath, Salah Ghaled (Salah Khalaf?). Celul-ci tente d'oublier les humiliations infligées en 1970 et 1971 tour à tour par les Jordaniens et par le comité central de l'O.L.P., qui l'a en quelque sorte mis hors la loi. Le Levantin est le premier de ces romans à ne pas mettre tous les résistants palestiniens dans le même panier, mais à souligner leurs conflits, leurs contradictions, dus à l'existence d'aventuriers comme Ghaled côtoyant des modérès comme Arafat, dont Ambler évalue très bien la position difficile : « Arafat n'est pas un quérillero. C'est un politique. Les Palestiniens qui tuent d'autres Palestiniens qui tuent d'autres Palestiniens qui tuent d'autres Palestiniens qui tuent des Israéliens, ça ne lui plast pas. Si jumais il instruatt qu'un règlement pacifique avec Israél pourrait peut-être intervenir un jour, il n'en faudrait pas plus pour qu'il ait la gorge tranchée dans l'heure qui sutvrait » (2).

qui sutvrait > (2).

Ces réflexions situent le niveau de lucidité du roman. Mais Ambler ne poursuit pas dans cette voie. Il préfère insister sur l'ignominie d'un certain terrorisme personnifié par Ghaled auquel il fait dire : « Quand nous autres, Palestiniens, devrons combattre pour la justice, il n'y aura pas de spectateurs innocents. > Michael Howell voit d'ailleurs son maître chanteur comme un « spécialiste de la mort et de la violence », un fou qui projette de détruire Israél à lui tout seul. Charge que tout cela? Peut-être pas... Il y a sans donte du vrai dans la manière dont Ambler prévoit les réactions des diverses organisations palestiniennes au coup de Ghaled : « Les sourires seraient forcès » et « les congratulations rien moins que sincères — mais il y aurait des sourires et des congratulations ». Ambler joue sur du velours, évidemment!

Finalement, Ghaled échoue, meurt. Mais restent cependant à l'esprit les images les plus inquiétantes, les plus nègatives pour la cause palestinienne. Sommes-nous suffisamment avertis pour reconaitre qu'il s'agit d'un simple effet d'éclairage?

Un souffle d'espoir

ES détournements d'avions, les L attentats, les prises d'otages ont apparemment traum atisé l'opinion, et la littérature s'est emparé du sensationnel, de l'excessif au point de provoquer la nausée. La Palestine remonte an bord des lèvres, alors qu'on devrait tous l'avoir un peu « au cœur » (3) Car toute cette partie est restée délibérément dans l'oubli : les souffrances dans les camps de réfugiés, la patience acharnée dans les camps d'entrainement des commandos, et, par-dessus tout, l'idéal qui expliqu. le pour-quol des combats. Enfin, pire que l'oubli, l'absence d'imagination d'un avenir ou d'une solution où les Palestiniens ne seralent pas réduits à une non-existence étonne dans les romans examinés plus haut, même s'il ne s'agit pas de romans « sérieux ».

C'est la raison pour laquelle il était temps que Jean Bertolino vienne apporter un peu de poèsie, un peu de compréhension tout en comblant ces lacunes. Ici, pas de guérilleros d'opérette, mais Yussuf, un adolescent fasciné par des persounages réels, Nasser, Habache, Bahdjat Abdal Amine. Hawatneh qu'il choisit de suivre, et qui symbolisent pour ce peuple d'écorchés vijs ces phares allumés sur mille citadelles dont parlait Baudelaire. Maigré les terribles déceptions d'action du roman se situe entre 1968 et septembre 1970) et les corps portés à la solidarité arabe, malgré Karameh. Irbid, Koufr Assad, Amman, malgré l'enfer, le livre appelle la certitude d'une victoire qui éviendra le jour où les Pales-

tiniens cesseront d'être un troupeau dispersé à la traine de ceux qui décident et pensent pour eux ». Les Orangers de Jaffa, si loin-

Poublier >.
C'est la leçon de Fadel al Mokhtar (dit Abu Mansur) à Yussuf C'est anssi celle qui permettrait qu'en Occident les Palestiniens ne se voient plus trahis par leur image de marque.

En attendant d'autres livres comme celul de Jean Bertolino, et malgré les distorsions apportées par la littérature plus facile, nous prenons lentement conscience que tout un peuple est entré en dissidence pour vaincre un monde qui tarde à lui restituer ses droits.

(1) En l'occurrence, après Munich, contrairement à ce que le roman laisse entendre, l'OLP, n'avait pas cru bon de recumalire ses liens avec Septembre Notr...

(2) Cf. l'attentat contre Arafat en octobre 1871.

(3) « Le Palestine au cour », Paul

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité charge le secrétaire général d'une mission de bons offices à Chypre

de buns offices à Chypre.

In session depuis le 20 février pour débattre du problème de Chypre, le Conseil de sécurité des Nations unies à adopté sans vote, le 12 mars, une résolution chargeant le secrétaire général, M. Rurt Wakheim, d'entreprendre une nouvelle mission de bons offices pour relancer les entretiens entre communautés chypriotes. Tous les Etats sont invités à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale, ainsi que le non-alignement de Chypre. Le Conseil de sécurité regrette en même temps la décision unilatérale du 13 février dernier « par laquelle il à été déclaré qu'une partic de la République de Chypre deviendrait un Etat ture fédéré ». Il exprime son inquiétude devant toutes les actions unilatérales des parties « qui ont compromis ou qui risquent de comprometre l'application des résolutions pertinentes de l'ONU ». Enfin la résolution précise que la décision du 13 février ne préjuge pas le règlement politique final du problème de Chypre et prend acte des déclarations selou lesquelles cette décision n'a pas été prise dans ce but. et prend acte des ordistrations seint lesquenes cette décision n's pas été prise dans ce but. Dès le 17 mars, M. Waldheim a entrepris des contacts préliminaires avec les parties pour discuter des modalités d'application de cette résolution.

> A la commission des droits de Phomme

La commission des droits de l'homme a achevé

La commission des droits de l'homme a schevé le 7 mars les travaux de sa trente et unième session, qui s'était ouverte à Genève le 3 février. Deux problèmes essentiels ont dominé ses débats: les droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël et au Chili.

Sur le premier point, une première résolution votée par 22 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 9 abstentions condamne les violations par Israël des règles fondamentales du droit international dans les territoires occupés et réaffirme le droit inaliénable des Arabes à retourner dans leurs foyers. Dans un autre texte, la commission déplore la « désacralisation » des lieux saints chrétiens et musulmans et demande la libération immédiate de Mgr Capucci (21 voix pour contre 6, avec 5 abstentions).

Après avoir examiné plusieurs rapports sur les violations des droits de l'homme au Chili présentés par diverses instances internationales, la commission a adopté par consensus le 27 février une résolution décidant de créer un groupe de travail chargé d'enquêter sur la situation au Chili. Le gouvernement chilien s'est déclare prêt à coopèrer pleinement avec lui.

Autres problèmes examinés: la situation en

lui.

Aures problèmes examinés: la situation en Afrique australe, les droits économiques, sociaux et culturels. La commission a aussi envisagé l'orientation future de ses travaux, pour encourager et développer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle a enfin reporté à sa prochaine sestion le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse.

PRATIQUES ISRAELIENNES DANS LES TERRI-TOIRES OCCUPES. — Le comité chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés s'est réuni à Genève les 10 et 11 mars, pour entendre les témolonages de six personnes récemoccupes seas reum a condre les 10 et 11 mars, print entendre les témoignages de siz personnes récen-ment expulsées de la rive occidentale du Jourdain. APARTHEID. — Le président du comité contre l'apartheid a rendu compte le 26 février deraier d'entretiens qu'il avait eus à Bruxelles avec les représentants du gouvernement belge ainsi que ceux de l'OTAN et de la C.E.E. sur la question des relations avec l'Afrique du Sud-

relations avec l'Afrique du Sud.

ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME. — Le comilé consultatif de la conférence de l'Année internationale de la femme a siègé à New-Fork pendant deux semaines le mois dernier. Il a exclusivement consacré ses travaux à l'examen d'un projet de plan d'action mondiale pour favoriser l'amélioration du rôle et du statut de le femme dans la société. Le projet doit recevoir sa forme définitive à l'issue de la conférence de l'Année internationale de la femme organisée à Mexico du 19 juin au 2 juillet.

MAINTIEN DE LA PAIX. — Le comité des opérations de maintien de la paix à tenu le 17 mors sa première réunion de 1975. On sait qu'il s'afforce de mettre au point des directives pour ces opérations.

RESTRUCTURATION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES. — La groupe d'experts chargé d'étudier la restructuration du système des Nations unies a siègé à Neu-York du 24 au 28 fébrier. Il est chargé, à la suita d'une décision de l'Assemblée générale l'on dernier, de proposer des modifications ou ajustements de structure pour améliorer le fonctionaement des Nations unies.

PROCHAINE SESSION SPECIALE DE L'ASSEM-LEE GENERALE SUR LE DEVELOPPEMENT. — Le BLEE GENERALE SUR LE DEVELOPPEMENT. — Le comité préparatoire de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui se consacrera au développement et à la coopération économique en septembre, l'est réuni à Neu-York du 3 au 7 mars. M. Abdelcele Bennani (Maroc) en a été élu président.

SOCIETES TRANSNATIONALES. - La commission des sociélés transnationales a tenu sa première session le mois dernier. Elle est saisie d'un rapport du secrétaire général intitulé c Projet de programma du secrétaire général intitulé c Projet de programma de travail aux tauta la samme des questions reis-tives aux sociétés transationales ». Ce document latt le point sur le programme d'études et de recherches coacernant les appets politiques, furi-diques, économiques et sociaux des sociétés trans-uationales, ainsi que sur les études qui peuvent conduire d'l'adoption d'un coda de conduita concer-nant ces sociétés.

DROIT DE LA MER. — La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer a ouvert le 17 mars une session de huit semaines. Elle doit négorier les principaux éléments d'une convention internationale sur tous les aspects du droit de

ESPECE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — Le souscomité juridique du comité de l'espace extraatmosphérique n'est pas parvenu, au terme de sa
session le : mars, à mettre au point un projet de
traité sur la Lune. Néanmoins, des « progrès importants » permettraient d'espérer que ce projet sera
acheré au cours de l'année 1976. La comité s'est
aussi préoccupé de la diffusion de programmes
télévisés par satellite et des conséquences furidiques
de le télé-observation.

STUPEFIANTS. — La vingt-sizième session de la commission des stupéfiants s'est tenus à Genère du II au 3 férrier derrier. Une résolution consucrée aux mesures sisant à réduire la démande filicite de drogues y a été adoptée, ainsi que des textes sur le traile illicite et le cannabis.

RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES. — Au terme de six semaines de

الدين المراجع ا المراجع المراجع

débats à Vienne, la conférence sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales a adopté le 16 mars une nouvelle convention gouvernant le statut et les fonctions des missions at délégations gouvernementales auprès des Organisations internationales, ainsi que la représentation des États aux conférences qu'elles organisent.

COMMUSSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE.

La conférence ministérielle des pays membres de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.) a siégé du 24 au 28 février à Nairobi. Elle a été consacrée essentiellement aux conséquences de l'inflation, à la détrioration des termes de l'échange et à la pénurie alimentaire.

— M. Adebayo Adedeji (Nigeria) a été nommé secrétaire exécutif de la Commission, en remplacement da M. Robert Gardiner, Il entrera en fonctions le 1º fuin.

COMMUSSION DESCRIPTION :

e COMMISSION RCONOMIQUE POUR L'AMEEIQUE LATINE. — La deuxième réunion latinoaméricaine sur la population a eu lieu à Mexico
du 3 ou 7 mars, sous les auspices de la Commission
économique dez Nations unies pour l'Amérique
latins (CEPAL) at de diverses autres institutions
régionales ou dépendant des Nations unies. Les
participants y ont disouté en particulier des implications, pour l'Amérique latine, du plan d'action
mondial voté par la conférence de Bucarest en acût
dernies. Une série de recommandations ont été
formulées à ce sujet.

— Des experts gouvernementaux, réunis à l'initiative de la CEPAL, ont disouté à Bogota du
11 au 15 mars de l'évolution de l'économie latinoaméricaine en fouction des objectifs de la Décamie
du développement, et de la possibilité de coordonner la position des Etats de la CEPAL quant à
l'institution d'un « nouvel ordre économique mondial ».

dial ».

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE.

— Réunts du 3 au ? mars, les conseillers économiques
des gouvernements de le Commission économique
des Nations unies pour l'Europa (C.E.E.-ONU) ont
décidé de préparer une « Perspective économique
générala pour l'Europe et l'Amérique du Nord ».

Traitant des relations entre la croissancs future
at le renforcement des relations économiques internationales, la perspective s'étendra jusqu'er, 1990,

— Au comité des problèmes agricoles de la C.E.E.ONU, qui a tenu sa vingi-sixième session du 10 au
14 mars à Genève, le marché de la viande bovine
a retenu plus spécialement l'attention. Les représentants des pays exportaieurs ont exprêmé leur
inquététuse devant la dégradation de la situation
et les perspectives du marché en Europe du NordOuest.

F. A. O.

Conseil extraordinaire à Rome: peu de progrès pour organiser la sécurité alimentaire mondiale

REUNI à Rome du 10 au 14 mars, le conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) à estimé que certains aspects du problème alimentaire s'étaient améliorés récemment mais que le monde, sur le plan alimentaire, continuait à vivre au jour le jour, ou plutôt d'une saison à l'autre. A son avis, un système de sécurité alimentaire mondiale n'est encore qu'un objectif éloigné. Le conseil tenait une session extraordinaire

pour prendre les initiatives recommandées par la conférence mondiale de l'alimentation, réunie à Rome en novembre dernier. Si les perspectives de récoltes en 1975 s'an-noncent bonnes pour le moment, la production mondiale de céréales a fléchi en 1974 pour la deuxième fois en trois ans, ce qui laisse des

deuxième fois an trois ans, ce qui laisse des stocks dangereusement bas.

a C'est au cours des quelques prochains mois que le déficit sera particulièrement critique », a déclaré M. A. Boerma, directeur général de la F.A.O. a Aussi, suriout pour le cas de l'aide alimentaire, où il faut toujours compter un certain délai avant que les vivres ne parviennent à destination, il sera capital d'agir avec une extrême rapidité. »

Sur le front des engrais, la pénurie et des

une extreme rapidité. *

Sur le front des engrais, la pénurie et des prix élevés posent bien des problèmes, notamment dans les pays les plus durement touchés. De mars à juin, ces pays manqueront de 337 000 tonnes d'éléments nutritifs, ce qui représente une perte de 2,7 millions de tonnes de céréales. Ces pays sont en outre incapables d'en payer le prix — il est d'ailleurs trop tard pour combler ce déficit.

Le directeur général s aussi déclare

payer le prix — il est d'ailleurs trop tard pour combler ce déficit.

Le directeur général a aussi déclaré que peu de progrès avaient été effectués en ce qui concerne l'entreprise de sécurité allimentaire mondiale adoptée par le conseil en automne dernier et acceptée par la conférence mondiale de l'allimentation. Une consultation d'experts relative aux politiques nationales de stockage, tenne à Rome le mois dernier, a envisagé le problème sous l'angle pratique : les experts ont estimé qu'un accord international effectif sur les céréales, qui engloberait des dispositions précises sur les prix et les stocks, fournirait une base solide à une coopération giobale sur la sécurité alimentaire mondiale.

Le conseil de la F.A.O. a étudié un grand nombre de résolutions prises par la conférence mondiale de l'alimentation, et il a recommande que tous les pays parlicipent au système mondial d'information et d'alerte rapide de la F.A.O. sur l'agriculture et l'alimentation.

M. John Hannah (Etats-Unis), directeur exécutif du nouveau conseil mondial de l'alimentation, participait pour la première fois aux travaux du conseil de la F.A.O. La première réunion officielle du conseil mondial est prèvue à Rome du 23 au 27 Juin.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL.

PROGRAMME ALMENTARE MONDIAL. — Le comité interpouvernemental du Programme alimentaire mondial ONU-FA.O. (PAM) s'est réuni à Rome du 17 au 25 mars. A la séance d'ouverture. M. Francisco Aquino, directeur exécutif du PAM. a démandé que la communauté des nations (ournisse au PAM 75 millions de dollars an nourriture, services et espèces pour son aide alimentaire dans le monde an 1977 at 1978.

Durant la session, le Canada a onnoncé qu'il avait souscrit en faveur du PAM un engagement supplé-

meniaire qui oa plus que quadrupler sa contribution pour 1975. Les Emirats arabés unis, de leur côté, ont annoncé qu'ils allaient lui journir une contribution de 3 millions de dollars en espèces.

Quatre pars asiatiques particulièrement éprouvès par les pénuries alimentaires — Inde, Pakistan, Bangladesh et Sri Lanka — vont blentot roccooir une aide alimentaire d'une paleur totale de 76,5 militons de dollars. L'envol de cette aida a até décidé au cours de la session.

Travail

Au conseil d'administration : examen de la situation syndicale au Chili

Chili

L E conseil d'administration du Bureau international du travail (BiT), réuni pour sa session de printemps au début du mois de mars à Genére, a décidé de recommander à la conférence internationale du travail, qui aura lieu en juin, un budget net de dépenses de 1444 millions de dollars pour 1976-1977. Les fluctuations monétaires et l'inflation affectant particulièrement le BIT. le conseil d'administration a demandé aux Etats membres d'effectuer rapidement le versement de leur contribution de 1975 et de verser par anticipation leur contribution pour 1976.

Le conseil d'administration a d'antre part examiné le rapport préliminaire d'une commission d'investigation et de conciliation sur la situation syndicale au Chili. Cette commission, créée en juin 1974, lance un appel au gouvernemeur chilien afin qu'il libère les syndicalistes détenus, qu'il suspende les détentions prolongées sans jugement, et lui demande de rétablir les garanties judiciaires normales, de réviser les restrictions aux droits syndicaux (uotamment en matière de réunos, collections syndicales et de nécessitions collectives), et

(notamment en matière de réunions d'élections syndicales et de négociations collectives) et d'adopter une nouvelle législation conforme au principe de la liberté syndicale. Le rapport définitif de la commission sera publié en mai.

Agence atomique

Application des garanties au Japon

Le consell des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (ALEA) a approuvé le 5 mars un accord de garanties avec le Japon qui permettra à ce pays après ratification du traité de non-prolifération des armes nucléaires, de s'acquitter des obligations découlant de l'article 3, L'accord de l'article 4, L'accord de l'article 4, L'accord de l'accord de l'accord de l'article 4, L'accord de l'article 4, L'a prevoit que les garantles de l'Agence serout appliquées à toutes les activités nucléaires pacifiques exercées sur le territoire japonais.

ACTIVITES DE RECHERCHE EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAONE. — L'ALE.A. et l'Association pour la recherche sur les rationnements et l'environnement (R.F.A.) ont privogé, le 25 lévelet. l'accord de 1871 établissant un programme constant de moderne sur l'amélioration quantitative et qualitative, per les techniques muclèmes, de, protéines des plantes de urande culture. L'accord viendra à expiration le 31 décembre 1975.

DOSIMETRIE EN BIOLOGIE ET EN METALINE

viendra à expiration le 31 décembre 1975.

DOSIMETRIE EN BIOLOGIE ET EN MEDRUINE.

— Plus de cent quarante spécialistes représentant trente et un paye et einq organisations internationales ont participé à Vienne, du 16 au 14 mars, u un colloque international organisé par l'ALEA, sur les progrès de la dosimétric utilisée en huboghet en médieuna, La dosimétric est une disciplire et en médieuna, La dosimétric est une disciplire qui présente une grande importance pour les applications médicules des rayonnements au diagnomine et au traitement du cancer.

e UNESCO. — L'Organisation des Nations unitérpour l'éducation, la science et la culture l'UNESCO! à recu le 25 mars une contribution extraordmulre d'un million de dollars de la part de l'Arable Samidite. Unans le cadre du programme de londs eu dépôt de l'Organisation, qui permei le linancement d'activités en dehors de son budget ordinaire, ce don sera affecté à des projets relevant de sa compétence dans sept pars du Sahel : Gamble, Hautivolta, Hali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tehad. L'UNESCO rappelle à cette occasion qu'elle a néré de jour plus de 20 millions de dollars au titre des londs en dépôt et que plusieurs projets linancés par des pays tels que la Républiqua lédérale d'Alimmagne, le Danemark, la Finlande, le Japon, la Norvège, la Suède, ainsi que par des organisations pribées, sont en cours d'erécution.

e ONUDI. — Les travaux de la deuxième confé-rence de l'Orounisation des Nations unies pour la déreloppement industriel (ONUUI) se sont déroulés à Lima du 12 au 27 mars. On trouvera un résumé de ses travaux dens le prochain numéro du Monde diplomatique.

diplomatique.

SANTE. — Des spécialistes reaus de pays riperains du Uanuba et des représentants d'arganisations internationales se sont réunts à Copenhaque du 3 au 7 mars pour examiner les problèmes liés à la qualité de l'eau du Uanube. Ce groupe de travail, qui avait été organisé avec l'assistance du Programme des Nations unles pour l'environnement (P.N.U.E.), a adopté des recommandations pour un programme d'réaliser avec la callaboration de l'Organisation mondiale de la santé (O.B.S.) et destiaé à la surveillonce continue de l'eau, de sidimente, de la flore et de le jaune du fleuve et d'étude des critères d'évaluation de le qualité de l'eau. La mise ou point d'un plan d'urgence de lutte contre les pollutions accidentelles, y compris et masout, a égaloment été examinée au cours de la réunion.

La sixième réunion des directeurs des écoles de santé publique a rassemblé, du 10 au 14 décembre à Manitie (Phülippines), des déléqués de trente pays d'Ajrique, de la Méditerrante orientale, du Sud-Est asiatique et du Pavifique cocléental.

• METEOROLOGIE. - L'Organisation météoro-logique mondiale (O.M.M.) a célébré le 23 mars la Journée météorologique mondiale. Le thème choisi cette année était « Météorologie et télécom-munications ».

CRU NUME STRANGER

Fonds monétaire international

Cinq opérations au titre du mécanisme pétrolier

ENTRE le 20 février et le 4 mars, cinq pays ont acheté au Fonds monétaire international (FML) 383 745 000 de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) au titre du mécanisme pétrolier : Grèce : 10 350 000 D.T.S. ; Haiti : 975 000 D.T.S. ; Israël : 62 millions de D.T.S.; Espagne : 296 200 000 D.T.S.; Ouganda : 14 220 000 D.T.S.

Tirage du Soudan

Le FMI a le 5 mars donné son accord à l'achat par le Soudan d'un montant de 18 millions de D.T.S. en monnales étrangères 18 millions de D.T.S. en monnales ctrangeres (12 millions de D.T.S. en francs français, 4 millions de D.T.S. en rivals du Qatar et 2 millions de D.T.S. eu dirhams des Emirats arabes unis). Ce tirage doit permettre au Soudan d'attenuer les difficultés de sa balance des palements provoquées par l'insuffisance de ses recettes d'exportation, à la suite essentiallement d'emperature des palements de contratte d tiellement d'une baisse des ventes du coton, principal produit d'exportation du pays.

CERDIT e STAND-BY > AU CHILI. — Le F.M.I. a accordé, le 19 mars au Chili un crédit e stand-by > équivalant à 79 millions de U.T.S. CONTRIBUTION DU VENEZUELA. — Le Venezuela a accordé le 13 mars darnier au F.M.I. une contribution d'un montant de 375 millions de dollars au titre du mécanisme pétroller, financé, on le sait, par les pays producteurs de pétrole.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts à l'Indonésie, à l'Egypte et à la Corée du Sud

LA Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé des prêts aux pays et organismes suivants: — Indonésie, le 27 février: 115 millions de dollars destinés à l'extension de l'industrie des engrais:

— Egypte: 37 millions de dollars, le 24 mars, pour le financement d'un projet de remise en état et de modernisation du réseau ferrovisire et pour une étude d'ensemble des transports de ce pavs : Banque coréenne de développement, le 24 mars : 60 millions de dollars pour la croissance du développement industriel de la Corée dn Sud.

Crédits de l'Associatiun internationale de déveluppement L'Association internationale de développement

(IDA), filiale de la Banque mondiale a, de son côté, annoncé l'octroi de plusieurs crédits :

— 15 millions de dollars, le 27 février, au Bangladesh pour contribuer à financer un programme de planification des naissances; -- 6 millions de dollars, le 6 mars, à la / Jordanie pour l'extension et l'amélioration de l'enseignement :

- 4 400 000 dollars, le 6 mars, à la Samoa occidentale pour financer la remise en état et la modernisation du réseau routier; - 8 500 000 dollars, le 24 mars, au Malawi ment agricole de ce pays,

OPERATION CONJOINTE DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'IDA AU KENYA. — La Banque
mondiale et l'Association iniernationale de développement ont prêté chaoune, le 14 mars dernier,
7500 000 dollars au Kenya pour le itnancement d'un
programme de remise en état des exploitations
agricoles de groupe. Le prêt de la Banque a une
durée de vingt-cinq ans et un taux de 850 %; le
orédit de l'IDA a une durée de cinquante ans, il
ne porte pas intérêt mais une commission de 0,75 %
est perçue pour couvrir les frais administraties de
l'organization.

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD. - La EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD. — La Banque mondiale a cifectué la 19 mars, en dehors du marché américain, une émission d'obligations d'un montant de 2 400 000 dollars, libeliés en dollars des États-Unis et qui viendra à échéance ls 15 mars 1977. Institulées « Two-Year Bonds of 1975 due March 15, 1977 » (obligations à deux ans de 1975 vonant à échéance ls 15 mars 1977), ces obligations, qui portent intérêt à 6,40 % l'an, payable semestricilement, ont été vendues ou pair. Elles ont été achetées par des banques centrales et d'autres institutions gouvernementales de cinquante-sept pays et par une organisation internationale.

PEST INTERNATIONAL AU ZAIRE. — Un prét de 220 millions de dollars a été accordé, le 20 janvier, à la Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES) du Zaire par la Libye, la Banque mondiale at la Banque européenne d'investissement, Ces contributions aideront la Zaire à augmenter considérablement sa production de cutore et de cobait. Le prêt de la Banque mondiale, le premier qu'elle ait consenti d ce pays depuis son indépendance, s'élève d 100 millions de dollars (pour quinze une et à 8 %).

ans et à 8 %).

ACCROISSEMENT DE L'AIDE EN FAVEUR DU MONDE BURAL. — La Banque mondiale aurait décidé de consacrér, ou cours des sina prochaines années, 7,2 milliards de dollars en javeur de l'agriculture at du dépeloppement rurul des pays les plus pauvres. C'est ce qui ressort d'un document publié le 9 mars par la Banque sous la titre « Rural Development » dans la série initiulés e Politiques sectorielles ». La Banque estime en ejfet que près de 500 millions d'êtres humains vivent dans la pauvreté dont 55 % dans un état de pauvreté absolus ; parmi ceux-ci jigurent les petits agriculteurs, fermiers, métayers, paysans sans terre at leurs jamilles.

NOMINATION. — M. Adalbert Erieger (Argentine i a été nommé le 26 février vice-président régional de la Banque mondiale pour l'Amérique latina et les Caraïbes. Il succède à M. Gérard Alter. INVESTIBSEMENT DE LA S.F.I. EN TURQUIE.— La Société intancière internationale (E.F.I.) a consent, le 17 mars, un prèt de 10 600 000 doilars à la Société des ciments saian de Turquie pour lu-permettre de doubler sa capacité de production.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Sept prêts

U NE série de prêts ont été accordes par la Banque centraméricaine d'intégration éco-uomique (B.C.LE.) dans le couraut du mois de février:

— Le 1** février: deux prêts à £1 Salvador, de 460 000 et de 1 250 000 dollars, pour financer des études en vue de la réalisation de deux importants projets rontiers;

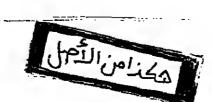
— Le 20 février: trois prêts au Houduras,

VIENT DE PARAITRE :

LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DANS LA PRATIQUE CONTEMPORAINE

par Joè VERHOEVEN - Un volume de 872 pages format 16 × 24 171,20 T.T.C.

EDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, PARIS-5'. Tél.: 033-05-97.



MES FINANCIERS

MEVEL OPPEMENT

Fire the second

I THE WAY I CAN SECURE

d'un montant de 2 150 000 dollars, pour l'achat de voitures et de biens d'équipement ainsi que pour le financement des travairs de reconstruc-tion des installations ferroviaires endommagées à 70 % par l'ouragan Fi-Fi; — Le 21 février : 8 800 000 dollars au Costa-Rica, pour la construction du premier tronçon de l'autoroute reliant El-Roble à Puerto-Caldera

— Le 25 février : 7 800 000 dollars à l'Instituto Nacional de Electrificacion du Guatemala, pour financer les études puis la construction des voies d'accès à la centrale électrique du Pueblo-Viejo.

ACCORD AVEO LA REPUBLIQUE PRDERALE D'ALLEMAGNE. — Un nouvel accord de coopération financière a été conclu le 15 février entre la Banque centraméricaine et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui a une une de la disposition de la Banque 10.000,000 de marks (aoit 4.000,000 de dollars). Cette nouvelle contribution sera affentée au financement de projets de développement des secteurs publie et priné. LUTTE CONTRE LA MALARIA. — La B.O.I.E. a approusé, le 15 février, un plan d'action destiné à venir en ade cu Hondurus dans sa lutte contre la malaria, une des principales causes de mortalité dans les pags membres.

Banque européenne d'investissement

Prêts en Turquie et en France L A Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé le 7 mars à la Turquie un prêt de 6,35 millions d'unités de compte (1) équivalant à 7,7 millions de dollars, pour la construction d'une cimenterie en Anatolie centrale. Ce prêt, accordé pour douze ans, porte intérêt au taux de 9,7/8 % l'an.

D'autre part, le 26 mars, la Société lorraine de développement et d'expansion (Lorder)

D'autre part, le 26 mars, la Société lorraine de développement et d'expansion (Lordex) s'est vu attribuer un prêt global d'une contrevaleur de 20 milions de francs (soit 3,8 millions d'u.c.) pour le financement des initiatives de reconversion des entreprises de petite et moyenne dimension. Le produit de ce prêt, d'une durée de dix ans, au taux de 8,7/8 % sera attribué en priorité à des investissements comportant la création de nouveaux postes de travail ou sauvegardant le niveau d'emploi.

EMISSION D'OBLIGATIONS AUX PAYS-BAS. —
Le 17 mars, la B.E.I. a conclu avec un syndicat
de banques un accord de prise ferme pour le placement, sur le marché néerlandais, d'un emprunt
obligataire d'un montant de 75 millions de florins
(24.4 millions d'u.c.).
Emises au taux de 8 3/4 %, payable annuellement
le 1er mai, ces obligations seront remboursables
au pair après cinq années de franchise, en dix tranches annuelles d'égale valeur à désigner par truge
au sort. Un remboursement anticipé est exclu
pendant les dix premières années et ne sera ensuite
possible qu'au cours de 101 %.

1 unité de compte == 1,20 dollar des États-Unis environ.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à l'Uruguay, à El Salvador, à la Bolivie, à Haîti, au Chili et

au Mexique A Banque interaméricaine de développement (BID) a accordé une série de prêts en faveur des pays et organismes suivants: — Uruguay, le 28 février: 28,4 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 % l'an) pour l'amélioration de son réseau de télécommu-

nication;
— El Salvador, le 28 février: 13 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour

financer la remise en état et l'élargissement des grandes voies de la ville de Salvador;

— Bolivie, le 6 mars: 2,2 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) en vue du développement de l'élevage du porc;

— Banque nationale de la République d'Haiti, le 13 mars: 2,3 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour financer un programme de modernisation et d'amélioration des réseaux d'adduction d'eau de l'ort-au-

programme de modernisation et d'amélioration des réseaux d'adduction d'eau de Port-au-Prince;
— Chill, le 13 mars: 10 militons de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 %) destinés à faciliter le développement industriel de ce pays;
— Nacional Pinanciera du Mexique, le 20 mars: 15 militons de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 3 %) rétrocèdés an Fondo de Garantia y Fomento a la Industria Mediana y Pequena pour le financement d'un programme de crédit favorisant les firmes industrielles de petite et moyenne dimension. La Nacional Financiera a reçu le même jour, une seconde ligne de crédit d'un montant de 5 millions de follars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour un an et à 7 %) qui financeront les exportations de biens d'équipement et de services dans les autres pays membres de la Banque.



Le Venezuela met 500 millions de dollars à la disposition de la Banque

Banque

M. A. Ordiz Mena, président de la BID et M. C. Quero Morales, président du Fonds d'investissement du Venezuela out, le 28 février, signé un accord par lequel la Banque se chargera de l'administration d'un Fonds de gestion d'un montant de 500 millions de dollars fournis par le Venezuela à l'aide de ses ressources pétrolières pour contribuer au développement des pays membres les moins favorisés. Cette somme sera versée en dix fractions égales réparties sur cinq ans : la durée du contrat est de vingt-cinq ans et pourra être prolongée par les deux parties.

Les ressources de ce Fonds permettrent de financer des projets et des programmes d'importance nationale ou régionale, de souscrire ou d'acheter des actions obligataires convertibles et des émissions à moyen et à long terme pour la création ou l'extension d'entreprises latino-américaines, de financer par des prêts l'achet par des investisseurs latino-américaines d'actions dans des entreprises et, enfin, de financer le capital de travail des entreprises et les exportations de biens d'équipement dans les pays membres.

DONE D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — Quatre

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — Quatre dons d'assistance technique ont été annoncés le mois dernier:
— 645.000 dollars, le 10 mars, pour le financement d'un programme de formation du personnel administratif du secteur public en Amérique centrale et d'Panena;
— 335.000 dollars, le 10 mars, à la Jamaïque, pour un programme d'étude visant à l'implantation de ricières dans le région de la Elack River-Upper Morass;
— 100.000 dollars, le 10 mars, au Nicaragua, pour l'aider à effectuer une étude visant à substituer aux produits chimiques dérivés dn pétrole des produits chimiques intermédiaires provenant de produits transformés;
— 321.000 dollars, le 20 mars, au Consejo nacional de plantituation economica du Guatemala, en vue de la réalisation d'un projet de développement de l'agriculture.

Fonds européen

de développement

Neuf nouvelles décisions de financement et aide d'urgence à la Somalie

A LA suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développe-

Conférence des Nations unies sur

le commerce et le développement

Le conseil du commerce et du développement a tenu à Genève, du 10 au 21 mars, une session extraordinaire sur les nouvelles orientations des politiques internationales en matière de commerce et de développement. Considérant que l'évolution des affaires économiques internationales remet en question un certain nombre d'options de la Stratégie internationale du dévelopment les softante-buit membres du conseil

ont procedé à l'examen et à l'évaluation, à mi-parcours, des aspects de la stratégie qui relèvent

parcours, des aspects de la stratégie qui relèvent de la compétence de la CNUCED, et à l'étude des modifications qui devraient être apportées aux mécanismes institutionnels existants. A cet effet, le conseil était saisi du rapport de M. Gamani Corea, secrétaire général de la CNUCED, intitulé Nouvelles orientations des potitiques internationales en matière de com-merce et de dévolucement.

politiques internationales en matière de com-merce et de développement.

Au cours des délibérations, les groupes de pays ent présenté un certain nombre de propositions reflétant leurs conceptions propres sur ces nou-velles orientations. Mais aucun accord u'a pu se faire sur les différentes interprétations, et la session s'est terminée sans autre décision qu'une résolution adoptée à l'unanimité à l'occasion de l'Apprés interprétionale de la femme

Les propositions formulées par le groupe des « 77 », par le groupe des pays socialistes et par le « groupe B » — désignant les pays à économie de marché, — peuvent se résumer

ainsi:
1) Les pays en voie de développement du « groupe des 77 », auxquels s'étatt jointe la Roumanie, proposent d'incorporer dans la Stratègie internationale du développement pour les années 70 des mesures additionnelles portant en

années 70 des mesures additionnelles portant en priorité sur le commerce international. Ils demandent qu'un accord se fasse au plus tard à la quatrième session de la CNUCED (à Nairobi, en mai 1976) sur l'application d'un programme global intégré pour les produits de base; qu'il y ait «une relation juste et équitable» entre les prix des exportations des pays en voie de développement et ceux des importations en provenance des pays industrialisés; que le système généralisé de préférences soit élargi de façon à englober tous les produits agricoles et industriels dont l'exportation intéresse les pays en voie de développement,

l'Année internationale de la femme

loppement, les soixante-huit membres du co

A la session extraordinaire du conseil: pas d'accord sur les nou-

velles orientations en matière de commerce et de développement

ment (FED) à l'issue de sa quatre-vingtment (FED) à l'issue de sa quatre-vingt-seizième session le 21 janvier, la Commission de la C.E.E. a approuvé le 31 janvier quatre nouvelles décisions de financement sur les aides non remboursables du troisième FED, pour un montant de 14 759 millions d'unités de compte. Elle a également autorisé l'octrol d'une avance de 5445 millions d'u.c. à la République démo-cratique sonalieme:

cratique somalienne :

République du Tchad :

1) Adduction d'eau de N'Djamena : 2,830 milliards de F C.F.A., soit environ 10,190 millions d'u.c.;
2) Remise en état des formations hospita-lières: 361 millions de F C.F.A., soit environ
1,300 million d'u.c.;

The Maurice: Création de trois écoles secon-

daires a pilote »: 18,161 millions de rousies equivalant à environ 3,269 millions d'u.c.;

République démocratique de Somaite: Avance à l'Office uational de la banane: 42,195 millions de Sh. SO, soit environ 5,445 millions d'u.c.

Transparant lors de su cuatra vivet dividina

d'u.c.
D'autre part, lors de sa quatre-vingt-dixième session le 25 février, le comité du Fonds suropéen de développement a donné, le 10 mars, un avis favorable à cinq nouveaux projets. Ceux-ci ont fait l'objet d'une décision de financement par la Commission sur les aides non remboursables pour un montant de 8838 millions d'u.c. au titre du troisième FED et 1458 millions d'u.c. sur les reliquats du deuxième FED:

1. République malogche. — Ouvrages d'art

1. République malgache. — Ouvrages d'art sur l'axe central Sud : 1,400 million de F.M.A., soit environ 5,041 millions d'a.c.; 2. République démocratique de Somalie. — Mise en valeur du périmètre agricole de Golwein - Bulo-Mererta : 5,023 millions de Sh.

Mise en valeur du périmètre agricole de Golwein - Bulo-Mererta: 5.023 millions de Sh. So., soit environ 688 000 u.c. (deuxième FED) et 25,448 millions de Sh.So., soit environ 3,285 millions d'u.c. (troisième FED);

3. République du Togo. -- Développement de l'élevage bovin dans la région des plateaux et la région centrale: 218 millions de F C.F.A., soit environ 790 000 u.c. (reliquats deuxième FED) et 71 millions de F C.F.A., soit environ 254 000 u.c. (troisième FED);

4. République du Tchad. -- Pont sur le Ba-Illi: financement complémentaire: 187 millions de F C.F.A., soit environ 673 000 u.c.;

5. République du Dahomey. -- Extension de l'adduction d'eau de la ville de Cotonou: financement complémentaire: 135 millions de F C.F.A., soit environ 496 000 u.c.

Enfin, pour pallier les conséquences les plus graves de la sécheresse qui frappe la Somalle, la Commission a approuvé le 3 février une intervention d'urgence sur les aides non remboursables d'un montant de 1,470 million d'u.c. (dont 273 000 u.c. sur le deuxième FED) et 1.187 million d'u.c. sur le deuxième FED)

les relations commerciales internationales » ains

qu'à la charte des droits et devoirs écono-miques des Btats. Les pays socialistes s'opposent « résolument » à la mise à l'écart de la CNUCED dans la recherche d'une solution aux grands problèmes des relations économiques et commer-

problèmes des relations économiques et commerciaux internationaux;

3) Les pays du « groupe B » rappellent, de leur côté, les difficultés économiques actuelles qui ont pesé sur la mise en œuvre de la Stratégie, uotamment « les hausses rapides des prix du pétrole » qui ont modifié la position relative des divers groupes de pays, tout en reconnaissant que « les pays en voie de développement exportateurs de pétrole apportent une contribution majeure aux courants d'aide ». Leur proposition

majeure aux courants d'aide ». Leur proposition se refère, pour l'élaboration de la Stratégie, à diverses mesures de politique générale se rappor-tant au commerce international, à la libérali-

sation du commerce, à la fourniture d'une aide

térales, à la promotion du commerce et à toute une gamme d'autres activités visant à accélérer

PROBLEMES DE LA DETTE. - Les trapaux de

PROBLEMES DE LA DETTE. — Les travaux de la troisème session du groupe spécial d'experts gouvernementaux des problèmes de la dette des pags en noie de développement, qui se sont déroulés à Genève du 27 février au 7 mars, ont porté sur la définition des critères à appliquer dans les actions d'intervention concernant le dette, les conditions de renégociation de la dette, le participation de son réaménagement et la nécessité de nouveaux arrangements institutionnels pour traiter des problèmes relatifs à son service.

le progrès des pays en voie de développement.

negociations commerciales multilla

(dont le niveau n'a pas été fixé) s'intègre dans un plan dont le comité directeur a précisé les deux autres dispositions : 1) un cadre général deix autres dispositions: 1) un cadre général de coopération pour fournir une assistance, projet par projet, au développement d'énergies de substitution; 2) la mise en œuvre de trois projets de recherche et de développement concernant la récupération de la chaleur produite industriellement, l'utilisation des déchets industriels et municipaux, et la production d'hydrogène à partir de l'eau.

> Accord pour la création d'un fonds de solidarité de 25 milliards de

Le groupe ad hoc créé le 21 janvier lors des rencontres monétaires de Washington a mis au point le 18 mars un projet d'accord sur la créa-tion au sein de l'O.C.D.E. d'un fonds de solidarité de 20 milliards de dollars de droits de tirage spéde 20 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), soit environ 25 milliards de dollars, pour financer les déficits des balances de paiements des pays intéressés. Les quotas qui détermineront le montant de la contribution des pays ainsi que de leurs éventuels emprunts, seraient répartis de la façon suivante : Etats-Unis 27,8 %. Allemagne 12,5 %, Japon 11,7 %, France 8,5 %, Grande-Bretagne 8 % et Italie 7 %. Les droits de vote correspondant aux quotas seraient exercés à l'unanimité, à la majorité des deux tiers ou encore à la majorité simple en deux tiers ou encore à la majorité simple en fonction de l'importance des concours demandés. Cet accord, valable pour deux ans, devra être ratifié par les Etats membres.

POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECENOLOGIQUE POUE LUTTER CONTRE LA CRISE DE L'ENERGIE. — Le comité de politique scientifique et technologique de l'O.C.D.E. a publié su mois de février, sous la titre » Science et technologie pour l'énergie — Problèmes et penspectives », un repport qui souligne le nécessité de pèrer l'utilisation des sources d'énergie de façon rationnelle, glabale et dans une perspective à long terme.

SOCIETES MULTINATIONALES. — Le comité de l'investissement international et des entreprises multinationales de l'O.C.D.B. a tenu su première réunion les 3 et 4 mars à Paris. Ce comité, qui a été créé au mois de février, a pour principal objectif le renforcement de la coopération en ce domains. PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS. — Quetre-vingts experts du patronat, des milieux universi-taires et de l'administration des pays membres de l'O.C.D.E. ont participé à Paris, du 5 au 8 mars, à un séminaire patronal sur le thème de le partici-pation des travailleurs.

RECENTES PUBLICATIONS • Italie, France et Suisse, dans la série a Etudes économiques », janvier 1973. Statistiques de récettes publiques des pays membres de l'O.C.D.E., 1985-1972 - Une classification normalisée, 238 pages, 1973.

— Réévaluation des politiques régionales dans les pays de l'O.C.D.E. : Rapport sur le rôle et l'efficacité des politiques régionales, 204 pages, 1974.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Réunion des ministres du pétrole à Vienne

L ES débats des ministres du pétrole des pays membres de l'Organisation des pays expor-tateurs de pétrole (OPEP), réunis à Vienne du 25 au 27 février, se sont axes autour de trois

1) La protection du pouvoir d'achat des revenus pétrollers des pays exportateurs contre l'inflation mondiale et la chute de la valeur du dollar. Les ministres ont examiné deux propositions visant à ne plus prendre le dollar comme monnale de référence pour le calcul des prix du pétrole soit en liant automatiquement le niveau de ce prix au taux de l'inflation internationale (proposition de l'Iran), soit en remplaçant le dollar par une autre monnaie (proposition de l'Algérie). La commission économique de l'OPEP a été chargée d'élaborer un rapport sur ce sujet.

2) Le problème d'une éventuelle coordina-tion par les pays membres de leur production et de leurs ventes de pétrole afin d'enrayer la baisse des prix consécutive à la réduction de la demande en pétrole de la part des pays importateurs.

a) L'ouverture d'un dialogue avec les pays consommateurs : les ministres ont mis au point un projet de déclaration pour le « sommet » des chefs d'Etat à Alger le 4 mars.

Les ministres ont également pris position en faveur de la Fédération des émirats arabes

O.C.D.E.

L'Agence internationale de Pénergie accepte le principe de la réunion préparatoire à la conférence proposée par la France...

L'écomité directeur de l'Agence internationale de l'énergie (ALE), réuni à Paris les 6 et 7 mars, a accepté le principe de la réunion préparatoire à la conférence internationale sur l'Agence participe à celle-ci à titre d'observateur. l'Agence participe à celle-ci à titre d'observateur. Cette session a été pour le comité directeur l'occasion de définir le « concept de base » qui sous-tend les objectifs de l'Agence : « Afin de contribuer à la sécurité de leurs approvisionnements energétiques, les pays membres de l'Agence metroni au point des mesures de coopération de façon à encourager le développement des énergies de substitution. » Quant aux objectifs, ils sont au nombre de quatra - 1). Acentire les ils sont au nombre de quatre : 1) Accroître les investissements en éuergle et la production d'énergie des pays membres de l'Agence et à

d'énergie des pays membres de l'Agence et à l'extérieur de ces pays : 2) Améliorer la sécurité d'approvisionnement des pays membres ; 3) Contribuer à la stabilité du marché mondial de l'énergie ; 4) Encourager la conservation de l'énergie.

Avant l'ouverture de la session du comité directeur, le représentant des Etats-Unis avait annoncé que la participation américaine à la réunion préparatoire à la conférence internationale sur l'énergie était subordonnée à l'adoption, par les pays membres de l'Agenca, d'un accord par les pays membres de l'Agence, d'un accord sur un programme concerté de développement des sources d'énergie de substitution et sur un mécanisme de garantie des investissements, notamment par la fixation d'un prix minimum pour le pétrole importé.

> ... et le principe d'un prix-plancher pour le pétrole importé

Au cours d'une nouvelle réunion à Paris les 19-et 20 mars, le comité directeur de l'ALE, a adopté le principe d'un « néveau de prix commun de protection » (en anglais « minimum common safeguard level of price») au-dessous duquel le pétrole importé ne pourra pas être vendu sur les marchés nationaux des pays membres, chaque. pays choisissant les moyens fiscaux et autres permettant l'application de ce principe. L'adoption du principe d'un prix-plancher

ET DE CONGRES

l'énergie sourionte d'une jeune cité qui, dans un élae sons relâche, construit son evenir

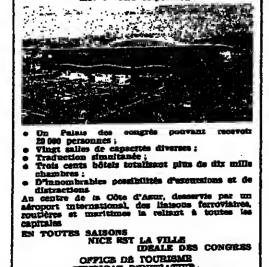
ELLE VOUS OFFRE



- LE PALAIS DES PAPES: LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la charson ses nombreux édifices civils et religieux. LES TRESCRES DE SES MUSERS; DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS à TRAVERS LA PEDVENCE; SDN FOLELORE (danses et vieilles tradi-
- tions).

 UN PESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet 15 août) Théâtre, chorégraphie, cinéma, mu-
- SIQUE,
 DES SALLES DE REUNIDN;
 DES SERVICES REGULTERS DE TRAINS
- DES SERVICES REGULTERS DE TEAINS sautos-couchsties sales et retour au départ de Parie. STAPLES (Le Touquet). BÖULOGNE LIEGE REUXELLES AMSTERDAM. DUSSELDORF, HAMBOURG. KRILSRUES; SON UMPUETANT MARCEE QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMEURS; DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grands crus (Châteauneuf-dupape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, ets.); LE PALAIS DES EXPOSITIONS evec som équipement pour toutes les manifestations et congrés, ess grandes et luxbeuses salles de conférences, de restaurant, son 1 m m e n e parking.
- parking.
 Visites avignon : Le Souneuse de joie !... Renseignements Matson du Tourisme,





a son perrole drut.

Les ministres du pétrole de l'OPEP ont
ensuite rejoint a Alger leurs collègues des
affaires étrangères et des finances pour poursuivre la préparation du a sommet » du 4 mars.

Le « sommet » d'Alger accepte le principe d'une conférence internationale sur l'énergie et le s matières premières

matières premières

Le premier « sommet » des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OPEP s'est déroulé à Alger du 4 au 6 mars. Huit chefs d'Etat étaient présents : M. Houari Boumediène (Algérie), le général Guillermo Rodriguez Lara (Equateur), M. Omar Bougo (Gabon), le chab d'Iran, le cheikh El Sabah | Koweitl, l'émir El Thani | Qatar), l'émir El Nabyane (Emirats arabes unis), M. Carlos Perez (Venezuela). L'Indonésie était représentée par M. Malik, ministre des affaires étrangères : l'Irak, par M. Saddam Hussein, vice-président du conseil de la révolution : la Libye, par M. Jalloud, premier ministre ; l'Arable Saoudite, par le prince Fahd, et le Nigéria, par M. Arikpo, ministre des affaires étrangères.

A l'issue de ses travaux, le « sommet » a adopté une « déclaration solemelle » dans laquelle, après avoir réaffirmé leur solidarité avec les pays en voie de développement et leur désir de coopèrer avec la communauté inter-

iaquelle, après avoir reafirme leur sondante avec les pays en voie de développement et leur désir de coopérer avec la communauté internationale pour contribuer aux « objectifs du développement économique et mondial et de la stabilité », les chefs d'Etat se déclarent d'accord sur « le principe de la réunion d'une conférence internationale réunissant ensemble pays développés et pays en voie de développement ». Cette conférence, qui devrait « accorder une égale importance » aux problèmes des uns et des autres, ne pourrait a en aucun cas être restreinte à l'examen des problèmes d'énergie » et devrait inclure la question des matières premières des pays en voie de développement, la réforme du système monétaire international et la coopération internationale en faveur du développement. Quatre des treize pays membres de l'OPEP (Algérie, Arabie Saoudite, Iran et Venezuela) out été invités par la France à participer à la réunion préparatoire à la conférence internationale, le 7 avril à Paris.

Groupe andin

₹.

50 Vii fo:

tri_l tio

mi

vie ent i'oŁ

PE.

sera.

l'êgo

Un

dent présci

cun u

n'o

tion d Tous M. K

ni l'ui

terme sous d

Paris. vietna

directe

Quatorzième session extraordinaire de la Commission

naire de la Commission

A Commission du Groupe andin s'est réunie du 12 février au 21 mars en quatorzième session extraordinaire, marquée d'une longue interruption, du 14 février au 11 mars, en raisou de divergences soulevées par trois propositions du comité (la juntal sur les programmes sectoriels de développement des industries de la pétrochimie, de l'automobile et des engrais chimiques.

Après avoir examiné des rapports présentés par différents organes spécialisés du Groupe andin, la Commission s'est plus particulièrement préoccupée de l'évolution de la conjoncture économique internationale et des conséquences de la nouvelle loi américaine sur le commerce dans les pays de la sous-région. Elle a aussi discuté des moyens d'arrêter une position commune aux six pays en vue des négociations commerciales au GATT. Enfin, les modalités d'application du statut des entreprises multinationales ont été examinées. multinationales ont été examinée

REUNION COMMUNE BUR LES PROBLEMES DE DEFENSE. — Une première réunion gouvernemen-tale sur les problèmes de défense au sein du Groupe andin s'est tenue à Lima le 28 février dernier. Ses travaux ont essentiellement porté sur la limitation des achats d'armes of/ensives. D'autres rencontres lui succèderont, mais ne feront l'objet d'aucune communication à la presse.

Marché commun centraméricain

L'avant-projet de traité créant la Communauté économique et sociale centraméricaine

E LABORE par le haut comité pour le perfec-tionnement et la restructuration du Marché commun centraméricain, l'avant-projet de traité créant la Communauté économique et sociale centraméricaine a été l'objet d'un premier examen à Managua (Nicaragual le 27 février dervier

Ce tratté modifiera profondément le cadre

Ce traité modifiera profondément le cadre juridique des rapports communautaires, mis en place par le traité général de l'intégration — signé à Managua en 1960. Il entraînera uotamment la disparition du secrétariat de l'intégratiou ISIECAI et fera évoluer la sone de libre-échange vers une union douanière.

La future Communauté économique et sociale centraméricaine aura les objectifs suivauts : a) ameliorer le niveau de vie et les conditions de travail du peuple centraméricain; b) promouvoir d'une façon équilibrée et harmonieuse le développement économique et social des pays membres; cl assurer l'autodétermination politique et économique de l'Amérique centrale; dl parvenir à l'unité économique et sociale de la sous-région, etc. En fonction de ces objectifs, des politiques communes seront mises en place la sous-region, etc. isn ionicion de ces objectais, des politiques communes seront mises en place dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des échanges extérieurs, de la fiscalité, de la monnale, de la justice sociale, de l'em-

Du point de vue institutionnel, l'avant-projet de traité prevoit l'établissement de trois de traité prévoit l'établissement de trois orga-nismes : un conseil de ministres, formé des représentants des cinq gouvernements et qui dirigera la polltique de la Communauté : une commission permanente, formée de fonction-naires régionaux, qui sera chargée de proposer et d'élaborer les mesures favorisant l'intégra-tiou économique et sociale, et de surveiller l'application du traité ; un organisme juridique enfin cardien du dott communautaire, et enfin, gardien du droit communautaire, et appelé à résoudre les conflits pouvant surgir de l'application du traité.

a GATT. — Nans une première analyse des résultats de l'an passé, le secrétariat de l'Accord général sur les tariis douaniers et le commerce (GATT) constate que la croissance des échanges commerciaux internationaux s'est fortement rulentie en 1974. l'expansion du commerce international u'u pas atteint 5 % en 1974 en termes réels, contre 15 % en 1973. En valeur nominale, l'augmentation a été de 44 %, contre 38 % en 1973.

La valeur des exportetions des pays producteurs de pétrale s'est accrue de 175 %, mais en volume ces exportations ont décru de 4 % environ. Dans le commerce mondial, la part de ces pays ext passée de 7 à 14 %.

Les spécialistes du GATT prévoient pour cetta année un fléchissement absolu du volume du commerce mondial en raison de la stagnation de la production dens les vingt-quatre pays industrialisés de l'O.C.D.E.

a COMMUNAUTE DES CARAIBES. — Le conseil

lisés de l'O.C.D.E.

a COMMUNAUTE DES CARAIRES. — Le conseil de la Communauté des Caraibes (CARICOM) a tenu à Bridgetown (Sainte-Lucie), le 24 février, une réunion spéciale à fin de procéder à l'examen des dispositions du terte de la convention de Lomé, signée le 28 février entre quarante-six pays en voie de développement d'Afrique, des Caraibes et du Pacifique (A.C.P.) et la Communauté économique

CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Le Conseil international du blé réuni à Londres les 13 et 14 février a décidé de prolonger l'accord international sur le blé fusqu'au 30 juin 1976, et non 1973, comme une crieur d'impression nous l'a fait écrire le mois dernier.

 CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. Le comité économique consulteti féurissant des représentants de la Chambre de commerce internationale, des Nations unies et du GATT, a tenu sa sixième session aunuelle à Paris les 6 et 7 mars. Les entretiens ont porté sur les négociations du GATT, le problème des matières premières et de l'énergie, des entreprises multinationales et des perspectives économiques pour 1975. d'une réserve britannique, le gouvernement de Londres devant consulter son Parlement. La Commission de la C.E.E. estime que la création de cette unité de compte exclusivement européenne est un « premier pas vers la défini-tion d'une personnalité monétaire européenne ».

Accord partiel sur la coopération en matière d'énergie

Les Nenf se sont mis d'accord le 4 mars à Bruxelles sur les principes d'une coopération internationale en matière d'énergie, mais ils ont renvoyé à plus tard l'examen de l'important problème du « prix-plancher » du pétrole.

problème du « prix-plancher » du pétrole.

En fait, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont simplement défini les orientations politiques sur la solidarité entre les pays consommateurs en vue du dialogue avec les pays producteurs. Elles comprennent le libre accès mutuel aux ressources énergétiques, la non-discrimination en matière de prix et de conditions d'accès, la fixation commune d'objectifs de production, un réeramen périodique des objectifs établis et enfin l'institution d'une coopération spécifique en matière de ressource de remplacement.

Mais l'important problème du prix-plancher du pétrole, qui devait constituer le thème essentiel de la réunion de l'Agence internationale de l'énergie, u'a même pas été abordé. Toutes les délégations ont estimé que l'examen de ce problème était « prématuré » à l'heure actuelle et nécessitait de nombreuses études techniques au pirreur des cerests. niveau des experts.

Accord sur le fonds régional

le mois de septembre prochain.

Le Fonds régional européen a été doté par le dernier « sommet » de Paris de 300 millions d'unités de compte (une u.c. égale 5,5 francs français) pour 1975 et 500 millions pour chacune des deux années suivantes, soit au total 1.300 millions pour une période expérimentale de trois ans de trois ans.

Ses principaux bénéficiaires seront l'Italie (40 %), le Royaume-Uni (28 %), la France (15 %) et l'Irlande (6 %).

Maigres résultats au conseil agricole

Les ministres de l'agriculture ont siégé le 4 mars à Bruxelles sans prendre aucune décision sur les nombreux dossiers qui leur étaient sou-mis. Ceux-ci portaient sur les questions sui-

vantes:

1) Viande bovine: la plupart des délégations se sont opposées à ce que la Commission fasse une exception à la clause de sauvegarde qui ferme le marché européen depuis juillet dernier aux importations des pays tiers, estimant que le risque d'excédents sur le marché européen n'était pas suffisamment conjuré;

2) Aides à l'agriculture de montagne: l'Allemagne fédérale entendait limiter à 25 % la participation du Fonds agricole européen aux aides

ticipation du Fonds agricole europeen aux aides aux exploitations situées dans les régions monta-meuses ou défavorisées. Cette participation paraissant insuffisante à plusieurs États mem-bres, dont la France, aucun accord n'a pu être

trouvé.

3) Aides au sucre et aux ananas des Antilles françaises : la délégation française a demandé que la C.E.E. accorde à ces productions des aides destinées à compenser leur handicap concurrentiel sur le marché européen. Elle n'a pas obtenu satisfaction;

A) La Belinteue a demandé que soit encrusuée.

pas obtenu satisfaction;

4) La Belgique a demandé que soit encouragée
Perportation de céréales pour allèger le polds
de la concurrence des céréaliers français sur
son marché. Aucune décision n'a été prise;
5) Protection du marché des produits de la pêche. La demande française d'une amélioration à long terme de l'organisation du marché des produits de la pèche — actuellement perturbé par des importations en provenance de pays tiers — a été favorablement commentée par les autres délégations. Mais aucune décision u'a été prise :

prise;
6) L'inventaire de la politique agricole commune. Les ministres ont eu un premier échange
de vues sans conclusion sur le document étable
de de la demande du de vies sans conclusion sur le document établi par la Commission européenne à la demande du gouvernement de la République fédérale d'Alle-magne. La France a marqué son intérêt pour la politique active d'exportation de céréales et de poudre de lait que la Commission propose dans ce document pour éviter les excédents.

RELATIONS AVEC LES ETATS D'AFRIQUE, DES CARAIBES ET DU PACIFIQUE. — La convention de Lomé, qui avait /att l'objet d'un accord le 1º février à Bruxelles entre les Neuf et leurs quarante-sit nouveaux partenaires d'Afrique, de s Caraibes et du Pacifique (A.C.P.), a été signée dans la capitale togolaise le 28 février (voir pages 6 et 7). INVITATION A LA CONPERENCE SUR L'ENER-GIE. — M. Garret Fitzperald (Iriande), président en exercice du conseil des ministres des Neuf, a communiqué le 3 mars à Bruxelles, à ses partenaires de la C.E.E., le texte de la lettre par laquelle le président Valèry Ciscard d'Estainy invite la Communauté européenne d participer au dialogue avec les pays producteurs de pétrole.

Parlement européen

De la pollution en Méditerranée à la convention de Lomé

L'E Parlement européen ayant repris ses travaux le 11 mars, îl a attiré l'attention des organes des Communautés européennes sur les dangers entraînés par la pollution de la

les dangers entraînés par la poliution de la Méditerranée.

L'assemblée des Neuf souhaite notamment, dans une résolution, que le conseil des ministres approuve dans les plus brefs délais un projet de directives sur la limitation du déversement dans la Méditerranée des résidus de bioxyde de titane (les « boues rouges »), ainsi que de toute autre substance aussi polluante.

Le Pariement européen a estimé que l'adoption éventuelle de règles contraignantes concernant l'immersion des déchets en Méditerranée doit préserver l'équilibre de la concurrence entre les entreprisés.

entre les entreprises.

entre les entreprises.

Il a d'autre part approuvé le 13 mars les grandes lignes de l'exposé sur la situation economique présenté en février par la Commission des Communautés européennes.

Dans un rapport présenté au nom de la commission économique et monétaire de l'assemblée des Neuf, M. Pierre-Bernard Cousté a notamment déclaré que la croissance en 1975 ne devrait guère dépasser 2 % en moyenne pour les Neuf et que le taux de chômage devrait tomber autour de 3 % de la population active en fin d'année. Il a toutefois souligné les disparités entre les Etats.

Le Parlement européen s'est enfin félicité le 14 mars de l'heureuse conclusion de la

le 14 mars de l'heureuse conclusion de la convention de Lomé entre la C.E.E. et quarante-six pays d'Afrique, des Caralbes et du Paci-Dans un rapport présenté au nom de la

commission du développement et de la coope-ration de l'assemblée des Neni, Mile Colette Flesch (libérale, Luxembourg), a en effet souligné que la signature de cette convention, le 28 février, dans la capitale du Togo, constitue un succès et souhaité une ratification rapide de ce texte qui établit entre la C.R.E. et les A.C.P. une coopération économique, commer-ciale et sinancière. Une résolution reprenant tons ces points a été ensuite votée à l'unanimité par le Parlement européen.

And the second second second

CECA

Les sidérurgistes français demandent l'application des « mesures de sauvegarde > pour « crise manifeste >

A crise de la sidérurgie, dont nous partions
L dans nos précédents numéros, a atteint en
mars une telle gravité que les maîtres de forges
français ont demandé le 25 mars, par la voix
de M. Jacques Ferry, leur président, qui est
aussi celui de l'Institut international de l'acier,
l'application des a mesures de sauvegarde a prévues par les articles 56, 61 et 75 du traité de
Paris régissant la CECA: quotas de production
d'acier, entreprise par entreprise, contingents
d'importation, pays par pays, prix minima.
Cette brusenes escaludes a estrupale s'applican-

Cette brusque « escalade » patronale s'explique par la détérioration de la situation. Aux der-nières nouvelles, les commandes d'acter ont été nières nouvelles, les commandes d'acter ont été en février-début mars inférieures d'un tiers environ à celles de l'an dernier. Le légère reprise de jauvier n'aura donc été qu'un feu de paille. Du coup, les prix ont chuté davantage encore haissant de 53 % en moyenne par rapport aux tarifs de l'année précédente, et même de 50 % pour certains acters en Belgique, pays toujons plus sensible aux sautes de cours. Les produits les plus touchés sont la tôle mince, utilisée dans l'industrie automobile et l'électroménager, et le rond à béton destiné au bâtiment, secteurs et le rond à béton destiné au bâtiment, secteurs particulièrement victimes de la récession européenne.

Partant, les sidérurgistes ont réduit leur production, pour éviter un gonflement trop considérable des stocks. En France, la baisse d'activité a été de 16,8 % en février (par rapport au mois correspondant de 1974); elle a été de 14,5 % en Allemagne et de 16 % au Luxembourg. Comme on le voit par la comparaison des taux, cela n'empêche pas les stocks d'augmenter, puisque la production continue à dépasser les demandes nouvelles.

Mais cela provoque dès à présent la multipli-cation des difficultés sociales. En Lorraine, un « métallo » sur quatre se trouve déjà en chômage partiel (moins de quarante heures par semaine) et Sacilor-Seilac a décidé des journées de chô-mage « technique » ; il se pourrait que de Wendel différe la seconde tranche d'investissements de diffère la seconde tranche d'investissements de la Solmer (complexe de Fos). Dans le Nord, Usinor a procédé à une semaine d'arrêt de tra-Usinor a procédé à une semaine d'arrêt de tra-vail pour Pâques. En Allemagne, Thyssen, qui a procédé à des congès anticipés et a stoppé l'embauche, envisage de recourir au chômage partiel. En Beigique, Cockerill a suspendu tout nouvel investissement et étalé sur une période indéterminée les projets qui sont actuellement en cours, notamment la mise en service du nouveau train à fil de Seraing (capacité annuelle de production de 800 000 tonnes) et la nouvelle chaîne d'aggiomération des minerais pour les hauts fourneaux d'ougrée.

Devant la dégradation rapide de la situation, plus personnè n'ose plus avancer de pronostic.
M. Ferry, qui était jusqu'alors résolument optimiste, constate maintenant que « les chiffres les plus récents ne font apparaître aucune améliontion de la situation », pas plus à l'étranger qu'en France. D'où son appel à Bruxelles, véri-table S.O.S. qui n'avait pas de précédent depuis la fondation, il y a vingt-deux ans, de la CECA.

Perspectives favorables pour les houillères

Pendant ce temps, les Neuf prennent les dispo-sitions appropriées pour maintenir leur produc-tion charbonnière en 1975 et pour l'accroître du quart en Grande-Bretagne, afin de lui faire dépasser légèrement son niveau de 1973 (122 millions de tonnes contre 118), effaçant complètement la chute spectaculaire de 1974 (97 millions) due aux grèves. De la sorte, les Neuf extratralent cette année 246 millions de tonnes de houille, niveau voisin de l'objectif des 250 millions edonté service le refire du pétrole. lions adopté après la crise du pétrole.

Chacun continue de s'interroger sur les consè quences bénéfiques que pourrait avoir sur les houillères la fixation d'un prix minimal garanti du pétrole, comme le souhaite l'Agence internationale de l'énergie. Tout dépendra, bien entendu, du niveau de ce prix. Le chiffre de 7 dollars le baril a été avancé. Il assurerait la rentabilité de la plupart des charbonnages curopéens.

\$ 10 mag

Sea Sec.

. Jul 27 . e service in the

. .

Total Control of the Control

at a long- of patients

131.1

AIDE A LA RECHERCHE CHARBONNIERE. -ADE A LA RECHERCHE CHARBONNIERE —
La Commission européenne a octroyé une side
globale de 11,2 millions d'unités de compte pour
une série de projets de recherche auxquels participeront trente-huit firmes de la Communauté.
L'aide communautaire couvrs, en moyenne, 50 %
du coût tofal des recherches. Cette décision porte
à quelque 150 millions d'unités de compte le totaldes aides que lo CECA a consacrées à le recherche
charbonnière depuis 1958.

SOLKANTE-TROIS PROJETS DE RECHERCHE TECHNIQUE DANS LA SIDERURGIE vont être subventionnés par la Commission européenne. D'un montant total de 32 milions d'unités de compte, ils jeraient l'objet d'une aide communautaire de 15 milions en 1975. Ces projets concernent soit la recherche appliquée, soit le mise au point de procédés nouveaux, soit encore le prolongation de recherches antérieures.

ENQUETE SUR UN PRETENDU CARTEL DU NEGOCE DE L'ACIER. — Les services de la Commission ménent actuellement une enquête concernant une entente qui existerait dans une partie du négoce de l'acter en Allemagne, entente qui aurait des ramifications en France et au Luxenbourg et qui comporterait une répartition des marchés. Les services de la Commission ont été clertés par des plaintes émanant des milieux de l'industrie de la construction, qui s'étaient étomés d'augmentations de prix parallèles opérées ou cours des derniers mois pour les produits qui les intéressent le plus, à savoir les ronds à béton et les laminés marchands.

AIDE A LA CONVERSION. — Buit entreprises de la Communauté vont resevoir une alde de conversion : 24 millions de frances pour les Acidries du Te m p le (Saint-Hichel-de-Maurienne, Savole), 25 millions de florins pour Lips Herlen (Hoens-broeck), 5,1 millions de lavres pour la Britisk Leyland (Liverpool), 20 millions de frances pour la Solirem (centre et midi de la Prance), 1 million de livres pour l'Industrial Oradit Company (Irlande' et 19 millions de livres pour la Finance for Industry britannique.

AIDE A L'INVESTISSEMENT. — La Duisburgle Eupferhutte a obtenu un prêt communautaire de 30 millions de deutschemarks pour têndre moi pénibles les conditions de travail dans son activis et mieux protéger son environnement.

LA PRODUCTION DE MINERAI DE FER des Neuf a baissé de 7,2 % l'an dernier (-5,3 mi) font de francs) en raison surfout du fléchissement du l'extraction britanuique (-3,5 millione de france, soit 49 %). Le recul a été de 30 % eu Luzymbourg et de 11,8 % en Allemagne fédérale. En recuncté, la production française (8 % du total de la Communauté) est restée stable.

COMMUNICATION SURCERIANTS

Marché commun

Au premier Conseil européen à Dublin: conclusion de la « renégociation > avec la Grande-Bre-

E premier ministre britannique, M. Harold Wilson, a déclaré le 12 mars à ses collègues de la C.E.E., réunis à Dublin pour la première fois en a Conseil européen », qu'il considérait comme terminée la « renégociation » engagée depuis onze mois sur les conditions du maintien du Royaume-Uni dans le Marché commun. Le premier ministre britannique soumettra le résultat de cette rencontre aux électeurs britanniques consultés par référendum, et les engagera à voter a oui » au maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. dans le Marché commun.

Depuis que le 4 juin dernier, à Luxembourg, M. Callaghan avait exprimé ses premières demandes de changement aux pratiques communautaires, ses huit partenaires avaient multiplié les efforts pour lui donner satisfaction sans affaiblir l'équilibre de la construction euro-péanne. Les mêmes préoccupations les ont guidés les 10 et 11 mars à Dublin, à propos des deux dernières demandes que Londres avait déposées sur la table du Conseil européen.

La première concernait la contribution aux dépenses de la C.E.R., qui s'élèvent annuellement à l'équivalent d'environ 6 milliards d'unités de compte, soit 3 milliards de livres sterling. Le Royaume-Uni estimait injustement qu'un Etat membre proportionnellement plus pauvre que les autres paic au Trésor de la C.E.E. une contriautres pair au tresor de la C.E.F. une contri-bution proportionnellement plus élevée que celle de ses partenaires. Après plusieurs réunions ministérielles infructueuses à Bruxelles, les chefs de gouvernement ont mis plus de neuf heures à Dublin pour mettre au point un mécanisme financier corrigeant cette situation reconnue comme inéquitable.

comme inéquitable.

Les Britanniques avaient aussi critiqué le fait que le projet de mécanisme élaboré par la Commission du Marché commun leur refusait la possibilité de toucher les remboursements si leur balance des paiements était en équilibre. De leur côté, les Français n'admettalent pas que le Royaume-Uni considère comme contribution au budget de la C.E.E. les droits de douane européens et les prélèvements agricoles qu'il perçoit pour le compte du Trésor européens sur les marchandises qu'il achète hors de la C.E.E. Ces deux éléments ont fourni la base d'un compromis. Si la balance des paiements britanniques est en déficit moyen pendant trois ans (et si le P.N.B. britannique reste inférieur à la moyenne communautaire) le Royaume-Uni aura droit à des remboursements proportionnels aura droit à des remboursements proportionnels

à la totalité de ses versements au budget euro-péen. Mais si la balance des paiements est en équilibre seule scra considérée comme contri-bution britannique la fractiou de recettes fiscales (taxe à la valeur ajontée) que le Royaume-Uni verse au Trésor communautaire, à l'exclusion des droits de douane et prélèvements. Il sera alors plus difficile aux Britanniques de prétendre qu'ils paient trop à la C.E.E.

qu'ils paient trop à la C.E.E.

La deuxième demande britannique concernait la Nouvelle-Zélande. Londres demandait à ses partenaires de prolonger au-delà du terme prévu lors de l'élargissement de la C.E.E., c'est-à-dire après 1977, le régime permettant à la Nouvelle-Zélande de vendre son beurre et sou fromage sur le marché britannique en échappant partiellement au dispositif protecteur de la politique commune agricole. Les chefs de gouvernement de la C.E.E. ont longuement discuté avant de donner une satisfaction partielle à M. Wilson sur cette question à laquelle les Britanniques attachent une importance psychologique. Après 1977, les importations de beurre néo-zélandais continueront et leur prix pourra être relevé. La C.E.E., par contre, fermera sou marché en 1978 au fromage néo-zélandais, mais elle offrira à ce pays de coopérer avec lui pour une meilleure pays de coopérer avec lui pour une meilleure organisation du marché mondial des produits

Les Neuf ont réglé plus rapidement les questions suivantes:

11 Energie : ils ont accepté que la prépara-tion le 7 avril à Paris d'une conférence entre pays producteurs et consommateurs de pétrole ne soit pas limitée aux problèmes énergétiques comme le demandent les pays sous dévalorsée comme le demandent les pays sous-développés. Il pourra donc éventuellement y être question des produits de base ;

21 Relations Est-Ouest : les Neuf ont souhaité que la conférence de Genève sur la sécurité et la coopération en Europe enregistre rapidement des progrès permettant à brève échèance la conclusion de la conférence au niveau « le plus

3) Les chais de gouvernement ont reporté au conseil des ministres ordinaire l'examen de la situation économique et sociale qui était à leur ordre du jour.

Une nouvelle « unité de compte » Les ministres des finances des Neuf ont adopté le 18 mars une nouvelle unité de compte basée exclusivement sur des monnaies européennes à l'exclusion du dollar. Cette nouvelle unité de compte servira essentiellement à comptabiliser l'aide communautaire aux quarante-six pays d'Afrique des Caralbes et du Pacifique (A.L.P.) associés à la C.E.E. et les opérations effectuees par la Banque européenne d'investissement. L'approbation définitive est toutefois assortie

حكذامن زلإصل

- **4**

Organisation des Etats américains

Les propositions de la commission chargée de la réforme du système interaméricain

C HARGEE par la troisième Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (O.R.A.) de préparer une réforme du système intersmèricain, la commission spécialement créée à cet effet a achevé ses travaux le 28 février. Deux protocoles out été adoptés, sur la révision de la charte de l'O.R.A. et sur la réforme du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR). La commission a aussi préparé deux conventions portant, d'une part, sur le sécurité économique collective et, d'autre part, sur le développement intégré du sous-continent.

Les travaux de la commission spéciale sont

part. sur le développement intégré du souscontinent.

Les travaux de la commission spéciale sont
consignés dans vingt-sept volumes où réserves,
amendements et contre-propositions traduisent
les difficultés rencontrées pour rapprocher les
positions des vingt-trois délégations. Il se
dégage cependant de ces textes deux constantes
qui permettent d'apprécier l'esprit de la réforme : accroître le poids des pays de l'Amérique
latine dans le cadre interaméricain, introduire
dans un système se définissant en fonction des
principes de la démocratie représentative la
notion de pluralisme idéologique et politique.

Contrairement aux autres textes, le protocole
sur la réforme du TTAR a été le seul qui
reçoive l'approbation de toutes les délégations.
La modification du droit de vote qu'il y introduit réduit des deux tiers à la majorité simple
le nombre des voix nécessaires à l'adoption de
décisions (la levée de sanctions contre un pays
membre par exemple, en l'occurrence Cuba).

En outre, il y est proposé d'éteudre la zone
de sécurité du continent à 200 milles nautiques
des côtes, proposition qui rejoint le point de
vue défendu — face aux Etats industrialisés
de l'Est et de l'Ouest — par les pays latinoaméricains sur la limite des eaux territoriales
à la Conférence des Nations unies sur le droit
de la mer.

Détente avec Washington au Conseil économique et social

Siègeant à Washington du 10 au 15 mars, le Conseil interaméricain économique et social (CIES) a repris l'examen du texte de la uouvelle loi sur le commerce du gouvernement américain. Dès l'ouverture des travaux, le secrétaire général de l'O.E.A. a regretté que l'Equateur et le Venezuela alent été exclus, du fait de leur appartenance. à l'OPEP, des avantages tarifaires consentis per les Evenezuels avantages tarifaires consentis per les Evenezuels. du fait de leur appartenance à l'OPEP. des avantages tarifaires consentis par les Etats-Unis dans le cadre de la nouvelle loi. Cette prise de position, partagée par toutes les délégations, n'a pas empêché le Conseil d'exprimer sa satisfaction devant les éclaircissements fournis par le représentant de Washington. Les délégations latino-américaines ont cependant estimé que des informations supplémentaires étaient nécessaires sur certaines dispositions présentant, à leur avis, un caractère discriminatoire.

sitions présentant, à leur avis, un caractère discriminatoire.
En constatant la volonté d'aboutir dont le représentant de Washington allait faire preuve tout au long de la réunion, les délégations latino-américaines ont formulé l'espoir que cet esprit de coopération se traduise dans les résultats des négociations multilatérales engagées à Genève, et dans l'élargissement des avantages du système des préférences tarifaires généralisées.

A la requête des délégations latino-améri-

A la requête des délégations latino-améri-

AUTHE ORGANIZATIONS POLITICINE VISVINIEUIDEEUNIOUVAN

caines demandant que les initiatives des Etats-Unis en matière de commerce extérieur tiennent compte des engagements que ceux-ci ont souscrits dans le cadre du système inter-amèricain, le représentant de Washington a donne l'assurance que son gouvernement consulterait ses partenaires avant d'adopter des politiques de nature à porter atteinte à leurs intérêts commerciaux.

ADMUSSION DE CRENADE. — Révui en séance extraordinaire à Washington, le 21 février dernier, le Consell permanent de l'O.E.A. s'est prononcé à l'unanimité en laveur de la demande d'admission de Grenade.

Après ratification. Grenade deviendra le vingt-quatrième membre de l'O.E.A. (sans compter Caba, exclu de l'Organisation au début 1982 par décision des ministres des affaires étrangères réunis à Punta-del-Este).

Ce sera le quatrième pays membre de la Zone de libre-échangs des Caralbes, après la Jonatque, la Burbade et Trinté-et-Tobago, à adhèrer au sys-tème interaméricaim. La Guyana, quant à elle, y bénéficie d'un statut d'observateur.

Conseil de l'Europe

Les travoux de la commission européenne des droits de l'homme

L A plus grande partie de la session de la commission européenne des droits de l'homme, qui c'est déroulée à Genève du 13 au 21 mars, a été consacrée à l'audition des conclusions finales des parties dans l'affaire étatique l'ande contre Royaume-Uni.

En outre, la commission a examiné un certain nombre de requêtes individuelles qui se trou-vaient à différentes étapes de la procédure. Environ soixante-dix requêtes ont été soit déclarées irrecevables, soit rayées du rôle. Dans cinq autres affaires, la commission a décidé de communiquer les requêtes au gouvernement mis en cause (la Belgique pour deux affaires, la République fédérale d'Allemagne pour deux affaires également et les Pays-Bas pour une affaires.

La commission a également abordé l'examen de la recevabilité de l'affaire du Sunday Times. Elle a ajourné, à la demande de l'avocat de la requérante, l'examen de l'affaire Brückmann, en attendant l'issue des poursuites pénales engarées contre la requérante

La commission a adopté son rapport dans les affaires coucernant l'éducation sexuelle au Danemark (Kjeldsen et consorts contre le Danemark) qui sera transmis, après avoir été complété, au comité des ministres.

Au cours de cette session les deux nouveaux membres de la commission, nouvellement élus, MM. Georges Tenekides (Grec) et Stefan Trechsel (Suissel, sont entrés en fonctions en tant que membres de la commission. La commission se compose désormais de dix-huit membres, la Grèce et la Suisse ayant ratifié la couvention

européenne des droits de l'homme le 28 novem-

CEARTE EUROPEENNE DU SPORT. — La pre-mière conférence ministérielle en matière de sport a réuni à Bruzelles les 26 et 21 mars les ministres responsables du sport de vingt et un pays euro-péens. Plyurait à son ardre du jour l'adoption d'une charte européenne du sport pour tous, délinissant les principes de la politique de développement du sport, la discussion du rôle des pouvoirs publics dans la promotion des activités sporties et l'exp-men des poestibilés de coopération internationale dans ce domaine.

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE. — Les direc-teurs d'administration pénisentiaire de setze pays membres du Conseil de l'Europe, réunis à Strasbourg du 25 eu 27 février, ont décidé d'entreprendre une suquête sur le récidivisme. Ils se sont également prisoccupés du problème du transil en prison, et notamment de l'adaptation des conditions de traveil et de rémunération eux normes de l'extérieur. La création au Conseil de l'Europe d'un centre d'infor-mation sur les questions pénitentiaires a été dis-cutée.

Organisation européenne de recherches spatiales

La création de l'Agence spatiale européenne: les discussions se poursuivent

Doursuivent

Les suppléants des ministres de la science des pays membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO), réunis à Paris les 11 et 12 mars, ont procédé à un examen des questions relatives à la création de l'Agence spatiale européenne (European Space Agency ESA), qui aurait dû intervenir le 1º avril 1974. Les suppléants des ministres saraient arrivés à un accord sur deux de ces questions : le choix d'un candidat au poste de directeur de l'Agence et le texte de la convention qui créera l'ESA. La participation financière des pays européens aux frais de fonctionnement du champ de tir de Kourou n'aurait, quant à elle, pas encore fait de Kourou n'auralt, quant à elle, pas encore fait l'objet d'un accord.

LE PROGRAMME SPACELAB. — M. Heinz Stoewer, directeur par intérim du programme Spacelab, entrepris en commun par l'ESRO et la NASA, a présenté, le 20 jévrier, au sous-comité pour la science et les applications spatiales du comité pour la science et la technologie de la Chambra des représentants des Etats-Unia, un compte rendu de l'état d'aparecment du programme.

Union interparlementaire

Les droits de l'homme au Chili Les avoirs de l'union interparle-mentaire chargée de réunir des informations sur la situation au Chili a siègé à Genève les 27 et 28 février. Constatant qu'ancune mission nommée par l'Union n'avait pu se rendre au Chili, et se fondant sur des missions effectuées par des organisations internationales ainsi que sur les témoignages de parlementaires chiliens, la commission s'est déclarée convaincue que le gouvernement du Chili continuait de supprime les libertés et droits fondamentaux et n'avait engagé aucum processus de progrès vers une enormalisation ». Le rapport de la commission devait être soumis au conseil interparlementaire.

e LIGUE DES ETATS ARABES. — Le bureau de bopcottage économique de la Ligue des États grabes a tenu sa trente-septième session au Caire du 23 jévrier au 5 mars. Cette session était consacrée d'établissement d'une nouvelle liste de près de 2000 établissements, dont un certain nombre de banques, apec lesquels « les Arabes refuseront à l'avenir de traiter, que re soit pour effectuer des placements floanciers oo dans le cadre do commerce international », en raison de leurs liens ou relations avec Israël.

• ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD. — L'Organisation du traité de
l'Atlantique nord (OTAN) a désigné le 19 mars
l'amirai Isauc C. Ridd Jr (Etds-Unis) au posts
de commandant en chef de la région atlantique.
Cette zone l'étend de l'Arctique au tropique du
Cancer. L'amiral, qui prendra ses fonctions en mai
à Norfolk (Virginie), succède à l'amiral Balph
Comsins.

• UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — La commission des affaires générales de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a adopté, au cours d'une réunion à Paris le 17 mars, un rapport sur e l'union européenne et l'U.E.O. », qui sera soumis à la asssion plénière de l'Assemblée d Bonn au mois de mai.

· ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. - Le e ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — Le colloque sur les syndicats ouvriers et les organisations patronales, qui a réuni à Ténéran, du 23 au 27 jévrier, des représentants des cinq pays membres de l'Organisation du traité central (CENTO), a adopté des recommandations qui prévoient notamment l'échange d'informations entre les pays membres dans le domaine des relations du traval, en particulier en matière de législation.

— Le CENTO a réuni les 3 et 4 mars, d Lyalipur (Pakistan), un groupe d'experts des pays membres chargé de déterminer les moyens les plus appropriés pour parrentr à une utilisation optimale des ressources en sau de l'Iran, du Pakistan et de la Turquie.

Turquia.

a RECHERCHE NUCLEAIRE. — Le conseil de l'Organisation européanne pour la recherche nucléaire (CERN), réuni pour sa cinquante-quartième session à Genère le 21 mars, a désigné MM. Léon C.P. Van Hone (Belgique) et John B. Adams (Grande-Bretagne) aux postes de directeur général de l'Organisation. M. Adams sera responsable de l'administration du CERN, du fonctionnement du matériel et des services, ainsi que de la construction des bditments et des grands appareils; M. Hone sera responsable des activités de recherche de l'Organisation. Ils entreront en fonctions le 1st janvier 1976 pour une durés de ainq ans.

a COMMISSION DU PACIFIGUIE SUD. — M. John

 COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — M. John Speaks a succédé, au mois de jévrier, d M. Michael Hollis au poste de spécialiste de la santé publique dentaire à la Commission du Pacifique sud. · CROIX-ROUGE - La Croix-Rouge a renforcé

e CHOIX-ROUGE. — La Croix-Bouge e renjorcé au début du mois de mars ses programmes d'assistance à la population cambodgienna, en raison de la recrudescence des hastilités autour de Phnompenh. Une quarantaine de délégués et de médecine participent à cette action de secours.

— A la suite des offres de services du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) visant d'apporter assistance et protection aux victimes du conflit en Erythrée, les délégués du C.I.C.R. sont restés en aitente à Addis-Abeba, n'ayant pas reçu, su début du mois de mars, l'autorisation de se rendre à Asmara. Le ministre éthiopien des affaires étrangères avait répondu au C.I.C.R., que le gouvernament faisait face d'a situation et qu'il n'y avait pas d'urgence.

e CENTRE AFRICAIN DE FORMATION ET DE BECHERCHE ADMINISTRATIVES POUR LE DEVÉ-LOPPEMENT (CAPRAD). — Le comité permanent du CAPRAD s'est réuni d'Tanger les 24 et 25 février dernier pour réexaminer la mise en application du programme d'activités de 1974. Il a revu le programme approuvé pour 1975 et celui de 1976, y compris le programme de formation pour la gestion des projets de développement.

L'ONU ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Vers une refonte des priorités

DOUR les praticiens du développement, il est devenu urgent d'opérer de nouvelles distinctions. Les priorités en manère de développement sont en perpétuelle transformation, mais elles ont rarement été aussi violemment bousculées que dans les années qui viennent de s'écouler. Au niveau de la perception des besoins, un nouvel éventail de priorités s'est fait jour à partir des houleversements successifs de l'économie mondiale. Bien str. quand les priorités changent, certains pays sont mieux à même que d'autres de faire face aux fluctuations de la demande. Certains out, plus que d'autres, besoin d'une assistance extérieure.

Au printemps 1974, la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unles sur les matières premières e déterminé une nouvelle catégorie de besoius en matière d'aide au développement eu faisant un cas à part des trantedeux pays sous-développés « le plus touchés » par le coût accru de deurées aussi indispensables que les produits alimentaires, les car-

Les événaments recents ont fait surgir des catégories nouvelles. L'essentiel est de bien saisir qu'au jourd'hui, non content de so trans-former à l'échelon mondial, les priorités du dévaloppement sont en mutation pays par pays, et qu'il devient de plus en plus difficile de faire un tri entre ces priorités continuellement changeantes.

cont alloues (il u'y e encore que

Une programmation plus poussée

JUSQU'A maintenant, le débat était essentiellement resté centrà sur des questions comme celles de savoir quel pourcentage du P.N.B. des pays donateurs deveit être affecté è l'aide au développement et sur les motivations économiques et morales qui justifizient sou existence. Il ne fait pas de doute que ce sont là des problèmes notent, mais il est tout aussi important de parvenir à la définition d'un «système» global de repartition des fonds d'aide eu développement.

Le « système » qui prévaut actuellement est bien loin d'être systématique, et il u'e pes été spécifiquement couçu pour faire face à des besoins de développement en constante mutation. Ne nous est-il pas possible de faire mieux que cels? Dans cette perspective, direction du Programme des Nations unies pour la développement (P.N.U.D.) est parvenue à un accord sur la définition de critères rationuels, souples et le moins politiques possible en ce qui concerne la

burants et les engrais. En 1971 déjà, l'Assemblée générals evait fait une catégorie à part des vingtcinq pays les moins développés qui conjuguaient un revenu par tête excessivement has, une faible capacité industrielle, un taux d'analphabétisme important et dont la croissance économique était restée inférieure à la moyenne au cours de le première Décennie du développement - c'est-à-dire les années

redistribution des fonds qui lui

qualques initiés qui savent que pour 85 % les ressources de l'Orgazisation sont exclusivement consacrées eu développement). Le PNUD est à l'houre ectuelle le premier fournisseur mondial d'assistance technique benévole. distribuant chaque année pour 400 millions de dollars de subvantions à des projets de développe-ment dans plus de cent quarante pays et régions eu vois de dévement. Avant 1972, le Programme répartissait ses fouds projet par projet », de la manière la plus empirique. Mais depuis, des progrès ont été faits dans le sens d'une planification plus globala Les pays bénéficiaires de l'aide ont acceptà d'élaborer des « programmes » à moyen terme à l'aide de « chiffres estimatifs » — calculés

à partir des fonds que le PNUD était supposé allouer à chaque pays au cours des cinq prochaines an-Pour la première tranche des opérations fondées ainsi sur une programmatiou », de 1972 à 1976. répartition des fonds d'aide au développement entre pays sons-développés était calculée en pre-

Par I.G. PATEL*

mier lieu sur le moyenne de ce qu'ils avaient respectivement tou-che les aunées précédentes. Mais la conseil d'administration du PMUD, où sont représentées quarante-bult nations (dont un tiers de pays donateurs et deux tiers de pays donataires), a clairement affirmé depuis le début qu'il sersit nécessire de déterminer un mode de répartition plus systèmatique et plus rationnel pour la deuxième tranche de programmation, qui

è peine entamés, le conseil d'edministration retint les deux critères principaux qui présideralent à la répartition des fouds : le revenu moven par tête d'habitant et l'importance de la population des peys considérés. Il constitue ensuite un groupe de fravail chargé de lui soumettre ses suggestions sur les critères de base à edopter pour la répartition des fonds.

des fonds précèdemment allouis

par le PNUD, en fonction de ses

priorités propres.

De nouveaux critères de sélection

DANS son rapport, ce groupe unanime qu'un quart en moins des ressources totales du PNUD soient pertegées entre les vingi-cinq pays les moins déve-loppés et que l'on augments la part allonée à d'autres pays à bas revenus, notamment les plus peuplés. Il en découlait que la part relative des allocations perçues par les pays dont le reveuu par tête était raisonnablement élevé devrait être diminuée, Le rapport suggérait ágalament que l'on réserve 7.5 % du total des ressources da PNUD à la satisfaction de besoins parti-culiers de certains pays pris indiriduellement, dont l'appréciation était laissée à la discrétion de la direction du Programme, à condition toutefols que la somme n'excède jamais 20 % des fonds allouis aux pays en cause, confor-mément eux critères de base. Des critères supplémentaires régissant l'utilization de ces fonds de réserve furent établis : les besoins spéciaux des pays nouvellement indépeudants: l'ampleur de l'effort de développement entrepris par un pays : la mise en ceuvre de transformations de structure amenani une plus grande àquité sociale : tence de dettes importantes ou d'un déficit éventuel de le balance des paiements, et l'usage que le pays considéré avait fait

couvrira les années 1977 è 1881. Dès juin 1872, alors que la première tranche du programme étalt

Il ue fallnt pas moins de dix-huit mois et de trois réunious consécutives du conseil d'edministration du PNUD pour arrêter le programme d'aide dans ses moindres défails. En janvier 1874, le consaîl d'édministration du PNUD epprouvait un nouvel ensemble de critères présidant à la répartition des fonds dont il assure la gestion. 82,5 % seraient distribués en fonction des données les plus récentes sur la démographie et le revenu moyen par tête des pays bénéficialres. Les 7.5 % restants devant atre répartis en fonction des critères supplėmentaires dėja mentionnės. dont l'appréciation est laissée è la discrétion de la direction du

aux vingt-cinq pays les moins développés, ainsi qu'il evait été proposé des le début. En pratique, donc, cela revient à dire que ca sont dorenavant les besoins mesurables qui fournis le cadre de définition du Programme des Nations unies pour le developpement, ef non plus le simple hasard ou les capacités

PNUD. Il était également décide

que les sommes allouées seraient

dégrassives à partir d'un revenu

moyen par tête d'habitant de 500 dellars par an. Et qu'un mini-mum de 25 % du total reviendrait

d'absorption des peys concernés. Ces décisions se traduiront pour les bénéficiaires par des changements significatifs. Ainsi, les pays aux plus bas revenus (dont le revenu moyeu par tête est égal ou inférieur à 150 dollars par an) perceyront 52 % du total des fonds allocés par le PNUD pour la période qui va de 1977 à 1981, contre 39 % seulement pour la période précédente. Plus d'un pays bénéficiaire sur cinq verra ses allocations doubler an cours des dix années convertes par les deux tranches du programme. Les ressources supplémentaires qui sont uécessaires à la réalisation de cette transformation seront en partie fournies par les contributions de plus en plus importantes des pays en voie de développement qui se trouvent eu sommet de l'échelle des revenus par tête. Certains de ces pays, en effet, contribuent déjà eu Programme pour des sommes supérioures à celles qui leur sont allouées: on pent espérer qu'une trentaine d'entre eux seront dans le même cas d'ici la fin de la deuxième tranche, en 1981.

Cette définition par le PNUD de critères nouveaux représents une contribution historique. Pour le première fois, un système de répartition des fonds d'aide au développement à la fois souple, rationnel et non politique a été mis sur pied par les nations concernées. Ce sys-tême consacre le triomphe de la raison et du bon sens : on peut dire enssi qu'il repoud d'une certaine manière oux accusations d'irresponsabilité et de détachement du reel dont l'ONU fait continuellement l'objet. En ces temps où l'ensemble des nations baudeuf toutes leurs energies pour défendre leurs intérêts économiques contre les grands remous du changement. il démontre de la fecon la plus claire que les gouvernements sont e e pables de reuoncer à leurs égoismes nationaux, et même de reconnaître que les besoins d'eutres pays peuvent être plus considérables que les leurs.

Sous-directeur du Programme des fations unles pour le développement.

JAPON

Une majorité en crise

Par PHILIPPE PONS

A décélération brutale de le croissance japonsise (-- 1,8 % eu cours de l'année fiscale 1974 qui s'est achevée le 31 mars) e mla en lumière les contradictions letente du processus de développement nippon et révàlà des tensions sociales reloulées dans l'ivresse d'un P.N.B. parti en fièche. Tant que le croissance se meintenait à un rythme rapide et que le pouvoir d'achel devançait l'inflation, il était an effet possible eux dirigeants japoneis de différar les frictions sociales. Aujourd'hul. le dynamique nippone e etteint un seuli : le pays de l'expansion accélérée connaît le goût amer du chômage et de le récession le plus dura

En accédant eu pouvoir en décembre dernier, le nouveeu premier ministre, M. Takeo Miki, ee vouleit l'homme du « changement sans risque ». En falt, il se préparait à lutter sur tous les fronts, Economique : enrayer le récession sans pour eutant redonner un essor à la spirale prixsalaire. Social : désamorcer un mouvement de conlestation qui pourrait remettre en cause l'édifice sur lequel est basée l'économie jeponelse. Politique enfin : en ce domaine, parale combat le plus difficile contre l'opposition, trop désunie pour être véritablement dangereuse à court terme, male à l'intérieur de sa propre formation politique, le parti libéral dàmocrate (P.L.D.I. Les réformes qu'il voudreit introduire pour couper avec le passé d'une croissance aveugle - mettre en plece une loi anti-monopole afin de casser le pouvoir des trusts dens le direction de l'économie, diminoer la dépendance du P.L.D. par repport eux milieux Intérêts des « barons « de l'expansion : le patronet leponais. Dans l'ordre des priorités, avant d'agir sur le plan économique et social, M. Miki olt ranforcer son pouvoir eu sein du P.L.D. C'est pourquol, jusqu'é présent, son gouver-nement semble s'être employé à temporiser,

T NE relève eu sommet consécutive à la chute brutale d'un gouvernement entraîne des promotions, des recule d'influence, une restructuration des alliances. Le calme politique de ces quatre derniers mols n'était qu'une ériode de transition. La prudence commandait de faire taire les rivalités personnelles alore que plusieurs échéances se précisaient tant en matière de reletions extérieures - perspective de la signeture prochaine d'un traité de paix avec le Chine, qui soulève une vive résistance du « lobby « talwanais — qu'au niveau de la politique intérieure. Sur les deux plans, le printemps sera cheud pour le gouvernement Miki.

La première batalile e lieu en evril, époque du vote de la Diète sur le budget 1975 mais cale de printemps. Cette année, l'ection des syndicats sera d'eutani plus dure pour le patronet que l'économie nippone est étranglée par des mesures anti-inflation; tandis que le gouemement devra affronter les élections locales : Tokyo, Yokohame et Osaka, cent sobrante-neuf maires de villes moyennes ai plusieurs milliers de conseillere généraux voient leur mandat expirer en avril. Ce premier test pour le cabinet Miki ne eere en fait qu'une répétition des élections générales, qui doivent toujours evoir lieu dans l'année de la désignation d'un nouveau premier ministre. Les résultats des élections locales décideront, en fait, de l'avenir de Miking les réserts en effet de l'avenir de M. Miki : lie péseront an effet eur la choix du congrès netional du parti libéral démocrate, qui reconduire ou non, an juin, le mandat du premier ministra. Alors que e'engagent les pre-miers combats du nouveau cabinet, où est

Face à une opposition qui, ces demières ennées, a régulièrement grignoté les positions des conservateurs (à la suite des élections de juillet 1974, la P.L.D. n'e plus qu'une majorité de sept sièges à le Chambre haute), M. Miki vise evant tout à reconquérir le terrain perdu. Son errivée eu pouvoir s'inscrit en effet sur la toile de fond d'un réveil emer de l'opinion publique Les Jeponele ont perdu confiance en par ce que l'on e nommé, dans un raccourci un peu rapide, le « Watergate de M. Tenaka «. Symptomatique de le crise qui secoue actuellement le P.L.D., eux élections locales d'avril, les élus locaux qui s'étalent présentés eous une étiquette libérale démocrate lore des derniàres consultatione ont décidà cette fois de es présenter en qualité d'indépendants. Dans cette etmosphère de crise de confiance, M. Miki e'est fixé pour tâche de rassurer l'opinion meie eussi d'Innover, d'enrichir d'idées nouvelles un parti usé par vingt ennées de pouvoir ininter-

E suls devenu président du parti libéral démocrate pour lui donner un nouveau départ », nous déclerait récemment M. Miki. Cette phrase, qui pourrait paraître de venant de tout eutre homme politique jeponels, reflàte chez la premier ministre une ambition et une volonté très anciennes. parti Ilbéral démocrate », disaît-îl déjà volci trola ans en plaisantant. Aujourd'hui, îl estime qu' « Il faut battre le fer tent qu'il est cheud : une réforme est le seule chance pour le P.L.D. de continuer à gouverner »,

« Je pense que les Japoneis sont disposés à eoutenir le parti libéral démocrate à condition que celui-ci présente un visage neuf », précise le premier ministre. « Il s'agit, d'abord, d'élever le morale politique du parti, fortement compromise ces demiera temps, atin de redomer contience à l'opinion publique. Concrètement, cele signifie, pour le P.L.D., prendre ses disoutre, il s'agit de donner au P.L.D., actuellement parti de cadres, une véritable base nationale. Enfin, il ne faut plus se contenter de mener avoir une perspective à long terme. «

En falt, il veut essayer d'entamer un dialogue evec cette « autre moittà du Japon » qui vote contra la P.L.D. et dont l'Importance croît à chaque consultation électorale. Le premier ministre n'exclut pas le possibilité de réduire de droite et de déplacer vers le centre l'équilibre de le politique nippone :

« Je euls convaincu que la politique ne se ramène pas à un affrontement de forces male doit conduire é la coopération. Le régime politique japoneis doft tendre à se rapp ce qu'il est en Europe occidentale afin que le responsabilité de chaque parti soit claire. Il changements de gouvernement. Telle est mon opinion depuis longtemps. Malheureusement pour le Japon, les partis d'opposition sont talbies, désunis. Ils n'ont jamais eu ni la force ni la capacité de participer au gouvernement, peut-être parce qu'ils n'en ont jamaie eu l'occasion. Ja crois sincèrement qua c'est dommage pour la vie politique japonaise. Actuelle ie ne vols pas de solution de rechange à un gouvernement libéral démocrate. Si le P.L.D. réuselt à se ressaish, à se moderniser, je pense qu'il pourra continuer à gouverner tout en entamant une politique d'ouverture à l'égard da l'opposition. Dans le cas contraire, il devra lui

céder la piece. Nous sommes aujourd'hui

qu'il faudrait introduire dans le fonctionnement du parti libéral démocrate a trait au mode de ition du premier ministre. Cette question, estime M. Takeo Miki, reflète « tous les maux » du P.L.D., prole du jeu de factions (1) qui rivalisent pour étendre le plus possible leur groupe eu sein du parti. Ces luttes intestines pour la pouvoir poussent les chefs de faction é une collusion avec les milieux d'affaires afin d'obtenir plus de fonds que leurs rivaux et accroître ainsi les chances de leura candidats au cours des consultations électorales.

Lors da l'élection du président du P.L.D. gui deviendre Ipso facto premier ministre par un vote ecquis d'evence é la Diète (quoique restreinte, les libéraux-démocrates conservent leur mejorité), le processus s'inverse : les chefs de de premier ministre distribuent des fortunes pour « echeter « les votes des quelque cinq cents membres (députés et représentants locaux) de leur parti appelés à élire le nouveau président

MIKI a présenté le 27 décembre, deux semalnes après sa désignation, un projet de réforme qui, en prévoyant deux votes successifs à des échelons différents, e'apparente au système des « primaires « américaloss. En augmentant le nombre des personnes appelées é cholair le président du P.L.D. et en démultipliant les instances, M. Miki espère casser partiellement le ploutocratte

En principe, eucun membre du P.L.D. ne s'oppose é une telle initiative. Mais, pour passer de la théorie, eussi sédulsante solt-elle, aux ectes, il y a un pes à franchir. « M. Miki apprend aujoord'hui qu'on ne gouverne pas evec des mots », commente, amer, un ancien premier ministre, Pour beaucoup, la réforme du Kokumin kyokai (l'Association du peuple), organisme chargé de collecter les fonde du P.L.D., devenu eujourd'hul Kokumin Seiji kyokai (Association politique du peuplej, relève davantage du sym-bole que d'un véritable processus de réforme. En fait, une réforme des structures du parti Ilbéral démocrete suppose non seulement une détermination (ce dont M. Miki ne manque pas) mais également une eutorité non discutée Quatre mois après son eccession au pouvoir, véritable pouvoir de M. Miki dans le P.L.D. mais eussi au sein du cabinet qu'il a formé ?

M. Mikl a pour lui les forces vives du P.L.D. : la jeune génération. Son action réformatrice est fermement soutenue par une partie des jeunes députés libéraux démocrales, dont les appétits de rénovation sont réels. C'est assurément chez eux, beaucoup plus que parmi leurs eînés, que le sentiment de l'Imminence d'une crise de le majorité est le plus vif. Pour des hommes comme MM. Takeo Niehioka (de le fac-tion Miki) ou Shintaro Abe (de la faction Fukuda), le parti libéral démocrate s'essoutie : « Il nous faut reconnaître qu'aux dernières élections, en juillet, nous avons été battus et que nous ne devons de conserver le mejorité qu'eu manque d'unité de l'opposition. «

Cette volonté de réformer le P.L.D. dont font preuve les jeunes députés e'est cristallisée deputa deux ans : un groupe d'une vingtaine de jeunes élus venus de tactione différentes (exceptée de celle de M. Fukuda) s'est formé pour repenser le P.L.D. M. Yokel Kono, le quarantaine, apperaît comme l'un des membres les plue dynamiques. « Notre parti esi ectuelle-ment une juxteposition d'intérêts contradictoires du grand capital, des petites entreprises, de tactions doit se faire désormale non plus sur des questions d'intérêts mais sur des optione politiques. Il nous faut an outre antamer des du monopole du pouvoir par le P.L.D. est révolu. Mais nove dayons lutter contre une pesanteur antiréformiste considérable. »

1 la jeune génàration de libéraux-démocrates semble déterminée à soutenir l'action de M. Miki, ella n'en constitue pas moins une minorité eu sein d'un P.L.D. dirigé par une garontocratie. Plus grave est le fait que M. Miki ne contrôle pas les rouages du parti. En effet, jusqu'à présent, le poste clà de secrétaire général revenait à une personnalité de la faction du premier ministre. Cette fois, ce poste, qui est le « marchepied « politique à la présidence, e échappé eu contrôle du premier ministre M. Nakasone qui, avec es propre faction, manœuvre en vue d'accéder un jour à le présidance, e obtenu la secrétariat général. Seul le

secrétaire général adjoint, M. Hirohide Ishida, est un fidèle de M. Miki. Sa mesura et sa prodence reflétent les tiralllements actuels du P.L.D. Selon lui, « une rétorme du P.L.D. ne pourra se taire que graduellement el avec un

En fait, bon nombre de « vieux routiers « de la politique nippone ne cachent pas leur scepti-cisme quant à le possibilité de mener à bien une réforme du P.L.D., à mouvoir un parti figé dans un immobilisme dont beaucoup tirent profit. Nos interiocufaurs ont souvent évoqué cette opinion de M. Ichiro Hatoyama (premier ministre de décembre 1954 à décembre 1956):

« Un premier ministre dont la faction n'est pas majoritaire dans le P.L.D. n'e aucun pouroir réel. « M. Miki le sait. Il fui manque l'appoi « logistique « nécessaire à la réalisation de ses réformes : une majorité loyale.

Sa faction ne compte que quarante-sept membres. C'est, par le nombre, la quatrième do P.L.D. Pour l'Instant, celle de M. Tanaka importante, sulvie par celles de M. Fukuda (quatre-vingt-deux membres) et de M. Ohira voir de M. Miki n'e pas eu pour origine un vote du congrès national du parti fibérai démocrate, comme c'est généralement le cas, mais une négociation intervenue entre les chefs des principales factions qui ont charché à sur-monter leurs antagonismes et à resserrer les range pour éviter une crise ouverte du parti. Le cabinet de M. Mild ne reflète pas une tendance, c'est un gouvernement de « coalidon « Interne au P.L.D. On retrouve dans ce cabinet tous les « ténors « (seuf M. Tanaka, blen sûr). La diversità des forces (des « colombes « aux « faucons » j qui ont porté au pouvoir M. Mild limite sa marge de manœuvre non seulement pour promouvoir une réforme du P.L.D. mais ent pour conduira le pays comme 9

listes, premier parti d'opposition, il y a peu de chances que les libéraux-démocrates deviennent des interlocuteurs. « Les rapports de forces au sein du P.L.D. ne laissent guère d'espoir d'un changement d'orientation politique », nous dit M. Asukata, maire de Yokohama, devenu en décembre l'un des trois vice-présidents du parti socialiste. « Seule la personnalité du preniler ministre est différente. Maie vous verrez que M. Mikl sera contraint de mener une poli-

ES résistances à la politique préconisée par M. Miki sont vives eu sein de son propre parti. En fait, la chute du gouvernement Tanaka e donné un regain de force à la droite du P.L.D. regroupée eutour de M. Fukuda. M. Miki e récemment éprouvé les limites de son pouvoir et l'influence de la faction Fukude lors de la désignation du candidat libéraldémocrate qui brigue ce mois-ci le poste de maire de Tokyo. Le premier ministre n'e po ni imposer son propre candidat, M. Tokuwa Utsunomiya, connu pour ses idées réformatrices, ni barrer le route à M. Ishihara dont voilà un an M. Mild dénoocalt les tendances « fasci-

En outre, ce qu'il faut blen appeter le nent le politique d'ouverture de M. Mikl. sape l'émulation, l'effet d'entraînement dont il pouvait espérer être le catalyseur el les libérauxdémocrates se sentalent menecés. La falblesse des partis d'opposition renforce la position de le drolts libérale-démocrate, qui rajette tout dialogue avec le gauche et préconise au contraire la fermeté. Politique à courte vue contre laquelle, cependant, M. Miki na peut rien.

Dans la situation actuelle du Jepon, l'avenir du cabinet Miki dapend avant tout de sa poli-tique économique. Lutter contre l'inflation et amoindrir l'injustice sociale constituent ceries des objectife qui marquent un progrès sur le précédent gouvernement.

Mais, pour l'instant, le premier ministre se heurte eu mur du « Zaikai « (littéralement : le monde des possédants). Les milleux d'affaires, dont le P.L.D. est le reflet, sont en général partisans de le reprise rapide, quel qu'en soit le risque. Tout le problàme pour lui consiste à essayer d'intégrer dans un ensemble cohérent des objectifs contradictoires : lutter à la fois contre l'Inflation et la récession, présenter un budget eustère et promettre la justice sociale. Si ses objectis demeurent Inchangés, les priorités — se maintenir eu pouvoir et par consé-quent accèder à certaines demandes des milleux d'affaires - sont eujourd'hul plus contrai-

(1) Appeliation courants des différentes s clientèles » cristallisées autour d'un chef, qui existent dans tous les partis politiques japonais. (2) OL le Monde déplomatique, actit 1974.

Dans ce numéro :

DIFFICILE VOIE LACTIENNE, par Daniel P. 2 et 3:

LES PERSPECTIVES DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'ENERGIE : Les nou-velles stratégies pétrolières des Etats et des grandes compagnies, par Nicolas Sarkis : L'aide des pays de l'OPEP, par Manuel Luchert ; Suite de l'article de Plerre Péan sur la politique pétro-lière américaine.

L'EUROPE DES NEUF ET LE TIERS-MONDE : Des perspectives nouvelles pour la coopération, par Claude Cheyssen; De la convention de Lomé au recyclage des pétrodollars, par Micheline Pan-net, Le mécanisme de la convention : un pré-cédent et un exemple, par Philippe Lemaitre.

Des géants en quête d'un statut juridique, suite de l'article d'Armando Uribe. P. 8: Tocsin pour les latifundistes, par Gérard Garreau.

LA DEMOCRATIE TRAHIE PAR... LES INEGA-LITES DE REVENUS: L'abondance n'élimine pas des écarts très importants, par Bernard Lory: Dans les pays développés, tendance à une répar-tion moins inégalitaire, par John Hackett; La contre-révolution des revenus, par Edward S. Herman: Difficultés de lutter contre la pauvreté au sein de l'opulence, par Jacques Soppelas. Bourgedisies et prolégariats en Afrique noire. P. 9 à 14: au sein de l'opulence, par Jacques Soppelsa: Bourgeoisies et prolétariats en Afrique noire, par Daniel Pépy r Du désordre à la violence, B.L. Une cascade de conférences communistes, par Bernard Féron. — Dans les revues...

Aux Comores : un inquiétant exemple de décolo-nisation « à la française », par Daniel Junqua. P. 15: Correspondance.

P. 16 à 18: ISRAEL ET LA PAIX, de notre envoyé spécial Gérard Challand.

An festival de Royan, films sur les luttes en Proche-Orient, par Ignacio Ramonet. P. 19:

P. 20 et 21 : L'ONU, LES GRANDS ET LE TIERS-MONDE : Les illusions de le « majorité autometique », par J.W. Samuels : Une prérogative importante : la reconnaissance de situations, par Jean J.-A. Salmon.

P. 22 et 23 : QUAND L'HISTOIRE AGIT DANS LE PRE-SENT : La mémoire du groupe et les profession-nels ; « Redécouvrir l'histoire des peuples qui composent la France » ; Tiers-Monde : quel passé pour quel avenir ?

Inventaires de l'Apocalypse, par Charles Zorghibe.

Les livres du mois.

P. 24:

P. 25:

POLITIQUE ET LITTERATURE : Terreur, fantasie et... Palestiniens, par Marie-Françoise Allsin

L'activité des organisations internationales. P. 26 à 29 ; L'aide des Netions unies : vers une refonte des priorités, par LG. Patel

Avril 1975

€.

Tous